

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 16094 - 7 F

JEUDI 24 OCTOBRE 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Immigration : 90 000 cartes de séjour ont été délivrées en 1995

LE MINISTÈRE de l'Intérieur dispose, depuis l'information menée dans les préfectures, d'un nouvel outil statistique de mesure des flux migratoires. Selon un document confidentiel de la Place Beauvau, 90 000 titres de séjour de plus d'un an ont été délivrés en 1995, contre 146 000 en 1993.

Cette baisse serait due à l'application des lois Pasqua et aux limitations apportées au regroupement familial. Ces chiffres divergent des données de l'Office des migrations internationales (OMI) et de l'Institut national des études démographiques (INED), qui font état d'une baisse plus rapide : 50 000 personnes seraient également entrées en France l'an dernier. Ces divergences paraissent dues aux méthodes de calcul et à des outils statistiques imparfaits.

Lire page 7

## Jacques Chirac presse Yasser Arafat de construire une vraie démocratie

Washington oppose un nouveau veto à une participation européenne aux négociations de paix

PREMIER chef d'Etat étranger à s'exprimer devant le Conseil national palestinien élu en janvier, Jacques Chirac a invité Yasser Arafat et les parlementaires, mercredi 23 octobre, à Ramallah, près de Jérusalem, au respect des valeurs de la démocratie qui leur assurera, selon lui, « une large soutien international ». Après une visite mouvementée de Jérusalem, mardi, qui l'a mis aux prises avec la sécurité israélienne, M. Chirac a plaidé également pour le maintien du statu quo sur la partie orientale de la ville annexée par l'Etat juif en 1967, et pour l'arrêt de la colonisation juive dans les territoires palestiniens autonomes et occupés de Gaza et de Cisjordanie. Il a encouragé le président de l'Autorité palestinienne à « combattre la tentation de la violence, qui peut toujours réapparaître ».

Mardi, le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, a présenté ses excuses au président de la République après les incidents qui ont émaillé son déplacement



ment dans la vieille ville de Jérusalem. M. Chirac a assuré que l'incident était clos avant d'aller brièvement à la Knesset et de se recueillir sur la tombe d'Yitzhak Rabin.

La tournée au Proche-Orient de M. Chirac, qui devait se rendre également à Gaza mercredi après-midi, va se poursuivre en Jordanie, puis au Liban et en Egypte. Mardi, le département d'Etat américain a réagi vivement à la proposition émise samedi, à Damas, par le président de la République d'un coparrainage européen, aux côtés des Etats-Unis, du processus de paix israélo-palestinien. Son porte-parole a invité l'Union européenne à ne pas se mêler des négociations.

En visite officielle au Caire, le premier ministre italien a plaidé lui aussi pour un rôle accru de l'Europe, principal bailleur de fonds du processus de paix.

Lire page 2, et la chronique d'Agathe Lorgeart page 31

## L'extrême droite cherche à élargir son implantation syndicale

APRÈS les partis politiques, c'est au tour des syndicats d'être confrontés au Front national, qui a décidé de chasser ouvertement sur leurs terres. Pour Bruno Mégret, délégué général du parti d'extrême droite, « le syndicalisme officiel n'est plus légitime », car les syndicats « ne dénoncent pas le danger majeur du mondialisme ». La création de syndicats - quatre en un an -, chargés de véhiculer les idées du Front national, particulièrement sur l'immigration et la préférence nationale, s'accompagne de la pratique, toujours en vigueur, de l'infiltration.

Conscientes du danger, la CFDT et la CGT peaufinent leurs stratégies pour lutter contre la pénétration des idées léninistes parmi les salariés.

Lire page 5 et les points de vue page 13

## L'Europe endigue le sida

L'épidémie de sida semble stabilisée, selon les résultats d'un centre d'observation, dans les 45 pays du continent européen.

## Kaboul sous le feu de Massoud

Les talibans sont confrontés à une nouvelle offensive des troupes de l'ancien homme fort du régime.

## Le meurtre au bout du licenciement

L'employé avait assassiné son chef de service au Bon Marché. La cour d'assises a condamné Philippe Jégado à quinze ans de réclusion.

## Le marché progresse à Cuba

Le goût d'entreprendre et le petit commerce renaissent dans l'île.

## Le succès des médiathèques

Ces nouvelles « maisons de la culture » où l'on peut lire, entendre et regarder deviennent un lieu privilégié de socialité.

## Le GAN demande une recapitalisation

Le groupe d'assurances est handicapé par ses actifs immobiliers.

## Les plantes à gènes

Risques et promesses des végétaux modifiés par la génétique.

## Une 2 CV « yankee » pour les Chinois

ON SAUVAIT que Hollywood prît les « remakes » de productions françaises. Voilà que Detroit s'y met à son tour. La dernière voiture que vient de présenter Chrysler, le numéro trois de l'automobile américaine, n'est ni plus ni moins qu'un remake de la 2 CV Citroën. Ligne galbée, toit ouvrant en toile, pare-brise plat, ailes renflées, phares ronds... rien ne manque des attributs de la voiture fétiche de la marque aux chevrons. Jusqu'à ce moteur bicylindre refroidi par air dont on attend impatiemment de savoir si, au premier tour de clé, il toussotera comme celui de la « Deuche » de notre enfance.

Même le nom du prototype sonne comme un clin d'œil. Destinée à répondre aux besoins en voitures familiales sur le marché chinois - pays de prédilection de Citroën, depuis la Croisière jaune jusqu'à l'installation d'une usine dans les années 80 -, elle est baptisée « China Concept Vehicle ». Ce qui peut s'abréger en... 2 CV.

Cet hommage appuyé des ingénieurs américains à la voiture emblématique de la France de l'après-guerre n'est pas seulement un exercice de style. Il est l'aboutissement d'une réflexion lancée voilà trois ans par François Castaing, le

numéro trois de Chrysler. Ce Français de cinquante et un ans, né à Marseille, a fait carrière chez Renault, qui l'a emmené dans son aventure américaine en 1980. Après le retrait du constructeur français, l'ingénieur reste à Detroit, chez Chrysler, qui le nomme en 1987 grand responsable du produit.

François Castaing cherchait un moyen de ramener les ingénieurs de Chrysler aux valeurs de base de l'automobile. Enoncé du problème : comment concevoir une voiture pour les marchés émergents, ce grand réservoir de croissance supposé du XXI<sup>e</sup> siècle. Un vrai défi : pouvaient-on concevoir une « voiture de pauvre » à Detroit où, depuis des décennies, on dessine plutôt des voitures qui ressemblent à des résidences secondaires roulautes ? Une voiture dépouillée mais sympa, rustique mais pratique, peu coûteuse à l'achat, facile à entretenir, sobre en carburant. Bon sang, mais c'est bien sûr !

En 1993, le Marseillais fait venir à Detroit, en grand secret, une 2 CV, « la vraie, modèle 1956 », confie-t-il. Sous le regard goguenard de ses collègues américains, il la fait déosser, autopister, analyser par le bureau d'études flamboyant neuf

que vient de s'offrir Chrysler. Et le résultat tombe : conçue et fabriquée avec les moyens d'aujourd'hui, la 2 CV coûterait deux fois moins cher que la moins chère des petites voitures actuelles. Ce qui ferait dans les 25 000 francs de prix de vente aux Etats-Unis, compte tenu du faible niveau de taxes dans ce pays. Décoiffant, non ?

La perfection était à portée de main, et Citroën l'avait envoyée au musée - après, il est vrai, quarante ans de bons et loyaux services. Le remake tendra-t-il l'affiche aussi longtemps que l'original ? Ce n'est pas l'objectif. Comme toute superproduction américaine, celle-ci est destinée à inonder le monde. Chrysler compte vendre entre cinq cent mille et un million d'exemplaires par an de sa dernière-née après l'an 2000. En Chine, bien sûr, mais aussi dans l'ensemble des pays émergents. Et pourquoi pas en Occident, où sa bouillie sympa ne devrait pas manquer de séduire quelques acheteurs nostalgiques... ou désargentés. On attend maintenant la réplique de Jacques Calvet, président de Citroën : protester ou riposter, il faut choisir.

Pascal Gahrier

## Les héritages israéliens du président

DEPUIS bientôt un demi-siècle, Israël et la France incarnent l'un de ces couples liés par la passion : les plus beaux élan alterne avec les pires éclats. Près de cinq décennies d'idylles et de colères, de rancœurs et de chimères, d'élans d'enthousiasme et d'espérances déçues. Depuis plus de vingt ans, Jacques Chirac, qu'il gouverne ou non, tient l'un des premiers rôles dans cette

relation tumultueuse. De l'âge d'or des années 50, dont l'Etat juif garde au cœur la nostalgie, au triomphe de l'amertume d'après 1967, du long dépit amoureux, coupé d'échanges tristes entre Israël et la France post-gaullienne, à l'effet de catharsis créé par le voyage de François Mitterrand à Jérusalem en mars 1982, de cette histoire comme plus souvent sévère

que sereine, l'actuel président de la République s'affirme l'héritier fidèle et cohérent. Comme il se veut le légataire, auprès des voisins d'Israël, d'une mythologie gaulliste - la « politique arabe » -, d'une présence économique et d'une tradition culturelle.

A relire ses propos publics consacrés depuis une quinzaine d'années aux conflits israélo-

arabes, il faut reconnaître à Jacques Chirac, souvent tenu par ailleurs pour inconstant, une réelle continuité. En décembre 1981, il voyait dans l'annexion du Golan un « acte de piraterie ». Il a toujours préconisé la restitution du plateau à la Syrie. Pendant longtemps, il refusa de se rendre à Damas parce que la communauté juive syrienne était interdite d'émigration et s'en tint à cette position.

Pour les Palestiniens, il réclame de longue date le droit à l'autodétermination, devenu, au fil des ans, le droit à un Etat. Premier chef du gouvernement français à visiter Israël en novembre 1987, il vantait les mérites, entre Paris et Jérusalem, de l'« amitié exigeante » et de la « sympathie vigilante ». Ces deux formules restent - M. Netanyahou devrait en savoir quelque chose - d'actualité.

Le premier héritage gaulliste - la brouille de 1967 - fut longtemps lourd à porter. L'embargo sur le matériel militaire à destination des pays du champ de bataille - dont Israël - (5 juin), et la célèbre phrase petite phrase du général sur « les Juifs (...) peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur » (27 novembre), adjectifs qui, dira Raymond Aron, « appartenaient à Drumont et à Maurras » ouvrent l'ère du soupçon.

Jean-Pierre Langellier

Lire la suite page 12

## Nouvelles vocations olympiques

ONZE SEMAINES après la fin des jeux olympiques d'Atlanta, plusieurs fédérations sportives françaises bénéficient de l'impact public des médailles que leurs athlètes ont remportées. Peu connus, rarement présents à la télévision, ces « petits sports » enregistrent de plus en plus d'inscriptions de spectateurs séduits par la pratique de ces disciplines. L'escrime semble le grand bénéficiaire de cet engouement, et les responsables de la fédération s'attendent à une augmentation de 20 % du nombre des licenciés, certains clubs atteignant déjà la saturation. Autres sports connaissant un « effet Atlanta » : le judo et, dans une moindre mesure, le cyclisme et le canoë-kayak.

Lire page 20

## « Mission : Impossible »



BRIAN DE PALMA

CONSIDÉRÉ - souvent à tort - par la critique comme un Hitchcock sans personnalité, Brian De Palma signe avec *Mission : Impossible* un film brillant et personnel. On retrouve dans cette adaptation de la série télévisée sa manière désincarnée de traiter les personnages. *Mission : Impossible* domine toutes les autres sorties de la semaine.

Lire pages 26, 27 et 28

International	2	Agenda	23
France	3	Abonnements	23
Société	7	Météorologie	23
Régions	9	Mots croisés	23
Carnet	10	Amours classées	24
Horizons	11	Culture	25
Entreprises	15	Guide culturel	29
Finances/marchés	16	Communication	30
Aujourd'hui	20	Radio-Télévision	31

Ce numéro comporte un encart « France-Rail » folié de 1 à XVI.

Abonnements : 3 DM ; Belgique : 45 FB ; Canada : 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire : 850 F CFA ; Danemark : 14 KRO ; Espagne : 220 PTA ; Grèce : 12 000 Dr ; Irlande : 120 Ir£ ; Italie : 2500 L ; Luxembourg : 40 FL ; Maroc : 10 DH ; Norvège : 34 KRON ; Pays-Bas : 3 FL ; Portugal : 200 Esc ; Royaume-Uni : 50 pence ; Suède : 800 F CFA ; Suisse : 10 KFR ; Tunisie : 2 000 F ; Turquie : 12 Lir ; USA (NY) : 2 \$ ; USA (autres) : 2,50 \$.

M 0147 - 1024 - 7,00 F



Un Itineris

Un Alphapage

Une Carte France Télécom

PAGE 17 : VOUS TROUVEREZ LES RÉPONSES À VOS QUESTIONS.



**PROCHE-ORIENT** Jacques Chirac a invité les Palestiniens, mercredi 23 octobre, à Ramallah, en Cisjordanie, à construire un Etat démocratique. Le président français,

premier chef d'Etat étranger à s'exprimer devant le Conseil législatif palestinien élu en janvier, a déclaré que le respect des principes démocratiques leur assurera un large sou-

tien international. **● MALMENÉ** mardi par les services de la sécurité israélienne au cours d'une visite de la vieille ville de Jérusalem, M. Chirac a reçu les excuses officielles du pre-

mier ministre Benjamin Nétanyahou avant de se rendre brièvement à la Knesset et sur la tombe d'Yitzhak Rabin. **● LES ETATS-UNIS** ont vivement réagi, mardi, à la proposition fran-

çaise de coparrainage par l'Europe du processus de paix en enjoignant l'Union européenne de ne pas se mêler des discussions en cours entre Israéliens et Palestiniens.

## Jacques Chirac appelle les Palestiniens à bâtir une véritable démocratie

Après sa visite mouvementée dans la vieille ville de Jérusalem, et un passage conciliant devant la Knesset, le président de la République s'est exprimé devant le Conseil législatif palestinien, qui accueille ainsi pour la première fois un chef d'Etat étranger

**RAMALLAH**  
*de notre envoyée spéciale*  
Après les mots, les gestes. Ayant plaidé, lundi 23 octobre en Israël, pour le droit des Palestiniens à un Etat, Jacques Chirac, dans une initiative totalement inédite, s'est rendu mercredi à Ramallah, en Cisjordanie, puis à Gaza, conférer une première reconnaissance étrangère pratique au « législatif » et à l'« exécutif » palestiniens, et les inviter à édifier leur Etat sur des bases solides et à en faire une véritable démocratie.

Dans la salle exigüe, refaite à neuf, du Conseil législatif palestinien, à l'entrée de Ramallah, le président de la République a voulu à la fois rendre hommage « au travail exemplaire » des quatre-vingt-huit élus du parlement intérimaire palestinien, et les encourager à aller de l'avant. « Votre responsabilité devant votre peuple et devant l'Histoire est (...) capitale », a déclaré Jacques Chirac. Votre tâche est d'autant plus importante que tout est à créer. » Dans des territoires palestiniens

qui, jusqu'en 1967, obéissaient à la loi égyptienne pour la bande de Gaza, et jordanienne pour la Cisjordanie, et qui, depuis vingt-neuf ans, ont été ou sont toujours - c'est le cas pour la plus grande partie de la Cisjordanie et pour Jérusalem-Est - sous occupation israélienne, tout est en effet à inventer, dans la perspective d'une « souveraineté nationale palestinienne », pour reprendre une expression du chef de l'Etat.

### DOUBLE TRANCHANT

Tout, et en particulier une législation qui tienne compte de l'autonomie intérimaire dont jouit à ce stade une partie de ces territoires, tout en préparant le futur, c'est-à-dire un Etat. Ce ne sont ni le cœur ni la volonté de la majorité des élus et des juristes palestiniens qui manquent.

Mais à l'heure actuelle, et pour des raisons qui tiennent à la fois à la fragilité des acquis palestiniens et aux méthodes autocratiques du chef de l'Autorité palestinienne,

Yasser Arafat, leur mission n'est pas facile. Pas davantage que ne l'est la lutte des démocrates, à l'intérieur et à l'extérieur du Conseil législatif, pour le respect des libertés fondamentales. « Je souhaite, dit-il, que vous trouviez les règles qui assureront l'équilibre entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif (...), le respect des principes démocratiques est l'un des atouts qui vous assure un large soutien international et renforce la confiance de vos partenaires. »

Pour Yasser Arafat, présent à la cérémonie, l'initiative de M. Chirac est à double tranchant. Au moment où le processus de paix connaît de très sérieuses difficultés, et alors qu'il doit lui-même faire face à un gouvernement israélien de droite, dont le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, disait encore, mardi, qu'il n'envisageait pour les Palestiniens que « le droit à gérer leur vie dans tous les domaines », le geste du président français constitue un atout non négligeable. A terme, il est moins sûr que le chef de l'Auto-

rité palestinienne apprécierait un contrôle du législatif sur un exécutif qu'il conçoit sur le mode clientéliste - comme l'est aujourd'hui son gouvernement. Jacques Chirac le sait, qui n'en devait pas moins proposer à ses interlocuteurs l'appui de l'Europe « pour l'instauration d'un Etat de droit ».

### « RESTEZ FERMES »

Le chef de l'Etat français n'a pas peur non plus des mots, lorsqu'ils sont justes, même si, par commodité, ils ont rarement été prononcés au cours des cinquante dernières années. « Victimes d'une histoire qui n'était pas la leur, les Palestiniens sont devenus un peuple sans terre. Vous avez connu les épreuves et l'exode, pourtant, vous avez tenu bon. Restez fermes sur les principes », devait-il leur dire. Manière de reconnaître à la fois les injustices faites aux Palestiniens depuis 1948, et la légitimité de leur lutte pour la reconnaissance de leurs droits. Mais, les renvoyant aussitôt à un credo énoncé, selon

lui, par Yasser Arafat lui-même, il leur a rappelé que « ce ne sont pas les armes qui assurent la victoire, mais la foi, la volonté, l'abnégation, la justice d'une cause ». C'est pour cela qu'à ses yeux, il faut « continuer à braver le râteau d'olivier ». Malgré les « frustrations et les humiliations », il faut aussi « combattre la tentation de la violence ». Il faut enfin transformer un passé qui « pèse trop lourd » en une « source de connaissance mutuelle » puis de « coopération ».

Conscient, néanmoins, que le contrat qui lie aujourd'hui Israéliens et Palestiniens est un contrat léonin, Jacques Chirac a apporté son soutien aux seconds en demandant, comme eux, que les accords signés avec l'Etat juif « soient respectés », que le statut intérimaire des territoires palestiniens ne soit pas « abusivement prolongé », que l'unité de ces régions soit « préservée », que cesse la colonisation des terres, que soit maintenu le statu quo à Jérusalem-Est. Mais une autre condition demeure pour lui

indispensable à la paix : c'est « l'aspiration légitime d'Israël à la sécurité ».

A Ramallah, comme dans la bande autonome de Gaza où il devait ensuite se rendre en compagnie de Yasser Arafat, au siège de l'exécutif palestinien, Jacques Chirac s'attendait à faire un tabac. La détermination et la fermeté de son attitude, la veille, à l'égard des forces de sécurité israéliennes, dans les rues de Jérusalem, l'ont porté au pinacle.

Ce ne sont pas les Palestiniens qui refuseront son offre de voir la France « contribuer au règlement définitif » du statut des territoires palestiniens. Pas davantage que ne sera refusée sa proposition d'un « rôle politique » de l'Europe qui « correspond à son engagement économique » envers les Palestiniens et le processus de paix pour lequel M. Chirac a, une nouvelle fois, réclamé le coparrainage de l'Europe avec les Etats-Unis.

Mouna Naïm

### « C'est une attitude qui explique bien des choses »

**JÉRUSALEM**  
*de notre envoyée spéciale*

Ces images, sans doute, figureront dans l'album du septennat : Jacques Chirac, le visage fermé, refusant de pénétrer dans l'église Sainte-Anne de Jérusalem aussi longtemps que les hommes en armes de la sécurité israélienne, qui l'avaient devancé à l'intérieur de l'enceinte, n'en étaient pas tous sortis. Jacques Chirac, rouge de colère, convoquant le chef de la sécurité israélienne au milieu des soubres du quartier musulman pour dénoncer les excès de zèle de ses troupes ; « Mais que voulez-vous ? Que je remonte dans l'avion et que je rentre en France ? Ça suffit. Ce n'est pas de la sécurité, c'est de la provocation. » Jacques Chirac, encore, sur les marches du Saint-Sépulcre, au comble de l'exaspération, attrapant par le collet un autre policier israélien qui s'interposait entre lui et les dignitaires religieux venus l'accueillir.

Tout au long de cette visite de la vieille ville et des Lieux saints, les incidents se sont multipliés, mardi 22 octobre, entre la délégation française qui accompagnait le chef de l'Etat et les hommes du Shin Beth. Le parcours symbolique choisi par M. Chirac au cœur de Jérusalem-Est occupée irritait manifestement les autorités israéliennes, qui avaient dépêché sur place plusieurs dizaines d'hommes armés. Malméné, la presse n'a parfois dû sa liberté de travailler qu'à l'intervention du président de la République, fendant lui-même le cordon de sécurité pour permettre aux journalistes de le suivre : « Je suis désolé, cette situation est inacceptable. C'est une attitude qui explique bien des choses », a-t-il alors murmuré.

### DU MUFTI AU MUR DES LAMENTATIONS

Ce zèle intempestif des services de sécurité a renforcé la détermination du chef de l'Etat. Tout au long de la Via Dolorosa, il s'est ostensiblement attardé à serrer les mains des commerçants palestiniens, tenus à bonne distance du cortège présidentiel par les fusils-mitrailleurs israéliens, suscitait ça et là de timides « Vive la France, vive Chirac ! ». Parvenu sur l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa, le chef de l'Etat a, une première fois, exigé que les hommes armés qui l'entouraient ne l'accompagnent pas. En vain. A cette image d'un cortège de sécurité en armes sur un lieu saint, il en a opposé une autre : c'est, bras dessus bras dessous, avec les deux religieux musulmans qu'il a cheminé jusqu'au bureau du grand mufti de Jérusalem tandis que le porte-parole de l'Elysée, Catherine Colonna, annonçait que les autorités israéliennes allaient être saisies d'une protestation officielle.

Quelques centaines de mètres plus loin, devant l'église Sainte-Anne, M. Chirac a renouvelé sa demande. Ce que le respect dû aux Lieux saints n'avait pu suffire à obtenir, les lois de la République, elles, l'ont imposé. Sur cette parcelle de territoire français en zone occupée, les forces de sécurité ont été contraintes d'obtempérer. La tension était déjà retombée lorsque la dernière étape de la matinée a conduit M. Chirac devant le mur des Lamentations.

### « UN EXCELLENT AMI »

Tout s'est ensuite passé comme si, après ces démonstrations mutuelles d'irritation, les deux parties étaient convenues ensemble de calmer le jeu. Le premier ministre israélien a saisi l'occasion du déjeuner officiel offert au président français pour présenter ses « excuses » après les incidents de la matinée. « Jacques Chirac est un excellent ami d'Israël. Je suis vraiment désolé. Nous avons fait cela pour une juste cause, pour protéger un ami », a-t-il déclaré. Benjamin Nétanyahou a renouvelé publiquement ses excuses au cours de la conférence de presse commune qui a suivi le déjeuner, tandis que le chef de l'Etat observait, pour sa part, qu'« il faut savoir clore un incident. L'incident est clos ».

Aux tensions de la matinée, se sont donc succédés tout au long de l'après-midi les gestes d'amitié et de bonne volonté. A la Knesset d'abord, dont les membres n'avaient pas apprécié que le chef de l'Etat français ne prononce pas de discours solennel dans leur enceinte, à la veille de son intervention devant le Conseil législatif palestinien à Ramallah. Une visite avait donc été arrangée au dernier moment pour ménager les susceptibilités. M. Chirac s'est excusé à son tour devant le bureau de l'Assemblée du « malentendu » qui avait pu naître au sujet de cet oubli. Un seul incident a ponctué cette visite. Lorsque le chef de l'Etat a été accueilli quelques instants dans l'hémicycle, un député d'extrême droite s'est indigné de l'absence de discours et a quitté la séance sous les protestations de ses collègues en exclamant : « Sommes-nous donc inférieurs aux assassins de Ramallah, devant lesquels il va parler demain ? »

Le président a rendu, ensuite, hommage aux victimes du nazisme et du terrorisme en déposant une gerbe dans la crypte du souvenir du mémorial de Yad Vashem, puis en se recueillant sur la tombe d'Yitzhak Rabin au mont Herzl. Mais les images de l'après-midi, solennelles et un peu figées, n'ont pas effacé celles, brutales, de la matinée.

Pascale Robert-Diard

### M. Jospin : « L'Europe est concernée directement »

Le premier ministre français Alain Juppé a estimé, mardi 22 octobre, à l'Assemblée nationale, que « ces incidents » entre M. Chirac et la sécurité israélienne ne doivent pas faire oublier « le message de paix et d'amitié (...) que le président de la République française est allé exprimer sur place ». Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a déclaré mardi qu'il « n'aime pas voir le président de la République de son pays empêché de pouvoir nouer des contacts librement ». M. Jospin a également souligné que « l'Europe a le droit de s'exprimer sur cette région, elle est concernée directement ».

**WASHINGTON** A de nouveau demandé aux Européens, mardi 22 octobre, par la voix du porte-parole du département d'Etat Nicholas Burns, de ne pas se mêler des négociations israélo-palestiniennes. Début octobre déjà, le secrétaire d'Etat Warren Christopher avait expressément demandé, par lettre, à l'Union européenne de ne pas interférer dans les pourparlers amorcés en présence du coordinateur américain pour le Proche-Orient, Dennis Ross.

Nicholas Burns a déclaré, mardi, qu'Israël et les Palestiniens avaient décidé que les Etats-Unis seraient « le seul pays » présent à ces pourparlers. La négociation, qui porte sur la mise en œuvre d'une clause-

## Washington demande aux Européens de ne pas se mêler des négociations

clé des accords de paix israélo-palestiniens prévoyant le redéploiement de l'armée israélienne dans la ville de Hébron, en Cisjordanie, est particulièrement difficile. Lundi, M. Ross avait convoqué une conférence de presse à Jérusalem pour annoncer son départ le soir même après seize jours de médiation infructueuse. Mardi, il a finalement décidé de rester, en expliquant que des « progrès significatifs » avaient été faits la nuit précédente entre Israéliens et Palestiniens. Ce revirement témoigne de la pression que s'efforce d'exercer Washington pour débloquer le processus de paix gelé depuis sept mois.

La sortie faite, mardi, par le porte-parole du département

d'Etat témoigne sans doute de l'agacement que provoquent aux Etats-Unis les revendications de Jacques Chirac en faveur d'une participation de l'Union européenne au processus de paix. Les Etats-Unis, a dit Nicholas Burns, sont « le seul pays indispensable, qui a été présent [sur le dossier du Proche-Orient] ces vingt-cinq ou trente dernières années ».

### M. PRODI AU CAIRE

En plus de sa défense des prérogatives américaines, M. Burns a mis en garde contre la cacophonie qui pourrait résulter d'interventions extérieures multiples dans des négociations délicates. « On ne veut pas créer une mini-ONU à Tabà

et à Elot », a-t-il déclaré, en référence aux villes frontalières égyptienne et israélienne où se déroulent les négociations.

Outre le chef de l'Etat français, d'autres Européens paraissent désireux ces temps-ci de se mêler du dossier proche-oriental. Lundi, le premier ministre italien Romano Prodi a, comme Jacques Chirac, plaidé pour un renforcement du rôle de l'Europe lors d'un entretien au Caire avec le président Moubarak. Dans quelques jours, du 3 au 6 novembre, le secrétaire britannique au Foreign Office, Malcolm Rifkind, doit effectuer une visite officielle en Israël et dans les territoires palestiniens.

Ces démarches se font, pour

l'instant, en ordre dispersé et même si l'Union envisage de se doter d'un émissaire spécial pour le Proche-Orient, les positions de ses quinze pays membres ne sont pas homogènes, certains étant freinés par la crainte de gêner les Etats-Unis, surtout en période électorale, d'autres par une retenue quasi paralysante envers l'Etat juif, d'autres enfin par méfiance envers le dynamisme affiché par la France.

Quoi qu'il en soit, un coparrainage formel du processus de paix est exclu puisque l'une des parties - Israël - le refuse et que Washington, comme vient de le rappeler Nicholas Burns, entend bien préserver son pré carré. (AFP Reuters.)

Patrice Claude



# Les militants des droits de l'homme dénoncent la collusion entre Total et la dictature birmane

La firme française est mise en cause pour la construction d'un gazoduc

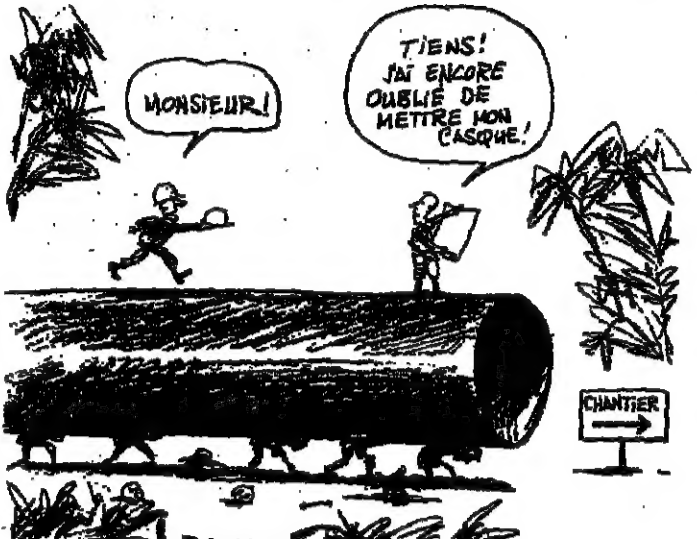
Une polémique a éclaté, mardi 22 octobre, entre Total et la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) qui publie un rap-

port mettant en cause la responsabilité du groupe pétrolier français dans la violation des droits de l'homme, occasionnée par un projet de

gazoduc en Birmanie. Le groupe français est l'opérateur principal de ce projet. Total s'est dit « scandalisé » par ces accusations.

« SCANDALISÉ ». Total a vivement réagi, mardi 22 octobre, aux accusations contenues dans un rapport que la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) consacre au projet de gazoduc en Birmanie dont le groupe pétrolier français est l'opérateur principal aux côtés de la société américaine Unocal. Ce rapport, rendu public mercredi 23 octobre, dresse un « bilan alarmant » des violations des droits de l'homme occasionnées par ce gigantesque projet. Avec ses 400 kilomètres de gazoduc reliant le golfe de Martaban à la frontière thaïlandaise en traversant la région birmane de Tenasserim (Sud), cette opération est le plus important investissement jamais réalisé en Birmanie.

La controverse n'est pas nouvelle. Régulièrement mise en cause, Total a adopté une ligne de défense fondée sur trois arguments : d'abord, le projet de gazoduc n'est nullement un soutien à l'actuelle junte birmane puisque le gisement commencera à générer des revenus en 2001-2002 ; ensuite, l'entreprise n'a nullement recours au travail forcé sur le site même chantier ; enfin,



L'investissement profite à la population locale en raison de projets de micro-développement encouragés par l'entreprise.

C'est précisément cet argumentaire que s'efforce de réviser le rapport de la FIDH. L'organisation internationale des droits de l'homme

estime que le projet de gazoduc, loin d'être innocent, constitue un « soutien économique » à la dictature birmane qui « tire des bénéfices financiers du pipeline par le biais de prêts gagés sur les revenus ».

D'autre part, le projet de gazoduc

est à l'origine d'évidentes violations des droits de l'homme perpétrées par le régime. « Que ce soit pour assurer la sécurité » d'une région en proie à une guérilla endémique de la part de rebelles de certaines minorités ethniques (les Karens et les Mons) ou pour « débiter la zone en vue de la construction des infrastructures nécessaires au gazoduc », les troupes birmanes ont procédé, selon la FIDH, à des « déplacements massifs de population ».

## TRAVAIL FORCÉ

Le rapport cite le chiffre de 30 000 personnes depuis 1991. Quant au travail forcé, si la FIDH reconnaît que Total s'est imposé un code de bonne conduite dans l'embauche de ses propres personnels, elle dénonce le recrutement de force par l'armée de villageois en vue d'exécuter des tâches « concernant directement le chantier du gazoduc ». Autant de faits qui conduisent la FIDH à conclure que « sans le gazoduc, tout ou partie de ces violations n'auraient pas lieu », ce qui engage à ses yeux la responsabilité morale de la firme française.

Frédéric Bobin

# Des combats opposeraient les armées zairoise et rwandaise

KINSHASA. Des combats ont opposé directement les Forces armées zairoises (FAZ) à l'armée rwandaise à l'est du Zaïre, a annoncé, mardi 22 octobre, le gouvernement zairois. Mettant en cause directement, pour la première fois, les armées de ses deux voisins, le gouvernement zairois a affirmé que « les forces armées rwandaises et burundaises » ont également attaqué, avec près de 1 700 hommes, la province du Sud-Kivu. Kinshasa avait, jusqu'à présent, seulement dénoncé le soutien apporté par le Rwanda et le Burundi aux combattants Banyamurenges qui affrontent l'armée zairoise dans la région d'Uvira, ville de la province du Sud-Kivu. Plus de 200 000 réfugiés rwandais et burundais, d'ethnie hutu, ont continué, mercredi, leur exode dans l'est du pays, fuyant les combats pour gagner Bukavu, ville située plus au nord. L'ONU redoute « un désastre humanitaire ». - (AFP)

# Les municipales en Albanie sont jugées « libres et honnêtes »

TIRANA. La délégation du Conseil de l'Europe qui a observé les élections municipales du dimanche 20 octobre en Albanie a jugé, mardi, que le scrutin avait été « libre et honnête » en dépit de quelques irrégularités. La délégation s'est déclarée, dans un communiqué, « satisfaite du déroulement des élections, tout en regretant quelques cas d'irrégularités suffisamment graves pour devoir être examinées solennellement par la Commission électorale centrale ». Les municipales ont été dominées par le Parti démocratique du président albanais, Sali Berisha, aux dépens de son principal rival, le Parti socialiste, mais les résultats officiels n'étaient pas connus mardi soir. Ces élections avaient valeur de « test démocratique », cinq mois après des législatives entachées d'irrégularités dénoncées par la communauté internationale. - (AFP)

## EUROPE

■ RUSSIE : la CIA s'inquiète du contrôle de l'armement nucléaire russe et craint une attaque avec des missiles balistiques menée par d'éventuels mutins, selon un rapport classé « secret », révélé mardi 22 octobre par le Washington Times. Le contrôle entourant les forces nucléaires tactiques « apparaît comme étant le plus à risque », affirme le rapport. - (AFP)

## PROCHE-ORIENT

■ IRAK : les chefs des deux factions kurdes en conflit dans le nord de l'Irak Massoud Barzani et Jalal Talabani ont accepté « le principe d'un cessez-le-feu », a déclaré mercredi 23 octobre l'émir saïd arabe Robert Pelletreau. Les deux leaders ont « accepté en principe d'observer un cessez-le-feu, d'éliminer le terrorisme (du nord de l'Irak) et de résister contre les provocations de l'ennemi et les interventions étrangères dans la région », a précisé M. Pelletreau dans une conférence de presse en Turquie avant de partir pour Washington. - (AFP)

## AMÉRIQUES

■ CUBA : plus de 5 500 maisons ont été entièrement détruites et près de 53 000 immeubles d'habitation ont été sérieusement endommagés dans l'île de la jeunesse (au sud de Cuba), ainsi que dans les provinces du centre de Cuba, parcourues, vendredi, sur quelque 300 kilomètres par le cyclone « Lili », selon des bilans établis, mardi 22 octobre, par Granma, le quotidien du Parti communiste cubain. Les autorités cubaines ont sollicité, lundi, une aide humanitaire de l'ONU, mettant en avant les besoins en aliments et médicaments de la population sinistrée. - (AFP)

# Nouvelle offensive du commandant Massoud sur Kaboul

LES FORCES DU GOUVERNEMENT afghan déchu ont lancé, dans la nuit du mercredi 23 octobre, une offensive contre les positions des talibans au nord de la capitale, Kaboul. L'objectif premier de cette offensive est d'encercler les positions des talibans sur le col des Fabz, traversé par la « nouvelle route » qui mène à Kaboul depuis le Nord-Est, a indiqué Ustad Rahim, commandant d'unité des forces d'Ahmed-Shah Massoud, homme fort du régime renversé fin septembre.

La coalition antitalibane, formée principalement par les forces du commandant Massoud et celles du général nordiste Abdul Rashid Dostom, a exigé mardi, en préalable à un cessez-le-

feu, que les talibans évacuent la capitale qu'ils avaient prise le 27 septembre. Les talibans ont annoncé de leur côté qu'ils défendraient la ville « jusqu'à la mort ».

## RÉSOLUTION DE L'ONU

D'autre part, à New York, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté, mardi 22 octobre, une résolution, à l'initiative de la Russie, dénonçant la « discrimination à l'égard des femmes » et autres violations des droits de l'homme imposées par le régime des talibans à Kaboul.

Une condamnation plus générale des violations des droits de l'homme en Afghanistan,

demandée par Washington, a été refusée par la Chine mais aussi par l'Egypte et l'Indonésie, ces pays estimant « par principe » que la condamnation de violations des droits de l'homme ne relevait pas de la responsabilité du Conseil de sécurité. Ils ont, en revanche, accepté la dénonciation « spécifique » des violations des droits de la femme. La résolution demande aussi à toutes les parties de mettre fin aux hostilités et d'engager un dialogue politique.

Le Conseil de sécurité demande à tous les Etats de s'abstenir de toute ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan : « y compris l'intervention de personnels militaires étrangers ».

# Alpha Oumar Konaré : « Il s'agit de respecter et d'être respecté »

Le président malien demande un nouveau type de rapports avec la France

« LE TEMPS des présidents à vie est terminé », dit Alpha Oumar Konaré. Le président de la République du Mali ne reçoit pas au Coton ou dans une somptueuse résidence, comme le faisaient - ou le font encore - d'autres chefs d'Etat africains. Venu à Paris pour les festivités organisées en l'honneur de Léopold Sédar Senghor, au siège de l'Unesco le 18 octobre, il occupe une suite relativement modeste d'un hôtel de la porte Maillot.

Démocratiquement élu président du Mali, en avril 1992, après trois décennies de régime autoritaire marquant, il incarne une transformation de l'Afrique. Affable, cet ancien archéologue et professeur d'histoire veut convaincre. Conscient d'être un dirigeant d'« un autre type », M. Konaré, cinquante ans, affirme l'avènement sur le continent noir d'une nouvelle génération politique, née du mouvement de démocratisation qui s'est développé depuis le début des années 90. Il est au centre de débats très actuels sur l'Afrique, qu'il s'agisse de l'affaire des sans-papiers en France, du regain d'intérêt des Américains pour ce continent, qui a provoqué une vive polémique entre Paris et Washington, ou de la prochaine élection du secrétaire général de l'ONU.

fois bienvenue et pesante. Vis-à-vis des Américains, des Européens ou des Africains, M. Konaré mène critiques et satisfait avec un sens constant de l'équilibre.

Il se félicite de la visite de M. Christopher, « manifestation de soutien », mais il n'hésite pas à dire ses réserves sur la présentation américaine du projet de force internationale d'intervention en cas de « crise » (Le Monde du 11 octobre). Le déploiement de celle-ci, précise-t-il, devra se faire « sous l'égide de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), de l'ONU et sous commandement africain ». Que ce soit pour des motifs « humanitaires ou de sécurité », une intervention ne pourra être conçue que « dans une optique démocratique ». Et de déclarer en guise de mise en garde : « Il y a des combats qui ne sont pas nos combats ».

M. Konaré dénonce le veto américain à la reconduction du mandat de M. Boutros Boutros-Ghali - « un Africain » - à la tête de l'ONU. « Pour nous, il n'y a que Boutros-Ghali », dit-il, en ajoutant, indigné, que ce dernier « mérite un autre traitement ». Toutefois, le président malien « ne désespère pas que l'on puisse trouver une solution ». Pour

cela, il suggère l'envoi d'« une délégation ou sommet des instances africaines pour rencontrer le président Clinton ».

En outre, il reproche aux Etats-Unis leur « désengagement » dans l'aide aux pays en développement, au moment où ceux-ci, en Afrique, traversent une période cruciale de leur histoire, sur la voie de la démocratie. M. Konaré reconnaît que la France y contribue plus généreusement et que Jacques Chirac, lors du dernier sommet du G 7 à Lyon, a souligné l'importance du maintien de cette aide.

## DÉMOCRATISATION

Cependant, M. Konaré remarque que « sur un certain nombre de questions - l'Etat de droit, la place des militaires dans la vie politique -, les Américains ont une position très claire, sans ambiguïté ». Une pierre dans le pré carré de la France ? On devine que le président malien n'apprécie guère de voir Paris faire exception à ses encouragements au mouvement de démocratisation, en approuvant l'habillage démocratique, par des élections douteuses, de certains dirigeants africains, qui, précédemment, s'étaient imposés au pouvoir par la force, comme cela

a été tout récemment le cas au Niger ou au Tchad.

Le chef de l'Etat malien prêche l'humilité, pour lui-même et ses pairs africains : « Nous avons conscience de beaucoup de faiblesses ». Il met l'accent sur l'« impatience » des populations qui ont de « réelles exigences démocratiques ». Mais, il relève que, s'il y a « des hauts et des bas », ce n'est pas une raison pour tenir « des discours scandaleux », dans lesquels « on doute que la démocratie soit une nécessité pour l'Afrique ». Il affirme que ce mouvement est irréversible et qu'il faut éviter de « graves incompréhensions » qui risqueraient d'affecter durablement « la qualité des relations franco-africaines ».

M. Konaré remarque qu'il y a eu des « difficultés » dans les rapports franco-maliens, mais « pas de crise ». Il défend le maintien de « liens privilégiés » entre Paris et l'Afrique francophone. Mais il prône des « relations sans complexes de part et d'autre », en faisant observer que les dirigeants africains doivent bénéficier d'une considération particulière « quand leur pouvoir est fondé sur des principes démocratiques ». « Il s'agit de respecter et d'être respecté », ajoute M. Konaré, avant d'évoquer, pudiquement, le problème de l'immigration clandestine en France. Il sait que ses concitoyens ont été surtout choqués par la « manière » avec laquelle Paris a traité l'affaire des sans-papiers.

« Jacques Chirac et moi sommes atteints depuis plus d'un an à la solution de ce problème, dit-il. Des équipes travaillent sans trêve. Il faut garder notre sérénité, étant donné les réactions particulières dans les deux opinions publiques ». M. Konaré souligne néanmoins que les Africains ont besoin de « dignité », mais laisse entendre que M. Chirac, avec qui il dîna vendredi, l'a compris.

Francis Cornu

Le Mali : un pays enclavé

■ Chef de l'Etat (depuis le 26/4/92) : Alpha Oumar Konaré	
Régime présidentiel	
Capitale	Bamako
Superficie	1 240 000 km²
Population (92)	10,8 millions
Densité	8,7 hab./km²
Langues de la vie	18 langues
Langues officielles	français
PNB global (94)	1,94 milliard de \$
PNB/hab (94)	185 \$
Taux croissance PNB (94)	2,4 %
Taux d'inflation (94)	32 %
Monnaie	Franc CFA
(1 franc CFA = 0,01 FF)	

Principales ressources : Agr. : Millet, sorgho, coton, riz, pois. Mines : Or, sel, diamants. Industrie : hydroélectrique.

# Le Danemark s'oppose à l'UE sur le commerce avec Cuba

COPENHAGUE. Le Danemark est prêt à bloquer les mesures de rétorsion de l'Union européenne (UE) contre la législation américaine renforçant l'embargo contre Cuba (la loi Helms-Burton). Le ministre danois des affaires étrangères, Niels Helveg Petersen, a indiqué, mardi 22 octobre, que son pays « n'est pas contre le fait que l'UE prenne des mesures contre les Américains » - lesquels menacent de sanctionner les entreprises étrangères qui commerceraient avec Cuba - « mais les conditions juridiques pour l'usage de l'article 235 (du traité de Maastricht) ne sont pas remplies ». Les diplomates européens refusent l'argumentation danoise. « Il s'agit clairement d'un problème politique, et non d'un problème légal », a indiqué un responsable à Bruxelles cité par le Financial Times. Récemment, des Danois ont attaqué en justice leur gouvernement lui reprochant de violer la Constitution du pays en concédant trop de pouvoir à l'Union européenne. Les ministres des affaires étrangères de l'Union doivent étudier, la semaine prochaine, à Luxembourg des répliques contre la loi Helms-Burton.

# Dominique Baudis

À l'aube du XIII<sup>e</sup> siècle, le pape appelle à la croisade pour écraser les Cathares. Le comte de Toulouse refuse de les persécuter. On l'excommunie. Et c'est la guerre.

Ces personnages d'épopée que l'auteur ressuscite, ce sont nos frères rehors, égarés, tourmentés, acteurs de la même comédie que nous.

AMIN MAALOUF



## M. Clinton souhaite un élargissement de l'OTAN d'ici à 1999

Pas de réelle polémique sur la politique étrangère

WASHINGTON  
de notre correspondant  
En décidant, mardi 22 octobre, de se prononcer en faveur de l'élargissement de l'OTAN en 1999 (année du cinquantième de la fondation de l'Alliance), Bill Clinton a témoigné de préoccupations à la fois diplomatiques et électora-

ELECTIONS

listes. En s'exprimant à Detroit (Michigan), une ville symbole de l'industrie automobile qui a toujours accueilli une importante main-d'œuvre immigrée originaire des pays d'Europe de l'Est (en particulier polonaise), M. Clinton ne perdait pas de vue la perspective du scrutin du 5 novembre.

Le fait d'évoquer le dossier de l'Alliance atlantique lui permettait, par

### Bob Dole joue la Californie

Le candidat républicain Bob Dole a décidé d'intensifier sa campagne en Californie, où un récent sondage a donné des résultats moins défavorables pour lui qu'ailleurs : il n'y serait devancé que de 10 points par Bill Clinton, contre 18 au plan national. Le grand Etat de l'Ouest américain compte le plus grand nombre de grands électeurs : 54 soit un cinquième de la totalité des votes nécessaires pour emporter la présidentielle. Bob Dole est aussi soucieux de sauver le maximum de sièges républicains pour éviter que la Chambre des représentants ne bascule côté démocrate. Cette mobilisation sur la Californie est toutefois risquée, car elle détourne d'autres Etats importants, comme le New Jersey et l'Ohio, une partie des moyens au service de la campagne de Bob Dole.

ailleurs, d'insister sur son prestige de chef de l'exécutif et de commandant en chef des armées, face à son adversaire républicain, Bob Dole.

Sur le fond, il est vrai que la question du choix des pays qui seront admis à rejoindre l'Alliance atlantique constitue un dossier relativement urgent : les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN doivent se réunir à Bruxelles, du 10 au 12 décembre, afin de définir l'ordre du jour du sommet des chefs d'Etat, prévu en juin, qui devra trancher.

Bien que M. Clinton n'ait été aucun nom, la liste des probables élus est connue (la Pologne, la Hongrie et la République tchèque), tout en pro-

voquant bien des jalousies parmi les pays d'Europe centrale et orientale qui aspirent à rejoindre l'Alliance (comme la Slovaquie). S'agissant du principe même de l'élargissement à l'Est, l'administration américaine est soucieuse d'apaiser les soupçons, voire l'hostilité des nationalistes russes. M. Clinton y a fait référence en soulignant que l'élargissement « n'est pas dirigé contre quiconque ».

GARANTIES DE SÉCURITÉ

Connaissant la méfiance des Américains à propos des implications d'un élargissement de l'OTAN, M. Clinton a assuré que les Etats-Unis seront plus forts et davantage en sécurité « si la famille démocratique continue de grandir ». Il a cependant rappelé que ce processus s'accompagnera de devoirs en matière de garanties de sécurité pour les nouveaux membres, c'est-à-dire « l'engagement de considérer une attaque contre l'un d'eux comme une attaque contre tous ».

C'est bien là que le bât blesse : les Américains sont loin d'être convaincus de la nécessité de risquer des vies américaines pour défendre Budapest, Varsovie, voire Bratislava. Le Congrès a adopté plusieurs résolutions allant dans le sens d'un élargissement de l'OTAN, tout en estimant que le coût d'une telle décision sera lourd, puisque compris entre 61 et 125 milliards de dollars (300 à 625 milliards de francs). Sur ce dossier, M. Clinton est confronté à la surenchère de Bob Dole, partisan d'un premier élargissement de l'OTAN dès 1998.

Le candidat républicain a réitéré sa position mardi, accusant le chef de la Maison Blanche de « traîner les pieds depuis 1993 », par peur de mécontenter Moscou. Il est symptomatique que les divergences entre les deux candidats à l'élection présidentielle sur ce dossier se réduisent peu ou prou à une question de date. Car au-delà de la volée de bois vert que M. Dole adresse systématiquement à la politique étrangère de Bill Clinton (« absence de ferme leadership », « incohérence », etc.), sur la plupart des dossiers, les positions des deux hommes ne sont guère éloignées. C'est l'une des raisons qui explique l'absence de polémique d'ordre diplomatique dans la campagne électorale.

Dans l'ensemble, ce n'est pas que les critiques de Bob Dole s'agissent de la proposition de M. Clinton à exploiter sur le plan médiatique des demi-succès ou échecs diplomatiques (en particulier à propos du Proche-Orient) soient infondées, mais plutôt que ses propres propositions apparaissent souvent incohérentes et contradictoires. Le Parti républicain, pas plus que les démocrates, n'a été capable de définir nettement le rôle des Etats-Unis dans le monde de l'après-guerre froide. La période électorale accentue cette carence.

Laurent Zecchini

## L'épiscopat catholique relance le débat politique sur les valeurs morales en Angleterre

LONDRES  
de notre correspondant  
La conférence des évêques catholiques a publié, lundi 21 octobre à Londres, une déclaration sur la situation sociale en Angleterre qui relance le débat sur les valeurs morales après dix-sept années de gouvernement conservateur : « La perte de confiance dans le concept du bien commun, écrit-elle, est un des principaux facteurs du pessimisme ambiant. Elle témoigne de (...) la désagrégation du ciment qui unit les individus ».

Au pays de l'euro-scepticisme, les évêques affirment qu'« on peut être à la fois britannique et européen ». Ils réclament un salaire minimum et soulignent que « la puissance publique doit toujours être l'arbitre entre la loi du marché et le bien commun », car « l'économie de marché sans contrôles aboutit à une option contre les pauvres ». « Il n'est pas moralement acceptable de chercher à réduire le chômage par des salaires de misère », ajoutent-ils. Leur document condamne l'avortement comme une « infamie », mais aussi

« l'emprisonnement arbitraire, l'esclavage, les conditions de travail inacceptables traitant les personnes comme des outils de profit, le meurtre, le génocide et l'euthanasie ».

DIMENSION SOCIALE DE LA FOI

Cette réaffirmation de la dimension sociale de la foi chrétienne a été bien accueillie par l'Eglise anglicane et réjouit aussi le chef du Labour, Tony Blair. En revanche, le chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, a réaffirmé que le salaire minimum serait « désastreux », et le député tory David Wilshire a accusé les évêques de faire de la politique : « Mon Nouveau Testament ne dit pas que Dieu prône le SMIC, ni que le Très Haut est en faveur de l'Europe ».

Le même jour, le Times publiait le « Manifeste à la nation » de Frances Lawrence, la veuve d'un directeur d'école dont l'assassinat à coups de couteau par un voyou a bouleversé l'opinion. Elle y réclame une croisade contre la violence et pour les valeurs civiques, l'interdiction de la vente de poignards, un meilleur statut pour les enseignants et les poli-

## Les critiques se multiplient contre la « régence inconstitutionnelle » d'Anatoli Tchoubais en Russie

Le Kremlin se veut rassurant sur la santé de Boris Eltsine

Arguant de l'incapacité du président russe à diriger le pays, l'ancien chef de l'administration présidentielle, Nikolai Egorov, a appelé Boris Eltsine

à convoquer une élection présidentielle anticipée. Dénonçant la situation de « régence » dans le pays, l'ancien confident du président,

Alexandre Korjakov, a, de son côté, appelé le chef de l'Etat à céder le pouvoir au premier ministre, Viktor Tchernomyrdine.

MOSCOU

de notre correspondant  
Dans une interview publiée, mardi 22 octobre, par la *Komsomolskaja Pravda*, l'ancien chef de l'administration présidentielle, Nikolai Egorov, a appelé le chef de l'Etat russe, à organiser une élection présidentielle anticipée « pour sortir le pays de la crise ». Décrivant un président « très loin des réalités », M. Egorov, remplacé à son poste au mois de juillet par Anatoli Tchoubais, a également dénoncé le rôle de son successeur. Selon M. Egorov, l'actuel chef de l'administration présidentielle, Anatoli Tchoubais, cache la vérité sur la maladie de Boris Eltsine pour pouvoir gouverner le pays ; il manipule la fille du président, Tatiana Diatchenko (« la seule personne qu'Eltsine écoute », dit M. Egorov) pour exercer son influence sur Boris Eltsine.

EMBRYON DE « CONSEIL D'ETAT »

L'ancien confident et chef de la garde du président, Alexandre Korjakov, aujourd'hui allié à Alexandre Lebed, est lui aussi passé à la charge. Il a estimé, dans une interview publiée, mercredi, par le quotidien britannique *The Guardian*, que, faute d'un transfert constitutionnel du pouvoir du président à son premier ministre, « les événements prennent par eux-mêmes le chemin d'un soulèvement populaire ». Il a lui aussi dénoncé

le rôle de « régent » d'Anatoli Tchoubais, et les plans de ce dernier pour garder le pouvoir et éviter un scrutin présidentiel anticipé en cas de décès de Boris Eltsine.

Ces « plans » semblent peu à peu prendre forme et la « régence inconstitutionnelle » d'Anatoli Tchoubais, dénoncée depuis des mois par les opposants, vient d'être presque officialisée. Proposé depuis longtemps par les communistes (l'opposition « officielle », un « Conseil d'Etat », regroupant l'établissement au pouvoir ou dans l'opposition, est en train de prendre corps pour gérer le pays pendant la maladie de Boris Eltsine (ou en cas de décès du président), afin de barrer la route du pouvoir au plus populaire des candidats à la succession, à savoir Alexandre Lebed, limogé le 17 octobre, selon lui parce qu'il « était un obstacle au plan de Tchoubais d'instituer une régence ».

Après le renvoi du bouillant général, un embryon de « Conseil d'Etat » et de « régence » est né, lundi 21 octobre : Boris Eltsine a annoncé la création d'un nouvel organe, consultatif, de « coordination » des pouvoirs exécutif et législatif. Siégeront dans ce « conseil », le président communiste de la Douma (chambre basse du Parlement), Guennadi Seleznev ; le président du Conseil de la Fédération (Chambre haute), Egor

Stroev ; le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, et - dès qu'il sera rétabli - Boris Eltsine lui-même. Cependant, pendant sa maladie, le président sera « remplacé » au sein de ce conseil par le chef de son administration présidentielle, le jeune Anatoli Tchoubais (quarante et un ans). Ce qui officialise le rôle joué par M. Tchoubais de « double » du président russe, tant que celui-ci n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions.

MIEUX ETAT DE SANTÉ

Sur ce sujet, le Kremlin se veut rassurant : la santé du président est « satisfaisante », alors que certains médias russes continuent à préparer l'opération à l'annulation de l'intervention chirurgicale, à hauts risques, qu'ils présentent comme n'étant « plus nécessaire ». Le porte-parole du Kremlin a précisé mardi que Boris Eltsine parlait « avec ironie » de ces informations, et qu'il était « fermement décidé » à se faire opérer. Consulté des autorités russes, le cardiologue américain Michael DeBaake a précisé que « l'état de santé du président s'améliorait constamment », ajoutant que l'opération aurait lieu « fin novembre ».

Voyant une de leurs revendications en partie satisfaites, les communistes, qui réclamaient la démission de Boris Eltsine et la

formation d'un « Conseil d'Etat » (notamment parce qu'ils savent qu'ils ne peuvent remporter une présidentielle), semblent soudain partager l'optimisme officiel sur l'état du président. Après sa rencontre, lundi, avec Boris Eltsine, le président communiste de la Douma a estimé que « malgré sa maladie, [Boris Eltsine] contrôle la situation et prend les décisions lui-même ». En créant ce conseil consultatif, le pouvoir fait coup double. Non seulement il rend plus « gérable » l'absence de Boris Eltsine tout en officialisant le rôle occulte de M. Tchoubais, mais il associe à la gestion du pouvoir, et fait taire les communistes, « opposants » pas trop menaçants. La formation de ce conseil « consensuel » prend les allures d'une machine de guerre montée contre Alexandre Lebed, dont la popularité et le style « bulldozer » menacent aussi bien le pouvoir que l'opposition établie. Mettant en évidence cette complicité « anti-Lebed », le porte-parole du Kremlin a précisé que Boris Eltsine « avait écouté, avec intérêt, un rapport » du président de la Douma sur les réactions des députés à la démission du général Lebed. Ce il-moage avait été bruyamment approuvé par les élus, du pouvoir comme de l'opposition communiste.

Jean-Baptiste Naudet

## Les Serbes de Pale se rallient avec réticence aux institutions communes de la Bosnie-Herzégovine

SARAJEVO

de notre correspondant

Momcilo Krajisnik, l'élus serbe à la présidence collégiale, a finalement signé, mardi 22 octobre à Sarajevo, la déclaration solennelle pour la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine. Les autres membres de la présidence, Alija Izetbegovic (musulman) et Kresimir Zubak (croate), avaient prêté serment il y a trois semaines, devant la chaise vide de M. Krajisnik. Les pressions diplomatiques s'étaient accrues sur les séparatistes serbes, qui refusent ardemment une réunification de la Bosnie-Herzégovine.

Momcilo Krajisnik, qui fut l'un des plus actifs partisans du siège de Sarajevo, prétendait des problèmes de sécurité pour refuser de venir dans la capitale bosniaque. Pour les Bosniaques, sa venue dans une ville encore profondément marquée par la guerre était une étape difficile. M. Krajisnik a déclaré, mardi, que c'était « un véritable effort de venir à Sarajevo après ce qui est arrivé aux Serbes de la ville ». Il a estimé être « heureux » si « ce petit sacrifice constitue une contribution à la paix ». Nul doute que ses déclarations vont être fort mal accueillies par la presse bosniaque, qui regrette fréquemment que Momcilo Krajisnik n'ait pas accompagné son chef, Radovan Karadzic, sur la liste des personnes accusées de

« crimes de guerre » par le Tribunal pénal international de La Haye.

M. Krajisnik a accepté de signer la déclaration solennelle après deux journées de discussions avec John Kornblum, le secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires européennes. Il a également obtenu l'assurance que certaines futures réunions présidentielles auraient lieu sur le territoire de la République serbe, et non dans le centre de Sarajevo. Momcilo Krajisnik refuse de venir dans le bâtiment officiel de la présidence bosniaque, qui est le bureau d'Alija Izetbegovic depuis le déclenchement de la guerre. Les réunions, dont la prochaine pourrait avoir lieu dès vendredi, se tiendront en alternance au Musée national bosniaque et dans un lycée technique situé dans le faubourg serbe de Lukavica.

MUNICIPALES REPORTÉES

La présidence va donc pouvoir commencer à travailler. Elle doit notamment nommer un premier ministre avant le 30 octobre. « Nous n'attendons rien de spectaculaire au cours des premières semaines, annonce un diplomate occidental, l'important était que Krajisnik cesse de boycotter l'idée même d'une Bosnie-Herzégovine ». Il semble que John Kornblum ait négocié la venue immédiate de M. Krajisnik à Sarajevo parallèlement au report des élections

municipales, initialement prévues pour la fin du mois de novembre. L'organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a annoncé, mardi, que le scrutin se déroulerait au printemps 1997. « Washington n'a pas apprécié que les pays européens et les organisations internationales réclament un report des élections municipales, poursuit ce diplomate ; il fallait un succès diplomatique afin d'atténuer ce retard pris sur le calendrier ».

La date de la tenue des municipales est une question brûlante pour les Etats-Unis, qui avaient promis de rapatrier leurs soldats de Bosnie avant la fin de l'année. Il devient évident que ce délai ne sera pas respecté et que les pays occidentaux maintiendront une présence militaire en Bosnie l'an prochain. Le sujet reste cependant tabou jusqu'à l'élection présidentielle américaine, le 5 novembre. D'ici là, les diplomates et les officiers de l'OTAN ont pour consigne de ne pas évoquer les problèmes du calendrier de la paix bosniaque.

Le ralliement de Momcilo Krajisnik aux institutions communes bosniaques intervient donc au bon moment. Il reste à savoir si ce geste symbolise un véritable virage de la politique serbe ou s'il n'aura été, une fois de plus, qu'un peu de poudre aux yeux.

Rémy Ourdan

## La proposition de médiation de l'Eglise au Pays basque embarrasse le gouvernement espagnol

MADRID

de notre correspondant

L'Eglise s'est offerte de servir de médiateur au Pays basque, pour tenter d'ouvrir des négociations entre le gouvernement de Madrid et l'organisation séparatiste ETA. Deux évêques du Pays basque, Mgr Jose Maria Setien, de Saint-Sébastien, et Mgr Ricardo Blazquez, de Bilbao, viennent de faire, à quelques jours d'intervalle, des propositions en ce sens, avec le soutien de la Conférence épiscopale espagnole.

Mgr Setien, dont le prestige et l'autorité sont reconnus au Pays basque, avait déjà suggéré ses bons offices, sans succès, il y a quatre ans. Cette fois, il a estimé que le contexte avait changé et que se dessinait « dans l'ensemble des formations politiques concernées, une volonté de dialogue ». Quant à l'évêque de Bilbao, Mgr Blazquez, plus récent dans cette région où il est arrivé, il y a un an à peine, c'est au cours d'une conférence de presse, lundi 21 octobre, qu'il a réitéré l'offre de l'Eglise, réaffirmant

l'engagement de celle-ci « dans le camp de la paix ». Pour faire bonne mesure, il s'est prononcé en faveur du rapprochement du lieu de détention des quelque six cents prisonniers de l'ETA de la ville où vivent leurs familles.

DÉMARCHE « INTERMÉDIAIRE »

Cette prise de position devait lui valoir les applaudissements du Parti nationaliste basque (PNV) qui a fait du dossier des prisonniers une de ses premières revendications, quitte à mettre sous pression son allié au sein du pacte de gouvernement, le Parti populaire de José Maria Aznar. Le gouvernement espagnol se serait bien passé de cette démarche des évêques, jugée « intermédiaire » ou du moins « inopportune ». Madrid, qui n'entend pas céder sur la question des prisonniers, estime que les « conditions ne sont pas réunies pour ouvrir un dialogue avec l'ETA », a souligné le ministre de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja.

Cet embarras se comprend d'autant plus que la situation est particulièrement sensible en ce moment.

Des manifestations ont eu lieu en fin de semaine, pour protester contre la détention depuis neuf mois, par l'organisation séparatiste, du fonctionnaire Jose Antonio Ortega Lara. D'autre part, après deux mois de quasi-silence de l'ETA - le dernier assassinat, celui de l'entrepreneur Isidro Usabiega, remonte à la fin de juillet - les analyses les plus contradictoires se font jour. Officiellement, la police espagnole attribue cette absence d'actions terroristes de l'ETA aux récents revers qui lui ont été infligés, notamment la capture du chef de la logistique de ses commandos, Julian Atxurra Egurola, dit « Pito ». D'autres voix autorisées suggèrent que l'accalmie est due à des négociations secrètes qui seraient en cours entre l'organisation basque et le gouvernement. Le chef de l'opposition, le socialiste Felipe Gonzalez, a critiqué les évêques, expliquant que, dans un contexte aussi délicat, « la discrétion doit prévaloir, même pour l'Eglise ».

Marie-Claude Decamps

Patrice de Beer



مكتبة الأمل

# FRANCE

LE MONDE / JEUDI 24 OCTOBRE 1996

**EXTRÊME DROITE** La pénétration des thèmes du Front national parmi les ouvriers et les employés inquiète les confédérations syndicales, qui doivent faire face à

des infiltrations léninistes dans certaines de leurs organisations et à la création de syndicats d'extrême droite dans certaines professions. La CFDT et la CGT sont en pointe dans

ce combat contre un parti qui s'appuie sur ses scores électoraux dans ces catégories sociales. ● DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL du Front national et principal promoteur d'une nouvelle

stratégie « sociale » de son parti, Bruno Mégret privilégie la création de syndicats concurrents par rapport à l'infiltration des organisations existantes. ● LE DÉBAT n'est

pas encore tranché au sein du parti d'extrême droite, dont le président, Jean-Marie Le Pen, tient à ménager la sensibilité ultra-libérale, anti-syndicale et hostile aux fonctionnaires.

## Le Front national marque des points sur le terrain social

Le FN exploite ses résultats électoraux, qui l'ont placé en tête du vote ouvrier au premier tour de l'élection présidentielle. Les syndicats s'inquiètent des succès de cette politique de pénétration au sein du monde de l'entreprise

LES SYNDICATS ne présentent pas de front uni face à l'offensive menée par le Front national, qui chasse désormais ouvertement sur leurs terres. Si la CFDT et la CGT ont commencé, depuis dix-huit mois, à élaborer des stratégies, chacune de leur côté, pour lutter contre la pénétration des idées d'extrême droite parmi les salariés, la question n'a pas été abordée de manière aussi nette à FO, à la CFTC ou à la CFE-CGC. Lors de son congrès confédéral, en mars, FO a adopté une résolution qui ne comporte pas un mot sur le Front national, alors qu'un second texte, rejeté, exigeait « l'interdiction des syndicats et des listes professionnelles présentés par le FN ».

Votée à la quasi-unanimité, le 16 octobre, la résolution du conseil national de la CFDT comprend un paragraphe entier consacré à la contre-offensive à mener contre le Front national. « A tous les niveaux de l'organisation, la CFDT combattra par tous les moyens efficaces la

création de syndicats FN », est-il précisé. De même, la CGT a rendu publique, le 12 septembre, une déclaration indiquant qu'elle est « bien décidée à empêcher l'implantation de pseudo-syndicats que le Front national entend créer et développer sur fond de crise, de chômage et d'exclusion ». Lancé en mars 1996 par l'association Ras l'Front, un appel de syndicalistes intitulé « Tous ensemble contre le fascisme et le racisme » a recueilli près de mille cinq cents signatures : un tiers pour la CGT, près d'un quart pour la FSU ; puis viennent SUD (14 %), la CFDT (11 %), les deux UNEF (4,5 %) et FO (1,7 %).

Avec quatre syndicats cités en un an - un à la RATP (où, après avoir été dissous, il remplit sous le nom de Force nationale), un aux Transports en commun lyonnais, un dans la police et un dernier dans la pénitencière -, le Front national a investi le terrain syndical. Il a aussi créé une fédération natio-

nale des fonctionnaires et une association dans l'éducation, le Mouvement pour l'éducation nationale (MEN), chargée de répandre les idées du Front sur l'identité et la préférence nationale (Le Monde du 12 octobre). D'autres syndicats pourraient suivre, notamment à La Poste, où un tract a circulé cet été à Marseille.

### SITUATION OMBREUSE À FO

Le Front national a tiré les conséquences du scrutin présidentiel de 1995. Premier parti chez les ouvriers, avec 27 % des voix, contre 20 % sept ans plus tôt et 9 % aux européennes de 1984, il est passé de 12 % en 1984 à 14 % en 1988 et à 19 % en 1995 chez les employés, et de 14 % à 17 %, puis 28 % chez les chômeurs. Un sondage « sorti des urnes », réalisé le jour du premier tour par l'Institut CSA et publié par Le Monde-Dessins, indiquait ainsi que 7 % des sympathisants de la CGT disaient avoir voté pour Jean-Marie Le Pen. Ce

pourcentage était de 5 % pour la CFDT, 6 % pour la CFTC (mais avec un vote viliériste à 11 %) et atteignait 16 % pour FO, 17 % pour la FEN et 24 % pour la CFE-CGC.

A côté de syndicats FN créés avec des militants transfuges d'autres syndicats, l'infiltration reste la seconde pratique du Front national. Le Cercle national des travailleurs salariés (CNTS) est chargé d'accueillir et d'aider ces adhérents syndiqués. L'entreprise pratiquée il y a une dizaine d'années, à la CFTC comme à la CFE-CGC, s'est soldée par un double échec : Jean Bonnard, alors président de la CFTC, s'est séparé, en 1984, des éléments indésirables ; Paul Marchetti, son homologue de la CFE-CGC, a renoué les statuts de sa centrale en 1987. Toutefois, ces deux centrales comptent des fédérations ou des unions départementales peu ou prou gagnées aux idées du Front national.

A FO, la situation est plus obscure. Le Front national a ses entrées dans de toutes petites fédérations comme dans certaines unions départementales, mais toute collusion avec l'extrême droite, dès qu'elle est découverte, entraîne la sanction du syndicat démasqué et sa mise à l'écart. Cependant, les représentants de certaines sensibilités extrémistes au sein de FO ont des contacts avec des dirigeants du Front national.

Ce que quinquante le plus la CFDT et la CGT, c'est la progression du Front national sur les lieux de travail. Interviewé dans le bi-mensuel de l'union département-

ale CGT du Loiret, un délégué CGT a pu déclarer que la diffusion des idées du Front national ne constitue pas « un obstacle » à l'intérieur de la CGT. « Accepter la confrontation des idées jusqu'à celles du Front national, qui existe de toute façon, c'est aussi le moyen de bien les comprendre », affirme-

glorifié, et Le Pen plébiscité », a-t-il expliqué.

Avec ses équipes syndicales sur le terrain, la CFDT a lancé une grande enquête sur « le racisme dans l'entreprise », placée sous la responsabilité du sociologue Michel Wievorka. Des formations, pour permettre aux syndiqués

### Le Var est « gangrené », selon la CFDT

L'Observatoire des libertés mis en place par la CFDT de Provence-Alpes-Côte d'Azur au lendemain des élections municipales de juin 1995 a pour mission de « collecter les informations » sur Toulon, Nice, Marignane, Orange et Vitrolles, « afin de savoir comment cela fonctionne réellement » et de « démonter le système pour pouvoir dénoncer et répondre ». Pour Marc Soumet, secrétaire général adjoint de l'union régionale, « la situation la pire est celle du Var, où l'essentiel de FO, de la CGC et de la CFTC est gangrené ». « A Toulon, ajoute-t-il, Le Chevalier a comme adjoints un élu prud'homal de la CFTC et un ex-responsable de l'UD-FO », explique-t-il, tandis que « dans la principale entreprise toulonnaise le délégué CFTC intervient pour tenter de faire retirer les affiches politiques » des que la CGT ou la CFDT dénoncent le FN » et qu'« à La Ciotat le délégué syndical FO aux chantiers navals était candidat FN à la mairie ». Des tentatives d'infiltration frontiste ont été observées aussi à la CFDT parmi les pénitenciers.

Il. Dans un colloque sur « L'extrême droite et l'Alsace » organisé par l'union régionale CFDT, Raymond Buchholz, délégué syndical cédétiste aux usines Peugeot de Mulhouse, relevait que des adhérents CGT et CFDT avaient déclaré avoir voté pour M. Le Pen, au premier tour de la présidentielle de 1995. « Dans l'atelier où je travaille, les trois quarts des portes des WC sont remplis de graffitis racistes, xénophobes », ont les Arabes sont la cible privilégiée, le Front national est

CFDT de répondre aux arguments du Front national, sont aussi développés. La CGT, de son côté, a adressé à l'ensemble de ses syndicats un dossier intitulé : « Faire barrage à l'implantation du Front national dans le syndicalisme ». Cependant, certains responsables syndicaux n'osent pas distribuer les tracts anti-Front national dans leur entreprise, de peur de déclencher des réactions de rejet.

Alain Beauvillier

## Bruno Mégret, délégué général du Front national « Le syndicalisme officiel n'est plus légitime »

« Le Front national vient de susciter la création d'un FN-pénitencier, d'une fédération de syndicats de fonctionnaires, et annonce la création prochaine d'un FN-salariés. Pourquoi cette frénésie syndicale ?

« Pour une raison fondamentale : le syndicalisme officiel, tel qu'il existe actuellement, n'est plus légitime. Les syndicats prétendent représenter plus leurs fonctions au service des salariés. Ils ont tendance à déformer leur rôle, à exploiter leurs problèmes et servent de suppléants, aussi bien au pouvoir qu'au patron. Je ne dénonce pas le danger majeur du mondialisme. Ils ne posent pas non plus, les vraies questions, comme celle de la défense de l'exclusivité nationale dans les emplois publics.

« Il est des secteurs où notre engagement social prendra d'autres formes. Je viens, par exemple, d'aller apporter le soutien du Front national aux salariés de Moulinex menacés de licenciements massifs à cause du mondialisme (Le Monde du 20-21 octobre). Cette démarche va se généraliser, car le mondialisme est aujourd'hui la cause majeure de régression sociale. Or le FN est le seul à le combattre. Il est, à ce titre, le principal mouvement social.

« Je voudrais saisir cette occasion pour dire que nous sommes très critiques à l'égard du grand patronat - à l'exception de quelques

nommes, comme Jacques Calvet -, qui joue le jeu du mondialisme au risque d'aller à l'encontre des intérêts de la nation et de jeter des millions de Français dans la misère. Je mets ces patrons en garde : dans les années 60, ils ont eu recours à la main-d'œuvre immigrée, ce qui a eu des conséquences dramatiques sur la société française, mais aussi sur leurs propres entreprises en retardant la modernisation de leurs outils de production ; de la même manière, la voie mondialiste dans laquelle ils s'engagent sans réserve va produire dans l'avenir, pour notre pays, des difficultés considérables, dont ils seront eux aussi victimes.

« Le Front national s'est fait discret sur le mouvement de la fonction publique du 17 octobre.

« Nous soutenons les salariés du secteur public car celui-ci est aujourd'hui gravement menacé, mais nous ne soutenons pas les syndicats qui organisent les grèves.

« Le FN défendait le service public, voilà qui est nouveau.

« Oui, mais il n'y a, en cela, rien d'original, car nous savons qu'en France l'Etat est la colonne vertébrale de la nation, et les agents de l'Etat, qui sont à son service, jouent donc un rôle essentiel. Il est des fois normal que le Front national, qui défend la nation, défende les services publics et leurs agents.

« Tout le service public ?

« Nous considérons qu'il faut dé-

gager l'Etat des secteurs de l'économie de marché. L'Etat n'a pas à produire de voitures, ni à jouer les banquiers ou les assureurs ; mais il convient de maintenir sous le contrôle de la puissance publique les grands services essentiels au fonctionnement de la nation, à sa sécurité, c'est-à-dire la production d'énergie, les transports publics, les entreprises de communication et de télécommunications, et le secteur de l'armement.

« Il n'y a pas si longtemps, vous qualifiez les fonctionnaires de privilégiés et demandez des « dégraissages ».

« Les fonctionnaires sont privilégiés dans la mesure où ils ont une garantie de l'emploi, mais, avec le mondialisme, c'est la déregulation qui est prévue et, avec elle, la privatisation, qui peut conduire à une régression sociale. Certes, il faut réduire les dépenses publiques : il est donc nécessaire d'introduire dans la fonction publique et dans les entreprises publiques le critère de l'efficacité. Le statut des fonctionnaires sera d'autant mieux préservé, leur rémunération sera d'autant mieux défendue que la fonction publique cessera d'être pléthorique. Il vaut mieux moins de fonctionnaires, bien formés, bien rémunérés et bien considérés, qu'une multitude de fonctionnaires prolétariés et méprisés. »

Propos recueillis par  
Christiane Chombeau

## Jean-Marie Le Pen ménage les libéraux de son parti

LE FRONT NATIONAL annonce depuis des mois une clarification de ses positions en matière sociale. C'est donc avec curiosité qu'était attendu le colloque prévu sur ce sujet du 18 au 20 octobre à Marseille. Et puis, il y a eu l'élection législative de Gardanne, avec un candidat d'extrême droite présent au second tour. Jean-Marie Le Pen a demandé à Bruno Mégret de reporter ce colloque.

La version officielle est que M. Le Pen a voulu, par ce geste, mobiliser toutes les énergies de son parti sur l'élection. Elle est difficile à croire, malgré l'intérêt évident du scrutin de Gardanne. Aussi, les commentateurs vont-ils bon train au « Pagnébot », le siège du Front national, à Saint-Cloud. L'un touche au timing de l'événement par rapport aux autres campagnes nationales : M. Le Pen aurait jugé inopportun de lancer un débat sur le social alors que le parti est à peine engagé dans une campagne contre le projet de loi Toubon sur le racisme. L'autre suggère que M. Le Pen estimait le

colloque prématuré : souhaitant se prononcer dans ce domaine, il désire le faire sans heurter aucune des sensibilités - notamment les ultra-libérales - qui composent le Front national.

Comme le montrent les réponses de M. Mégret aux questions du Monde et les diverses activités syndicales et associatives léninistes des douze derniers mois, l'extrême droite s'apprête à tenir un discours destiné à « fixer » ses nouveaux électeurs venus de la gauche et à attirer les départs de la droite attachés à une présence de l'Etat dans les services publics. Ce discours ne doit pas, cependant, masquer le fond libéral et nationaliste du parti.

### STRATÉGIES VARIÉES

Lorsqu'il se présente comme défenseur de la Sécurité sociale, le Front national le fait en demandant, notamment, la séparation des caisses destinées aux Français et aux étrangers et en évitant de se prononcer sur la couverture minimum, car il continue d'être parti-

san d'une concurrence du secteur privé. De même, s'il penche vers une retraite par répartition, le Front national ne souhaite pas heurter tous ceux qui préfèrent la capitalisation. Lorsqu'il défend les entreprises publiques, il le fait dans l'esprit d'une « résistance » au « mondialisme » incarné par Maastricht.

Enfin, lorsqu'il suscite la création de syndicats, parce qu'il estime qu'il a plus à gagner en opérant à visage découvert, il n'en accepte pas moins des démarches différentes. Certains médecins léninistes préfèrent ainsi continuer à infiltrer les syndicats existants et maintenir leur Cercle national des corps de santé, alors que d'autres ont créé un syndicat au sein de la Fédération nationale entreprises et liberté. Il existe aussi un Cercle national des travailleurs syndiqués, qui veut rassembler les militants léninistes engagés ailleurs que dans les structures amies du Front national.

Ch. Ch.

## Offensive léniniste chez les gardiens de prison

### MONTPELLIER

de notre correspondant

Créé le 5 septembre à Fabrègues, dans l'Hérault, le Front national-pénitencier (FN-P) entend « dire tout haut ce que les agents pensent tout bas », selon son président et fondateur, Damien Franchès, transfuge de la CGT, où il a milité pendant vingt-sept ans. Dire tout haut que « le personnel est démobilisé parce qu'il y a des agressions impunies tous les jours contre les agents ». Et que les chefs d'établissement « minimisent cette situation auprès du ministère pour préserver leur tranquillité ». M. Franchès dit avoir déjà recruté cinq cents adhérents. Il prépare les élections professionnelles de janvier en affirmant qu'il fait « du syndicalisme et rien d'autre ».

Les écrits du FN-P sont plus explicites. Un tract se prononce pour « le retour à une vraie peine de prison en stoppant les stages de voile, les escapades en VTT pour les détenus qui sont de plus en plus récidivistes ». Il demande : « Qui de plus normal que de faire payer, par les mutins, à travers leur argent ou leur sueur, les destructions des prisons ? » Il conclut : « Nous nous opposons aussi à la libération des pédophiles et autres agresseurs sexuels sans suivi médical et contrôle strict des forces de l'ordre. »

Le FN-P se défend d'être inféodé au Front national, mais une clause de ses statuts encadre l'adhé-

sion de ses membres à un parti politique. « Tout responsable du syndicat devra en aviser par écrit et sans délai par lettre recommandée le bureau national », lit-on dans les statuts. « Tout contrevenant à ce principe, est-il précisé, sera immédiatement exclu. » Un courrier du 4 juillet 1996, émanant du siège du Front national à Saint-Cloud, proposait par ailleurs aux gardiens de prison de les mettre en rapport avec les futurs responsables du FN-P.

La création du FN-P a amené six syndicats de justice de Languedoc-Roussillon à demander par écrit au procureur de la République de Montpellier d'engager une procédure de dissolution. « L'idéologie du Front national et la tradition formulée dans le code du travail, qui impose à tout syndicat d'être indépendant d'un parti politique, nous contraignent à agir », déclare Antonio Pulleda, juge d'instance à Béziers et vice-président du Syndicat de la magistrature (SM).

Le ministère de la justice a annoncé qu'il va saisir le tribunal de grande instance de Montpellier pour « vérifier la régularité » du FN-P au regard du code du travail. Un récent avis du Conseil d'Etat indique, en effet, que seul un juge territorialement compétent peut se prononcer sur la question.

Jacques Monin

Tous les voyages commencent désormais sur la même ligne.

Ligne directe  
08 36 35 35 35  
renseignements  
réservations  
vente et envoi  
des billets  
à domicile

7 jours sur 7, de 7h à 22h, en appelant le 08 36 35 35 35\*, préparez votre voyage depuis chez vous. En plus, grâce à l'un des engagements pris par la SNCF, profitez de l'envoi gratuit de vos billets à domicile, si vous les achetez au moins 4 jours avant votre départ. \* 2,23 €/min.

À NOUS DE VOUS FAIRE PRÉFÉRER LE TRAIN.

SNCF



# L'UDF vote les recettes budgétaires, mais dénonce l'attitude du RPR et du gouvernement

De nouvelles divergences pourraient apparaître sur la loi de financement de la Sécurité sociale

L'Assemblée nationale a adopté, mardi 22 octobre, par 431 voix contre 95 et 9 abstentions, la première partie du projet de loi de finances pour

1997, celle qui fixe les recettes de l'Etat. Le RPR a voté pour, ainsi que la quasi-totalité du groupe UDF. Mais cinq députés libéraux et centristes se

sont abstenus, traduisant ainsi la mauvaise humeur de leur groupe devant le rejet de tous ses amendements. (Lire notre éditorial page 12.)

LE FEU couve toujours à l'intérieur de la majorité. Les défaites enregistrées par l'UDF, la semaine dernière, sur la taxe sur les carburants, la TVA, ou encore la réduction des avantages fiscaux consentis dans le cadre de la loi Pons, ne l'ont pas conduit à revoir sa stratégie. Bien au contraire. Désormais convaincu que l'opinion entend leur « différence », les députés de la confédération libérale et centriste se plaisent à jouer ce nouveau rôle d'opposants internes à la majorité.

Mardi 22 octobre, dans les couloirs du Palais Bourbon, Pierre Méhaignerie (UDF-FD, Ile-et-Vilaine), revendiquait haut et fort le droit à « l'indépendance d'esprit ». « Être la tête de turc du RPR ne me gêne pas », confiait, bravache, le président de la commission des finances sur lequel se concentre une bonne partie de la vindicte néogaulliste. Président du groupe RPR du Sénat, Josselin de Rohan, qui n'a pas du tout apprécié les initiatives de l'UDF à l'Assemblée nationale, évoque « les intentions malicieuses de Pierre Méhaignerie ». Selon lui, l'amendement portant sur la loi Pons était « une attaque personnelle contre le président de la République ». Un tir de barrage préventif, en quelque sorte, car pour M. Méhaignerie, « le combat n'est pas terminé ». Selon lui, l'UDF pourrait « faire rebondir la discussion budgétaire au Sénat ». Les députés libéraux et centristes comptaient d'ailleurs profiter, mercredi 23 octobre, du déjeuner de la majorité, autour du premier ministre, pour, en marge, enrôler leurs « amis » sénateurs.

En pleine veine créatrice, l'UDF s'interroge aussi sur l'opportunité d'ouvrir un nouveau front lors de l'examen du projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Elle pourrait, à cette occasion, comme le suggèrent Ladislav Poniatowski (UDF-PR, Eure) et, dans une moindre mesure, Jean-Pierre Thomas (UDF-PR, Vosges), appliquer

avec davantage de rigueur la règle du donnant-donnant qu'avait énoncée son président de groupe Gilles de Robien lors du vote de confiance. En clair, son approbation finale du texte ne serait plus acquise d'avance mais conditionnée à la prise en compte de ses propositions.

A l'occasion du vote solennel sur la première partie du budget, mardi, l'UDF a déployé beaucoup d'énergie pour manifester sa mauvaise humeur à l'égard du gouvernement et de ses partenaires du RPR. Jean Arthuis et Philippe Auberger (RPR), rapporteur général du budget, ont pourtant tenté de dissiper le malaise. Les élus UDF se sont-ils plaints de ne pas avoir été assez entendus ? Ont-ils déploré le rôle marginal laissé au Parlement ? Se félicitant d'avoir constaté une « très grande convergence sur la politique budgétaire pour 1997 », le ministre de l'économie a certifié que les députés avaient pu apporter des « améliorations nombreuses et substantielles » au texte du gouvernement. M. Auberger a avancé d'autres arguments : « Si certains

ont noté que l'Assemblée avait peu modifié le budget, c'est que les orientations avaient été débattues et arrêtées au printemps dernier. » Et d'ajouter que, compte tenu du contexte de rigueur, « les marges de manœuvres étaient relativement limitées ».

## RIPOSTE POLITIQUE

Ces deux interventions de dernière minute n'ont pas suffi à apaiser les esprits. Le matin même, le groupe UDF devait accueillir Alain Juppé lors de sa réunion hebdomadaire. Gilles de Robien a préféré le décommander afin d'éviter « un débat frontal entre le premier ministre et les députés ». Du coup, c'était le chacun chez soi. Tandis que M. Juppé se rendait finalement devant le groupe RPR et s'estimait « globalement satisfait » des positions adoptées par les députés néogaullistes, les élus UDF débattaient à huis clos de la riposte politique qu'il convenait d'opposer à l'affront du gouvernement et du RPR. Partisans de la ligne dure, plusieurs députés ont exprimé leur volonté d'« abstenir ». Pour mar-

quer davantage le coup, M. Poniatowski proposait même de tirer au sort une trentaine d'abstentionnistes.

Finalement, le groupe UDF optait pour un soutien à minima et plaidait pour une déclaration courte et sèche, avalisée à l'heure du déjeuner par François Léotard et Pierre Méhaignerie. Porte-parole de l'UDF sur le budget, Jean-Pierre Thomas déclarait, en séance publique, une déclaration grinçante : « Après en avoir débattu ce matin, le groupe UDF vote ce budget. Mais il regrette profondément que vous ayez refusé de prendre en compte ses amendements (...). Le Parlement a voté par le débat, par les amendements, par sa fonction de contrôle, à renforcer la crédibilité des réformes engagées par le gouvernement. C'est avec un sens profond de nos responsabilités que nous avons mené ce débat et que nous entendons continuer à le mener. Merci de nous y aider. »

Jean-Pierre Soisson (RI, Yonne) parvenait involontairement à déteindre l'atmosphère. « Toutes les majorités que j'ai connues se sont défilées de l'intérieur (...). Dès lors qu'on vote, il vaut mieux voter dans la galette », indiquait-il. Etienne Garnier (RPR, Loire-Atlantique), qui avait annoncé son abstention, décidait finalement de soutenir le gouvernement. Mais, le scrutin achevé, M. de Robien gratifiait toujours la plaie. « Un budget verrouillé est un acte de méfiance vis-à-vis du Parlement », affirmait-il en trouvant un motif supplémentaire de contentieux : l'annonce « prématurée » par le président du groupe RPR, Michel Péricard, de la mise en place d'un groupe de travail RPR sur le projet de loi anti-racisme. « L'apprentissage par une dépêche que le RPR proposait tout seul un groupe de travail RPR-UDF sur le projet de loi Toubon », déclarait-il. Offusqué.

Caroline Monnot et Jean-Baptiste de Montvalon

## L'analyse du scrutin

L'ensemble de la première partie du projet de loi de finances pour 1997 a été adoptée par 431 voix contre 95, sur 535 votants et 526 suffrages exprimés, la majorité requise étant de 264 voix.

● Ont voté pour : 234 RPR (sur 259) ; 191 UDF (sur 206) ; 6

Républicains et Libérés (sur 23).

● Ont voté contre : 61 PS (sur 63) ; 24 PC (sur 24) ; 9 RL : Pierre

Carassus, Jean-Pierre Chevènement, Régis Fattéboit,

Jean-Pierre Michel, Alfred Muller,

Georges Sarré, Gérard Saumade,

Christiane Taubira-Delamont,

Emile Zuccarelli ; 1 non-inscrit : Bruno Retailleau.

● Se sont abstenus : 1 RPR :

Marie-Fanny Gournay ; 5 UDF :

Jean-Louis Beaumont, Bernard

Coulon, François d'Harcourt, Christian Martin et Serge Monnier ; 3 RL : Pierre Bernard,

Jean Juvenot et Jean Urbanak.

● N'ont pas participé au vote :

24 RPR : 21 d'entre eux ont fait

savoir qu'ils « n'avaient pu

rejoindre à temps l'hémicycle », mais que leur intention était de

voter pour. Restent Philippe

Séguin, président de l'Assemblée

nationale, Patrick Labaune et

Daniel Pemeç ; 10 UDF : Alain

Barres, Jean-Pierre Bastiani, Yves

Bonnet, Yves Butt, Jean-François

Deniau, Renaud Dutreil, Francis

Saint-Ellier, François Sauvade,

Guy Teissier et Patrick Trémège.

2 PS : Michel Pajon et Alain Rodet ;

5 RL : Jean-Louis Borloo, Bernard

Charles, Claude Hoarau, Jacques

Le Nay et Aloysie Warhouver.

1 non-inscrit : Michel Ndir.

## Les retraités, eux aussi, descendent dans la rue pour leur pouvoir d'achat

EMMENÉ par des tempes grisonnantes ou franchement blanches, le cortège s'écoule d'un pas de promeneur, joyeux quoique silencieux. Quelques rangées vieillottes aux paroles détournées jaillissent du mégaphone, mais la foule ne s'égosille pas en retour. Quand les slogans sont épuisés, un air d'accordéon prend le relais : mardi 22 octobre après-midi, les retraités défilent à Paris pour la défense de leur pouvoir d'achat et pour affirmer leur volonté d'obtenir une « véritable prestation d'autonomie ».

Environ quinze mille personnes ont envahi le pavé parisien, mais d'importantes manifestations se déroulent aussi, notamment, à Marseille, à Lyon, à Lille, à Grenoble, à Rouen, à Saint-Etienne. L'éventail des organisateurs est fort large (CFTC, CNR, CFDT, FNAR, CFE-CGC, FNSEA, CGT, MODEF, FEN, UFR, FGR, UNRPA, FSU). Force ouvrière, qui n'appellait pas à manifester, a fait savoir que « les revendications des personnes âgées [étaient] indissociables de celles des autres générations ». Le

Front national a exprimé son soutien aux retraités, mais lorsqu'une poignée de militants de son Centre national des préretraités et des retraités ont tenté de se joindre au cortège parisien ils en ont été fermement dissuadés.

Les retraités « s'effiloquent », « s'épuisent », entend-on ici ou là tout au long de la manifestation à Paris. La CSC (contribution sociale généralisée) et le RDS (remboursement de la dette sociale) sont désignés comme porteurs de beaucoup de maux. « Tout le monde peut se plaindre de ces ponctions, reconnaît Carmen, soixante-cinq ans, fort élégante sous son chapeau de tweed. Mais il faut souligner que nous, les retraités, on supporte déjà la crise sociale, le chômage, à travers l'aide que nous apportons à nos enfants ! » « Depuis que je suis petite, je veux m'occuper des enfants, résume Tréjère, cinquante-six ans. J'étais institutrice. Eh bien, aujourd'hui, c'est encore pour les enfants que je suis ici. Pourront-ils finir leur vie correctement ? »

Habités de la protestation sociale, les manifestants ne s'étonnent pas vraiment de se trouver une nouvelle fois dans la rue, puisque « c'est là que se font les lois ». Pour Albert, soixante-trois ans, ancien cheminot, « les retraités sont calmes, paisibles, on ne les met pas dans la rue comme ça. Ce n'est pas du tout un mouvement, mais il faut reconnaître qu'on est à cent coudees des promesses du candidat Chirac ».

Bien qu'au sommaire des revendications, l'avenir de la prestation d'autonomie n'a pas paru véritablement au centre des préoccupations. « Il faut qu'elle soit distribuée par la Sécurité sociale, qu'elle porte un caractère légal. C'est humiliant d'obtenir une allocation comme si on était des assistés ! », réclame Roger, soixante-quatorze ans. « Elle doit devenir un risque maladie comme l'accident du travail ou la maternité », revendique, essouffé, un autre.

Aude Dassonville

## La non-présentation du carnet de santé ne sera pas assortie de sanctions

« CRÉER UN CHOC dans les consciences » afin que les Français puissent « s'approprier et gérer leur santé » : Jacques Barrot n'a pas été avare de formules-choc, mardi 22 octobre, lors de la présentation officielle du « carnet de santé » qui peut, selon lui, « changer le paysage sanitaire du pays ».

Ce document de couleur jaune et bleu, qui va être distribué à 45 millions d'assurés de plus de seize ans d'ici à la fin de l'année, doit éviter consultations, prescriptions et examens redondants, permettre un meilleur suivi des patients et freiner la progression des dépenses médicales (Le Monde du 22 octobre). Pour tenir cette conférence de presse, le ministre des affaires sociales était accompagné de son secrétaire d'Etat à la santé, Hervé Gaymard, qui a effectué un aller et retour entre Paris et Jérusalem où il accompagne le président de la République.

A raison de 4 francs l'exemplaire (fabrication et distribution), le coût

de ce nouvel « outil de santé publique » s'élèvera à 180 millions de francs pour les caisses d'assurance-maladie. Mais les pouvoirs publics en attendent un rapide retour sur investissement, même si M. Barrot s'est refusé à chiffrer les économies qu'il pourrait générer. Sa présentation - à chaque consultation, en ville comme à l'hôpital - sera certes obligatoire, dès que l'assuré l'aura en sa possession, mais son efficacité pourrait être limitée tant que la non-présentation ne sera pas sanctionnée. Ce document devrait, néanmoins, être efficace, 80 % des Français se disant prêts à le présenter systématiquement à leurs médecins, selon un sondage Ipsos réalisé fin août auprès de 1 016 personnes pour le compte du gouvernement. Plus efficace, en tout cas, que son aïeux précédent.

Le « carnet Barrot » a été précédé, en effet, par le « carnet Veil », qui s'est transformé en un petit fiasco financier. Ministre des affaires sociales d'Edouard Balladur,

Simone Veil avait instauré un « carnet médical » pour les 4,5 millions de personnes de plus de soixante-dix ans souffrant d'au moins deux affections nécessitant des soins importants. La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (Cnamts) en avait fait imprimer plus de 4 millions. Son bon usage aurait même pu générer 12 milliards de francs d'économies par an, selon une étude réalisée alors par la Caisse d'assurance-maladie des travailleurs indépendants.

## MANQUE DE COORDINATION

Mais le gouvernement Balladur en laissa la diffusion au bon vouloir des médecins libéraux, qui ne se précipitèrent pas pour le proposer aux malades concernés. D'autant que de nombreuses personnes âgées y virent un signe de discrimination à leur encontre, alors que les pouvoirs publics voulaient en faire un outil pour améliorer la qualité du suivi médical. Deux ans après son instauration, 43 000 carnets

avaient été distribués, soit moins de 1 % des documents imprimés. Les autres ont été mis au pilon, entraînant une perte sèche de plusieurs millions de francs pour les caisses.

Cet exemple révèle aussi le manque de coordination entre l'Etat et l'assurance-maladie, encore illustré récemment par leurs discordances sur les dossiers des ambulances et des visites de nuit des médecins. Réuni mardi, le conseil d'administration de la Cnamts a mandaté son président, Jean-Marie Spaeth (CFDT), et son vice-président, Georges Jollès (CNFP), pour protester auprès du gouvernement contre « la non-prise en compte proposée par le gouvernement de propositions qui relèvent clairement de la gestion de l'assurance-maladie ». Quelques heures plus tard, M. Barrot annonçait qu'il les recevrait « dans les prochains jours ».

Jean-Michel Bezat

## Les fabricants de tabac s'accordent sur des hausses de prix

LES PRIX DU TABAC augmenteront à deux reprises au cours des prochains mois : le 20 décembre 1996, puis le 5 mai 1997. C'est ce qui ressort des tarifs rendus publics, mardi 22 octobre, par plusieurs fabricants et distributeurs. Dans le cadre du projet de budget pour 1997, le gouvernement souhaitait obtenir une majoration de 4,8 milliards de francs de la fiscalité sur ces produits. Pour y parvenir, il fallait soit que l'Etat relève les taux d'imposition, soit que les fabricants augmentent leurs prix de vente. Cette dernière solution a eu la préférence des industriels.

La Seita a ainsi annoncé que le paquet de Gauloises brunes (11,90 francs) passera à 12,90 francs le 20 décembre, puis à 13 francs le 5 mai ; celui de Gauloises blondes (15,20 francs) grimpera à 16,80 francs, puis à 17,20 francs. A compter du 20 décembre, chez Philip Morris, le paquet de Marlboro passera de 18 francs à 19,30 francs. De même, Rothmans France a indiqué que le paquet de Peter Stuyvesant, actuellement à 17,70 francs, passera à 19 francs, puis à 19,20 francs.

## La reconnaissance de la nation pour les anciens de la guerre d'Espagne

LES MEMBRES FRANÇAIS des brigades internationales qui ont combattu en Espagne entre 1936 et 1939 bénéficieront désormais de la carte du combattant. Dans un courrier, daté du 19 octobre, adressé aux députés communistes François Asensi (Seine-Saint-Denis) et Jean-Claude Lefort (Val-de-Marne), qui l'avaient saisi de cette affaire, et au colonel Rol-Tanguy, président d'honneur de l'association des amis des combattants de l'Espagne républicaine, Jacques Chirac indique que la mesure sera effective le 23 novembre, jour du transfert des cendres d'André Malraux au Panthéon.

## DÉPÊCHES

■ **SONDAGES** : selon la dernière enquête de BVA pour Paris-Match (datée 24 octobre), réalisée du 17 au 19 octobre auprès de 924 personnes, Alain Juppé est en chute de sept points en un mois, avec 24 % de bonnes opinions, contre 70 % de mauvaises, tandis que Jacques Chirac est en baisse de cinq points, à 35 % de bonnes opinions. Pour le baromètre de CSA pour La Vie (daté 24 octobre), réalisés les 11 et 12 octobre auprès de 1 011 personnes, le premier ministre est à son plus bas niveau depuis mai 1995, avec 31 % de bonnes opinions ; pour sa part, le chef de l'Etat baisse de six points, avec 38 % de cote de confiance.

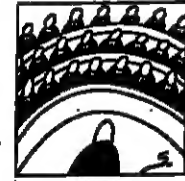
■ **MUNICIPALES** : le premier tour de l'élection municipale partielle de Dreux (Eure-et-Loir) a été fixé au 17 novembre. Après l'invalidation de l'élection du maire (RPR) Gérard Hamel par le Conseil d'Etat (Le Monde du 23 octobre), les trente-deux élus de la majorité RPR et UDF se sont démis de leur mandat, mardi 22 octobre, comme ils l'avaient annoncé.

■ **SYNDICATS** : Lionel Jospin et Nicole Notat, conduisant des délégations du Parti socialiste et de la CFDT, se sont rencontrés, mardi 22 octobre, au siège du PS, pendant plus de deux heures. La secrétaire générale de la CFDT a indiqué que l'objectif était de « se comprendre pour ne pas se tromper sur les positions de l'autre ». Le premier secrétaire du PS a insisté sur « le climat tout à fait excellent » et la « franchise » de la rencontre.

## PARLEMENT

## Le Sénat approuve une proposition sur le « bracelet électronique »

LES SÉNATEURS ont adopté, mardi 22 octobre, la proposition de loi de Guy Cabanel, président du groupe du Rassemblement démocratique et européen, relative au placement sous surveillance électronique (PSE). Les députés ayant refusé d'introduire cette innovation dans la réforme de la détention provisoire, il s'agit, cette fois, de permettre, au



« ne favorisera en rien la réinsertion des délinquants tout en permettant une maîtrise totale sur la vie de l'individu ».

■ **JUSTICE** : les députés ont adopté, mardi 22 octobre, les crédits du ministère de la justice, qui s'élèveront en 1997 à 23,9 milliards de francs (+1,77 % par rapport à 1996). La majorité RPR et UDF a voté pour, l'opposition socialiste et communiste contre. Le ministre de la justice, Jacques Toubon, a souligné que son budget est l'un des rares à voir ses crédits augmenter, ainsi que ses effectifs (+327 agents). Julien Dray (PS, Essonne) a interpellé le ministre sur la dégradation de la centrale de Fleury-Mérogis. M. Toubon a indiqué que 65 millions de francs ont été engagés pour le désamiantage « total » de la centrale, qui sera terminé à l'été 1997.

■ **CRÉDIT LYONNAIS** : la commission des finances de l'Assemblée nationale a réduit de 5 milliards de francs, mardi 22 octobre, les crédits du compte de privatisation programmés en 1997, pour obtenir des précisions sur le montant que l'Etat compte verser de nouveau au Crédit lyonnais. La commission des finances a adopté un autre amendement d'Hervé Mariton (UDF-AD, Drôme), clôturant le compte d'affectation spéciale consacré au Fonds national des hazas et des activités hippiques.

■ **IMMOBILIER** : le Sénat a adopté en première lecture, mardi 22 octobre, une proposition de loi, déjà votée par l'Assemblée nationale, qui prévoit l'obligation, sous peine de nullité, d'indiquer la superficie lors des contrats de vente d'appartements d'immeubles en copropriété. Le RPR et l'UDF ont voté pour, le PS et le PCF n'ont pas participé au vote. A la demande du gouvernement, les sénateurs ont exclu du champ d'application les dépendances et raccourci de trois à un mois le délai permettant d'intenter un recours en nullité.

■ **FRAMATOME** : la conférence des présidents de l'Assemblée nationale a élargi, mardi 22 octobre, de deux à sept députés la mission parlementaire d'information sur Framatome. Cette décision a été prise à la demande de Laurent Fabius, président du groupe socialiste, afin que tous les groupes soient représentés au sein de la mission.

■ **IVG** : le secrétaire d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale, Hervé Gaymard, a indiqué, mardi 22 octobre sur Europe 1, qu'il « balaise » la proposition de loi d'une trentaine de parlementaires RPR et UDF demandant la suppression du remboursement des IVG non thérapeutiques par la Sécurité sociale (Le Monde daté 13-14 octobre).

■ **CORSE** : l'Assemblée nationale a annoncé, mardi 22 octobre, la création d'une mission d'information parlementaire sur la Corse, demandée en septembre dernier par le député (UDF-PR) de Corse-du-Sud José Rossi. Constitué à la proportionnelle des groupes, cette mission d'information devrait être présidée par Henri Cuq (RPR, Yvelines), tandis que Xavier de Roux (UDF-rad, Charente-Maritime) devrait en être le rapporteur.



**IMMIGRATION** Au terme de l'immigration depuis des dizaines d'années, le ministère de l'intérieur dispose d'un nouvel outil pour mesurer les flux migratoires. Selon un

document confidentiel, 90 000 titres de séjour ont été délivrés en 1995, contre 146 000 en 1993. ● CES STATISTIQUES divergent de celles de l'Office des migrations internationales (OMI),

qui enregistrent une baisse plus rapide du nombre d'entrées sur le territoire (50 000 en 1995). Des différences dans les modes de calculs et dans la fiabilité des instruments statistiques

expliquent pour partie ces divergences. ● LES VIOLENTES POLÉMIQUES sur les chiffres de l'immigration avaient amené à confier en 1990 au Haut-Conseil à l'intégration la pu-

blication de ces statistiques. Le travail, non rendu public, du ministère de l'intérieur vient souligner l'urgence de rationaliser et d'unifier les instruments de mesure.

## Le ministère de l'intérieur a délivré 90 000 titres de séjour en 1995

La Place Beauvau a mis en place un nouveau mode de comptage. Ses données, confidentielles, enregistrent une décline des flux migratoires depuis 1993, mais demeurent plus élevées que celles publiées par l'OMI. Les spécialistes tentent d'expliquer ces divergences

LE DÉBAT agite les observateurs de l'immigration depuis des semaines. Des statistiques, non encore publiées, tendent à tempérer l'ampleur de la baisse des entrées d'étrangers en France, telle qu'elle est officiellement constatée depuis la mise en œuvre des lois Pasqua. Ironie de l'histoire, ces chiffres inédits émanent du ministère de l'intérieur.

Six ans après ses premiers balbutiements, en 1990, l'immigration des préfetures a permis de « sortir » des chiffres nationaux. Selon un comptage contenu dans un « document de travail » de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) rédigé par Guy Laffamme, un statisticien canadien, 146 390 titres de séjour de toutes sortes ont été délivrés en 1993. Ce chiffre est descendu à 132 840 en 1994. Pour 1995, selon ce même document, le ministère de l'intérieur a délivré quelque 90 000 nouvelles cartes. S'agissant des seules migrations en provenance de pays non européens, ces nouveaux chiffres tempèrent l'idée d'une décelération brutale : la baisse du nombre de titres de séjour délivrés n'aurait été que de 10,5 % entre 1993 et 1994, alors qu'elle frôlait 34 % selon les chiffres de l'Office des migrations internationales (OMI).

### Combien et à quel titre ?

● Flux. Les entrées légales d'étrangers comprennent de cinq sources principales : l'arrivée des épouses et enfants de travailleurs immigrés (regroupement familial), les mariages « mixtes », la régularisation des parents étrangers d'enfants français, le statut de réfugié et l'embauche de travailleurs. Les quatre premiers flux, qui constituent 70 % du total, résultent de l'application de la Convention européenne des droits de l'homme et de la Convention de Genève. ● Chiffres. En 1995, 49 396 étrangers ont légalement immigré en France, selon les chiffres établis par l'Institut national d'études démographiques à partir des données de l'Office des migrations internationales. 14 360 l'ont fait au titre du regroupement familial, 13 387 comme conjoints de Français, 13 106 (dont 60 % de ressortissants de l'Union européenne) comme travailleurs et 3 751 comme réfugiés. ● Nationalité. L'année 1994 a été un millésime record pour les acquisitions de nationalité française en raison de la « liquidation » du stock de dossiers antérieurs à la réforme de 1993 : 126 000 étrangers sont devenus français, dont environ 50 000 par naturalisation, 43 000 par déclaration (mariages, enfants) et 33 000 par la nouvelle « manifestation de volonté ».

Depuis le début des années 90, le ministère de l'intérieur avait cessé d'être considéré comme une source d'informations statistiques. Peu fiables, les chiffres qu'il diffusait auparavant avaient cédé le pas à ceux publiés par la direction de la population et des migrations du ministère des affaires sociales à partir de deux sources : l'OMI, qui organise le contrôle sanitaire, en principe obligatoire, pour les nouveaux arrivants, et l'Office de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), qui attribue le statut de réfugié.

Dès 1989, la contestation des statistiques de l'immigration par le Front national avait conduit Michel Rocard à confier à un Haut-Conseil à l'intégration (HCI), composé de neuf « sages » et présidé par Marcel Long, le soin de diffuser une information rigoureuse. Le Haut-Conseil s'est attelé à cette tâche, et la polémique alimentée par l'extrême droite a perdu de sa vigueur. Tous les acteurs du jeu républicain ont reconnu l'existence d'un flux d'immigration annuel d'environ 100 000 arrivées (par regroupement familial, arrivée de conjoints de Français, de travailleurs et de réfugiés).

L'année 1993 a néanmoins marqué un tournant, avec une décline spectaculaire qui s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui, pour aboutir au chiffre de 49 000 en 1995 (94 000 en 1993, 64 000 en 1994), selon l'OMI et l'Institut national d'études démographiques (INED). La diminution des flux de regroupement familial s'est combinée, à partir de 1994, avec l'effet dissuasif des lois Pasqua. La baisse de l'immigration de non-Européens est apparue encore plus rapide que celle des ressortissants de l'Union. Cette décline venait à l'appui de discours



vantant l'efficacité du dispositif Pasqua.

Les spécialistes s'accordent sur un point : la différence entre les chiffres de l'OMI et les nouvelles statistiques du ministère de l'intérieur n'a rien de surprenant. Chacun de ces indicateurs mesure une réalité différente avec un instrument imparfait. L'OMI additionne des flux de personnes au moment où elles passent la visite médicale réglementaire. Le champ de compétence de cet office public est donc délimité de façon arbitraire. Le ministère de l'intérieur, lui, comptabilise le nombre de titres de séjour valables au moment où ils sont délivrés, pour la première fois pendant une année donnée.

Chacun des instruments statistiques a ses faiblesses. Ainsi, certains étrangers – les Européens, les familles de certains pays d'Afrique

et les enfants de Français – ne sont pas astreints au contrôle sanitaire de l'OMI. Quant au ministère de l'intérieur, il enregistre parfois la délivrance d'un titre de séjour plusieurs années après l'entrée réelle de l'étranger concerné. C'est le cas des demandeurs d'asile déboutés qui ont bénéficié de la mesure de régularisation décidée en 1991. De même, les étudiants ne sont pas compris dans les statistiques de l'OMI. Mais ils le sont au ministère de l'intérieur. Cela peut expliquer en partie les chiffres plus élevés du ministère. « Il faudrait retirer ces flux des chiffres du ministère de l'intérieur », explique Michel Jacod, chef du département de démographie à l'Insee. Mais

cette opération est complexe car le plan d'information du ministère n'a pas été conçu pour enregistrer un flux de personnes mais des délivrances de titres de séjour. Il faudrait modifier l'organisation du système de collecte.

### « Une bataille politique sur le point de savoir s'il y a 50 000 entrées de plus ou de moins par an n'a aucun intérêt »

Il reste à expliquer la baisse relativement modérée révélée par les statistiques du ministère. « On nage en pleine mélasse », reconnaît-on Place Beauvau, en promettant de rendre publics prochainement « des chiffres qui tiennent mieux la route ». A la demande du Haut-Conseil à l'intégration (HCI), des études complémentaires ont d'ailleurs été demandées à l'Insee et au service statistique du ministère de l'intérieur. Mais les résultats, annoncés pour la fin de l'été, se font attendre. Le ministère de l'intérieur semble s'être fait tirer l'oreille pour communiquer ses chiffres à l'Insee.

Cependant, des pistes d'explication émergent. « Il est possible que les préfetures gèrent la situation des étrangers de façon plus souple que ne le reflètent les procédures contrôlées par l'OMI », avance Michèle Tribalat, chargée de recherches à l'INED. Autrement dit,

les préfetures procéderaient de leur propre chef à des régularisations qui n'apparaissent pas nécessairement dans les chiffres des visites médicales de l'OMI. L'extrême fermeté affichée par le gouvernement recouvrerait, en réalité, des attitudes locales diversifiées. Le volume, variable selon les préfetures, de situations saisies dans les ordinateurs sous la rubrique « autres » plaide dans ce sens. L'explication n'est d'ailleurs pas formellement démentie au ministère de l'intérieur.

Pour M<sup>me</sup> Tribalat, qui siège au groupe statistique du Haut-Conseil, il convient de rester prudent. L'outil informatique reste insuffisamment maîtrisé par les préfetures, ce qui occasionne retards et erreurs. Mais la démographie, spécialiste de l'immigration depuis vingt ans, reconnaît que, sous réserve de vérification informatique, les chiffres du ministère constituent « un outil nouveau reposant sur une base commune d'enregistrement d'une plus grande exhaustivité » que les statistiques de l'OMI. Que ce nouvel instrument de mesure, encore incertain, englobe un champ plus vaste et conduise à estimer autour de 100 000 un flux annuel que l'on croyait être tombé à 50 000 ne surprend pas M<sup>me</sup> Tribalat. « Une bataille politique sur le point de savoir s'il y a 50 000 entrées de plus ou de moins par an n'a aucun intérêt dans un pays de 58 millions d'habitants », explique-t-elle. Il est vrai que la polémique récurrente sur l'immigration se nourrit de vagues statistiques sur les flux d'entrées, en oubliant que nombre d'immigrés – environ 30 000 par an – quittent chaque année la France.

Philippe Bernard

## L'urgence de rationaliser et d'unifier les outils statistiques

COMBIEN d'étrangers s'installent-ils en France chaque année ? La question n'intéressait personne voici une quinzaine d'années. Elle a pris aujourd'hui des allures d'enjeu national, presque au même titre que les indicateurs économiques. Or, dit-on, il est des chiffres comme des vérités : tous ne sont pas bons à dire. C'est, en tout cas, sur cette rhétorique du soupçon que l'extrême droite a construit, dans les années 80, la popularité de son discours de haine de l'étranger, exploitant à merveille la faiblesse des outils statistiques français.

Le Front national a su tirer parti des faiblesses du recensement des étrangers en France pour dénoncer des prétendus mensonges officiels. Entre 1982 et 1990, affirmaient les chiffres de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), le nombre d'étrangers en France n'a pratiquement pas varié. Cette vérité statistique tranche avec la perception de l'« homme de la rue », qui tend à repérer les étrangers non à leur carte d'identité mais à la couleur de leur peau. Elle s'explique par

le fait que les étrangers de la veille deviennent français et sont ensuite remplacés par d'autres étrangers plus récemment arrivés. Ce décalage a nourri le malaise. Il a conduit les démographes à forger de nouveaux concepts permettant de mieux rendre compte de la place des familles issues de l'immigration.

La nouvelle série statistique sur les flux d'entrée produite par le ministère de l'intérieur exige le même type de pédagogie. Sa valeur tient théoriquement au fait qu'elle reflète une vision de l'immigration plus large et sans doute plus complète de la réalité. Mais sa qualité reste à confirmer. Ainsi peut-on contester les réticences de l'administration à diffuser des chiffres dont la fiabilité et les conditions de collecte restent incertaines.

En revanche, les réticences « techniques » et financières qui s'opposent aujourd'hui aux ultimes vérifications ne peuvent être justifiées. Le fait qu'il ait fallu un financement européen et un statisticien canadien pour effectuer une première expertise des chiffres du ministère de l'intérieur apparaît symbolique à cet égard. Voici déjà six ans, le Haut-Conseil à l'intégration avait souligné que l'éclatement de la production statistique sur l'immigration était source de confusion. Pour l'essentiel, le constat reste exact. Tout se passe comme si les différentes administrations, tétanisées par la charge politique de ce dossier, hésitent à ouvrir la boîte de Pandore.

« DIRE LA VÉRITÉ » Une telle attitude ne peut que faire le jeu du Front national. D'autant que ces chiffres du ministère et la réalité qu'ils semblent refléter n'ont rien d'extraordinaire. Que 146 000 titres de séjour aient été délivrés en 1993, que ce nombre ait baissé à 90 000 en 1995, doit-il bouleverser la face du pays ? Néanmoins, les incohérences avec les statistiques de l'Office des migrations internationales (OMI) soulignent l'urgence d'une rationalisation des instruments statistiques et d'une réaffirmation de l'autorité du Haut-Conseil à l'intégration, garant de la transparence. La contradiction entre le poids politique accordé à ces chiffres et le bricolage statistique qui préside à leur calcul est difficilement défendable.

Mais l'essentiel réside dans la capacité des politiques à assumer publiquement l'incertitude des flux d'immigrants. Bon an mal an, 100 000 étrangers, dont des Européens,

s'installent en France tandis que 30 000 en repartent. Le solde migratoire net avoisine donc 70 000 personnes alors que, chaque année, 100 millions d'étrangers franchissent nos frontières. Constatant l'évidence de ces flux induits par l'ouverture économique et le respect des droits de l'homme n'empêche nullement de se donner les moyens de les contrôler et de les limiter. Mais rares sont les responsables politiques à oser ce constat.

Lorsqu'il était au ministère de l'intérieur, Charles Pasqua avait eu une phrase pronant l'« immigration zéro », oubliant que, sénateur d'opposition, il avait été l'auteur d'une proposition de loi instaurant des quotas d'entrée. Il a fallu la crise des « sans-papiers » pour que son successeur, Jean-Louis Debré, admette la nécessité des flux. Lionel Jospin, lui, a commencé timidement à « dire la vérité » sur les chiffres. Mais le silence radio sur cette question finalement décidé par le PCF, lors de son dernier conseil national préparatoire à son 29<sup>e</sup> congrès, en dit long sur le poids des habitudes, dans un domaine où les silences sont pourtant pain béni pour l'extrême droite.

Ph. B.

## Un hôtel-casino, dont la concession doit être attribuée au groupe Partouche, va être construit à Lyon

LYON de notre correspondant régional Isidore Partouche l'avoue sans détour : il aurait été « vexé » de n'avoir pas été désigné concessionnaire du futur casino de Lyon. « Je suis reconnu comme le spécialiste, le meilleur gestionnaire », explique-t-il simplement. J'ai vingt-cinq ans de casino derrière moi. Mardi 22 octobre, Raymond Barre, maire de Lyon, a confié la construction de l'hôtel-casino de la Cité internationale de la ville au groupe Partouche. Ce choix sera soumis au vote du conseil municipal du 16 décembre.

Avec roulette, black-jack, chemin de fer et, surtout, bandits-manchots, la municipalité espère relancer son projet de Cité internationale. Sur cet espace, dans le

sixième arrondissement, entre le Rhône et le parc de la Tête-d'Or, se dressent le siège d'Interpol, un Palais des congrès qui a accueilli, en juin, le sommet du G 7, le Musée d'art contemporain et des immeubles de bureaux, dont le nombre n'est pas à la hauteur, cependant, de ce qui était attendu. Et toujours pas de grand hôtel de luxe, faute d'investisseurs. Il fallait un plus pour attirer les capitaux. Ce sera donc un casino.

Depuis la loi du 5 janvier 1988, une ville peut implanter un casino sur son territoire à condition qu'elle soit classée touristique, qu'elle soit le centre d'une agglomération de plus de 500 000 habitants et qu'elle participe au fonctionnement d'un centre dramatique national, d'un or-

chestre national et d'un théâtre d'opéra. Jusqu'à présent, aucune agglomération française ne s'était aventurée sur le terrain de ces jeux d'argent. Lyon est la première. M. Barre y a mis quelques formes : il « aurait préféré ne pas présenter ce projet », avait-il dit en janvier à son conseil municipal. Mardi, il a espéré que « ce casino puisse exercer son activité dans des conditions compatibles avec le niveau de l'hôtel et la qualité de la vie à Lyon ».

Trois candidats avaient répondu à l'appel d'offres de la ville : le numéro un français, le groupe Barrière, associé au sud-africain Sol Kerzner, à l'hôtelier Accor et à Chazeurs ; le promoteur immobilier Michel Boucau ; le groupe Partouche, numéro deux en France, qui possède des participations ma-

joritaires dans dix-huit casinos. Entré en Bourse, au second marché, en 1995, ce groupe a réalisé, la même année, plus de 770 millions de chiffres d'affaires.

UNE « BELLE OPÉRATION » Dans l'agglomération lyonnaise, Partouche exploite déjà, outre l'hôtel Pulmann de la Part-Dieu, le Lyon-Vert, un établissement situé dans la banlieue ouest, acquis en 1991 : jeux traditionnels, quatre cents machines à sous, un million de visiteurs par an, un chiffre d'affaires de 293 millions de francs. Le groupe vient de racheter, à une filiale de la Compagnie générale des eaux, 30,3 % des actions de la Société fermière du casino municipal de Cannes (SFCMC), qui cofinancie, outre le casino de la Croisette,

deux hôtels de luxe et le golf de Mandelieu. Coût de la transaction : 280 millions de francs. Malgré la somme, rondelette, Partouche ne dispose pas de siège d'administrateur. Son premier objectif dans cette « belle opération » est de prendre pied chez son principal concurrent, le groupe Barrière, qui détient 60 % de SFCMC.

Pour entrer dans la Cité internationale, le groupe Partouche, qui aurait certainement vu d'un mauvais œil un groupe concurrent à quelques kilomètres du Lyon-Vert, va investir près de 300 millions de francs pour la construction d'un hôtel de 210 chambres, dont l'enseigne sera confiée au groupe anglais Hilton. Une trentaine de millions de francs seront nécessaires pour l'équipement du casino.

Il faut d'abord que le ministère de l'intérieur autorise l'exploitation de jeux traditionnels. Le concessionnaire devra attendre un an minimum de fonctionnement avant de formuler une demande de machines à sous. Les bandits-manchots sont la vache à lait des casinos : les 400 appareils du Lyon-Vert représentent 90 % du chiffre d'affaires. M. Partouche prévoit d'en installer autant à la Cité internationale. Il ne doute pas obtenir des autorités les feux verts nécessaires : « En France, il y a des lois, nous sommes dans un pays de droit ». L'ouverture est prévue en 1999. La municipalité compte décaler de cette activité entre 20 et 25 millions de recettes par an.

Bruno Caussé



## Quinze ans de réclusion pour le peintre du Bon Marché qui a tué son chef de service

Philippe Jégado avait assassiné Claude Mauger, le 15 juillet 1992, dans les sous-sols du magasin

Philippe Jégado comparait, lundi 21 et mardi 22 octobre, devant la cour d'assises du tribunal de Paris. Cet ancien peintre en bâtiment, em-

ployé au Bon Marché, était jugé pour le meurtre, le 15 juillet 1992, de son chef de service. Les deux jours d'audience ont mis en évidence le

parcours fait d'échecs et de galères de ce jeune homme « poussé tout seul ». La cour l'a condamné à quinze ans de réclusion.

15 JUILLET 1992. 17 heures, deuxième sous-sol du grand magasin parisien Au Bon Marché. Dans l'atelier de peinture, Philippe Jégado, trente-quatre ans, peintre en bâtiment, tient en joue son chef de service avec un pistolet 22 long rifle. « Ordu ! Je vais te tuer. Tu ne reverras pas ton petit-

**PROCES**  
Philippe Jégado, trente-quatre ans, est à genoux, terrorisé, en pleurs. L'employé vient d'arrêter son licenciement.

22 octobre 1996, salle d'assises du tribunal de Paris. Philippe Jégado fait signe à son avocat d'arrêter sa longue plaidoirie. L'accusé ne veut plus être défendu. En tout cas pas comme ça. Le droit du travail, le licenciement abusif, les cadences oppressives... Non. Rien de tout cela. « La vérité de cette histoire, je l'ai vue se dérouler tout au long du procès. Il y avait des réalités différentes, des images de la vérité. Elles étaient toutes vraies. C'est un concours de circonstances. A vous de juger. »

Des images de la vérité ? Philippe Jégado n'a eu de cesse de ressasser les scènes. Ici, devant ses juges, pendant deux jours. Au Bon Marché, face à son chef de service agenouillé, pendant trois quarts d'heure qui lui auront paru dix minutes. Après les faits, face à lui-même, pendant trois mois, à marcher dans les bois de Rambouillet. Trois mois de cavale à vivre « comme un légal », avant de se livrer aux gendarmes pour enfin « affronter la société ».

C'est un caractère entier, de confusion et de sincérité mêlées, qui débordent du carré des accusés. Front large, cheveux courts, regard

noir, Philippe Jégado, qui a aujourd'hui trente-huit ans, est un garçon « poussé tout seul », issu d'une famille en lambeaux : une mère serveuse, battue et cancéreuse, qui meurt en 1973 alors qu'il est en prison ; un père O.S. chez Renault, alcoolique et violent, qui « a tout cassé » et décède en 1987 ; une sœur éloignée, qu'il ne voit pas pendant dix ans ; un frère placé, devenu clochard, qui, en 1992, sera assassiné. « Il y a des gens qui n'ont pas de chance, dit-il. C'est la roue, c'est le destin. »

Devant la cour d'assises, il égrené un chapelet de galères et d'échecs : LSD, morphine, héroïne, vols, prison... Il s'en sort une première fois par amour. « C'est la seule période de bonheur que j'ai eue, monsieur le Président ; alors j'aimerais bien la garder pour moi, si ça ne vous dérange pas. » Et puis à nouveau rupture, overdose, alcoolisme. Il a, pour lui, une volonté de Sisyphe et une foi inébranlable dans la capacité de l'homme à s'améliorer : il obtient, en 1988, un emploi de peintre au Bon Marché.

Jégado le solitaire a alors trente ans, un domicile, une nouvelle amie, 7 000 francs par mois dont 1 600 sur un plan d'épargne pour un rêve de fils de Bretons : une maison en Bretagne. Il sait en dire, peindre et connaît la vitrine. Le travail est son moyen d'expression. Il peint des meubles pour Noël, colle des affiches pour les soldes. Au Bon Marché, qui peaufine son label familial, il a trouvé sa famille. Mais la roue tourne, inexorablement. Son amie le quitte. Il perd son logement, dort à l'hôtel, compte bientôt sur le 1<sup>er</sup> patronal pour se reloger. Ses seuls biens - deux jeans, cinq tee-shirts, un pistolet hérité de son père - tiennent dans un placard de fer. Le

Bon Marché est son unique maison.

Menuisier depuis près de trente ans au Bon Marché et à la Belle Jardinière, Claude Mauger, lui, devient chef de l'atelier menuiserie-peinture, en 1991. Consécration de la fidélité et du labeur. « Il aimait ses enfants, ses petits-enfants, il n'y avait aucune méchanceté chez lui », lance sa femme dans un sanglot. Mais l'homme ne parlait jamais de son travail à la maison. Images brouillées de la vérité. « Peut-être chez lui, il n'était pas méchant, dit Philippe Jégado. Mais avec la blouse, sur laquelle il y avait un demi-galon, M. Mauger, ce n'était plus le même homme. »

**« SOUFFRE-DOULEUR »**

A la barre, les menuisiers, ses employés, parlent d'une « tension permanente » à l'atelier. Ils disent leur chef « injuste », « sec », « directif » et « colérique ». « Il se sentait agressé. Il répercutait la pression au centuple. » C'était un impulsif, un timide, tempère un supérieur. Qui devait affirmer son autorité en haussant la voix. « Il fallait toujours qu'il embête quelqu'un, dit un autre employé. Il avait trouvé Jégado. » « Ils nous traitaient comme des chiens », renchérit l'accusé. « Moi, j'étais peintre, pas souffre-douleur. Je le respectais, je pensais toujours avoir été sincère avec lui. Mais je voulais le moucher. Parce que Mauger n'était pas peintre et qu'en peinture il n'y connaissait rien. »

« Ce que tu nous fais faire, dit-il donc le 18 juin 1992 à son chef, c'est du travail de bougnale. » La réponse provoque un sésme : « Ton 1<sup>er</sup> patronal, tu ne l'auras pas. » « Je n'ai pas réfléchi, je lui ai donné une gifle. » Alors ce sont des rapports écrits qui remontent, des mensonges de toutes parts qui

prement corps sur des fonds de vérité. Et, au bout du compte, des mesures de sanction qui sont envisagées. Le 15 juillet 1992, le licenciement de Philippe Jégado est arrêté. « Pour moi, tout s'écroule. Quand je suis entré au Bon Marché, j'ai eu un numéro de Sécurité sociale, un compte en banque, une Carte bleue, j'ai payé des impôts. Là, je perds tout. » A la levée du travail, à 16 h 48, Claude Mauger est frappé au visage par le jeune peintre une première fois. Le chef de service trouve refuge chez deux supérieurs qui reviennent dans l'atelier de peinture. Philippe Jégado, entre-temps, est allé chercher son pistolet. Les hommes se font face, Jégado demande à Claude Mauger de s'agenouiller.

« Et que pensez-vous à ce moment-là ? », demande le président Alain Verheene. « Je sais que tout est perdu, alors que rien n'a commencé, je sais que ma vie est brisée. Moi, j'ai pas rencontré des gens qui m'ont donné la main. Je me suis reconstruit tout seul. » La voix se brise. « C'est pas grand-chose, vous savez, d'être peintre. Je n'étais plus taylor, j'étais devenu, je pense, un ouvrier respectable. J'avais des projets, je rêvais d'une petite maison en Bretagne. Je voulais faire de l'apiculture, j'aurais voulu avoir des enfants. » La voix devient haudible. « Et tout se brisait parce que M. Mauger ne pouvait plus me supporter. Je me suis dit : je vais mourir, oui, mais tu vas mourir avec moi. Et que lui avez-vous dit ? - Je lui ai demandé s'il croyait en Dieu. Il m'a répondu que oui. Alors je lui ai dit : Dieu nous jugera tous les deux. Et j'ai tiré. »

La cour d'assises a condamné Philippe Jégado à quinze années de réclusion.

Jean-Michel Dumay

## Le procureur demande une peine de prison ferme contre Jean Bousquet

Le réquisitoire décrit un élu « délinquant »

NÎMES  
de notre correspondant

Le parquet de Nîmes a requis, mardi 22 octobre, une « importante » peine de prison ferme à l'encontre du député (UDF, radical) et ancien maire de Nîmes Jean Bousquet, qui comparait devant le tribunal correctionnel pour avoir fait supporter durant quatre ans le gardiennage de sa propriété privée aux contribuables de la ville. « En utilisant des fonds publics pour son confort personnel, M. Bousquet a jeté le discrédit sur tous ceux qui sont investis d'un mandat électif », a estimé le substitut du procureur, Brigitte Sibué, en réclamant une amende de 500 000 francs et la privation des droits civiques, pour cinq ans, du PDG de Cacharel. Pour les onze autres prévenus, M<sup>me</sup> Sibué a requis des peines de principe ou de prison avec sursis assorties, pour les fonctionnaires municipaux, d'une interdiction d'exercer leur profession.

Ce réquisitoire sévère est intervenu à l'issue d'une audience pendant laquelle l'ancien maire de Nîmes était apparu intouchable. Jean Bousquet avait tenté de se placer au-dessus de la mêlée en faisant porter, dès le départ, la responsabilité des fautes factuelles de son gardiennage sur l'administration municipale. Durant toute la journée, le président du tribunal, Jean-Claude Fanzani, a vu défiler l'état-major de la précédente municipalité. Ces fonctionnaires de très haut niveau qui, durant douze ans, avaient redessiné la ville, se comportaient à présent comme des enfants, s'emballant dans leurs réponses et se rejetant les uns les autres la paternité des erreurs commises.

Dans son réquisitoire, le représentant du ministère public a es-

timé que l'ancien maire de Nîmes était « un délinquant qui utilise à son profit l'argent qui ne lui appartient pas (...), un élu qui a transformé ses employés municipaux en une bande de gangsters ». Sur le fond, Brigitte Sibué a mis en doute les menaces dont Jean Bousquet aurait été victime, expliquant qu'une municipalité ne pouvait décider d'assurer la protection d'un élu que de manière ponctuelle et exceptionnelle. « C'est à l'état, qui dispose de services spécialisés, qu'il appartient d'assurer cette mission. Lorsque M. Bousquet, en tant que PDG de Cacharel, pensait être menacé par Action directe, le ministère assurait la protection de cinquante à cent industriels français. »

**« PROCÈS POLITIQUE »**

Refusant d'accorder la moindre circonstance atténuante à Jean Bousquet, Brigitte Sibué a poursuivi : « Cet homme est un seigneur qui pense que tout lui est dû. Il n'a pas payé son gardiennage, de même qu'il ne paie pas non plus directement son personnel de maison. Peut-être aussi a-t-il eu l'intention de faire régler les honoraires de son avocat, M<sup>me</sup> Vaurat, par la ville de Nîmes. » Ausubert, une bronca à secouer la salle d'audience. « Je n'ai jamais vu de ma carrière une mise en cause de la sorte », a clamé Jean-Marc Vaurat tandis qu'un de ses confrères criait au « procès politique ». « Je ne veux pas entendre ce mot ici », a répondu le président, alors que les quatorze accusés de la défense quittaient la salle. Lors de leur retour, trois quarts d'heure plus tard, Brigitte Sibué a déclaré « retirer purement et simplement ses propos » avant de poursuivre son réquisitoire.

Richard Benguigui

## La Banque de France admet sa maladresse à l'égard d'un employé pris en otage

DRAGUIGNAN

de notre envoyé spécial  
Pris en otage pendant sept heures avec son épouse et son fils de six ans avant d'être transformé en bombe humaine, Emmanuel Demalmay est manifestement la victime la plus étonnante du retentissant hold-up commis le 16 décembre 1992 à la Banque de France de Toulon, pour un montant de 146 millions de francs.

D'autant que la situation de victime lui a longtemps été refusée. Alors qu'il était encore agité de tremblements après avoir regardé les démineurs détacher sa ceinture d'explosifs, M. Demalmay a dû subir pendant des heures les interrogatoires de la police, qui soupçonnait cet agent de surveillance d'être un agent consentant, complice des malfaiteurs. Puis, pendant plusieurs semaines, il a été ostensiblement suivi pas à pas par les enquêteurs. Parallèlement,

l'enquête administrative menée par la Banque de France se déroulait avec son cortège de soupçons et même de reproches à peine voilés. M. Demalmay comprit alors qu'il devait partir et négocia un licenciement avec une indemnité de 250 000 francs vite absorbée par les frais de procédure.

A l'audience, devant la cour d'assises du Var, qui juge depuis le 14 octobre les onze personnes accusées d'avoir participé à l'attaque de la banque, les soupçons sont revenus, alimentés par les déclarations confuses de ceux qui tentent de brouiller les pistes. Jusqu'au moment où M<sup>me</sup> Paul-Albert Iweins, conseil de la Banque de France, a trouvé les mots qu'il fallait : « La Banque de France fait amende honorable. Je crois que la banque a commis une erreur », déclarait l'avocat, avant d'ajouter : « On n'a pas entouré M. Demalmay comme il aurait dû l'être. A la Banque de France, on n'a pas fait de victimolo-

gie. On a peut-être fait un peu trop d'administratif. Non seulement c'est une victime que l'on n'a pas reconnue, mais en plus on l'a soupçonné. »

**« UN PESTIFÉRÉ »**

M<sup>me</sup> Iweins ne s'est pas arrêté là. Il a décrit cette scène épouvantable qui est sans doute l'une des plus douloureusement ancrées dans la mémoire de M. Demalmay. C'est l'instant où, après le départ des malfaiteurs, les employés de la banque disent à l'otage d'aller ailleurs, dans une autre pièce, à un autre étage. « A ce moment-là, c'est un pestiféré, remarque l'avocat. Il porte une bombe sur lui. »

Mardi 22 octobre, M. Demalmay avait donc deux avocats : le sien et celui de la Banque de France, qui s'est enfin souvenue que l'agent de surveillance était son employé. Ce fut une bouffée d'air frais dans la tempête du débat d'assises, qui a vite repris ses droits. Car M<sup>me</sup> Iweins

et son confrère Marc Risoli ont voulu effacer l'image déclinatoire trop idyllique donnée par Hélène Renaux, la secrétaire comptable qui a donné aux malfaiteurs les renseignements permettant la réussite du fabuleux hold-up. Elle aussi est une employée de la banque, et c'est là son plus grand crime.

Du côté des parties civiles, on ne croit pas à l'amour d'Hélène pour un homme qui fréquentait des malfaiteurs. On souligne qu'elle a su « utiliser les hommes » dans un comportement surtout dominé par « l'appât du gain ». Certes, elle a tout avoué, tout reconnu dans une émouvante déclaration. Mais M<sup>me</sup> Risoli donne un sens moins poétique à son attitude : « 140 millions sont encore dehors. Vous pouvez avoir la fantasia au cœur quand il y a 140 millions qui vous attendent. »

Maurice Peyrot

## Le Patriarche, épinglé comme « secte », continue à être subventionné

L'EMBARRAS des autorités françaises chargées de la lutte contre la toxicomanie dure depuis une vingtaine d'années. C'est un secret de Polichinelle dans les milieux spécialisés, mais rien n'y fait : l'Etat français subventionne depuis ses débuts l'association internationale Le Patriarche, fondée par le charismatique et très controversé Lucien J. Engelmaier pour venir en aide aux drogués. Cinq millions de francs ont été alloués au Patriarche cette année, 6 millions l'an dernier, 7 en 1994, 8 en 1993... La nouvelle mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT), présidée par François de Veyras, maire-adjoint (UDF-FD) de Toulouse, a essayé, en vain, d'empêcher l'octroi de ce subside annuel.

L'affaire prend cette année un air de scandale. Le rapport parlementaire sur les sectes cite en effet le Patriarche parmi « les mouvements sectaires de 2 000 à 10 000 adeptes » (Le Monde du 11 janvier). Son « type dominant » est qualifié de « guérisseur » et son « type associé » de « psychanalyste ». L'association, qui assure accueillir « 1 800 toxicomanes, dont 500 Français, dans 70 lieux de vie » répartis à travers l'Hexagone, se dit victime d'une « diabolisation ». Son opacité et ses méthodes mus-

clées ont pourtant souvent été dénoncées. D'anciens patients en sont sortis traumatisés, d'autres assurent y avoir trouvé un sens à leur vie et y sont restés.

**« UNE BROUILLIE »**

Un porte-parole du Patriarche nous a confirmé le montant de la subvention pour 1996, en faisant aussitôt remarquer qu'elle représentait « une brouillie ». Dans son budget global de fonctionnement, il est aujourd'hui impossible d'obtenir communication de la somme exacte et de la répartition des fonds privés qui alimentent le Patriarche. « Nous travaillons avec des produits de récupération, des dons en nature et donc pas seulement avec de l'argent privé, explique le porte-parole. Nous avons aussi une société d'édition, une association des Artistes du Patriarche, et il n'est pas aisé d'obtenir quelque chose de très clair et de très précis. »

Une énième enquête vient d'être demandée par la MILDT à l'inspection générale des affaires sociales afin de vérifier l'utilisation des fonds publics versés au Patriarche. La Cour des comptes vient, dans le même objectif, d'effectuer une visite. L'inspection générale des finances a par ailleurs été saisie en vue d'exa-

miner la valeur du patrimoine et le montant des financements privés dont bénéficie l'association. A la MILDT, on se dit « très mal à l'aise » et empêche d'agir pour « des raisons techniques ».

A elle seule, l'organisation internationale de Lucien J. Engelmaier bloque le développement programmé des communautés thérapeutiques. Un texte visant à encadrer cette forme de prise en charge, encore marginale en France, est en effet à l'étude, mais, s'il était publié, le Patriarche ne manquerait pas d'y trouver une nouvelle occasion de profiter de la manne publique. Le statu quo est donc de mise. En attendant, l'association se plaint d'avoir dû fermer sa « maison d'accueil pour séjours » toulousaine, qualifiée de « sidation » lors de sa création en 1990. Dénonçant « les institutions de lutte contre la drogue et le sida qui refusent unanimement de lui adresser le moindre toxicomane, si ce n'est des malades en fin de vie », le Patriarche déplore, « malgré les immenses services rendus d'un point de vue thérapeutique et économique », que cet « espace de soins » n'ait « jamais été soutenu financièrement ».

Laurence Folléa

## L'avocat Eric Delcroix condamné pour des propos « révisionnistes »

M<sup>me</sup> ERIC DELCROIX, avocat au barreau de Paris et conseil habituel des historiens révisionnistes ou de leurs éditeurs, a été condamné, mardi 22 octobre, à 20 000 francs d'amende par la 17<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris, pour contestation de crimes contre l'humanité, après la parution, en septembre 1994, d'un livre intitulé *La Police de la pensée contre le révisionnisme*.

Le tribunal, présidé par Martine Ract-Madoux, reproche à M<sup>me</sup> Delcroix d'avoir qualifié de « mythe » ou de « croyance de nature de moins en moins scientifique et de plus en plus religieuse » l'extermination des juifs dans les chambres à gaz, ces propos laissant « entendre au lecteur qu'il existe un doute sur la réalité de cette extermination ». L'avocat est condamné à payer 1 franc de dommages et intérêts à six associations d'anciens déportés. Sa condamnation ne sera pas inscrite à son casier judiciaire.

**DÉPÊCHES**

**■ JUSTICE :** le maire (RPR) de Talant (Côte-d'Or), Baptiste Carminati, a été mis en examen, mardi 22 octobre, pour « ingérence et abus de biens sociaux » et placé en détention provisoire. M. Carminati, suppléant du député et maire (RPR) de Dijon, Robert Pujade, et président d'une importante société de travaux publics, était en garde à vue depuis lundi matin 21 octobre dans le cadre d'une enquête sur le financement de travaux réalisés dans ses propriétés.

**■ RÉQUISITOIRE :** François Cordier, substitut du procureur de Paris, a requis une peine d'amende, mardi 22 octobre, contre Georges Mathis, directeur du journal de rue *Le Réverbère*, qui comparait pour « injure publique » et « provocation à la haine raciale » devant le tribunal correctionnel de Paris (Le Monde du 23 octobre). Le jugement a été mis en délibéré au 19 novembre.

**■ DROGUES :** 5 kilos d'héroïne ont été saisis dans les milieux turcs d'extrême gauche, dont deux sympathisants ont été interpellés dans la région parisienne. Recep Tankaz, arrêté à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) alors qu'il s'apprêtait à livrer 1 kilo d'héroïne, et son beau-frère, Adem Dural, ont été placés sous mandat de dépôt lundi 21 octobre. En perquisitionnant chez les deux suspects, les policiers ont découvert quatre autres kilos d'héroïne, ainsi qu'un revolver.

**■ UNIVERSITÉS :** devant l'exaspération des directeurs d'IUT, François Bayrou a annoncé, mardi 22 octobre, qu'il n'avait « pas l'intention de laisser des tensions durables s'installer », contrairement au faible espoir de négociations laissé la veille (Le Monde du 23 octobre).

**■ TRAFICS :** quatre gendarmes de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) dont l'adjudant-chef commandant l'unité, ont été placés sous mandat de dépôt, mercredi 23 octobre, dans le cadre d'une affaire de malversations. Cinq autres gendarmes ont été placés sous contrôle judiciaire. Selon le général Decubber, commandant de la 4<sup>e</sup> circonscription de Marseille, ils auraient perçu des « avantages en nature en échange d'indulgence sur des infractions ». Il a également admis que ces gendarmes avaient détourné « des objets placés sous leur surveillance ».

1996 : 10<sup>e</sup> édition, 3 volumes

**Le Guide du Pouvoir**

Biographies & photos  
- 990 F -

Editions Jean-François Doumic  
T<sup>0</sup> 04.70.99.53.33



## RÉGIONS

LE MONDE / JEUDI 24 OCTOBRE 1996

**VILLES** Depuis les années 80, les agglomérations se sont dotées de médiathèques souvent très ambitieuses dans leur architecture et leur fonction. ● LE PUBLIC est au

rendez-vous puisque le nombre d'abonnés a presque triplé par rapport à celui des bibliothèques et atteint six millions. Les médiathèques deviennent ainsi des lieux privilé-

giés pour les contacts sociaux et l'acquisition de connaissances. ● LE PROFIL des abonnés et de ceux qui fréquentent incidemment les salles de lecture est représentatif de la

période de crise. Il s'agit d'un public « volatil », plutôt jeune et non actif, voyageant parmi toutes les possibilités du multimédia. Les chômeurs s'y rencontrent de plus en

plus. ● A ORLÉANS, le quart de la population est inscrit à la médiathèque et le nombre de documents prêtés a été multiplié par cinq depuis son ouverture.

# Six millions de personnes sont inscrites dans une médiathèque

Ce nouveau lieu de sociabilité et de culture multimédia connaît un net succès : près de trois fois plus d'abonnés que dans les bibliothèques. C'est ainsi qu'à Orléans le quart de la population fréquente désormais régulièrement les salles de lecture

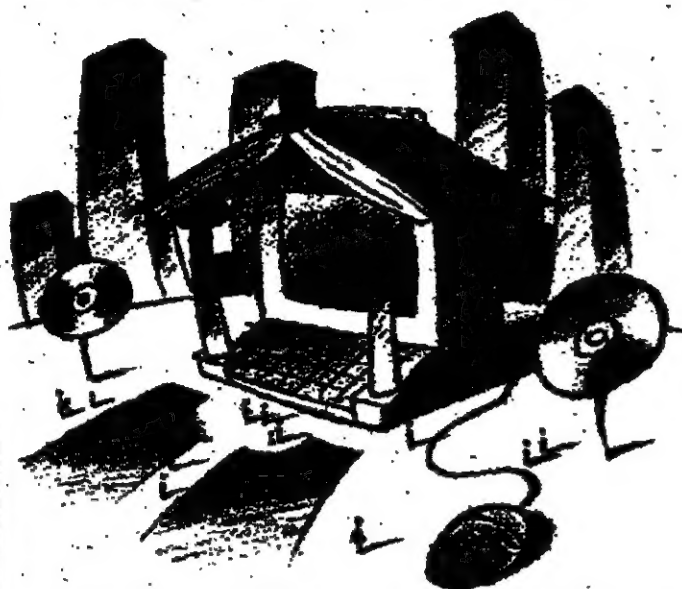
ORLÉANS

de notre correspondant

Impossible de la manquer, avec son pelage gris. Les Orléanais, après avoir un peu tourné autour de la bête, se sont habitués à l'étrange objet en forme de boomerang. Ouverte en 1994 - un an avant les élections municipales qui ont vu la réélection de Jean-Pierre Sueur (PS) -, la médiathèque est aujourd'hui plébiscitée. Elle est devenue un lieu de rendez-vous privilégié. Signe de son adoption, les cortèges syndicaux l'ont touchée dans leur tour protestataire de la ville.

On va à la médiathèque comme on va au supermarché. « C'est pas mal, mais les caissières ne sont pas encore très au point. » Le personnel n'en revient pas encore de cette audace d'une lectrice néophyte qui avait laissé ses impressions lors de l'ouverture. « Le personnel n'avait pourtant pas le temps de chigner : il inscrivait huit cents personnes par semaine ! », se souvient un des conservateurs.

Le succès a été foudroyant. En deux ans, le nombre des lecteurs a été multiplié par trois sur la ville. Le nombre de prêts a dépassé le million en seize mois. La cadence



des inscriptions s'est ralentie, mais reste encore très forte : cent trente environ par semaine. Au total, on compte plus de vingt mille inscrits (près du quart de la population) mais le flux réel est beaucoup plus important, les « fréquents non-inscrits » n'étant pas recensés. Une fillette pousse son père

dans l'escalier orange vif : « Tu vas voir, je vais te montrer la vidéo du niveau 4 ! » Les enfants servent de guide à ces hésitants qui franchissent la porte pour la première fois. « On les remarque à la façon de se tenir, remarque Marie-Claude Sullerot, conservateur. Nous avons voulu le public le plus

large, mais nous sommes déconcertés en même temps par son comportement. » On s'interrompt un peu bruyamment, des lutins piquent des sprays entre les rayonnages, au troisième étage ça papote au « kiosque », le coin lecture express. « Trop clean, ça manque un peu de désordre », reproche un habitué.

La salle vidéo a été « dévalisée » dès le premier mois de l'ouverture. « C'est un public difficile, qui s'estime compétent dans ce domaine, et dont les goûts ne correspondent pas forcément à nos choix culturels », reconnaît Marie-Claude Sullerot. De l'agressivité parfois, mais pas de violence jusqu'ici. Une équipe d'agents de sécurité veille. « Vous vous rendez compte : dans une bibliothèque il y a dix ans, jamais je n'y aurais cru ! », ajoute Agnès Chevalier.

L'entrée est libre. Chacun peut s'installer pour lire un livre, écouter un disque compact, consulter un CD-ROM, assister à une projection ou à une conférence. Impossible donc de connaître le flux réel de la foule qui se presse, ces « fréquents non-inscrits » n'apparaissent pas dans les statistiques. Pour avoir accès à tous les services de prêt, il en coûte 255 F aux Orléanais (de plus de vingt-six ans) contre 485 F aux autres. « On gagne beaucoup d'inscrits, mais on en perd autant », précise une bibliothécaire. La première année, la municipalité avait décidé la gratuité pour tous les chômeurs. Ils furent trop nombreux à venir. De-

puis, elle a limité la mesure aux seuls demandeurs d'emploi de la commune d'Orléans. Dans la salle de presse, presque toujours comble, règne une sorte d'anonymat protecteur. Le chômeur ne se sent pas un exclu.

**Des adultes demandent des manuels scolaires. D'autres recherchent des modèles de CV ou des livres de formation, allant de la simple remise à niveau aux disciplines les plus « pointues »**

« Des adultes nous demandent des manuels scolaires », indique Marie-Claude Sullerot. D'autres recherchent des modèles de CV ou des livres de formation, allant de la simple remise à niveau aux formations les plus « pointues », en passant par la préparation des concours administratifs. Des organismes de formation recommandent même à leurs stagiaires d'aller à la médiathèque pour planoter sur les écrans !

« Nous servons de support parascolaire ou d'insertion », reconnaît la direction. Un dossier de subventions pour l'acquisition d'ouvrages de formation a été déposé. « Ce public de crise se développe à un moment où les budgets municipaux n'augmentent pas. »

Conséquence de cette ouverture à un très large public, les missions traditionnelles de conservation s'assombrissent. « Depuis l'acquisition du manuscrit du Connet à des de Max Jacob, nous n'avons pratiquement rien acheté pour le fonds patrimonial. Rotation, usure, dépréciations : le fonds se dégrade. Nous ne suivons plus certaines collections d'études. Nous sommes obligés de faire des choix », explique Marie-Claude Sullerot. Ce qui n'empêche pas l'organisation d'expositions où un public devenu boulimique découvre les trésors livresques du lieu (le plus vieux manuscrit remonte au VI<sup>e</sup> siècle et le fonds possède de croustillantes « mazarinades ») qui n'avaient été montrés qu'à une petite aristocratie d'érudits.

Les élus - de la majorité municipale comme de l'opposition - ont les yeux fixés sur les coûts de fonctionnement. Le vaisseau parfois peiné, a des ratés de climatization. On sue à grande eau dans la salle de lecture, aux murs drapés de vert. C'est la grande incommodité de ces équipements qui ont la faveur des édiles et du public. Il leur faut bien vieillir.

Régis Guyotat

## De nouvelles maisons de la culture

**A VOIR LA CADENCE** à laquelle les médiathèques prolifèrent, le livre n'est pas menacé en France. Il y avait 2,6 millions de lecteurs inscrits dans les bibliothèques municipales en 1990. Grâce aux médiathèques, ils sont aujourd'hui plus de 6 millions.

Elles sont l'occasion d'abord de faire de l'architecture. Emblématique comme au Carré d'Art à Nîmes ou à Villeneuve. Résolument contemporaine comme à Poitiers et à Orléans. Mettant à profit une réhabilitation comme à Chamois (des silos) ou à Ayras (un couvent). Mêlant le contemporain et la restauration comme à Limoges. Associée à un centre culturel comme à Meaux ou à Guingamp, ou à une bibliothèque universitaire comme à Blois, où Jack Lang refuse le mot de « médiathèque ».

« Médiathèque, cela suppose que tous les « médias » soient égaux. Or nous ne pouvons renier le livre », résume un conservateur. Les bibliothécaires sont confrontés à un nouveau rôle, celui de technicien multimédia où l'on glisse « des incunables à Internet ». Dérive ? Comment concilier les missions traditionnelles - la conservation et

l'enrichissement des fonds anciens - avec les exigences d'un public de plus en plus large ?

C'est le sacré des médiathèques est dû à l'arrivée massive de nouveaux publics. En ce sens, on peut parler de « démocratisation de la culture » qui trouve ici une application concrète. Ces nouveaux lecteurs sont en général des « non-actifs ». Il s'agit d'un public de crise, volatil, jeune, tapotant ici sur un écran, consultant là un usuel ou coiffant un casque pour écouter un CD. « Avant, c'était un public marginal ; maintenant, il ne l'est plus », confie un spécialiste. Difficile de le recenser et de le servir, mais beaucoup sont des « fréquents non-inscrits ».

**COÛTS ÉLEVÉS**

Naguère les bibliothèques regroupaient d'habitants avec leurs places et leurs petites manies. « Nous n'en voyons plus, à moins qu'ils n'aient changé de look », ajoute un conservateur. Le temps des érudits est révolu. Voici l'ère des consommateurs. Certains jetteront peut-être une larme sur ces « lieux d'anachronisme salutaires », qu'étaient les bibliothèques d'autan.

Il y a eu le règne des maisons de la culture. Voici maintenant la médiathèque, centre d'animation culturelle. Le point noir, c'est leur coût de fonctionnement. Certains élus, dans l'euphorie de la décentralisation, ont dépensé sans compter. On a vu grand parfois, comme à Bordeaux où on s'est laissé griser par la technologie. Même si elles ne sont pas assimilées à des « danseuses », les médiathèques pèsent dans les budgets. Elles représentent le troisième poste des dépenses culturelles de fonctionnement des villes de plus de 10 000 habitants. Or les budgets municipaux sont en crise. Les médiathèques en souffrent : ici, on réduit les acquisitions de livres ; ailleurs, on rogne sur les heures d'ouverture.

Le modèle français de la médiathèque est pourtant exemplaire. « La France apparaît comme un des pays où les bibliothèques publiques continuent de progresser et d'innover », estime Michel Melot, membre du conseil supérieur des bibliothèques. La « médiathèque », illustration inattendue de l'« exception » française ?

R. G.

## Les PME de la région parisienne « ont le moral en berne »

**LES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES** « ont le moral en berne », selon le sondage réalisé du 23 septembre au 4 octobre par l'IFOP auprès de 1 207 chefs d'entreprise de moins de cinq cents salariés de Paris et des départements de la petite couronne publié par la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Paris. Trente-neuf pour cent des patrons interrogés déclarent que leur chiffre d'affaires a baissé, alors que 21 % annoncent le contraire. Trente-sept pour cent voient leur situation financière se détériorer et 12 % seulement la jugent meilleure. Cinquante-trois pour cent craignent une dégradation de la situation dans les six prochains mois. Trente pour cent ont donc l'intention d'investir contre 41 % au mois de mars. Tout en « pré-nant acte de ce pessimisme », Hubert Flahault, président de la CCI, a estimé que « des facteurs de reprise sont désormais réunis ».

## Didier Pineau-Valencienne mécène à Grenoble

**LE PDG DU GROUPE Schneider Electric** (plus de sept mille emplois à Grenoble), Didier Pineau-Valencienne, souhaite mener plusieurs actions en partenariat avec cette ville. Mardi 22 octobre, il a donné son accord pour participer financièrement au projet de cité scolaire internationale que souhaitent créer, dans le quartier d'affaires Europole, le conseil régional et la ville. Par ailleurs, son groupe aidera le musée dans sa politique d'acquisition de peintures et de sculptures. « Nous saurons apporter notre contribution à une ville où nous avons nos racines », a promis le PDG au maire PS, Michel Destot. - (Corresp. rég.)

## DÉPÊCHES

**■ ILE-DE-FRANCE** : une convention d'étude visant à améliorer la liaison ferroviaire entre la Normandie et la vallée de la Seine a été signée, le 22 octobre, par les représentants de l'Etat, de la SNCF et des régions Ile-de-France, Haute-Normandie et Basse-Normandie. Le projet concerne notamment la gare de la Défense et le prolongement de la ligne de métro n°1 depuis la Grande Arche jusqu'à la nouvelle gare, ainsi que le raccordement de cette dernière aux voies du TGV Nord et à Roissy.

**■ AIX-LES-BAINS** : les travaux de construction du nouvel établissement hôtelier et thermal d'Aix-les-Bains (Savoie) ont commencé le 18 octobre. Ce chantier de 287 millions de francs, dont 100 millions apportés par les collectivités territoriales, doit permettre aux thermes, propriété de l'Etat, de conquérir une nouvelle clientèle. - (Corresp.)

**■ PARIS** : le chantier de la ZAC du bassin de La Villette, dans le dix-neuvième arrondissement, devait être une nouvelle fois occupé, mercredi 23 octobre, par les riverains. Ceux-ci contestent la densification de ce projet de cent quatre-vingt-dix logements et le manque d'équipements collectifs (crèche et école, local d'animation).

FACE à FACE  
by  
Façonnable



EAU DE TOILETTE

pour elle

pour lui



## DISPARITIONS

## Le général Yves Ezanno

Un héros de la seconde guerre mondiale

LE GÉNÉRAL de corps aérien (cadre de réserve) Yves Ezanno, héros de la guerre 1939-1945, compagnon de la Libération et ancien commandant de la défense aérienne française en 1964, est décédé, dimanche 20 octobre, au Cannet (Alpes-Maritimes), dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Né le 14 juillet 1912 à Clamart (département de la Seine, aujourd'hui les Hauts-de-Seine), Yves Ezanno entre en 1939 à l'École de l'air installée à Versailles. Jeune lieutenant, il rejoint dès l'été 1940 les Forces françaises libres (FFL) à Londres, en empruntant un avion de liaison Simoun à partir du terrain de Royan, où l'école avait dû se replier. A la tête de la 4<sup>e</sup> escadille du groupe de combat numéro un en Angleterre, qui débarque à Douala, il participe aux opérations du Gabon, du Foz de la Libye à la fin de 1940. Pendant l'été 1941, il est, avec d'autres pilotes et mécaniciens français, affecté en Syrie, aux côtés d'équipages de la Royal Air Force (RAF).

En mars 1942, il est promu capitaine, puis commandant en 1943. Il va successivement commander des escadilles au groupe de bombardement « Lorraine » et au groupe de chasse « Alsace », deux formations des Forces aériennes françaises libres (FAFL) qui recevront, le 28 mai 1945, des mains du général de Gaulle, la croix de compagnon de la Libération. Au sein de ces unités, Yves Ezanno participe à des missions contre les convois allemands en Méditerranée et il protège les troupes alliées engagées face à l'Afrika Korps du feld-marschal Erwin Rommel jusqu'à El Alamein et la

couverture du port d'Alexandrie. En 1944, Yves Ezanno commande le 18<sup>e</sup> Fighter Squadron de la RAF, avec lequel il multiplie les sorties contre les objectifs allemands en France (il sera responsable de la destruction des radars côtiers de Cherbourg), en Belgique et aux Pays-Bas. Puis, c'est le débarquement en Normandie, c'est-à-dire les attaques de convois, de batteries, de points fortifiés, de colonnes blindées, de péniches sur la Seine et encore les reconnaissances armées sur les arrières de l'ennemi. Il s'illustre notamment dans les batailles de Caen, de Falaise et de Mortain. Il bombardera ensuite les ports du Pas-de-Calais et d'Arves qui servent de bases d'appui aux Allemands.

**MISSIONS DE GUERRE**  
A cette occasion, lui-même est fait compagnon de la Libération le 20 novembre 1944, au titre de commandant aux Forces aériennes françaises libres (FAFL). Il sera néanmoins abattu par la DCA allemande à Walcheren, une île néerlandaise que les Britanniques durent inonder pour contraindre l'adversaire à se rendre. Blessé, Yves Ezanno parvient à rejoindre les lignes alliées sous le feu des avant-postes allemands. Promu lieutenant-colonel en 1945, Yves Ezanno commande jusqu'en 1948 la base-école de chasse de l'armée de l'air française qui, à l'époque, a été implantée à Meknes (Maroc).

En 1951, le colonel Ezanno commande la base aérienne de Saint-Dizier (Haute-Marne) et, deux ans après, détaché au commandement suprême des forces alliées en Europe (Shape), il devient le chef des

opérations de la 4<sup>e</sup> Allied Tactical Air Force (ATAF) à Trèves (Allemagne). En 1957, il commande le groupe-ment aérien tactique numéro 2 à Oran (Algérie). A ce titre, il participe aux opérations de l'Ouarsenis et d'Ain Sefra, et est responsable de la conduite des actions aériennes du plan établi, pour l'Oranie, par le général Maurice Challe, commandant en chef en Algérie. Au total, depuis le second conflit mondial et jusqu'aux opérations en Algérie, Yves Ezanno aura accompli quatre cent douze missions de guerre.

En 1959, Yves Ezanno est à nouveau avec le grade de général de brigade aérienne - mis à la disposition du Shap, puis il devient - avec le grade de général de division aérienne - l'adjoint du représentant français au Groupe permanent du pacte atlantique en 1961. En 1962, Yves Ezanno est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien. Il va alors, de 1964 à 1967, commander la défense aérienne française. Placé dans les cadres de réserve en 1967, le général Ezanno est, durant les deux années suivantes, PDG de l'Office français pour l'exportation de matériel aéronautique (Ofema), avant d'en devenir le président d'honneur.

Titulaire de nombreuses décorations étrangères, dont les Distinguished Flying Cross (DFC) britannique et américaine, le général Ezanno était compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945 et des théâtres d'opérations extérieures (TOE), et grand-croix de la Légion d'honneur.

Jacques Isnard

## Daniel Apruz

Un romancier à l'ironie fraternelle

L'ÉCRIVAIN Daniel Apruz est décédé, vendredi 18 octobre, à Malakoff, des suites d'un cancer. Il était âgé de cinquante-neuf ans.

Daniel Apruz est né porte de Vanves à Paris, en 1937, près de cette banlieue dont il n'aura de cesse, dans maints de ses romans, de célébrer les charmes des petites gens. De son vrai nom Daniel Aprusense, enseignant, militant syndicaliste et politique, il a été, à l'instar de son ami Daniel Zimmernann, marqué à vie par l'humiliation que représente pour lui la guerre d'Algérie. La littérature sera dès lors le territoire de sa résistance à toutes les oppressions.

Dès son premier roman, *La Belle* (Bouchet-Chastel, 1968), remarqué par Queneau, il avait fait montre d'une imagination burlesque servie par une écriture libre

et légère comme l'air. Ce romancier possédait une espèce de grâce innée.

Onze autres romans suivront, dont *La Bellamour* (Bouchet-Chastel, 1970), *Le Bon Temps* (Bouchet-Chastel, 1972), *Les Pendules de Malakoff* (Calmann-Lévy, 1980), prix de l'Humour noir, *Légendes de la rue basse* (Maspero, 1992).

## LA RÉVOLTE DES EXCLUS

Au début de l'année, Daniel Apruz avait publié *L'An deux mil* (Éditions Météo), un roman à part dans lequel, avec un humour décapant, il racontait comment un aventurier proposait aux municipalités de les débarrasser à peu de frais de leurs SDF en les ramassant et en les déportant dans une décharge publique. Ce livre n'était en rien désespéré, car cet écrivain

croyait encore en une future révolte des exclus. « Il suffit d'attendre », disait-il.

A l'occasion de la parution de *L'An deux mil*, la bibliothèque de Malakoff avait organisé une soirée en son honneur, le 16 février 1996. Dans une salle archicomble, Daniel Apruz, déjà miné par la maladie, avait d'emblée dissipé tout malaise en se félicitant d'avoir retrouvé la ligne de ses dix-huit ans. Il fut tel qu'il avait toujours été : chaleureux, fraternel, expansif, la littérature au bord du cœur.

Les éditions Météo publieront en 1997 *Le Coq*, un recueil de nouvelles inédites. Une occasion de retrouver une voix qui jamais ne connut l'aigreur et toujours célébra les hommes.

Pierre Drachine

consacrée à l'histoire algérienne, *Djaza et les dévotions*. Parallèlement à sa carrière littéraire, Abdelhamid Benhadouga, avait occupé plusieurs fonctions importantes dans le domaine de l'audiovisuel et s'était brièvement

laissé tenter par la politique en acceptant d'assumer la présidence par intérim du Conseil consultatif national (CCN), un organisme désigné par les autorités après la dissolution de l'Assemblée nationale au début de 1992.

## JOURNAL OFFICIEL

Au journal officiel daté lundi 21-mardi 22 octobre sont publiés :

● CGM : un arrêté fixant les modalités du transfert au secteur privé de la participation majoritaire indirectement détenue par l'Etat dans la Compagnie générale maritime, ainsi qu'un avis favorable de la Commission de la privatisation.

## Conférences

● Prep'ENA : un arrêté relatif à l'attribution de bourses aux stagiaires du cycle de préparation au troisième concours d'entrée à l'école nationale d'administration. Le montant des bourses est fixé à 11 392 francs brut par mois.

● Apprentissage : un arrêté sur le reversement aux régions et à la collectivité territoriale de Corse d'une fraction de la taxe d'apprentissage.

## AU CARNET DU « MONDE »

## Décès

— M<sup>me</sup> Jeannine Aubry, M<sup>me</sup> Sylvie Aubry, M. Joachim Aubry-Badaoui, son épouse, sa sœur, sa fille, son petit-fils, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Jean AUBRY,

survenu le 20 octobre 1996, à Tours.

Cet avis tient lieu de faire part.  
2, allée de Venise,  
37200 Tours.

— Jérusalem, Paris, Oran.  
M<sup>me</sup> Esther « Bambi » Askénazi, ses enfants, petits-enfants, Parents et alliés, ont l'immense douleur de faire part du décès de leur cher

Léon ASKENAZI « Manitou »,  
survenu à Jérusalem, le lundi 21 octobre 1996, des suites d'une longue maladie.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 22 octobre, à Jérusalem.

4/A Mévo Tinnat, Ramat Eshkol,  
Jérusalem.  
1, rue Saulnier,  
75009 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

— Oran, Paris, Jérusalem.  
Le bureau et les membres de l'association Kirtat Hana David - la ville où vécut David - ont la grande tristesse de faire part du décès, survenu à Jérusalem, le lundi 21 octobre 1996, 8 Heschvan 5757, du

Rav Yéhouda Léon ASKENAZI - Manitou  
membre du comité d'honneur de l'AKHD,  
directeur du centre Ydt,  
Prix de la Knesset.

L'inhumation a eu lieu le mardi 22 octobre à Jérusalem.

— L'Institut de français de l'université de Bari fait part du décès du professeur

Vito CAROFIGLIO.  
A Bari, le 22 octobre 1996.

— Armelles,  
son épouse,  
Gaille et Océide,  
ses enfants,  
Virginie et Antoine,  
Jacqueline et André,  
ses parents,  
ont la douleur de faire part du décès de

Gérard FEDIDA,

parti dans son dernier vol.

Une cérémonie aura lieu le vendredi 25 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Vigor de Marly-le-Roi.

La messe à son inhumation aura lieu samedi 26 octobre, à 15 heures, en l'église Sainte-Anne de Ploubezane.



A l'occasion  
de la  
rentrée  
universitaire

Une mise à jour  
du

**BILAN  
DU  
MONDE**

Edition 1996

A lire dans Le Monde daté 25 octobre

— Jean-Pierre et Nelly Legrand ont la douleur de faire part du décès de

GILLES,

leur fils, le 18 octobre 1996, à l'âge de vingt-neuf ans.

[La direction et l'ensemble du personnel du journal s'associent à leur chagrin.]

— Le directeur,  
Les représentants des institutions membres du conseil de surveillance  
Et le personnel de la Maison Rhône-Alpes des sciences de l'homme,  
ont la très grande tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

Claire GUYOT-ROUGEMONT,  
ingénieur au CNRS,

dimanche 20 octobre.

Il auront toujours une pensée affectueuse en souvenir du travail efficace réalisé avec la plus grande gentillesse, la rigueur et le souci du service public de 1987 à 1992.

— M<sup>me</sup> Hélène Lepreux,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

Pierre LEPRETTE,  
ancien administrateur  
de la Franco d'outre-mer,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
croix de guerre 39-45 avec palmes,  
croix de guerre T.O.E.,

rappelé à Dieu le 21 octobre 1996.  
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 25 octobre, à 9 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul de Clamart.

67, rue Bonnelais,  
92140 Clamart.

— Michèle Reverdy et Jacques Dufour,  
Anne Reverdy,  
Olga Zanghi,  
Margherita et Roberto Caccace,  
ont la douleur de faire part du décès, le 19 octobre 1996, de

Jenny LUCCANTONI,  
née PISCOPO.

73370 La Chapelle-du-Mont-du-Châ.

— Nadine Meiller,  
son épouse,  
Florent et Clément,  
ses fils,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Claude MEILLER,

survenu le 18 octobre 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 24 octobre à 15 heures en l'église Saint-Pierre de Montrouge, place Victor-Basch (Alesia), suivie de l'inhumation au cimetière de Montrouge (porte d'Orléans).

— M. Joseph Neiryck t.  
son père,  
Mumy de Schaepeyver t.  
son épouse,

Francis et Jacqueline Neiryck-Schlumpf,  
Pauline et Nathalie,  
Baudouin et Cynthia Neiryck-Au Young,  
Marie et Astrid,  
Mandjé et Chantal Bamba-Neiryck,  
Sarah et Gabriel,  
Christophe et Martine Habitsreutgen-Neiryck,  
Florence et Nicolas,  
Olivier et Béatrice Neiryck-Marjaleux,  
Corentin et Clémence,  
ses enfants, beaux-enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jacques Neiryck-Roy,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Georges Werrouck,  
ses enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Chaudet-Neiryck,  
leurs enfants et petits-enfants,  
son frère, ses belles-sœurs, sa sœur et son beau-frère,

M. t et M<sup>me</sup> Jean de Schaepeyver,  
M. t et M<sup>me</sup> Joseph Wayne de Schaepeyver,  
M. t et M<sup>me</sup> Joseph Dutoir de Schaepeyver,  
M. t et M<sup>me</sup> Jean Meert de Schaepeyver,  
M. t et M<sup>me</sup> John Kelly de Schaepeyver,  
M. t et M<sup>me</sup> Jacques de Schaepeyver,  
M. t et M<sup>me</sup> Jean Wautier de Schaepeyver,  
ses beaux-frères et belles-sœurs,  
Le personnel médical de l'unité 52 des cliniques Saint-Luc, UCL,

font part, dans l'Espérance, du décès de

Jean-Pierre Arthur Marguerite NEIRYCK,  
époux de M<sup>me</sup> de Schaepeyver,  
ingénieur civil B.M.U.L.L.,  
officier de l'Ordre de la Couronne,

né à Uccle le 30 août 1934 et décédé à Bruxelles, le 22 octobre 1996.

Le service religieux, suivi de l'inhumation au cimetière de Woluwe-Saint-Pierre, aura lieu en la cathédrale des saints Michel et Gudule le vendredi 25 octobre à 11 heures.

Le défunt repose au funérarium des cliniques Saint-Luc à Woluwe-Saint-Pierre, où la famille sera présente les mercredi 23 et jeudi 24 octobre de 19 heures à 21 heures.

Les personnes désireuses de témoigner leur sympathie par l'envoi de fleurs ou de télégrammes sont invitées à verser leurs dons au compte n° 046-0063508-37, P. A. Fernex, Cliniques universitaires Saint-Luc, avec la mention « En souvenir de Jean-Pierre Neiryck ».

Le présent avis tient lieu de faire part.

1150 Bruxelles,  
avenue Baron Albert d'Huart, 57.

Pas de nom de firme.

**CARNET DU MONDE**  
Télécopieur :  
01-42-17-21-26

— Marie-Anne Pannetier,  
son épouse,  
Guy Pannetier,  
son frère,  
Bernard, Dominique, Laurence,  
Jérôme,  
ses enfants,  
Yves, Maf, Manon, Maya, Elou,  
ses petits-enfants,  
Sa famille, ses proches,  
ont la douleur de faire part du décès de

Raymond PANNETIER,

survenu le 19 octobre 1996, en sa soixante et onzième année, dans sa propriété du Bassin, où il repose désormais, selon sa volonté.

Les obsèques ont eu lieu le 21 octobre.

Une cérémonie aura lieu ultérieurement dans la région parisienne.

16, résidence du Parc,  
91300 Massy.

Finée du Bassin,  
93390 Goussier.

**Avis de messe**  
— Une messe sera célébrée le vendredi 25 octobre 1996, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, Paris 7<sup>e</sup>, à l'attention de

M. GUY CRESCENT,

rappelé à Dieu le 16 octobre 1996.

— Une messe sera célébrée, le vendredi 25 octobre à 17 h 30, pour

M. Philippe TOCCANIER,

en la chapelle des Soeurs franciscaines missionnaires de Notre-Dame,  
220, rue de la Convention, Paris 15<sup>e</sup>.

**Anniversaires de décès**

Victor LAZARUS-GIRAUD

8 avril 1973  
24 octobre 1993

Ceux qui l'aiment.

— Le 23 octobre 1990.

Jolien GIBBERT

nous a quittés à dix-sept ans.

Ses parents rappellent son souvenir à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

**Messes anniversaires**

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES FILS DES MORTS POUR LA FRANCE.

« LES FILS DES TUEES »

25, rue Lavoisier - 75008 PARIS

Tél. : 01-42-45-35-83.

ravivra la flamme à l'Arc de triomphe

LE SAMEDI 2 NOVEMBRE à 18 h 30.

Elle invite tous les orphelins et orphelines de guerre et les pupilles de la nation à témoigner par leur présence de la permanence du souvenir de leur père ou mère « MORT POUR LA FRANCE ».

**LE DIABLE, L'AMOUR ET LE BON DIEU**

Sept jessies du soir, à 20 h 30, au temple de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17<sup>e</sup>, André Argentin.

● Le 7 novembre, « Le Héros et la chair », José-Dany Vincent et Claude Gauthier.

● Le 14 novembre, « La confusion et le don », Alain Dubanel ; Fionn Gault et J.-E. Collange, scénaristes.

● Le 21 novembre, « La grâce et la foi », Jean d'Ormesson, Jean Daniel et Louis Ronet, pasteurs.

● Le 28 novembre, « La souffrance et la mort », Daniel Sibony, psychanalyste, Marie de Hennezel, auteur de *La Mort intime* et Alain Hozziane, pasteur.

● Le 5 décembre, « La liberté et le destin », Michel Tournier, Gilles Bernheim, rabbin et Stan Romberg, prêtre-écrivain.

● Le 12 décembre, « Le saut et l'apocalypse », Pascal Bruckner, G. Maréchal, s.j.

● Le 19 décembre, « L'amour et la solitude », Jacques de Bourbon-Busset et J.-P. Jossin, s.j.

Introductions par Alain Hozziane, pasteur. Libre participation aux frais.

**Communications diverses**

— Au CBI, 10, rue Saint-Clément, 75003 Paris, jeudi 24 octobre 1996, à 20 h 30 : hommage à I. Rabin au cours d'une soirée politique sous la présidence de M. H. Bolawski.

— Les enseignements de psychanalyse 1996-97 de l'EPIC (École de psychanalyse à la connaissance de l'inconscient) débutent le 4 novembre, 95, rue de Reuilly, 75012 Paris, avec le cours : « Psychanalyse ou psychopathologie ? », qui aura lieu chaque lundi, de 19 h 30 à 20 h 30, par Gérard Bonnet, psychanalyste (AEP), auteur de *La violence du voir* (PUF 1996). Ecrire : 1, rue P.-Bourdieu, 75012 Paris. Tél. : 01-43-07-89-26.

— Hébreu pour tous. Stages individuels du professeur Jacques Benoudis, pour une maîtrise experte parfaite du langage moderne/biblique : 01-47-97-50-22/01-02-43-43-78.

**CARNET DU MONDE**

21 bis, rue Claude-Bernard

Renseignements :  
01-42-17-21-26  
ou 20-96 ou 32-42

Télécopieur : 01-42-17-21-36

Tarif de la ligne H.T.

Tourée rubriques : 106 F

Abonnés et actionnaires : 95 F

Thèmes éditoriaux : 65 F

Les lignes en capitales grasses sont insérées sur le bon de commande.

Les lignes en italique sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.



# HORIZONS

ENQUÊTE

**J**OLIE brunette qui ne fait pas ses quarante ans, Raquel Gonzalez peine sur les comptes de la journée. Elle a ouvert un salon de coiffure dans l'entrecôte-salle à manger de son petit deux-pièces, au rez-de-chaussée d'un vieil immeuble de la ville coloniale. « Avant, je ne travaillais pas, je commandais. Maintenant je dois tout faire, coiffer, balayer... »

A la suite d'une longue maladie provoquée par une mystérieuse épidémie de névrite, Raquel a renoncé à son emploi de fonctionnaire dans l'Entreprise de services de la Havana Vieja, où elle supervisait l'atelier de coiffure pour 161 pesos (42 francs) par mois. Malgré la patente, 200 pesos par mois, les shampoings et les teintures, qu'il faut payer en dollars au « shopping », Raquel a multiplié ses revenus « par trois ou quatre, selon les mois ».

Que les Cubains aient l'esprit d'entreprise n'étonnera pas ceux qui connaissent Miami. Depuis plus de trente ans, la métropole du sud de la Floride a été dopée par l'afflux d'un million d'exilés cubains, dont le pouvoir économique n'a cessé de croître. Longtemps étouffé par le modèle étatique et centralisé adopté par les autorités castristes, le goût d'entreprendre renaît dans l'île depuis l'effondrement du camp socialiste.

La belle maison d'angle en pierre de taille témoigne de la splendeur passée des quartiers résidentiels de La Havane. Dans le jardin qui la sépare de la rue, Anton Vega a planté son enseigne : Restaurant Neri. Agé de trente-sept ans, il a démissionné des Forces armées cubaines pour se lancer dans « l'aventure gastronomique ». L'ancien ingénieur en système de calculs a transformé le rez-de-chaussée de la maison familiale en paladar, un nom tiré d'un feuilleton télévisé brésilien qui a passionné les Cubains. L'éclosion des paladares est la manifestation la plus visible, à La Havane et dans les grandes villes de province, de cette libération, encore très contrôlée, de l'initiative individuelle.

« C'est une demi-ouverture. Nous n'avons pas le droit de louer un local. Ouvrir un restaurant chez soi constitue une gêne pour la famille, sans parler des problèmes d'hygiène », explique Anton. Le cuisine est propre, mais l'équipement date d'avant la révolution. Il a pu acheter, d'occasion, une grosse cuisinière à gaz et de robustes frigidaire des années 50. Entre la réfection du local et l'acquisition du matériel, il a déjà investi plus de 5 000 dollars, le tiers environ de ce qu'il prévoit de gagner cette année.

« Il manque encore beaucoup de choses : on essaie de compenser par un sourire », s'excuse Anton. Depuis plusieurs semaines, on ne trouve plus de petites cuillères dans l'île, « même dans les boutiques en dollars ». Comme la plupart des patrons de paladares, Anton se plaint des restrictions imposées par les autorités pour protéger les restaurants appartenant à l'Etat. « Nous sommes limités à douze couverts, et ne pouvons pas vendre de viande de bœuf, de crevettes ou de langoustes. Nous devons acheter la bière au prix fort, dans les boutiques en dollars, alors que les restaurants d'hôtel ont des prix de gros », égrène-t-il.

Malgré cette « concurrence déloyale », beaucoup de touristes préfèrent l'ambiance chaleureuse des paladares aux tristes salles à manger des grands hôtels. Pour ou poisson au riz, les menus manquent de variété, mais ils permettent aux visiteurs de goûter la cuisine familiale cubaine et d'échapper au service lent et guindé des fonctionnaires de la restauration étatique. De petits gestes marquent la différence. Anton s'affaire auprès des clients, offre un verre de rhum en digestif : autant d'attentions qui n'entraînent pas dans les attributions de ses concurrents du secteur public et ne leur viendraient même pas à l'esprit.

« Nous aidons à la solution de deux grands problèmes de la révolution : l'alimentation et le chômage », lance Juan Carlos, propriétaire entrepreneur dont le restaurant ne désemplit pas. Le taux de retour sur investissement et le cash-flow n'ont plus de secret pour ce jeune Cubain. Au bout du



## Cuba, marché libre

**Le goût d'entreprendre renaît dans l'île depuis l'effondrement du camp socialiste. Aujourd'hui, plus de 200 000 Cubains se sont établis à leur compte. Ce petit commerce est toléré par l'Etat aux prises avec de graves difficultés économiques**

rouleau il y a deux ans, il avait tenté sans succès de fuir vers la Floride sur un petit radeau. Plus question de partir aujourd'hui. La semaine dernière, un Cubain de Miami exhibant une chaîne en or est venu dîner dans son paladar. « La firme ne m'impressionne plus. On peut s'en sortir ici à condition de savoir s'y prendre. Et puis l'Etat pollicier garantit la sécurité des petits commerçants », plaisante-t-il.

**R**ESTAURATEURS, plombiers, chauffeurs de taxi, vendeurs de rue, plus de 200 000 Cubains sont aujourd'hui installés à leur compte. Les autorités ont publié une liste de plus de cent cinquante activités qui peuvent être exercées de manière indépendante, moyennant le paiement d'une patente. Avec la « dollarisation » de l'économie, l'apparition des *cuentapropistas* est la plus visible - et la plus lourde de conséquences - des réformes introduites par les autorités pour tenter de sortir de la crise la plus grave qu'ait connue la révolution cubaine depuis l'entrée des barbus à La Havane en 1959. « Pour la première fois, une fraction importante de la population a coupé le cordon ombilical qui la reliait à l'Etat », résume Martha Beatriz Roque, une économiste dissidente.

Jusqu'au début des années 90, l'Etat, seul employeur et seul producteur, garantissait plutôt mal que bien un accès égalitaire à un

niveau de consommation minimum. La *libreta*, le carnet de rationnement, permettait aux Cubains d'acquiescer à bas prix les aliments et les produits de base. Ce système n'a pas résisté à la fin des relations privilégiées avec l'Union soviétique. Brutalement privés de pétrole bon marché, de matières premières, de pièces détachées et de marchés garantis, les Cubains ont été soumis à un plan d'ajustement dont la soudaineté et l'intensité ont de quoi impressionner les technocrates du Fonds monétaire international. La crise a aussi mis en évidence l'inefficacité de l'appareil de production étatique.

**« Pour la première fois, une fraction importante de la population a coupé le cordon ombilical qui la reliait à l'Etat »**

Prudent, Sergio Moliner s'est lancé dans l'aventure en conservant sa bouée. Employé public, cet ingénieur électromécanicien consacre ses journées à réparer, pour 344 pesos par mois, les centrales thermiques défectueuses. Le soir et en fin de semaine, ce maître artisan se transforme en artisan, sculptant de petits portecigars en acajou qu'il vend aux touristes sur le Malecón. « Voilà ma Mercedes après vingt-deux ans de travail, et encore j'ai un bon sa-

laire », plaisante-t-il devant sa Flying Pigeon, lourde bicyclette importée de Chine au début de la « période spéciale ». « Avec mes sculptures, j'arrive à doubler mon salaire. Ça aide, mais ce n'est pas avec ça que je pourrais offrir une voiture, ni même acheter à mon fils la chemise à 14 dollars dont il rêve », soupire Sergio derrière ses lunettes de soleil. « Le problème, c'est que les changements se font trop lentement et souvent à contretemps », intervient un autre vendeur, qui accepte de « parler politique » à condition de rester anonyme. « Les grandes décisions sont prises au rythme des congrès du parti, tous les quatre ou cinq

pouvoirs acheter « trois Cocos » avec son salaire mensuel de 150 pesos. Monter un petit commerce ? « Ils vont nous assassiner avec les impôts. Tant que le "Vieux" [Fidel Castro] sera là, les choses ne changeront pas vraiment », affirme-t-il.

**D**EUX pas en avant, un pas en arrière : concession imposée par la crise, le travail à compte personnel est cependant pris dans un strict carcan. Pas question pour les autorités de permettre la création de petites entreprises, ni la réapparition du salariat privé. L'an dernier, le commandant en chef avait évoqué cette possibilité lors du congrès des femmes cubaines. Depuis le discours s'est durci. « Nous n'avons jamais pensé travailler en faveur d'une bourgeoisie nationale riche. Nous ne faisons que tolérer son existence. Il faut taxer le vol, car certains prix sont du vol et nous avons dû légaliser le vol », tonnait Fidel Castro en annonçant la création d'impôts visant notamment les bénéfices des *cuentapropistas*.

La multiplication des contrôles, souvent suivis de procès-verbaux et d'amendes, ont donné un coup d'arrêt au boom des paladares. Selon les chiffres publiés dans la presse officielle, le nombre de travailleurs indépendants a légèrement baissé ces derniers mois, descendant en dessous de 200 000. Pour échapper au fisc, nombre de restaurateurs et de vendeurs de

rue sont repassés dans le secteur informel, offrant leurs services clandestinement.

« On envisage d'organiser un syndicat des travailleurs installés à leur compte. Si un syndicat indépendant était créé, il pourrait se convertir en une force d'opposition puissante, dangereuse pour l'Etat », note le patron d'un paladar. Prenant les devants, les autorités ont confié le dossier à la Centrale des travailleurs cubains (CTC), l'unique organisation syndicale, appendice du Parti communiste.

Il est question soit de créer un nouveau syndicat, affilié à la CTC, auquel les travailleurs indépendants auraient l'obligation de s'inscrire, soit de les rattacher par secteurs d'activité aux syndicats existants. Le commandant en chef a mis en garde contre « le problème gravissime que constitue l'apparition d'un secteur qui pourrait s'enrichir de manière considérable. Plus cette nouvelle classe sociale sera puissante, plus son influence sur la société sera grande et plus elle constituera un défi pour le socialisme. »

**L**e durcissement des relations avec les Etats-Unis, symbolisé par la loi Helms-Burton - qui tente d'internationaliser l'embargo américain -, a renforcé le clan des « durs », qui veulent freiner les réformes économiques. « Dans le discours officiel à usage interne, on a redonné du lustre à l'entreprise publique, au développement autocratique », note un diplomate.

Les hésitations et les coups de frein face à l'irruption des relations mercantiles dans l'économie cubaine illustrent le flou du « légalisme de marché », que les dirigeants n'ont pas encore défini. Sur le plan macroéconomique, la régulation demeure centralisée. Ce n'est pas le marché, mais l'équipe de jeunes technocrates travaillant sous les ordres du « premier ministre » Carlos Lage qui décide de l'affectation des devises. Le système des « vases communicants » arbitré d'en haut est parfois surprenant : c'est ainsi que les taxes d'aéroport et les droits de survol du territoire cubain perçus par l'Institut de l'aviation civile sont en partie affectés à l'achat de matières premières pour la fabrication de chaussures.

« Il n'y a pas de plan global, mais des mesures ponctuelles dictées par les circonstances », affirme Martha Beatriz Roque. « Il est interdit de se référer à la cause réelle des problèmes, à savoir les erreurs du gouvernement révolutionnaire qui, pour se disculper, n'invoque que les causes externes comme le blocus des Etats-Unis ou la disparition du bloc socialiste. »

Le débat se poursuit à propos de la régulation des espaces de liberté ouverts au niveau micro-économique. L'égalitarisme reste le mot d'ordre pour l'accès à la santé et à l'éducation, noyau dur du socialisme à la cubaine. « Le travail à compte personnel peut être considéré comme positif dans la mesure où il valorise l'effort individuel. L'ère du paternalisme étatique est révolue », explique Dario Machado, membre du comité central du Parti communiste. L'appât du gain et la consommation compulsive demeurent cependant des tares que le parti entend combattre. « Nous respectons ceux qui gagnent de l'argent de manière honnête, dans le respect des lois, mais l'enrichissement illicite doit être sanctionné », ajoute Dario Machado.

Pour justifier leur entêtement à défendre leur flot socialiste au milieu de la marée montante du marché, les dirigeants cubains appellent à la rescousse l'écologie politique. « Le capitalisme fondé sur la consommation débridée n'a pas d'avenir. La logique de la croissance à tout prix met en péril les ressources naturelles sans pouvoir garantir le bien-être de la grande masse des habitants de la planète. Le grand défi de la révolution cubaine est de montrer qu'on peut arriver à un autre type de croissance, plus rationnelle, supportable tant sur le plan social qu'écologique », résume Dario Machado.

Loin de ces enjeux prométhéens, Raquel redécouvre le B-A-BA du capitalisme. Elle fait mentalement des additions, comptant en silence le nombre de têtes qu'il faudra coiffer pour s'offrir le téléviseur couleur dont elle rêve...

Jean-Michel Caroit  
Dessin : Ricardo Mosner



**Le Monde** est édité par la SA LE MONDE.  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani.  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Jean-Marie Colombani ; Directeur général adjoint : Noël-Jean Bergamini ; Directeur de la rédaction : Edouard Planchet ; Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Perceval, Jean-Yves Lippmann, Robert Solé ; Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Carpi, Pierre Georges, Laurent Gaudier, Michel Kojman, Bertrand Le Goff, Directeur adjoint : Dominique Boyette ; Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment ; Directeur exécutif : Eric Planchet ; Directeur délégué : Anne Chassagnon ; Conseiller de la direction : Alain Robert ; Directeur des éditions internationales : Daniel Vernet ; Médiateur : André Laurens ; Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président ; Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurent (1982-1985), André Rousset (1985-1991), Jacques Lesourd (1991-1994) ; Le Monde est édité par la SA Le Monde ; Durée de la société : 100 ans à compter du 10 décembre 1994 ; Capital social : 955 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonin-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investissements, Le Monde Presse, Mère France, Le Monde Privé ; Siège social : 21 bis, rue Claude-Bernard - 75002 PARIS CEDEX 05 ; Tél. : 01-42-37-20-00. Télécopieur : 01-42-37-21-21. Telex : 206 806 F.

## Les héritages israéliens de Jacques Chirac

Suite de la première page

Pour mesurer l'immense déception qui s'abat alors sur Israël, on doit se souvenir de l'admiration et de la confiance réciproques qui liaient de Gaulle et David Ben Gourion, le père de l'Etat juif. « A mes yeux, vous êtes le plus grand homme d'Etat de ce siècle », déclare le premier au second, le 13 juin 1960. Il faudra attendre vingt ans avant que Jacques Chirac ne scelle en Terre Sainte la réconciliation entre Israël et le mouvement gaulliste.

Le fameux « Vers l'Orient compliqué, je vais avec des idées simples » - citation presque toujours incomplète du Général décrivant son voyage au Levant pendant la guerre - se poursuit ainsi : « Je savais qu'au milieu de facteurs enchevêtrés une partie essentielle s'y jouait. Il fallait donc en être. » Comme de Gaulle hier, Jacques Chirac veut « en être », afin d'affirmer, autant que possible, l'influence de la France, pour son propre compte mais aussi comme instrument d'une présence de l'Europe. Cette ambition se situe dans la lignée d'une « politique arabe » - ou plutôt de « politiques arabes » - tant ce monde reste déchiré - aujourd'hui déstabilisé de ses pesanteurs anti-israéliennes et résolument favorable au processus de paix, entreprise dont les deux premiers successeurs du Général s'étaient peu ou moins soucieux.

### ABONNÉ ABSENT

Le deuxième héritage de Jacques Chirac date de cette époque post-gaullienne, jalonnée de gestes hostiles, de propos maladroits et de silences hautains. Quelques mois après avoir été pris à partie à Chicago par des manifestants juifs (février 1970), Georges Pompidou, interrogé par un journaliste sur la perspective d'une amélioration des rapports franco-israéliens, répond, tranchant : « Il n'y a pas d'abonné au numéro que vous avez demandé ». Son ministre des affaires étrangères, Michel Jobert, mettra un point d'honneur à ne pas se rendre en Israël.

Secouée par les chocs pétroliers (1973 et 1979), la France giscardienne ne ménage guère plus Israël, du soutien à l'admission de Yasser Arafat à l'ONU (octobre 1974) à l'ouverture d'un bureau de l'OLP à Paris (novembre 1974) - que Jacques Chirac dira avoir appris le matin en se rasant - du refus d'extrader vers Israël Abou Daoud, le responsable du mas-

### RECTIFICATIF

#### LÉOPOLD SENGHOR

Après la publication de l'article de Jean Pierre Poncelet-Hugoz sur Léopold Senghor (Le Monde du 11 octobre), le général Fricaud-Chagnaud, conseiller du ministre de la défense, nous précise que, « durant la guerre de 1939, le futur président sénégalais ne fut pas à proprement parler « tirailleur » - formation alors réservée à des sujets coloniaux français, non titulaires de la pleine citoyenneté française, statut que Senghor, lui, possédait depuis 1933 - mais soldat d'un régiment métropolitain, versé ensuite, sur sa demande, dans le 33<sup>e</sup> régiment d'infanterie coloniale basé également en France ». D'autre part, le prénom de l'épouse de Léopold Senghor est Colette, et non Paulette, comme nous l'avons écrit par erreur dans Le Monde du 9 octobre.

sacre de Munich (janvier 1977) au « décret Barre » vidant de sa substance la loi anti-boycottage (juillet 1977).

Même un événement dramatique, comme le raid sur Entebbe (juillet 1976), où les deux pays ont partie liée, laisse un goût amer à Paris, où certains ne pardonnent pas à Israël d'avoir osé l'exploiter. C'est l'époque où Jacques Chirac pose les premiers jalons à Bagdad de la coopération nucléaire franco-irakienne (décembre 1974) et embrasse le président Saddam Hussein (janvier 1976).

Ce qui frappe alors les Israéliens et les Juifs de France, c'est l'insensibilité de Valéry Giscard d'Estaing aux joies, aux drames et aux symboles de l'Etat hébreu, qui le fait réagir à contre-temps. Il attend cinq jours avant de condamner l'attentat de la rue Copernic (octobre 1980), laissant Raymond Barre en première ligne prononcer la malheureuse petite phrase sur « les Français innocents ». Il reste étrangement silencieux, au grand dam de Menahem Begin, lorsqu'Anouar el Sadate écrit l'histoire à Jérusalem en novembre 1977.

### AVOIR RAISON TROP TÔT

Choquant, aussi, est le refus d'assumer les décisions prises. « L'ouverture du bureau de l'OLP ce n'est pas moi. Le contrat nucléaire avec l'Irak, c'est Chirac. L'affaire du boycottage, c'est Barre », dira Giscard à Freddy Eytan (David et Marianne, Alain Moreau, 1986). La ligne de fuite est aussi peu glorieuse que convaincante, dans un régime où la politique proche-orientale relève du « domaine réservé » présidentiel. Le double septennat de François Mitterrand a légué à Jacques Chirac son troisième héritage. Adoubé dès le soir de son élection « véritable ami d'Israël » par Menahem Begin lui-même, le président socialiste veut apaiser et clarifier les relations entre Paris et Jérusalem. En proclamant avec éclat devant la Knesset (mars 1982) le droit fondamental d'Israël à l'existence et à la sécurité, le chef de l'Etat met du baume sur les cicatrices du passé. En prononçant avec une force égale, le droit des Palestiniens à un Etat « le moment venu », il impose un langage de franchise. Israël ne se prive pas de critiquer certaines initiatives proches-orientales de François Mitterrand, comme le double sauvetage du Liban de Yasser Arafat (août 1982, septembre 1983), et son accueil à l'Elysée (mai 1989), qui lui donne pourtant l'occasion de déclarer « caduque » la Charte de l'OLP ou encore l'aburdissement affaire Hébaché (juin 1992).

De la conférence de Madrid au rendez-vous de Washington (septembre 1993) dans le sillage des accords d'Oslo, la France, qui, en quelque sorte, eut raison trop tôt, est contrainte de jouer un rôle mineur qui ne correspond ni à ses ambitions ni à ses responsabilités historiques dans la région. Une marginalisation que Jacques Chirac veut aujourd'hui corriger. Qu'on la déplore ou non, sa position sur le conflit israélo-palestinien a au moins le mérite de la cohérence, de la continuité et, aussi, de refléter un très large consensus français, forgé au fil du temps.

Sur l'Etat palestinien, sur le principe de l'échange de « la terre contre la paix », comme sur l'avenir du Golan - sans parler de Jérusalem -, elle se situe aux antipodes de celle de Benjamin Netanyahu. Ce qui annonce plus d'un orage entre la France et Israël. Pendant longtemps encore, leurs relations échapperont à la routine. Faut-il déplorer ces « retours de passion » ? Ou bien les préférer aux risques de l'indifférence ?

Jean-Pierre Langellier

## Le Monde

EDITORIAL

## La course à la baisse des impôts

Le gouvernement français ne manquera pas de se réjouir de la vaste réforme fiscale dont le parti du chancelier Kohl, la CDU, vient d'arrêter le principe. Il pourra faire valoir que, même si ce n'est pas de manière concertée, Français et Allemands marchent du même pas et poursuivent des objectifs très voisins.

De fait, les deux réformes fiscales - celle que Paris veut mettre en œuvre au cours des cinq prochaines années et celle que les chrétiens-démocrates allemands aimeraient appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999 - répondent à une philosophie identique. Il s'agit dans les deux cas d'alléger fortement l'impôt sur le revenu, en commençant par les taux supérieurs d'imposition, de remettre en cause les abattements particuliers dont bénéficient certains contribuables, et, incidemment, d'accorder plus de place à la fiscalité indirecte, et notamment à la TVA.

Au vu des nombreux points communs des deux projets, on ne pourra donc contester que l'Europe, notamment l'Europe fiscale, chemine. Mais de quelle Europe s'agit-il ? Le chancelier Kohl a trouvé une formule choc qui éclaire le débat. Il faut, a-t-il dit, améliorer l'attractivité fiscale de l'Allemagne, qui constitue « un élément clef de la compétitivité des pays ». En clair, le but poursuivi n'est pas de dessiner un projet fiscal européen accordant une juste place aux différents prélèvements, aussi bien ceux qui pèsent sur le travail, sur le capital ou sur l'épargne. Il s'agit beaucoup plus, dans une logique du chacun pour soi, de participer à une sorte de surenchère dans le « moins-disant fiscal », pour obtenir des gains de compétitivité.

Or, dans le passé récent, l'Europe a déjà beaucoup souffert de cette course au « moins-disant ». Ainsi, en 1990, lors de la libéralisation des mouvements de capitaux, a-t-elle renoncé, sous la pression de certains pays, comme le Luxembourg, mais

aussi l'Allemagne, à tout projet commun. Redoutant de faire les frais de vastes mouvements de fuite des capitaux, tous les pays, à commencer par la France, ont donc été contraints à l'époque de mettre en œuvre des politiques spectaculaires d'allègements de leur fiscalité de l'épargne.

On objectera, bien sûr, que de nombreux pays ont pris conscience des risques induits par ces baisses en cascade. La France, pour ne parler que d'elle, a indéniablement fait en partie machine arrière et pris conscience, notamment dans le cas du dossier de la Sécurité sociale, qu'il fallait rééquilibrer le système des prélèvements, au profit du travail et au détriment du capital. Dans un rapport, la Commission européenne, de son côté, vient de recommander une réduction de la taxation qui pèse sur le travail, compensée par un allouissement de la fiscalité de l'épargne.

Mais ces suggestions ont-elles la moindre chance d'être retenues si un seul pays ne veut pas jouer le jeu ? Indéniablement, c'est plus la logique de la compétition que celle de l'harmonisation qui l'emporte actuellement : si l'Europe monétaire avance, l'Europe fiscale ne se porte guère mieux que l'Europe sociale.

## Victoire par leiter



## Crise du système représentatif japonais

LE JAPON traverse une phase de « démocratie molle » : apathie de l'électorat, qui déserte les urnes ; faiblesse de programmes et valse des étiquettes ; cynisme enfin de la majorité, qui préfère se rallier furtivement au conservatisme traditionnel des libéraux-démocrates. Crise de la démocratie parlementaire ? C'est peut-être aller un peu vite. Le rejet des urnes ne signifie pas une démission de la conscience civique, comme en témoigne l'activisme des mouvements locaux (Le Monde du 20 septembre).

En revanche, s'accroît de scrutin en scrutin une crise du système représentatif. Les élections du 20 octobre confirment ce que le renouvellement partiel de la Chambre haute en juillet 1995 avait fait pressentir : l'érosion de la confiance du pays en ses représentants. Elles sont en outre symptomatiques d'un repli de la deuxième puissance économique du monde sur des questions intérieures, au détriment des problèmes internationaux qui concernent le pays.

La droite politique s'est exprimée par le passé à travers certains courants du Parti libéral-démocrate (PLD) ou des groupes de pression liés aux industries de défense, mais elle reste, jusqu'à présent, largement cantonnée à des prises de position individuelles sur le passé (responsabilité dans la

guerre). Le repli japonais sur les problèmes internes n'a pas pour autant donné à la campagne un tour plus mobilisateur. Une apathie qui se traduit, aujourd'hui, dans les résultats : le PLD gagne par défaut d'autre solution. Pour plusieurs raisons :

- La « révolution » promise en 1993 par les soi-disant réformistes - qui, en faisant scission du PLD, ont privé celui-ci de sa majorité - n'a pas eu lieu. Et les électeurs se sont sentis « floués » par les promesses non tenues et par la valse des appartenances qui a suivi. Leurs représentants ont exclusivement cherché à se recaser sur l'échiquier politique dans les refuges qui assuraient les meilleures chances de survie politique.

- Depuis trois ans, les nouveaux partis ont surgi comme bambous après la pluie, mais aucun n'a réussi à s'imposer en tant que force politique innovatrice. Le parangon du nouveau style de gouvernement que fut l'éphémère premier ministre Hosokawa Jeta le gant huit mois après son arrivée au pouvoir. Ensuite, vint un cabinet encore plus éphémère et incolore (celui de M. Hata), avant que les libéraux-démocrates ne reviennent au pouvoir avec comme allié leur ennemi d'hier, les socialistes.

- Les enjeux de ces élections anticipées, décidées par le premier

ministre Hashimoto parce qu'il jugeait que le moment était favorable à son parti - ce en quoi il ne s'était pas trompé -, ont en outre été mal perçus. Sur l'impopulaire taxe à la valeur ajoutée, chaque parti a brandi des chiffres incompréhensibles. Quant à la réforme de la bureaucratie « diabolisée » par tous, elle a été si unanimement promise que le thème a perdu de son impact. A l'exception des communistes, tous les candidats défendaient des positions analogues.

- Enfin, les électeurs n'ont pas été animés par un sentiment de crise. Ils sont certes las d'un système de pouvoir caractérisé par une série de scandales qui, après la corruption, ont pris un tour de « crimes par négligence », notamment avec la contamination des hépatites par le virus du sida. Un système de pouvoir de surcroît inefficace à gérer les situations de crise (séisme de Kobe ou attentats de la secte Aum).

### DOUTE SUR L'AVENIR

Les réformes sont nécessaires, mais, à tort ou à raison, les Japonais n'en ressentent pas l'urgence. Ils éprouvent un malaise, un sentiment diffus de doute sur l'avenir, mais le pays ne connaît pas de fracture sociale. L'économie fléchit, et la génération des quarante

ans et plus est consciente des progrès accomplis dans les conditions de vie en dépit des difficultés actuelles.

Les Japonais sont avant tout préoccupés par des réformes qui affectent la réalité de leur vie quotidienne. Aussi se tournent-ils moins, pour obtenir satisfaction, vers leurs représentants que vers les mouvements de citoyens qui, au niveau local, se battent sur des questions concrètes. Ils ne croient plus guère aux réformes venues du sommet gérées par les politiciens et par les bureaucraties. Ils sont sceptiques sur les chances d'orientation des politiciens plus soucieux d'ajuster les intérêts des groupes de pression que de veiller à l'intérêt général.

Plus qu'une crise de la démocratie, c'est une crise de représentativité que vit le Japon. Elle se traduit par un désintérêt pour la politique nationale. Il est loin d'être certain que le nouveau régime libéral-démocrate qui va se mettre en place remédiera au désaveu de la classe politique dans son ensemble, dont témoigne le faible taux de participation aux élections du 20 octobre. Quelle sera la prochaine étape ? De l'indifférence et la monotonie les Japonais passeront-ils à la grogne et à la colère ?

Philippe Pons



## La culture contre la haine

par Philippe Douste-Blazy

**F**ONDS de commerce du Front national, le marketing de la haine prospère, et Jean-Marie Le Pen avec lui. Il en a encore fourni la plus limpide des démonstrations. Sa technique repose sur les quatre règles suivantes : rester dans le général, en ne formulant jamais des propositions politiques précises (si le FN peut fabriquer de la haine, il est incapable de produire un programme réaliste de propositions) ; asséner des idées simples et provocatrices, au besoin à coups de sous-entendus racistes pour profiter de l'impact qu'offrent les médias et susciter des réactions ; recourir - comme à Toulon - à toutes les procédures, pour jeter la confusion en prétendant se placer sur le terrain du droit ; enfin, entretenir la polémique ensuite dans tous les médias.

Cette stratégie se révèle redoutablement efficace. Elle permet à M. Le Pen d'exister, de trouver caméras et micros, de dissimuler l'absence de solutions dont il est porteur pour le pays et d'entretenir le climat d'exclusion et de haine dont il a besoin pour prospérer. Pour y répondre efficacement, que faire ?

D'abord renoncer à l'espoir d'éteindre l'incendie raciste en aussi peu de temps qu'il en faut à Jean-Marie Le Pen pour l'allumer. Seule la démagogie peut en effet répondre à la démagogie, à coups de formules à l'emporte-pièce. Dans le passé, on a pu se réjouir de ce type de riposte au FN. Mais la satisfaction aura été bien illusoire, on le constate aujourd'hui.

Attiser la haine est chose simple, en particulier quand la situation économique est délicate. Apaiser la société, en protégeant et en renouant les liens qui unissent celles et ceux qui la composent est autrement plus long et difficile. Raison de plus pour commencer sans attendre.

D'abord en disant aux producteurs de haine qu'ils nous trouveront sur leur route. Prolongeant les déclarations de Jacques Chirac à Auschwitz, la dénonciation par le premier ministre du caractère

« profondément, presque viscéralement raciste, antisémite et xénophobe » de Jean-Marie Le Pen a marqué la volonté de l'ensemble du gouvernement de tracer une ligne jaune et de ne plus tolérer qu'elle soit franchie.

Mais la volonté politique et la détermination de l'exécutif ne peuvent suffire si elles ne s'accompagnent pas d'un travail en profondeur, qui s'attaque au terrain d'ignorance, d'illusions, de peurs et d'oubli sur lequel pros-

gager, avec tous les élus et les militants de la majorité, sur le terrain. C'est-à-dire là même où s'expriment les inquiétudes des Français, auxquelles il faut répondre à la fois par plus de présence, et sans doute plus d'efforts d'imagination, de solidarité, de reconstruction du lien social, d'animation culturelle.

Combattre l'oubli, c'est enfin revendiquer fièrement l'héritage de ce qu'est la nation française. C'est ce sentiment que le chef de l'Etat a incarné, en allant accueillir Jean-

l'extrême droite ; en tant que maire et responsable politique, ensuite, pour ne pas laisser la place à la démagogie du FN sur le terrain et mieux mettre en lumière l'absence de solution politique qu'il incarne ; enfin, en tant que ministre de la culture : c'est par la culture que l'on amène chaque individu à exprimer le meilleur de lui-même, que l'on cultive la tolérance et le débat démocratique, et que l'on conserve la mémoire d'une grande nation.

En ce sens, l'enjeu culturel est au cœur de l'affrontement politique avec le FN. L'exemple du combat poursuivi par le maire de Toulon pour littéralement détruire le Théâtre national de la danse et de l'image de Châteauevallon est l'illustration de cette stratégie. C'est pourquoi, afin de garantir à Châteauevallon les conditions de son fonctionnement tant financier qu'administratif, j'ai proposé au président Jean-Jacques Bonnaud, ainsi qu'à toute l'équipe de Châteauevallon, de faire de ce lieu un nouveau centre culturel de rencontre à dominante chorégraphique mais ouvert aussi aux autres formes de spectacle vivant. Je souhaite confirmer ainsi que Châteauevallon se place sous le signe des rencontres nécessaires entre toutes les cultures, entre les artistes de tous horizons et les publics.

Au total, pour barrer la route au Front national, c'est une politique culturelle résolue qui s'impose.

Philippe Douste-Blazy est ministre de la culture.

## La lumière sur la colline

par Bernard Stasi

**C**ETTE lumière sur la colline, ont-ils réussi à l'éteindre ? Haut lieu symbolique et solide bastion pour la liberté de création et d'expression et aussi, parfois, pour le droit à l'insolence (mais dans le domaine culturel, la liberté existe-t-elle si elle ne peut aller jusqu'à l'insolence ?), Châteauevallon, au-dessus de Toulon, rayonnait comme un insolent défi, comme une provocation insupportable, aux yeux du maire FN de la ville et de ses amis.

Depuis son installation à la mairie, il a multiplié les attaques, directes ou insidieuses, pour faire taire cette voix dérangeante, pour réduire ce bastion.

Dans ce combat, M. Le Chevalier a trouvé des alliés inattendus. Étrange décision de justice que celle qui vient d'écarter Gérard Paquet, directeur de l'association de Châteauevallon et âme de la résistance, sous prétexte, notamment, que la mésentente entre la ville de Toulon et l'association risquait de priver celle-ci de ses moyens de fonctionnement.

Ainsi, il suffirait qu'une autorité, municipale ou autre, menace de priver de subsides une association considérée comme insuffisamment docile pour que celle-ci devienne suspecte, perde en quelque sorte sa légitimité aux yeux de la loi. On a du mal à croire que des juges aient consciemment ouvert cette brèche dans le dispositif qui protège les libertés d'association et d'expression.

Étrange préfet, aussi, qui faisant semblant d'ignorer le juge-

ment sans ambiguïté porté par le premier ministre sur le Front national et le soutien constant et vigoureux que le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a toujours apporté à Gérard Paquet et à son équipe, se fait le complice objectif et efficace du maire de Toulon.

Le préfet en question fait-il partie, comme on le dit, de ceux qui estiment que, pour faire reculer le FN, il faut adopter ses idées ? Comme s'il était possible de se réjouir d'un éventuel recul électoral du FN au moment où ses idées seraient prises en compte par d'autres ! D'autant que, professées par des personnalités ou des courants de pensée considérés comme plus honorables, ces funestes théories pourraient plus efficacement ronger la conscience française.

Tous ceux qui, en France, sont attachés à la liberté de création et à la liberté d'expression et sont conscients de la menace qui pèse sur elles doivent manifester leur solidarité à l'égard de Gérard Paquet et de son équipe.

C'est sur cette colline, au-dessus de Toulon, qu'il faut aujourd'hui se battre pour faire reculer le FN. Afin que la lumière qui, depuis quelques jours, vacille, puisse à nouveau briller et danser, comme un appel à la résistance et comme une impatiente espérance, au-dessus de la ville sinistrée.

Bernard Stasi est maire d'Épernay et vice-président de Force démocrate.

### L'exemple du combat poursuivi par le maire de Toulon pour littéralement détruire le Théâtre national de la danse et de l'image de Châteauevallon est l'illustration de la stratégie du Front national

père l'idéologie du FN. Ce travail concerne chacun de nous.

Combattre l'ignorance, c'est expliquer inlassablement à quel point la notion de race n'existe pas et qu'elle n'est avancée que pour cautionner des idéologies prônant la supériorité de certaines sur d'autres. Ce qui est vrai, c'est qu'il existe entre certains groupes de populations des liens culturels ou des facteurs communs plus forts. Différent, chacun de nous l'est, mais c'est pour mieux souligner que nous sommes tous égaux en droit. C'est même l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme, creuset de la République.

Combattre les illusions, c'est examiner derrière les provocations bruyantes de Jean-Marie Le Pen la réalité de ses propositions. On s'apercevra alors que, derrière les coups de menton martelés d'imparfaits du subconscient, le FN n'a aucune proposition concrète et réaliste à formuler. Sauf à tomber dans une dictature dont son chef s'accommoderait sans doute fort bien, mais qui ne serait plus la démocratie et qui ne serait plus la France.

Combattre les peurs, c'est s'en-

Paul II pour lui présenter l'homage de la France laïque et républicaine. Comme il a su trouver l'an dernier les mots que tant de nos compatriotes attendaient à l'occasion des cérémonies commémorant la rafle du Vel d'Hiv.

Cet effort engage chacun d'entre nous, dans notre vie professionnelle, dans nos comportements à l'égard d'autrui, et notamment dans les valeurs que nous choisissons de transmettre à nos enfants.

Il m'apparaît qu'il engage de ma part une responsabilité supplémentaire. D'abord en tant que médecin, pour lutter contre la vulgarité raciste à connotation pseudo-scientifique que tente de propager

## Quand Monsieur Kirili se trompe de combat

par Antoine Perrot

**L** E plaidoyer pro domo du sculpteur Alain Kirili (*Le Monde* du 10 octobre) est d'une candeur admirable, ou d'une désinvolture qui tente de jeter un voile sur les questions que suggère le documentaire de Jean-Luc Léon, *Le Marchand, l'artiste et le collectionneur*, diffusé par Arte le 4 octobre. Les artistes - pas plus que les Nabok, dont il ne prend d'ailleurs pas la défense - ne sont pas piégés par ce film. Ils sont simplement renvoyés à l'image de cette double ambition, qu'ils prennent pour modèle, d'être créateurs et d'assumer, comme le dit l'illustre Kirili, « les responsabilités sociales et économiques que [leur] œuvre exige ».

Son texte illustre parfaitement ce dédoublement. Il amalgame élan généreux et interrogations légitimes sur les menaces qui pèsent sur la création contemporaine avec le discours gaignard de ces chefs d'entreprise, qui ne supportent pas qu'on érode l'image de leur respectabilité, mais ne disent mot de leurs profits. Est-ce vraiment la vocation d'un artiste de voler au secours de « l'activité commerciale de l'art » c'est-à-dire, bien sûr, de doper sa propre part de marché ou celle de ses marchands ?

Ce documentaire flétrit l'image de l'art contemporain, soit ! Mais il démontre en quelques images grignotées que l'art est devenu une activité parmi d'autres dans le grand jeu du marché, une activité banalisée et assujettie à sa loi la plus sauvage. Toutes les petites compromissions révélées par ce film ne sont que le fruit de cette soumission au mercantilisme. Que des artistes se noient dans ce modèle réduit de la mondialisation, qu'on nous promet comme le meilleur des mondes, et se réveillent bouffons, qu'importe, s'ils ne se drapent pas dans l'arrogance de la liberté de création.

N'en déplaise à l'angélisme an-

biant, les exigences, qui nous obligent à défendre notre travail, ressemblent de plus en plus ouvertement aux exigences du marché et ne s'apparentent aucunement au courage. Il n'y a aucun courage à rencontrer MM. Lang, Toubon, ou le président de la République, si ce n'est le courage d'un Thomas Couture saluant respectueusement l'Empereur dans les salons officiels du Second Empire.

### Un chemin de plus en plus court relie les ateliers au marché de l'art

Il n'y a aucun courage non plus à entretenir la confusion entre exposition et foire, expérience artistique et précarité du marché, création et reconnaissance institutionnelle, intégrité et lobbying, ou encore à vouloir préserver l'opacité du marché de l'art. Le courage, le courage politique, serait de s'interroger sur le désengagement des artistes des affaires de la cité.

Il serait grand temps que les artistes reprennent la parole autrement que pour vanter leur « dignité remarquable » à subir la crise, qu'ils renouent avec leur fonction critique, retrouvent leur rôle de dénonciateurs et de porteurs d'utopie, s'interrogent sur les formes possibles d'engagement auprès du public, et qu'enfin ils ne laissent pas la place libre aux sirènes de l'autoritarisme et de la répression.

Aucune pensée critique ne s'écrit jamais dans le chemin de plus en plus court qui relie les ateliers au marché de l'art.

Antoine Perrot est peintre.



## En toute Logique

**P5-120 MULTIMEDIA**

- Processeur Intel® Pentium® à 120MHz
- 16 Mo de SDRAM
- 256 Ko Pipeline Burst Cache
- Lecteur de disquettes 3.5"
- CD-ROM Toshiba® optique vitesse
- Disque dur EIDE Western Digital® 2.5 Go
- Carte audio Creative Labs 16 bits et haut-parleurs
- Alter Lansing ACS41
- Carte graphique Matrox avec 2 Mo de SDRAM, accélérateur 64 bits
- Moniteur couleur 15" CrystalScan®
- Boîtier desktop ou mini-tour
- Clavier Windows® 95 de 105 touches
- Souris Microsoft®
- MS Windows 95
- Ensemble de logiciels pour la maison
- Ensemble de logiciels de jeux
- MS Encarta® 96 (Version US)
- Logiciel de réalité virtuelle SuperScape
- Garantie limitée de 3 ans

8 990 F HT (11 180,82 F TTC, frais de port inclus)\*\*

**GATEWAY2000**

"You've got a friend in the business."

**N°VERT 0800.90.38.67**

Gateway 2000, Clonsburgh Industrial Estate, Dublin 17, Irlande.

© 1996 Gateway 2000. AnyKey, CrystalScan, le logo de Gateway 2000, Solo, Virtua, le logo "V" et "You've got a friend in the business." sont des marques et des slogans déposés de Gateway 2000 Inc et sont protégés aux États-Unis et dans les autres pays. Le logo Intel Inside, Pentium, OverDrive Ready et Intel sont des marques déposées ou des appellations commerciales d'Intel Corporation. Toutes les autres marques et noms de produits sont des marques de fabricants ou des marques déposées de leurs sociétés respectives.

Toutes les capacités de disques dans vos images sur les chiffres spécifiques par leur constructeur. Toutes les ventes de produits sont soumises aux termes et conditions standard et aux garanties limitées de Gateway 2000 Europe. Les prix et les configurations peuvent être modifiés sans préavis. Prix en francs français. La politique commerciale veut que l'un des vendeurs les plus efficaces soient des détaillants (RT). La véritable dimension de l'écran peut varier de 12 pouces de moins. Le moniteur Virtua™ appartenant au catalogue photographique n'est pas disponible pour cette configuration. \*\*Prix en francs français.

\*\*Vous avez un ami dans les affaires."



# UNE PME SUR QUATRE EST DÉJÀ CLIENTE D'UNE BANQUE DU GROUPE CIC. CE N'EST PAS UN HASARD...

La Lyonnaise de Banque, banquier depuis l'origine de JET SERVICES, l'a aidé à devenir le leader du transport express de petite colis.



**CIC Lyonnaise de Banque**

La Société Bordelaise a permis à l'entreprise PETIT BOY de placer 10% de son capital en Bourse, pour accompagner son développement.



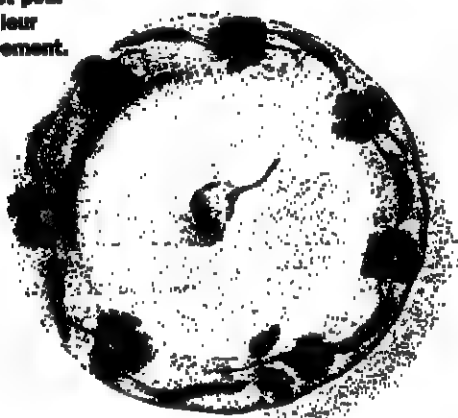
**CIC Société Bordelaise**

Les TRICOTS SAINT JAMES ont agrandi et modernisé leur usine avec l'aide du CIN. Ils exportent aujourd'hui plus d'un quart de leur production dans le monde.



**CIC Banque CIN**

LES FAÏENCENES DE GLEN ont choisi la Banque Régionale de l'Ouest pour soutenir leur développement.



**CIC Banque Régionale de l'Ouest**

Le BRA, premier partenaire du développement d'EMIN LEYDIER, de 100 millions à 1,3 milliard de francs en 20 ans : une relation de banque de proximité à taille humaine.



**CIC Banque Régionale de l'Ain**

ROCHE DOBOS, présent dans 5 continents, fait confiance au CIC Paris depuis 30 ans pour développer ses projets.



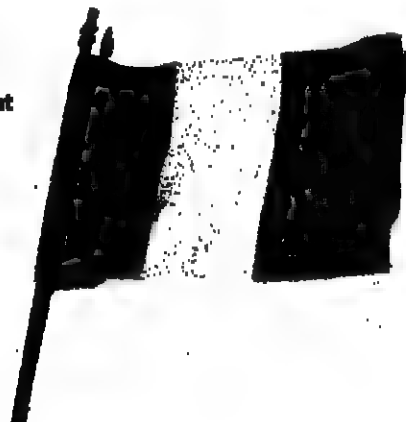
**CIC Paris**

CHAMBER. n°1 du sauvetage des navires en haute mer avec les Abellies International, fait confiance à la BLS depuis plus de 100 ans.



**CIC Bonnasse Lyonnaise de Banque**

En 1985, la société DOUBLET a choisi la Banque Scalbert Dupont pour l'aider à devenir le n°1 mondial du drapeau.



**CIC Banque Scalbert Dupont**

Avec le concours du CIAL, MICHEL HERBELIN fait triompher la qualité française dans plus de 50 pays.



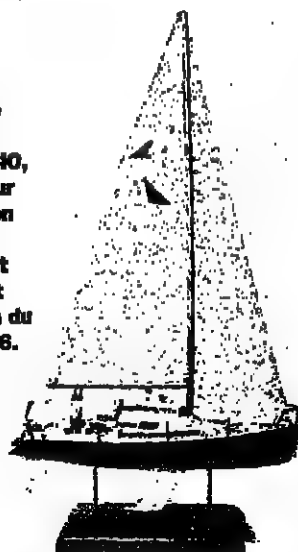
**CIC Banque CIAL**

Depuis 50 ans, la SNVB accompagne le groupe BONGRAIN, entreprise régionale devenue internationale.



**CIC Banque SNVB**

SENETEAU, n°1 mondial de la voile, fait confiance au CIO, chef de file pour son introduction en Bourse en 1984, le rachat de Jeannette et l'augmentation du capital en 1996.



**CIC Banque CIO**

**CIC**  
BANQUES

TOUTE LA FORCE D'UN GROUPE  
AU SERVICE DES RÉGIONS.

مكتبة الأناضول



**ASSURANCE** Jean-Jacques Bonnaud, le président du GAN, a annoncé mercredi 23 octobre des comptes semestriels encore lourdement déficitaires de 965 millions de francs contre

une perte de 387 millions au premier semestre 1995. **LA DERNIÈRE COMPAGNIE FRANÇAISE PUBLIQUE** est encore à la première phase du nettoyage de son portefeuille immobilier

hérité de sa filiale bancaire UIC. **L'UAP ET LES AGF** ont franchi ce cap en 1995 en provisionnant massivement, la première pour 4,5 milliards de francs, la seconde en puisant plus

de 11 milliards de francs sur ses fonds propres pour déprécier un certain nombre de ses actifs. **LE COÛT** de son immobilier et le niveau des offres de reprise du CIC, la filiale bancaire du

GAN, rendront inévitable une recapitalisation de l'assureur par l'Etat. Celle-ci ne pourra être autorisée par la Commission de Bruxelles que dans la perspective d'une privatisation de la compagnie.

## Le GAN est encore gravement handicapé par la crise de l'immobilier

Le groupe public a annoncé 965 millions de francs de pertes au premier semestre. Une performance qui détonne au moment où les AGF, AXA et l'UAP affichent une amélioration de leur rentabilité après une année 1995 difficile

DANS UN ENVIRONNEMENT en nette amélioration, puisque les AGF, AXA et l'UAP ont successivement affiché des résultats en progression, Jean-Jacques Bonnaud, le président du GAN, a annoncé mercredi 23 octobre des comptes semestriels encore lourdement déficitaires de 965 millions de francs contre une perte de 387 millions au premier semestre 1995. La dernière compagnie française encore publique en est encore à la première phase du nettoyage de son portefeuille immobilier, héritée de sa filiale bancaire UIC.

L'UAP et la AGF ont franchi ce cap l'année dernière en provisionnant massivement, la première pour 4,5 milliards de francs, dont 2,9 milliards sur les créances et actifs immobiliers de la Banque Worms, la seconde en puisant — comme le changement de méthode comptable l'y autorisait — plus de 11 milliards de francs sur les fonds propres pour déprécier un certain nombre de ses actifs, dont l'immobilier lié au Comptoir des entrepreneurs et à la Banque du Phénix. Le GAN avait certes déjà commencé à se préoccuper de l'UIC, rachetée au CIC en 1994.

La compagnie avait notamment sorti de son bilan quelque 19 milliards de francs de créances immobilières transférées dans une société de cantonnement, Batiredit. Non seulement cette opération a contraint le GAN à s'endetter pour financer cette structure (dont 3 milliards de francs auprès du CIC, ce qui porte l'endettement du GAN vis-à-vis du groupe bancaire à 12 milliards de francs), mais encore les coûts de portage pèsent lourdement sur les comptes de l'assureur. Pour le premier semestre 1996, M. Bonnaud a donc rajouté pour 350 millions de francs de provisions sur l'immobilier et admet qu'il « n'est pas encore au bout de ses peines ».

L'UIC, qui a encore plus de 3 milliards de francs de crédits sur les professionnels de l'immobilier, a affiché au premier semestre un déficit de 711 millions de francs. Pour l'ensemble de l'année, le GAN estime sa perte entre 1,6 et 1,9 milliard de francs.

### RECAPITALISATION INÉVITABLE

Pour supporter ce fardeau et tenter de remettre à flot sa compagnie, Jean-Jacques Bonnaud a entrepris un vaste programme de cessions. C'est dans ce contexte que le trésor a décidé la vente de 67 % de sa filiale, le groupe bancaire CIC. L'appel d'offres n'ayant abouti qu'à la candidature de deux repreneurs, la BNP et la Société générale, sur une base de 10 milliards

Un secteur en nette amélioration

	UAP	AXA	GAN	AGF
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>				
en millions de francs				
1 <sup>er</sup> semestre 1996	16,68		12,45	15,72
1 <sup>er</sup> semestre 1995				
en millions de francs				
1 <sup>er</sup> semestre 1996	16,74			
1 <sup>er</sup> semestre 1995				

de francs alors que le CIC est inscrit dans les livres du GAN pour près de 14 milliards, M. Bonnaud a rapidement fait ses comptes. La vente du CIC à ce prix ferait apparaître une moins-value de 3,2 milliards de francs pour le GAN, sans compter les pertes liées à la mise à niveau permanente du portefeuille immobilier avec les prix de marché au fur et à mesure que des cessions sont réalisées. Quelque 6 milliards seraient en

core nécessaires.

Dans ces conditions, une recapitalisation du GAN par l'Etat semble inévitable. Celle-ci ne pourra être autorisée par la Commission de Bruxelles que dans la perspective d'une privatisation de la compagnie. L'immobilier étant un obstacle à toute reprise, M. Bonnaud a donc décidé de réexaminer sa politique immobilière en accélérant la liquidation de son portefeuille. Il reste environ

10 milliards de francs de créances dans Batiredit, dont le capital est aujourd'hui provisionné à 52 %. L'état-major du GAN envisage de les vendre par lots.

Le GAN va rentrer ainsi dans la deuxième phase du nettoyage de l'immobilier, à l'instar de ses concurrents. Début juin, l'UAP a cédé au fonds américain Whitehall pour 3,2 milliards de francs de créances. Fin juillet, les AGF ont cédé pour 5,3 milliards de francs d'immobiliers. Pour le GAN, une opération de délestage de ses créances « peut coûter assez cher », estime M. Bonnaud, puisque les pertes devraient être enregistrées d'un coup. Si la décote est de 30 %, ce qui peut être considéré comme optimiste, la perte serait de près de 2 milliards de francs. Il affirme cependant qu'il « n'appuiera sur le bouton » que si l'Etat s'engage à recapitaliser le GAN. C'est donc pour « fuir la facture » que M. Bonnaud affiche aujourd'hui la couleur.

Débarrassé de l'immobilier, partiellement désendetté grâce à la vente du CIC, le GAN, qui détient près de 6 % du marché français, deviendrait alors une assez bonne affaire pour un assureur étranger ou français. Les uns et les autres ont désormais les moyens de faire une offre.

Si les compagnies françaises se fichent encore une rentabilité assez faible, estime Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA), leurs résultats s'améliorent en assurance dommages en raison notamment de la baisse de la sinistralité due à la nouvelle loi sur l'incendie, au renforcement des risques industriels et à l'obligation d'équiper les véhicules de systèmes antivol. Elles n'ont pourtant pas encore atteint les normes mondiales, et il leur faudrait « doubler leur rentabilité de 1996 pour arriver à cet objectif ».

Des rumeurs récurrentes — démenties par les intéressés — font état de l'intérêt d'AXA pour l'UAP. Gérard de la Martinière, directeur général d'AXA, confie pourtant que « ce qui compte, c'est l'opportunité ». La mise sur le marché du GAN, avec ou sans le CIC, pourrait donner des idées aux AGF. Le secteur français de l'assurance n'échappera pas, à l'instar des marchés britannique ou allemand et dans la mouvance des grands mouvements de regroupement des compagnies de réassurance, à une restructuration qui mettra ses compagnies à la taille de leurs concurrents étrangers.

Babette Stern

## Le Crédit lyonnais se serait engagé à reverser 20 % du produit de la vente de la MGM

LES MAÎTEURS du Crédit lyonnais sont apparus sur la scène publique en 1991 avec la révélation de l'affaire MGM (Metro-Goldwyn-Mayer). Un engagement financier, bien que riche de plus de 6 milliards de francs (à l'origine) de la filiale néerlandaise de la banque publique, aux côtés de deux aventuriers italiens à la réputation douteuse, Giancarlo Parretti et Florio Fiorini. La conquête du prestigieux studio MGM et d'Hollywood tournera à la triste affaire avec des suites judiciaires qui se succèdent sans interruption depuis cinq ans aux États-Unis, en Suisse, en Italie et sans doute bientôt en France. À la demande du juge parisien Patrick Huet, Giancarlo Parretti pourrait finir par être extradé des États-Unis vers la France.

De son côté, Florio Fiorini, après avoir juré quatre ans de prison à Genève à la suite de la faillite de son groupe, la Sasea, et être sorti le 18 octobre des geôles helvétiques, a décidé de saisir le tribunal de commerce de Paris dans une procédure en référé qui sera examinée le 5 novembre. Elle est dirigée à l'encontre du Crédit lyonnais, de son ancienne filiale néerlandaise le CLBN, du CDR (Consortium de réalisation) — l'organisme chargé de gérer et de vendre les actifs à risques de la banque publique — et des liquidateurs

suisses de Sasea. M. Fiorini, qui a été extradé de Suisse vers l'Italie pour répondre devant la justice de son pays des circonstances de la faillite des filiales italiennes de la Sasea, veut obtenir la mise sous séquestre de 20 % du produit de la vente de la MGM. Le studio a été cédé le 16 juin 1996 pour 1,3 milliard de dollars (6,7 milliards de francs) par le CDR. Du côté du Lyonnais comme du CDR, on n'hésite pas à parler de « chantage » de la part d'un homme « qui cherche une nouvelle fois à monnayer sa capacité de nuisance ».

### DISCRETION ET FANFARONNADIES

Le personnage de M. Fiorini est hors du commun. Son groupe, la Sasea, a fait faillite en octobre 1992, laissant un passif supérieur à 3 milliards de francs suisses (12,5 milliards de francs français). Il s'agit, ni plus, ni moins, de la plus importante banqueroute financière de l'histoire helvétique. En dépit d'une discrétion qui n'a d'égale que les fanfaronnades de Parretti, M. Fiorini se trouve mêlé de près ou de loin aux plus importantes affaires judiciaires des dernières années.

Il a quitté son poste de directeur financier de l'Eni en 1982 à la suite de la faillite de la banque Ambrosiano, la banque du Vatican. Offi-

ciellement, Fiorini a été révoqué pour avoir été l'auteur d'un plan de sauvetage, resté lettre morte, de la banque Ambrosiano sans avoir parlé à ses supérieurs. En fait, il avait notamment confié 160 millions de dollars de la trésorerie de l'Eni à la banque du Vatican, qui ont disparu. La justice italienne a longtemps soupçonné la loge P2 d'avoir récupéré l'argent volatilisé de la banque Ambrosiano et de s'en être servi pour financer et corrompre les partis politiques.

Plus incroyable encore, Florio Fiorini aurait été le gestionnaire du fameux compte « protection » de l'Union de banques suisses à Lugano qui était destiné au financement occulte des partis politiques italiens. Sa découverte a marqué le début de l'opération « Mains propres ». C'est le juge d'instruction genevois Jean-Louis Crochet, chargé de l'affaire de la faillite de la Sasea, qui a découvert le fameux compte « protection ».

Florio Fiorini a manifestement encore de la ressource et cherche toujours à régler des comptes avec la banque française. Son avocat, M. Julien Turckyski, affirme que la banque française s'est engagée le 30 octobre 1991, lors d'un accord avec les autres banques créancières de la Sasea, à leur reverser 20 % du fruit de la vente ultérieure de la MGM, que le groupe suisse

contrôlait à 50 % (le reste étant aux mains alors de M. Parretti).

À la fin de l'année 1991, le Crédit lyonnais commençait à prendre conscience de l'ampleur de la catastrophe née du financement dans des conditions douteuses de la reprise de la MGM par M. Parretti et Fiorini. La banque cherchait alors par tous les moyens à sauver ce qui pouvait l'être et à récupérer des garanties à mettre en face de sa masse croissante de créances impayées. La Sasea se trouvait dans une situation financière désespérée et a accepté d'apporter en garantie ses actions MGM au Lyonnais en échange d'un soutien.

Le Lyonnais, qui avait fait de même avec Parretti, se donnait ainsi les moyens de récupérer la MGM, ce qu'il fera en mai 1992, mais va se heurter, toujours en 1991, aux autres banques de la Sasea, qui voient s'envoler le principal actif du groupe. Ces dernières, qui sont une dizaine, dont l'Union de banques suisses, le Crédit suisse, Indosuez ou la BAI, acceptent l'opération à condition d'obtenir des compensations à savoir une garantie par le Lyonnais du paiement des intérêts pendant deux ans des obligations Sasea et un engagement de versement ultérieur de 20 % du produit de la vente de la MGM après le rem-

boursement des créanciers du studio et de Pathé communication corp., le holding de contrôle de la MGM récupérée par le Lyonnais.

### FAUX BILAN

Pour les avocats de Fiorini et du CDR, la procédure est une pure manoeuvre. L'accord est caduc, car le prix de vente final de la MGM est insuffisant pour permettre un partage avec les banques créancières de la Sasea. Mais M. Fiorini a apparemment dans son jeu d'autres atouts qu'il cherche à exploiter. Il assure détenir des preuves de l'intention délibérée des anciens dirigeants du Lyonnais, et notamment de son ex-président Jean-Yves Haberer et son ex-directeur général François Gille, de cacher la réalité des risques pris par la banque et donc d'avoir publié à la fin de l'exercice 1991 un faux bilan. Une accusation grave puisqu'elle est considérée comme la seule voie pour amener devant les tribunaux les anciens dirigeants de la banque.

Au cours de l'été, Jacques Toubon, le ministre de la justice, saisi par Jean Tournier, ministre des finances, a transmis au parquet un dossier sur les anciens dirigeants du Crédit lyonnais. M. Fiorini en a profité pour inonder la brigade financière de la police judiciaire de documents liés à l'instruction de l'affaire Sasea.

Un certain nombre de ces pièces montreraient que les dirigeants de la banque française commencent à partir de 1991 la situation catastrophique de la Sasea et auraient dissimulé l'ampleur des risques afin de ne pas voir leur échapper la prise de contrôle de la MGM en cas de faillite prématurée du groupe suisse. Ce faisant, le Lyonnais n'a pas réalisé au cours de l'exercice 1991 la moindre provision sur les risques liés à l'affaire MGM. En 1992, la banque a été contrainte de provisionner ces mêmes risques pour près de 10 milliards de francs.

Eric Leser

## EDF ouvre avec ses agents le débat sur le thème de la concurrence

### ORLÉANS

de notre envoyé spécial  
Pour une fois, ce n'est pas un groupe scolaire qui a envahi le Muséum des sciences naturelles d'Orléans (Loiret) le mardi 22 octobre, mais 200 agents d'EDF-GDF. Après les conflits sociaux de l'automne dernier, la direction d'EDF-GDF services (80 000 agents) a en effet décidé de revoir entièrement ses pratiques. Constatant que « l'information descendante restait trop asservie à la chaîne hiérarchique », la direction expérimente dans six unités (Cherbourg, Pau, Poitiers, Lyon métropole, Limoges et Orléans) une nouvelle forme de dialogue : le débat. Si l'unité de Limoges a choisi de discuter de l'organisation du travail, les responsables du Loiret, après avoir consulté 89 agents, ont retenu un thème brûlant : « La concurrence : opportunité ou menace pour notre avenir ? ».

Alors que les 700 agents du département avaient été invités — dans la limite des contraintes imposées par le service —, près de 190, y compris des

syndicats, ont participé aux deux heures de débat. Autour de la table, deux intervenants internes : Sylvain Gilbert, délégué à la communication d'EDF-GDF services, et Eric L'Hennette, directeur de la production d'électricité dans la région Centre, ainsi que deux invités : Franck Vadaine, responsable des services techniques du papeterier Kimberly-Clark, et Elie Cohen, économiste et auteur de plusieurs ouvrages sur l'industrie française.

### RÉVOLUTION CULTURELLE

Pendant trois quarts d'heure, les deux responsables d'EDF-GDF ont tenu des propos tantôt rassurants, tantôt inquiétants : « Nous sommes le plus gros producteur d'électricité au monde. Grâce au nucléaire, nous produisons le kilowatt-heure moins cher que nos concurrents. Nous sommes donc très bien positionnés, mais il faut rester hypercompétitif car, si nous ne répondons pas aux nouveaux besoins des clients, d'autres le feront. » Mais ce sont surtout les deux invités que la

salle attendait. Ce sont eux qui durent apaiser les principales appréhensions : « Puisqu'on tient un industriel important, soyons francs : va-t-on perdre un client dans le Loiret ? », s'inquiète un agent. « Actuellement, on est capable d'exporter 20 % de notre production. Que vont devenir nos usines ? », demande un militant syndical. « Qu'attendez-vous d'EDF-GDF, sachant qu'on ne peut pas se diversifier ? », interroge une jeune femme, de nombreux arguments à l'appui. « Le gouvernement peut-il décapiter EDF en tranches ? », « Va-t-on devoir faire des sacrifices pour s'adapter à la concurrence ? ».

Le responsable de Kimberly-Clark n'a pas caché qu'une véritable révolution culturelle était nécessaire : « Hier, le fournisseur répondait à la demande du client. Aujourd'hui, il l'antécipait. Demain, il devra faire des propositions. Comme toutes les entreprises, nous avons de moins en moins d'expertise en interne. Moi, je veux des agents EDF dans mes murs qui m'aident à entretenir mon usine. »

Mais, a-t-il reconnu, « demain notre maison mère, à Londres, choisira sans doute un fournisseur unique pour nos trois usines en Europe ».

Les propos d'Elie Cohen furent également mous : « Vous valez environ 300 milliards. Personne n'est prêt à mettre 3 milliards pour ne contrôler que 1 % du capital. Mais, comme vous êtes la dernière tirelire à la disposition de l'Etat, le danger est plutôt qu'il vous impose de financer le canal Rhône-Rhône ou d'augmenter votre participation dans l'énergie pour contrebalancer les pertes américaines. Je suis pour une légère ouverture du capital d'EDF afin de tenir l'Etat à distance, car celui-ci va être de plus en plus financé par vos comptes », a-t-il conclu. Légèrement inquiets au début, les organisateurs pouvaient être satisfaits de cette première. Même si toutes les inquiétudes n'ont pas été dissipées, les intervenants furent applaudis par une salle qui était loin de leur être acquise.

Frédéric Lemaître

Aujourd'hui dans le monde plus de 100 journalistes sont en prison. Leur seul crime : avoir voulu nous informer. Aidez-nous à obtenir leur libération en écrivant aux autorités concernées.

Monsieur l'Ambassadeur de Birmanie,  
Je me permets d'attirer votre attention sur le cas de Win Tin, arrêté le 4 juillet 1989.  
A notre connaissance, ce journaliste n'a rien qu'exercer son métier, garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Je vous demande donc d'intervenir auprès de votre gouvernement afin d'obtenir sa libération immédiate. Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma haute considération.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

Sur à découper et à envoyer à : Reporters sans frontières, 5, rue de la Paix, 75002 Paris, qui se chargera de le faire parvenir à l'Ambassade.

**ECRIRE ICI**  
POUR  
**LIBÉRER LA-BAS**

REPORTERS SANS FRONTIÈRES

Non à la censure  
Non à la répression  
Non à la manipulation  
Non à la propagande  
Non à la désinformation  
Non à la fraude  
Non à la corruption  
Non à la violence  
Non à la guerre  
Non à la mort

JAVICO 150



## Le nombre de Français possédant des valeurs mobilières a baissé entre 1995 et 1996

Neuf millions de personnes détiennent un contrat d'assurance-vie

L'enquête annuelle de la Sofres sur les porteurs de valeurs mobilières en France révèle que les Français sont moins nombreux, en 1996, à déte-

nir des valeurs mobilières. En revanche, les actionnaires de sociétés cotées ont vu leur nombre augmenter à 5,2 millions de personnes contre

4,8 millions l'an dernier. Et sur cette population d'actionnaires, moins de la moitié possède aujourd'hui des titres de groupes privatisés.

L'ENQUÊTE ANNUELLE de la Sofres sur les porteurs de valeurs mobilières, effectuée à l'initiative de la Banque de France, de la Commission des opérations de Bourse (COB) et de la SBF-Bourse de Paris a été rendue publique mercredi 23 octobre. Elle révèle qu'au mois d'avril 1996, 9,2 millions de Français détenaient des valeurs mobilières - soit 21,2 % de Français âgés de quinze ans et plus - alors qu'ils étaient encore 9,6 millions en 1995.

Au sein de cette population, 5,2 millions de personnes sont actionnaires de sociétés cotées en bourse, soit une hausse de 8,3 % par rapport à 1995 où ils n'étaient que

4,8 millions. Cette hausse est plus marquée pour les sociétés cotées autres que les privatisées - de 2,1 millions en 1995 à 2,6 millions en 1996 soit une progression de 24 %. A la fin du mois d'avril 1996, quatre actionnaires sur cinq possédaient des actions de sociétés privatisées en 1986 et 1987 ou de 1993 à 1995 soit 4,3 millions de personnes. Alors qu'en 1995, plus de la moitié des actionnaires français détenaient des titres d'entreprises privatisées (54 %), ils ne sont plus aujourd'hui que 48 %, soit moins de la moitié.

Si 6,2 millions d'actionnaires détiennent encore des titres d'OPCVM (organisme de placement collectif en valeurs mobilières), ils étaient 6,75 millions en 1995.

Pour expliquer cette relative désaffection, il y a une double explication : la baisse des taux à court terme, passés sur la période de 7 à 3,5 %, et l'évolution de la fiscalité.

On comprend plus aisément que le nombre de porteurs d'OPCVM monétaires soit passé de 3 à 1,8 million. Avec ce recul, pour la première fois en 1996, le nombre de porteurs d'OPCVM obligataires est supérieur aux porteurs de monétaires avec quelque 2,1 millions de détenteurs. Le nombre de porteurs d'OPCVM actions s'établit pour sa part à 1,5 million d'individus.

DAVANTAGE DE PEA

Le nombre de titulaires d'un Plan d'épargne en action (PEA) est, en revanche, en légère augmentation. Environ 2,4 millions de personnes sont titulaires d'un plan. En 1995, les détenteurs d'un PEA ne représentaient que 5,3 % de la population prise en considération. Fait marquant cette année, la pénétration des plans a progressé chez les détenteurs de porte-

feuille supérieurs à 100 000 francs. La palme des placements revient quand même à l'assurance-vie. Environ 9 millions de Français ont aujourd'hui des contrats d'assurance-vie, alors qu'ils n'étaient que 6,3 millions en 1995.

Dans sa structure et sa composition, l'actionariat individuel n'a pas connu d'évolution particulière au cours des douze derniers mois. Le paysage français est toujours constitué de trois catégories « historiques » : les actionnaires qui ont acquis leurs premières actions avant 1986 (34 %), ceux qui les ont acquises en 1986 et 1987 (26 %) et ceux qui sont devenus actionnaires entre 1993 et 1996 (24 %). Cette enquête révèle encore que l'impact des privatisations reste déterminant. Près de la moitié des investisseurs (45 %) ont acquis leurs actions à la faveur d'une des deux vagues de privatisations.

François Bostnavaron

★ Enquête réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 7 811 personnes âgées de plus de quinze ans.

## Les actions offrent le meilleur placement à terme

« UN INVESTISSEUR est toujours payé pour le risque qu'il prend », note la société de Bourse BZW dans une étude sur la rentabilité des placements financiers entre 1950 et 1995. Si cette formule n'est pas nouvelle, l'étude confirme qu'à long terme le risque et la volatilité liés à l'achat d'actions trouvent leur récompense dans une performance sans équivalent.

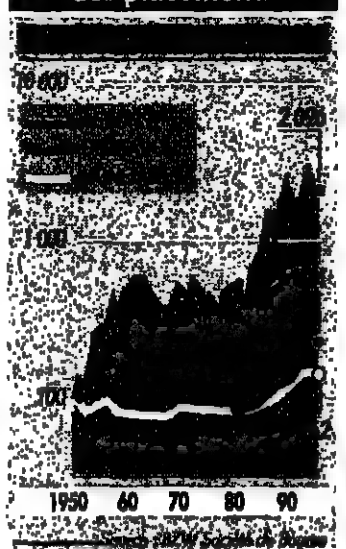
Depuis 1951, date de départ de l'enquête, jusqu'à la fin de 1995, les actions sont le placement qui offre de loin la meilleure rentabilité avec un gain réel annuel de 7 %. Simultanément, les obligations ne rapportent que 1,8 % et les placements monétaires n'offrent qu'une rentabilité avoisinant 1,1 %.

Pourtant, en dépit de la rentabilité sur le long terme, les actions n'ont que peu de succès auprès des épargnants, qui préfèrent les placements obligataires et monétaires. Ainsi, sur une période de dix ans, ils risquent plus de perdre annuellement de l'argent en investissant en produit monétaire ou obligataire qu'en actions. Mieux - ou plus - sur une période de vingt-cinq ans, ils n'auraient jamais perdu d'argent avec les actions, alors qu'avec des obligations ils en auraient perdu dans la moitié des cas.

De la fin de 1982 à la fin de 1989, la rentabilité annuelle d'un placement action est de l'ordre de 26 %. Depuis cette période, les six dernières années ont vu le grand retour de placements monétaires et obligataires : sur cette période, la rentabilité des actions est de 0,5 % contre 6 % pour les placements monétaires et 9 % pour les placements obligataires.

Ce constat n'est pas propre à la France. Une même étude réalisée par BZW sur les marchés anglais (depuis 1918), allemand et hollandais traduit une grande homogénéité des performances. Ainsi, dans ces trois pays, la rentabilité des actions est respectivement de 7,8 %, 6,4 % et 6,8 %, en comparaison avec les 7 % des actions françaises. Les placements obligataires ont, pour leur part, offert des rentabilités annuelles de 1,9 %, 4 % et 1,3 %, contre 1,8 % en France.

Rentabilité réelle des placements



Sur longue période, partout en Europe, les actions sont donc de très loin le placement le plus attractif, ce qui plaide pour une épargne-retraite basée davantage sur des placements en actions, à l'image des fonds de pension britanniques. Ces derniers, qui étaient à l'origine plutôt investis en obligations, sont venus aux actions.

F. B.

## La COB est installée dans ses nouveaux pouvoirs

LE MINISTRE des finances, Jean Arthuis, a officiellement installé mardi 22 octobre le nouveau collège de la COB (Commission des opérations de Bourse). Une COB sensiblement changée par la loi de juillet 1996, qui transpose la directive européenne sur les services d'investissement. « La nouvelle loi conforte les principes d'action de la COB : l'indépendance, la transparence et la collégialité », a affirmé le ministre. Le texte confirme les missions traditionnelles de l'institution (protection de l'épargne, information des investisseurs, bon fonctionnement des marchés) et étend son champ de compétence à la gestion collective.

L'organisme régulateur des marchés voit aussi sa collégialité renforcée, sur le modèle du conseil de la politique monétaire de la Banque de France. Michel Prada, président de la COB depuis octobre 1995, a été confirmé à ce poste pour six ans, et son collège est désormais composé de neuf membres (contre six auparavant). Il est élargi à trois personnalités désignées par les

présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale et du Conseil économique et social, ainsi qu'à un représentant du Conseil national de la comptabilité.

En vue de renforcer la transparence du « gendarme des marchés », le règlement intérieur de la COB sera dorénavant public, le collège sera seul habilité à publier des instructions précisant les modalités d'application des règlements et, enfin, les commissions des finances de l'Assemblée et du Sénat auront la faculté d'entendre le président de la COB.

« Pour ne plus vous exposer à certaines critiques qui pouvaient accabler une forme d'arbitraire dans vos débats, vous veillerez à ce que désormais le respect absolu du principe du contradictoire soit assuré », a indiqué le ministre. En clair, toute personne mise en cause par la COB pourra faire valoir sa défense. Enfin, la COB est considérée comme une « autorité administrative indépendante ». Son président a désormais la capacité de saisir toute juridiction (à l'exception des juridictions pénales).

## La Snecma lance une OPA simplifiée sur la SEP

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION du motoriste public Snecma était convoqué, mercredi 23 octobre, pour être saisi d'un projet d'offre publique d'achat simplifiée sur la Société européenne de propulsion (SEP), sa filiale à hauteur de 51 %. Cette opération vise, selon le gouvernement, à « réaffirmer la vocation de la Snecma à être le pôle de compétences des moteurs français ». La SEP est notamment associée aux programmes Ariane pour lesquels elle fournit les moteurs Vulcain. Elle réalise la propulsion des missiles stratégiques. Ce rapprochement doit également permettre de constituer un pôle freinage associant Carbone-Industrie (filiale de la SEP) et Messier-Bugatti (filiale de Snecma).

Cotée au second marché, la SEP est actuellement valorisée à 1,6 milliard de francs par les investisseurs. En cas de succès, l'OPA sera suivie d'une offre de retrait avec retrait obligatoire. A terme le gouvernement veut faire jouer au nouvel ensemble « un rôle fédérateur dans le cadre d'alliances européennes ou internationales ».

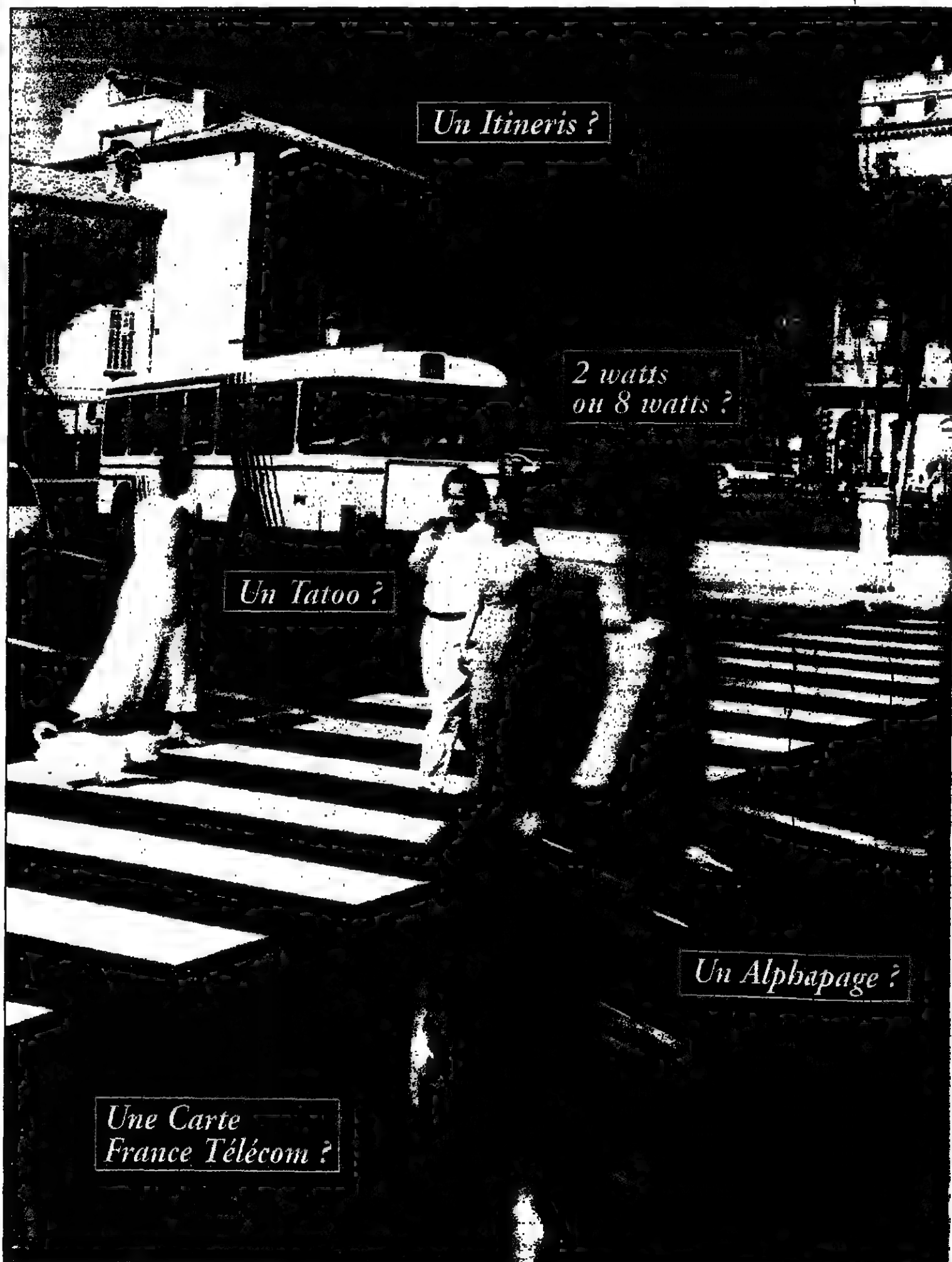
DÉPÊCHES

■ VOLKSWAGEN : le juge fédéral américain Nancy Edmunds a estimé recevable la plainte déposée par General Motors contre Volkswagen aux États-Unis en mars dans le cadre de l'affaire de vols de secrets industriels qui oppose les deux constructeurs d'automobiles depuis 1993. Le président du groupe allemand pourrait être cité à comparaître devant une juridiction américaine, ainsi que son vice-président Ignacio Lopez, et non pas seulement en Allemagne.

■ GAZPROM : le prix des actions du géant gazier russe a été fixé, le 22 octobre, à 15,75 dollars pour 10 titres (soit 8,20 francs par action). Cette introduction sur la Bourse de Londres représente un peu plus de 1 % du capital et devrait permettre à Gazprom de collecter presque 400 millions de dollars (2,8 milliards de francs).

■ GENERAL MOTORS : un accord est intervenu, mardi 2 octobre, après vingt jours de grève, entre le syndicat des travailleurs canadiens de l'automobile (IUA) et la direction de General Motors Canada (Le Monde du 18 octobre). Le syndicat a obtenu une limitation de la sous-traitance et un recours aux heures supplémentaires sur la base du volontariat.

■ CABLE & WIRELESS : le numéro deux des télécommunications britanniques se renforce face à British Telecom (BT), en s'alliant à l'américain Nynex et au canadien Bell Canada. Le trio fusionnera ses activités au Royaume-Uni, créant une société contrôlée à 52 % par Cable & Wireless, la maison-mère de Mercury. Celle-ci ne contrôle aujourd'hui que 10 % du marché du téléphone, contre 80 % pour BT.



سكنا من التليفون



## Des finances assainies permettent à la Suède une détente monétaire

La baisse des taux compense une rigueur budgétaire extrême

Pour la vingt-deuxième fois depuis le début de l'année, la Banque de Suède a réduit, mardi 22 octobre, son principal taux d'intervention. La dérive de l'inflation, le redressement de la couronne, et surtout l'assainissement spectaculaire des finances publiques suédoises, ont permis cette détente monétaire de grande ampleur.

LA SUÈDE vit un véritable conte de fées monétaire. Pour la vingt-deuxième fois depuis le début de l'année, la Riksbank - la banque centrale suédoise - a réduit de 0,10 %, mardi 22 octobre, son principal taux directeur (REPO). Depuis le début de l'année, il a été abaissé de 4,06 % et s'établit désormais à 4,85 %.

La dérive de l'inflation et le redressement de la couronne suédoise ont favorisé cette détente spectaculaire des rendements à court terme. Le rythme de hausse des prix à la consommation s'est établi sur un an à 0,2 %, bien en deçà de l'objectif de 2 % que s'est fixé la Banque de Suède. En termes réels, c'est-à-dire nets d'inflation, les experts soulignent que les taux suédois restent très élevés (près de 5 % à trois mois).

Parallèlement, la couronne a regagné, depuis la mi-1995, 18 % de sa valeur externe face à l'ensemble des autres devises internationales. Mais c'est surtout l'extrême rigueur de la politique budgétaire suédoise - et ses excellents résultats - qui est à l'ori-

gine de l'assouplissement monétaire sans précédent observé depuis le début de l'année.

Le plan d'assainissement des finances publiques mis en place à l'automne 1994, auquel sont venues s'ajouter, depuis, des mesures d'économies supplémentaires, s'est traduit par une réduction spectaculaire du déficit budgétaire suédois. Alors qu'il s'était inscrit à 12,3 % du produit intérieur brut en 1993, il devrait s'établir à 4,1 % cette année et revenir, selon les prévisions de la Caisse des dépôts et consignations, à 2,5 % en 1997, ce qui permettra à la Suède de respecter le critère imposé par le traité de Maastricht (moins de 3 %).

### LA DETTE DÉCROÎT

Cet effort considérable a permis au niveau de la dette publique suédoise de commencer à décroître (81,8 % du PIB en 1995, 80,8 % en 1996). Plus étonnant encore, l'économie suédoise a bien résisté à ce traitement budgétaire de choc. Après s'être éle-

vée à 3,3 % en 1995, la croissance, tirée par les investissements, atteindra cette année 1,6 % et devrait rebondir à 2,5 % en 1997.

Selon les spécialistes de la banque américaine JP Morgan, la détente monétaire arrive à son terme en Suède. Le taux REPO ne descendra pas en dessous de 4 %, la Riksbank adoptant une attitude plus vigilante à l'égard de l'inflation en raison des fortes hausses de salaires consenties (+ 9 % en deux ans). Elle sera également dans l'obligation, pour assurer la stabilité de sa devise, de maintenir une prime de risque importante sur les taux d'intérêt dans la mesure où le gouvernement suédois conserve ses distances à l'égard de la construction monétaire européenne. L'entrée de la couronne dans le SME n'est pas d'actualité, tandis qu'une large majorité de Suédois, selon les derniers sondages d'opinion, restent opposés à l'adhésion de leur pays à l'Union monétaire.

Pierre-Antoine Delhommeaux

## Le groupe Lagardère vante les mérites du rachat de Thomson

La dette de 23,8 milliards de francs du groupe d'électronique justifie, aux yeux de ses responsables, la reprise pour un franc après une recapitalisation de 11 milliards par l'Etat

« NOUS NE FAISONS PAS un profit de 7 ou 8 milliards de francs d'un seul coup. Il n'y a pas de profit à court terme. Nous ne rachetons pas un franc quelque chose qui vaut des milliards », Philippe Camus, directeur général, responsable des finances du groupe Lagardère, qui présentait, mardi 22 octobre, aux analystes financiers et aux investisseurs son plan de reprise de Thomson SA, a tenté de désamorcer les critiques. Le groupe Lagardère est accusé de recevoir un cadeau en récupérant pour un franc le groupe Thomson, préalablement recapitalisé de 11 milliards de francs par l'Etat.

Tel est le sentiment de la Bourse: mardi 22, le cours du titre de Lagardère a touché en séance un plus haut de 186 francs, alors que l'action ne cotait que 133 francs la veille de l'annonce de la décision du gouvernement (Le Monde du 17 octobre). Cette envolée est une nuance: si l'action se maintenait à ces niveaux, Lagardère recevra au premier semestre 1997 jusqu'à 3,8 milliards d'argent frais grâce à l'exercice de bons de sous-

cription d'actions. Ce parcours boursier est toutefois explicable: Lagardère était joué perdant par la Bourse, et sans la reprise de Thomson son avenir eût été hypothéqué. La hausse n'est en sorte qu'un rattrapage. En outre, les synergies industrielles entre Thomson et Matra justifient une progression du cours. « C'est une opération avant tout industrielle. Avec 62 milliards de francs de chiffre d'affaires, Thomson-Matra sera le numéro deux mondial et le numéro un européen de l'électronique de défense », a déclaré M. Camus.

### BON PLACEMENT

Selon lui, le rapprochement entraînera, dès 1999, une forte hausse du bénéfice par action de Lagardère. Le groupe Lagardère apportera à Thomson-CSF, rebaptisé Thomson-Matra, l'ensemble de ses activités défense. M. Camus a rappelé que l'endettement de Thomson SA, fin 1995, était de 23,8 milliards de francs, auxquels s'ajoutaient les pertes de 1996, dont 13,8 milliards de francs pour

le seul Thomson Multimédia. « Le groupe Thomson vaut de l'argent, mais il a tellement d'endettement qu'il faut bien que quelqu'un paie », a expliqué M. Camus pour justifier la recapitalisation de l'Etat.

M. Camus n'a pas pu préciser les efforts financiers réellement consentis par Daewoo, qui récupérera Thomson Multimédia, et du groupe Lagardère, qui ne conserve que Thomson-CSF. La commission de privatisation n'ayant pas encore donné son avis sur la reprise de Thomson, le gouvernement a imposé aux dirigeants du groupe un mutisme absolu sur les détails de leur plan de reprise.

M. Camus a néanmoins tenté de convaincre les actionnaires minoritaires de Thomson-CSF (42 % du capital) que le nouvel ensemble Thomson-Matra, non endetté, serait un bon placement. Si aucun actionnaire n'apporte ses titres à l'OPA que Lagardère s'est engagé à lancer sur Thomson, Lagardère n'aura pas à les payer et économisera 7,6 milliards de francs.

Arnaud Leparmentier

## Pierre Fabre prépare sa succession à la tête de ses laboratoires

D'UN CÔTÉ les médicaments, de l'autre les produits de beauté. Pierre Fabre, patron des laboratoires qui portent son nom (5,3 milliards de chiffre d'affaires en 1995), a décidé de clarifier les structures de son entreprise, afin de permettre de futures alliances dans chacun de ces métiers, ou une introduction en Bourse.

Derrière cette réorganisation annoncée le 21 octobre se profile également la succession de ce patron sans héritier direct. Agé de soixante-dix ans, célibataire, le pharmacien de Castres est l'unique actionnaire de la première entreprise privée du Grand Sud-Ouest (6 573 salariés), et cinquième laboratoire pharmaceutique français.

A partir du mois de janvier, le groupe se scindera en deux sociétés. Pierre Fabre Médicament (cancer au système nerveux central, vaccins) pèsera 3,4 milliards de francs, et sera dirigée par Daniel Darbeau, cinquante ans, chez Fabre depuis 1974. Pierre Fabre Dermocosmétique (laboratoires Klorane, Galénic, Du-

cray, Avène, René Furterer) représentera 1,6 milliard de francs de ventes et sera conduite par le neveu du fondateur, Jacques Fabre, quarante-cinq ans, dans le groupe depuis 1978. Pierre Fabre sera le président du conseil de surveillance de ces deux sociétés et en conservera le contrôle, via sa holding Fabre SA.

Depuis plusieurs années, Pierre Fabre annonce son intention de préparer sa succession. En septembre 1992, il envisageait de rapprocher son entreprise de Servier, pour créer un grand pôle pharmaceutique français. L'accord se limiterait à une déclaration d'intention. Deux ans plus tard, le groupe affichait son désir d'entrer en Bourse, mais sans suite. Aujourd'hui, le processus de filialisation devrait faciliter l'accès au marché financier, mais pas avant la fin de l'année 1998, lorsque sera achevé ce processus. L'opération devrait aussi permettre de trouver plus facilement des partenaires.

D. G.

## Le secteur parapétrolier français manque de capitaux

LE MINISTRE de l'Industrie, Francis Bonhôte, s'est inquiété de la structure financière des entreprises du secteur parapétrolier en ouvrant les Journées du pétrole et de la pétrochimie. « Ce secteur est performant, mais il reste insuffisamment capitalisé pour assumer la globalité des fonctions que le marché attend de lui. Cette situation pourrait un jour présenter des analogies avec les fragilités que nous constatons chez les grands sous-traitants de l'industrie automobile. »

Le secteur parapétrolier français regroupe près de 400 entreprises intervenant dans le forage, l'ingénierie ou la fabrication d'équipements pour l'industrie pétrolière. Employant 44 500 salariés, ces firmes réalisent un chiffre d'affaires de 48 milliards de francs (dont 40 milliards hors de France) et se situent au deuxième rang mondial. Après plusieurs années de crise, l'embellie s'est produite en 1995. « Les fournisseurs d'équipement dans l'offshore vont mieux, explique Christophe Armengol, directeur de la stratégie à l'Institut français du pétrole (IFP), mais la baisse d'activité que connaissent les prestataires de services et les sociétés d'ingénierie depuis 1993 se poursuit. »

Cette situation conduit à des restructurations: une vingtaine de fusions-acquisitions ont été recensées par l'IFP sur six mois. La plus importante est l'OPA amicale de

1,3 milliard de dollars (6,5 milliards de francs) réussie au mois de mars par le norvégien Kvaerner sur le britannique Trafalgar House, maison mère de l'ingénieur français Sofimad.

Pour passer des caps difficiles, les entreprises françaises peuvent bénéficier du soutien de la holding publique Isis. En 1995, cette filiale de l'Institut français du pétrole et d'Elf a pris des participations dans trois sociétés, la Compagnie générale de géophysique, Belgip France et Géoservices, en difficulté.

### EN BOURSE

Les mieux-portants se tournent plus volontiers vers la Bourse. Forasol-Formet (forage pétrolier) a mis 35 % de son capital sur le marché américain Nasdaq au mois de mai, et Bouygues offshore va se faire coter simultanément à Paris et New York au mois de novembre, en introduisant 40 % de son capital.

Ces entreprises suivent l'exemple du numéro un français de l'ingénierie Technip et du leader mondial des tubes flexibles pour hydrocarbures, Coflexip-Stena, cotés sur le marché boursier depuis deux et trois ans. Leurs résultats sont contrastés. Technip enregistre une hausse de 16,2 % de son bénéfice au premier semestre, tandis que Coflexip Stena, en pleine réorganisation, a plongé dans le rouge.

Dominique Gallois



Arrêtez-vous dans votre Agence France Télécom et demandez-nous ce qu'il y a de mieux pour vous.

Dans votre Agence France Télécom, des conseillers vous aident à choisir votre équipement parmi

une très large sélection: téléphones mobiles Itineris,

Alphapage, Taroo, et la Carte France Télécom.

Ces professionnels sont là pour vous conseiller et répondre

à vos questions, de la manière la plus objective qui soit.

Ainsi, vous êtes sûr de choisir librement un outil fiable,

d'un bon rapport qualité/prix et qui correspond parfaitement

à vos besoins. Pour connaître les coordonnées de votre

Agence, appelez gratuitement le **N° Vert 0 800 36 05 36**



France Telecom



■ LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mercredi 23 octobre en légère baisse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a cédé 0,20 %, pour s'établir en clôture à 21 082,15 points.

■ LE DOLLAR était orienté à la baisse, mercredi matin, lors des premières transactions entre banques en Europe. Il s'échangeait à 1,5265 mark, 5,1605 francs et 112,65 yens.

■ LES INVESTISSEURS étrangers ont acquis, pour 143,2 milliards de dollars d'actions et obligations américaines au premier semestre, selon l'Association américaine des titres.

■ L'OR a ouvert en hausse, mercredi, sur le marché international de Hong Kong. Il s'inscrivait à 383,60-383,90 dollars l'once contre 382,30-382,70 dollars mardi en clôture.

■ LES COURS du pétrole ont reculé, mardi 22 octobre, sur le marché à terme de New York. Le prix du baril de brut light sweet crude, échéance novembre, a perdu 17 centimes à 25,75 dollars.

## LES PLACES BOURSILIÈRES

## Paris encore en repli

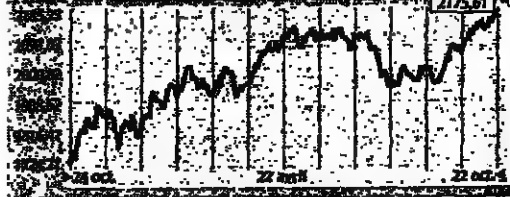
LA BOURSE de Paris était orientée à la baisse mercredi 23 octobre, en fin de matinée. A 12 heures, l'indice CAC 40 cédait 0,40 %, à 2 166,83 points, affecté par le recul du dollar. Le billet vert s'échangeait à 1,5249 mark et 5,1577 francs.

Le franc s'inscrivait en repli face à la monnaie allemande, cotant 3,3830 francs pour 1 deutsche mark. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, était stable, à 126,66 points. Les perspectives d'immobilisme de la Bundesbank, dont le conseil se réunit jeudi 24 octobre, pesaient sur les cours.

La cotation du titre SEP était suspendue après que le ministère de l'économie et des finances ait donné son feu vert à la Spem pour qu'elle lance une OPA simplifiée sur 49 % du capital du groupe.

L'action Club Méditerranée, après avoir été réservée deux fois à la baisse, s'inscrivait en recul de

Indice CAC 40 sur un an



15,83 %, à 338,30 francs. Les investisseurs étaient déçus par la perspective de stabilité de son résultat courant au second semestre de l'exercice annuel. Plusieurs socié-

tés de Bourse recommandent désormais la vente du titre. Le GAN, enfin, perdait 6,67 %, à 113,4 francs, après l'annonce de ses pertes au premier semestre.

## CGIP, valeur du jour

LA BOURSE de Paris a accueilli favorablement, mardi 22 octobre, la publication des résultats semestriels de la CGIP (Compagnie générale d'industrie et de participation). La holding a dégagé sur les six premiers mois de l'année un résultat net de 603,5 millions de francs contre 318,5 millions pour la même période de 1995. La CGIP devrait prendre le contrôle de l'équipementier automobile Valeo après la cession d'une partie de sa participation dans Crown Cork qui

s'achève le 24 octobre. L'action CGIP a gagné 1,93 %, à 117,9 franc. Le titre a progressé de près de 22 % depuis le début de l'année.

CGIP sur 1 mois



## Légère baisse à Tokyo

LA BOURSE de Tokyo a terminé la séance du mercredi 23 octobre en légère baisse. L'indice Nikkei des valeurs vedettes a cédé 0,10 %, pour s'inscrire en clôture à 21 082,15 points.

La veille, Wall Street s'était également repliée, victime de prises de bénéfices intervenues sur les titres de la haute technologie après l'annonce par Digital Equipment d'une perte nette par action de 48 cents au troisième trimestre, contre une perte attendue de 9 cents.

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes avait perdu 29,07 points (-0,48 %), à 6 061,80 points. La baisse de l'indice avait brièvement dépassé les 50 points en milieu d'après-midi, mais le déclenchement de coupe-circuits a permis de réduire rapidement ses pertes.

Sur le marché obligataire, le taux

d'intérêt sur les emprunts du Trésor à 30 ans, principale référence, était remonté à 6,84 %.

Le marché était resté peu actif, en l'absence de statistiques économiques majeures. L'annonce d'une hausse de 0,8 % des ventes dans les grands magasins au cours des quinze premiers jours d'octobre avait toutefois été mal accueillie par les investisseurs.

Sur le marché obligataire, le taux

## NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

	22/10	21/10
Alcoa	38,50	39,50
American Express	46,50	46,50
Allied Signal	64,75	64,50
AT & T	39,37	39,37
Bethlehem	8,57	8,57
Boeing Co	98,37	98,37
Caterpillar Inc.	75,12	74
Chevron Corp.	67,87	67,12
Coca-Cola Co	56,12	56,12
DuPont Corp.	66,62	66,62
Dynasty Corp.	72,25	72,25
Eastman Kodak Co	79	79,87
Exxon Corp.	88	88
Gen. Motors Corp.	34,62	33,87
Gen. Electric Co	55,42	55,75
Goodyear Tire & Rubber	46,37	46,37
IBM	127	130
Ind. Paper	42,42	42,75
J.P. Morgan Co	86,25	86,87
Mc Donnell Douglas	34,25	34,25
Merck & Co Inc.	75,87	74,87
Minnesota Mining & Mfg.	71,75	71,87
Philip Morris	92,30	92,30
Procter & Gamble Co	97,12	97
Sears Roebuck & Co	48,87	49,37
Texas Instruments	104,37	105,87
Union Carbide	42,37	42,75
United Technologies	75,37	76,87
Westinghouse Electric	18,12	18,30
Woodworth	22	22

## PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

	Cours au 22/10	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30			
Alcoa	38,50	+2,63	+3,64
SPIM	1069	+2,58	+2,76
Nordson (ny)	370	+2,70	+1,78
CAV	124,00	+2,39	+3,37
Micrologie Inter.	13,60	+2,24	+1,86
Sigco	58	+2,17	+3,11
SEITA	205	+2,03	+1,92
Sofina Beghe	807	+2,02	+1,34
BAISSES, 12h30			
Club Med	325	-10,34	-16,87
Granet	221,20	-9,58	-30,87
Lagardère	170	-4,58	-8,88
Crédit National	35	-4,00	-34,32
Compagnie (P)	440	-2,28	+2,57
Dassault Systèmes	207,60	-2,54	-
Comptoir Europ.	9,40	-2,08	+1,77
Lyngby	74,30	-2,04	+14,30
Dassault Aviation	107	-2,02	+21,94
Via Banque	135,10	-2,02	-10,67

## VALEURS LES PLUS ACTIVES

	22/10	21/10
SEANCE, 12h30		
LYMHE Most Volant	669,65	769,93
Club Med	325	325
Alcoa	38,50	39,50
SPIM	1069	1069
Nordson (ny)	370	370
CAV	124,00	124,00
Micrologie Inter.	13,60	13,60
Sigco	58	58
SEITA	205	205
Sofina Beghe	807	807

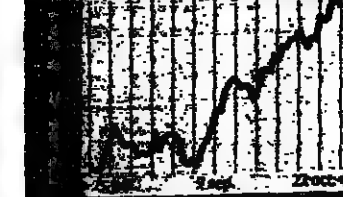
## PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 22/10	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30			
Alcoa	38,50	+2,63	+3,64
SPIM	1069	+2,58	+2,76
Nordson (ny)	370	+2,70	+1,78
CAV	124,00	+2,39	+3,37
Micrologie Inter.	13,60	+2,24	+1,86
Sigco	58	+2,17	+3,11
SEITA	205	+2,03	+1,92
Sofina Beghe	807	+2,02	+1,34
BAISSES, 12h30			
Club Med	325	-10,34	-16,87
Granet	221,20	-9,58	-30,87
Lagardère	170	-4,58	-8,88
Crédit National	35	-4,00	-34,32
Compagnie (P)	440	-2,28	+2,57
Dassault Systèmes	207,60	-2,54	-
Comptoir Europ.	9,40	-2,08	+1,77
Lyngby	74,30	-2,04	+14,30
Dassault Aviation	107	-2,02	+21,94
Via Banque	135,10	-2,02	-10,67

## INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

	22/10	21/10	Var. %
Ind. SBF 120	121,60	121,60	+0,29
Ind. SBF 250	149,51	149,51	-0,29
Ind. Second Marché	12,09	12,09	+0,04
Ind. MidCac	12,09	12,09	+0,04

## Indice SBF 250 sur 3 mois



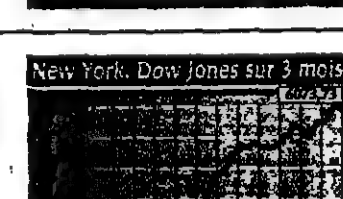
## Indice second marché sur 3 mois



## Indice MidCac sur 1 mois



## New York, Dow Jones sur 3 mois



## Londres, FT100 sur 3 mois



## Francfort, Dax 30 sur 3 mois



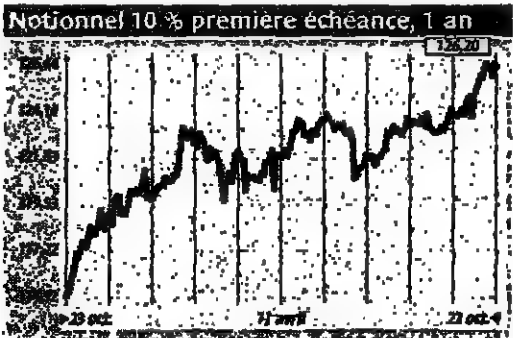
## LES TAUX

## Baisse du Matif

LE CONTRAT notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en léger repli, mercredi 23 octobre. Après quelques minutes de transactions, l'échéance décembre cédait six centimes, à 126,66 points.

Le taux de l'obligation assimilable du Trésor à dix ans s'inscrivait à 5,93 %, soit 0,02 % au-dessous du rendement du titre d'Etat allemand de même échéance.

La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en baisse, les investisseurs ayant mal réagi à l'annonce d'une hausse de 0,8 % des ventes dans les grands magasins au cours des quinze premiers jours du mois d'octobre. Les rendements à trente ans étaient remontés à 6,84 %, contre 6,81 % lundi. La Banque de France a laissé inchangé, mercredi matin, à 3,31 %, le niveau de l'argent au jour le jour.



## LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 22/10	Taux au 21/10	Indice des prix
France	3,30	3,30	6,86
Allemagne	3	3	6,83
Grande-Bretagne	5,69	5,69	5,93
Italie	6,19	6,20	6,75
Japon	0,47	0,47	0,20
Etats-Unis	5,13	5,13	6,81

## MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 22/10	Taux au 21/10	Indice des prix
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,57	4,57	102,44
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,28	5,27	104,43
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,69	5,69	105,42
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,03	6,03	105,42
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,67	6,67	107,40
Obligations françaises	6,07	6,07	105,40
Fonds d'Etat à TME	-2,16	-2,16	101,78
Obligat. franc. à TME	-1,77	-1,77	101,81
Obligat. franc. à TME	-1,90	-1,90	101,37
Obligat. franc. à TME	+0,11	+0,11	100,45

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

	Achat	Vente	Achat	Vente
22/10			21/10	
Jour le jour	3,3225	3,3250	3,3225	3,3250
1 mois	3,33	3,34	3,33	3,34
3 mois	3,34	3,35	3,34	3,35
6 mois	3,35	3,36	3,35	3,36
1 an	3,36	3,37	3,36	3,37
PIBOR FRANCS				
Pibor Francs 1 mois	3,4375	3,44	3,4375	3,44
Pibor Francs 3 mois	3,45	3,46	3,45	3,46
Pibor Francs 6 mois	3,46	3,47	3,46	3,47
Pibor Francs 9 mois	3,47	3,48	3,47	3,48
Pibor Francs 12 mois	3,48	3,49	3,48	3,49
PIBOR EURO				
Pibor Euro 3 mois	4,1625	4,1675	4,1625	4,1675
Pibor Euro 6 mois	4,1825	4,1875	4,1825	4,1875
Pibor Euro 12 mois	4,234	4,239	4,234	4,239

## MATIF

	échéance 22/10	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %						
Dec. 96	107,18	126,20	126,66	126,66	126,66	126,66
Mars 97	136	126,08	126,66	126,66	126,66	126,66
Sept. 97	386	125,04	125,54	125,54	125,54	125,54

## PIBOR 3 MOIS

	échéance 22/10	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Dec. 96	12975	96,41	96,41	96,41	96,41	96,41
Mars 97	7878	96,39	96,41	96,41	96,41	96,41
Sept. 97	4181	96,39	96,41	96,41	96,41	96,41

## PIBOR LONG TERME

	échéance 22/10	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Dec. 96	1608	94,31	94,31	94,31	94,31	94,31
Mars 97	—	—	—	—	—	—

## CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

	échéance 22/10	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Oct. 96	6377	2187	2187	2187	2187	2187
Nov. 96	350	2187	2187	2187	2187	2187
Dec. 96	297	2187	2187	2187	2187	2187
Mars 97	797	2209	2209	2209	2209	2209

## LES MONNAIES

## Recul du dollar et du franc

LE DOLLAR était orienté à la baisse, mercredi matin, lors des premières transactions entre banques sur les places européennes. Il s'échangeait à 1,5265 mark, 5,1605 francs et 112,65 yens.

Fred Bergeant, directeur de l'Institut for International Economics, s'attend à ce que le dollar se renforce contre le yen au cours des prochains mois mais faiblisse ensuite pour s'établir autour de 100 yens à la

fin de l'année 1997. Affecté par le repli du billet vert, le franc cédait un peu de terrain, mercredi matin, face à la monnaie allemande. Il cotait 3,3815 francs pour un deutschemark. La devise italienne était également en retrait, à 1 000,8 lire pour un mark.

Les opérateurs n'attendent pas de geste de la Bundesbank, jeudi 24 octobre, sur ses taux directeurs, ce qui contribue au renforcement du deutschemark.

## MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

	cours 22/10	21/10	Var. %
DEVICES			
Allemagne (100 dm)	337,9800	337,9800	+0,00
Ecu	6,4935	6,4935	+0,00
Etats-Unis (1 usd)	5,1845	5,1845	+0,00
Belgique (100 F)	16,4080	16,4080	+0,00
Portugal (100 esc)	301,2900	301,2900	+0,00
Italie (1000 li.)	3,3815	3,3815	+0,00
Danemark (100 kr)	88,2600	88,2600	+0,00
Irlande (1 lep)	8,3350	8,3350	+0,00
Gde-Bretagne (1 £)	8,2750	8,2750	+0,00
Grèce (100 drach)	2,1615	2,1615	+0,00
Suède (100 kr)	78,5400	78,5400	+0,00
Suisse (100 F)	410,2700	410,2700	+0,00
Norvège (100 kr)	79,7400	79,7400	+0,00
Autriche (100 sch)	48,0400	48,0400	+0,00
Espagne (100 pes.)	4,0160	4,0160	+0,00
Portugal (100 esc)	3,3950	3,3950	+0,00
Canada (1 dollar ca)	3,4480	3,4480	+0,00
Japon (100 yens)	4,5950	4,5950	+0,00
Finlande (mark)	112,6100	112,6100	+0,00

## L'OR

	cours 22/10	cours 21/10
Or fin (K. barre)	63450	63600
Or fin (en lingot)	63700	63700
Once d'Or Londres	381	383,35
Pièce française(20F)	362	365
Pièce suisse (20F)	362	365
Pièce Union lat(20F)	364	364
Pièce 20 dollars us	2510	2480
Pièce 10 dollars us	1480	1505
Pièce 50 dollars us	7460	7245

INDICES	
Dow-Jones compans	
Dow-Jones à terme	
CRB	
MÉTALLS (Londres)	
Cuivre comptant	
Cuivre à 3 mois	
Aluminium comptant	







AUJOURD'HUI

SPORTS

**OLYMPISME** Les clubs et les fédérations sportives commencent à mesurer l'impact des succès français aux Jeux d'Atlanta sur la pratique du grand public. ● L'ESCRIME paraît le

grand bénéficiaire des sept médailles conquises de haute lutte à des heures de grande écoute. La fédération s'attend à une augmentation de 20 % du nombre des licenciés et cer-

tains clubs atteignent déjà la saturation. ● LE JUDO, cinq cent vingt mille licenciés, s'emploie à « faire fructifier » les succès de ses champions par des campagnes de promotion à la ra-

dio et à la télévision. D'autres, comme le cyclisme ou le canoë-kayak, observent avec prudence l'évolution du nombre des adhésions post-olympiques. ● L'ATHLÉTISME

ne s'attend pas à une vague de vocations, mais Jean Pocobut, le président de la fédération, note l'intérêt des municipalités pour organiser des événements d'athlétisme.

L'« effet Atlanta » ne semble profiter qu'à l'escrime et au judo

Les clubs et les fédérations sportives commencent à mesurer l'impact des médailles obtenues aux Jeux olympiques. Il est très important pour l'escrime et le judo, moins pour le cyclisme, quasi nul pour l'athlétisme

CHEZ PRIEUR et chez Soudet, on n'avait encore jamais vu cela. Les deux magasins de la capitale, spécialisés dans le matériel d'escrime, ont assisté depuis le début du mois de septembre au débarquement de hordes de néophytes avides de conseils et désireux de s'équiper de pied en cap. Fleurets, épées, masques, vestes et gants se sont arrachés et on a frisé plus d'une fois la rupture de stock. L'intérêt soudain suscité par l'escrime depuis les Jeux d'Atlanta a pris une ampleur inattendue. Certains clubs ont enregistré une hausse de 50 % du nombre de nouveaux licenciés. Les sept médailles olympiques des escrimeurs français et les deux titres acquis à l'épée sont passés par là.

**L'échec des archers français aux JO n'a pas enclenché le mécanisme inverse, une perte significative de licenciés**

« Globalement, nous nous attendons à une augmentation du nombre de licenciés de l'ordre de 20 %, affirme Magali Ouradou, attachée de communication à la Fédération française d'escrime (FFE). C'est le résultat d'un certain nombre de paramètres : nous avons été avantagés par les horaires de l'escrime aux Jeux d'Atlanta, qui ont permis aux finales d'être retransmises à des heures de grande écoute. Nous avons eu aussi la chance que les meilleurs résultats soient venus de l'épée, qui est la plus compréhensible de nos trois armes, enfin la personnalité des escrimeurs a joué un rôle important et les succès des filles ont eu un impact incroyable ».

Le phénomène a commencé à se manifester dès la fin juillet, pendant les Jeux. Le standard de la FFE a enregistré, à cette période, entre 90 et 100 demandes quotidiennes de renseignements sur la pratique de l'es-

crime. Début septembre, la cadence est montée jusqu'à 130 appels quotidiens. Pour cette fédération, qui comptait 35 989 licenciés au 31 août, c'est considérable. Les clubs n'ont pas tardé à leur tour à voir l'effet postolympique se manifester à leurs portes. Environ 120 nouveaux membres ont ainsi rejoint l'ASPTT Dijon alors que l'effectif de la section ne dépassait pas les 250 la saison passée. Au Toulouse-Chemilots-Marengo-Sport, on frise le sur-effectif avec près de 80 escrimeurs inscrits contre 60 la saison dernière.

« Il est également frappant de constater que la moitié des nouveaux escrimeurs sont des filles, remarque Raymond Barbarou, président du club toulousain et membre du comité directeur de la FFE. Nous avons enregistré d'assez nombreuses demandes émanant de femmes d'une trentaine d'années qui voulaient savoir s'il était possible de se mettre à l'escrime à leur âge. Mais le problème qui se pose aujourd'hui est celui de notre capacité d'accueil. Nos salles d'armes ne sont pas extensibles. A Toulouse, nous arrivons à saturation. Nous n'avons même pas effectué de campagne de promotion à la rentrée, car nous n'aurions pas pu répondre à une demande supplémentaire ».

C'est là que le bât blesse. Faute de salles assez vastes et de maîtres d'armes assez nombreux, l'escrime risque de laisser sur le bord de la route plus d'un pratiquant potentiel. Peut-être le regrettera-t-elle demain, quand l'engouement sera retombé.

« Mais nous n'avons pas intérêt à vendre des prestations de mauvaise qualité et, à faire des déçus, estime Claude Lescier, le directeur technique national. Nous nous trouvons dans une situation totalement nouvelle, qui n'a rien à voir avec celle que nous avons connue au lendemain des Jeux de Barcelone, en 1992. Malheureusement, je ne suis pas sûr que nos clubs s'y soient préparés et qu'ils soient prêts à doubler leurs effectifs ».

La Fédération française de tir à l'arc (FFTA) s'était trouvée, il y a quatre ans, au lendemain du titre olympique de Sébastien Flute, dans une situation assez similaire. Des demandes d'inscriptions avaient dû



Jean Pocobut, président de la Fédération française d'athlétisme  
« Offrir de bonnes conditions d'accueil »

« L'effet des succès remportés à Atlanta par Marie-José Pérec, Jean Galfione et Patricia Girard sur le développement de l'athlétisme en France n'est-il pas décevant ? »

« Nous n'attendons pas une augmentation du nombre de licenciés supérieure à celle des autres années, même si nous recevons de nombreuses demandes de renseignements par téléphone. Nous comptons sur environ 1 % de licences supplémentaires. En fait, l'athlétisme reçoit une telle couverture médiatique – notamment télévisée – à longueur de saisons qu'il n'est plus véritablement l'effet olympique ».

L'effet Atlanta se mesure davantage par l'intérêt que manifestent d'éventuels partenaires institutionnels. Nous avons reçu cinq candidatures de villes françaises désireuses d'accueillir les championnats d'Europe de cross-country, qui n'existent que depuis trois ans. C'est inédit. Bordeaux s'est également allié pour organiser les championnats d'Europe en salle de l'an 2000.

« Avez-vous demandé à vos derniers médaillés olympiques en date de faire personnellement campagne pour promouvoir l'athlétisme ? »

« Nous sommes en train de mettre au point quelques opérations de promotion de l'athlétisme, mais jusqu'ici, ils ont été extrêmement sollicités. Il faut les laisser souffrir. De toute façon, ils ont déjà fait la

meilleure publicité qui soit à leur discipline grâce à leurs performances. Une campagne de promotion n'a de valeur que si les structures offrent de bonnes conditions d'accueil. Or, nos 1 800 clubs ne disposent pas tous d'une bonne structure pédagogique ; c'est pourquoi il est préférable de mettre l'accent sur la formation et la formation continue des animateurs et des entraîneurs ».

« Alors, comment mesurer l'impact des performances de vos champions sur d'éventuelles vocations ? »

« C'est très délicat dans la mesure où l'athlétisme est un sport de formation, où l'accès aux écoles d'athlétisme pour les très jeunes est gratuit et où les clubs ne licencient pas toujours tous les pratiquants, mais seulement ceux qui font de la compétition. Sur les plus vieux, l'influence des stars est encore plus difficile à mesurer car la tendance est à un engouement pour les courses sur route, dont on peut prendre le départ sans être licencié, la plupart du temps. Par ailleurs, il y a toujours eu une rotation importante dans les catégories minimes et cadets garçons. C'est l'âge auquel la lassitude s'installe facilement si l'on ne progresse pas. Contrairement à d'autres disciplines, le cross-country et le double décathlon sont des juges impitoyables ».

Propos recueillis par Patricia Jolly

être refusés, notamment en région parisienne, de nouveaux cadres techniques avaient été formés dans l'urgence. Mais – et c'est plutôt rassurant pour l'escrime – la FFE a passé en quatre ans de 34 600 à 50 000 licenciés, avec notamment une augmentation record de 19 % dans l'année qui a suivi les Jeux de Barcelone. Et l'échec des archers français aux Jeux d'Atlanta n'a pas enclenché le mécanisme inverse, aucune perte significative de licenciés n'étant signalée à ce jour.

Les gros bénéficiaires potentiels de l'effet d'Atlanta sont évidemment les plus gros pourvoyeurs de médailles, c'est-à-dire, outre l'escrime, le judo et le cyclisme.

« Surfant » sur les succès de ses champions, le premier connaît depuis plusieurs années une augmentation continue du nombre de licenciés, augmentation que les six médailles d'Atlanta ne peuvent que

prolonger. Le cap des 500 000 licenciés a été franchi le jour même où Marie-Claire Restout devenait championne olympique. Aujourd'hui, les judocas « encartés » sont près de 520 000 et le phénomène ne semble pas devoir s'arrêter là.

« L'impact des Jeux olympiques est essentiel pour nous, lui seul nous permet de rivaliser avec les grands sports médiatiques comme le football et le tennis, constate Michel Vial, le président de la Fédération française de judo (FFJD). Mais cet impact ne suffit pas, il faut l'accompagner et le faire fructifier. Nous sommes ainsi l'une des seules fédérations sportives à faire de la publicité sur les chaînes généralistes de télévision ».

Si la FFJD a appris à gérer sa propre croissance, la Fédération française de cyclisme (FFC) avait fini par s'habituer à voir ses effectifs décliner. On a d'ailleurs du mal à croire que les neuf médailles françaises d'Atlanta pourraient permettre – au moins momentanément – d'inverser la tendance. Pourtant, dans la région Île-de-France, plusieurs clubs ont noté une augmentation significative (parfois de l'ordre de 50 %) du nombre de nouveaux inscrits depuis la rentrée scolaire. Mais la ligue de Bretagne, bastion du cyclisme français, n'a pour sa part remarqué aucun élan dans ses clubs.

Les autres disciplines françaises restent encore prudentes quant aux chiffres. Au canoë-kayak (quatre médailles à Atlanta), on a bien noté une envolée des prises de licences au mois de septembre (+ 50 %), mais on ne sait pas encore si l'effet d'Atlanta a un impact réel sur la pratique technique de la discipline.

Ainsi, sport en vogue l'été dernier, avec quatre médailles olympiques dont trois d'or, l'athlétisme qui ne peut, quant à lui, que se décaler du jeu de vocations suscitées par les titres de Marie-José Pérec ou de Jean Galfione. Au 30 septembre, l'augmentation du nombre de licenciés était de 0,5 % par rapport à l'année précédente.

Gilles Van Kote

Les pilotes français de char à voile défendent leur rang européen sur les plages normandes

ASNELLES (Calvados) de notre envoyée spéciale

Sur la petite route qui borde la côte écaissée par un ciel bas, entre un stand à huîtres et un marchand de sablés locaux, l'armée de l'air a installé son camp. « Information carrières ». Mais les noirs carcasses de blockhaus datant de la seconde guerre mondiale qui barrent l'horizon ne suscitent aucune vocation pour la voile.

En ce dimanche 20 octobre, coup d'envoi des 34<sup>e</sup>s championnats d'Europe de char à voile, le meilleur allié des « officiers-carrières » est Michel Jacq, mécanicien navigant dans l'armée de l'air basé à Evreux (Eure) la semaine et « marin sur terre » les week-ends. A Asnelles, il défend jusqu'à sa-

RÉSULTATS

BASKET-BALL

Championnat de France Pro A	
Auxerre-Juvis	83-79
Besançon-Levallois	87-82
Montpellier-Strasbourg	83-73
Cholet-Chalon-sur-Saône	82-80
POG-Racing-Le Mans	75-86
Evreux-Arles	65-82
Dijon-Pau-Orthez	54-81
ASVEL-Limoges	66-78
Gravelines-Nancy	66-78
Classement : 1. Limoges, 16 pts ; 2. Pau-Orthez, 15 ; 3. ASVEL, POG-Racing, Montpellier, 14 ; 4. Cholet, Le Mans, Nancy, 13 ; 5. Besançon, 12 ; 6. Dijon, 11 ; 7. Strasbourg, Chalon-sur-Saône, Antibes, 10 ; 8. Levallois, Gravelines, Evreux, 9.	

BASE-BALL

World Series	
Braves Atlanta-Yankees New York	2-6
Les Braves mènent 2-1.	

medi 26 octobre son titre européen en « classe 5 » : catégorie de chars légers d'une soixantaine de kilos qui regroupent trente concurrents.

La combinaison encore maculée de sable humide, ce Breton de vingt-huit ans balaise l'idée reçue qui cantonne la pratique du char à voile aux plages du Nord. « En Angleterre, on roule beaucoup sur les aérodromes désaffectés construits pendant la guerre, dit-il. Mais on peut le faire presque partout sur les plages de France, du Nord à la côte basque, et même en Méditerranée, du côté des Pyrénées-Orientales, sur un étang asséché. Moi, je suis originaire de Plouneour-Trez, dans le Finistère-Sud. Dans cette région, de nombreux grèves se vidant et deviennent à marée basse un paradis pour les pilotes de char à voile ».

C'est là que Michel Jacq a fait connaissance avec les drôles de bolides à voile et à roues. A l'âge de quinze ans, entre deux sorties en planche à voile, lors d'une journée portes ouvertes. « Le président du club, qui m'a fait faire un tour en biplace, a remarqué que j'avais un bon sens du vent et du pilotage, raconte-t-il. Il m'a convaincu de persévérer ».

RÉGLAGES DE PRÉCISION

Passionné par les réglages de précision, méticuleux, le jeune homme y consacre tous ses loisirs, pour se retrouver quatre ans plus tard en équipe de France. Licencié au Havre, il a troqué sa

voiture contre un fourgon et une remorque pour se « simplifier la vie ». Il ne sort jamais sans sa planche à voile, instrument de base de sa préparation.

« C'est très utile pour développer ma connaissance des vents et choisir des options tactiques de course en fonction des conditions comme un pilote automobile ou un skipper, explique-t-il. Mais je risque moins gros en char. Une erreur ne cause qu'un ralentissement, au lieu d'une chute en planche ».

L'engin de Michel Jacq file tout de même jusqu'à 120 kilomètres heure. Sa mise en branle nécessite une solide poussée et des jambes de sprinter, qu'il entretient par de longues randonnées à vélo. La compétition d'Asnelles l'a mis aux prises d'entrée avec un autre Français : le champion du monde 1993 Tadej Normand. Il l'avait prévu : « Tadej a remporté son titre mondial l'année où j'ai dû renoncer à la compétition à cause de mes obligations professionnelles. Mais, depuis, je l'ai battu chaque année aux championnats d'Europe ».

Et il a « mémorisé la plage », y roulant plusieurs week-ends pour en connaître les moindres trous et bosses.

Dans une discipline où sa distinction européenne lui rapporte, au mieux, la considération des autres compétiteurs et les faveurs d'un grand constructeur de chars du Morbihan, Michel Jacq salue la solidarité des pilotes de l'équipe de France. « L'an passé, aux championnats d'Europe de Terschelling

(Pays-Bas), se souvient-il, ils ont tous disposé leur roue de secours le long de la plage pour m'éviter une crevasse irréversible lorsque j'étais en tête de la compétition ».

ESPRIT DE CORPS

Ce remarquable esprit de corps est sans doute renforcé par le fait que dans cette Europe du char à voile, limitée globalement à cinq nations (Allemagne, Belgique, France, Royaume-Uni et Pays-Bas), les titres obtenus garantissent la reconduction de la petite subvention annuelle du ministère de la jeunesse et des sports (700 000 francs pour 1996) à la Fédération française de char à voile, qui revendique 7 000 licenciés, mais une base annuelle de 250 000 à 300 000 pratiquants (grâce aux comités d'entreprise, classes de mer, etc.).

Quelques Danois, un Suisse résidant en France et un Américain constructeur de chars à voile figurent sur les listes d'engagements de ces championnats d'Europe. On y relève aussi quelques noms féminins. Cette année, les dames seront classées avec les messieurs. « Comme dans les courses de voile », disent les organisateurs.

En fait, explique Michel Jacq, étant donné le nombre de grosses chez les compétitrices habituelles, elles ne sont pas douze, le nombre minimum pour effectuer un classement à part !

P.J.

L'Argentine Gabriela Sabatini annonce son retrait du tennis

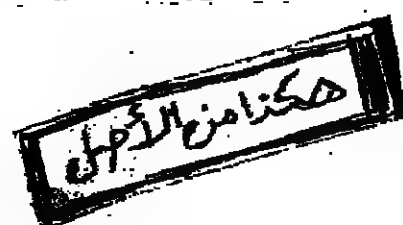
GABRIELA SABATINI devrait confirmer officiellement, jeudi 24 octobre, la rumeur dont bruisse depuis plusieurs mois les vestiaires du circuit professionnel féminin : à vingt-six ans, elle s'apprête à prendre sa retraite. L'Argentine, ex-número trois mondial, a choisi pour dévoiler ses projets d'avenir New York et le Madison Square Garden, théâtre de son triomphe au Masters 1994. Elle y avait dominé au premier tour Martina Navratilova, qui célébrait alors, elle aussi, ses adieux au circuit. En treize années de professionnalisme, « Gabby » a engrangé 27 titres, dont un seul du grand chelem : l'US Open 1990. Ces deux dernières saisons, elle n'a guère joué les premiers rôles sur les courts. Souffrant de blessures abdominales, elle a renoncé cette année à s'aligner à Roland-Garros et à Wimbledon. Rétrogradée à la 29<sup>e</sup> place mondiale, elle aspire sans doute désormais à un peu de repos après avoir passé la moitié de sa vie à parcourir le monde.

DÉPÊCHES

■ CYCLISME : la Fédération française s'alarme du dopage. Dans une lettre datée du 18 octobre, Daniel Baal, président de la FFC, Roger Legeay, président de la Ligue du cyclisme professionnel français (LCPF) et directeur sportif de l'équipe GAN, et Jean-Marie Leblanc, vice-président de la LCPF et directeur général du Tour de France, s'adressent au ministre de la jeunesse et des sports, Guy Drut, et au président de l'Union cycliste internationale, Hein Verbruggen, pour leur « apporter tout leur soutien dans la lutte contre le dopage ». Les trois signataires soulignent « leur grande inquiétude » face à un phénomène qui « paraît faire tache d'huile ». Les auteurs recommandent la mise en place d'un cadre juridique commun à toutes les instances sportives internationales.

■ AUTOMOBILISME : Rubens Barrichello rejoint l'écurie Stewart-Ford de formule 1. Le pilote brésilien a signé un contrat de trois ans en faveur de la nouvelle équipe qui effectuera, l'an prochain, ses débuts en F1 sous la direction de l'ancien triple champion du monde écossais Jackie Stewart (1969, 1971, 1973). Barrichello aura pour coéquipier le Danois Jan Magnussen, qui était cette saison pilote essayeur pour McLaren-Mercedes. - APF

■ BASKET-BALL : le CSP Limoges a conforté sa place en tête du championnat de France de Pro A, en allant s'imposer (61-54) à Villeurbanne, mardi 22 octobre. Très mal partis en Euroleague (une victoire pour quatre défaites), les Limougeards demeurent invaincus en championnat de France. Ils ont mis un terme à l'invincibilité de l'ASVEL dans sa nouvelle salle de l'Astroballe, où aucune équipe française n'avait réussi à l'emporter depuis deux ans.









# L'Estonie goûte aux plaisirs de l'indépendance

Des sites militaires de la plus petite des Républiques baltes sont devenus des plages de sable fin

**TALLINN**  
de notre envoyé spécial  
Place de la Liberté. Un Estonien tient ostensiblement son téléphone portable au milieu de la circulation. Un portable qui ne le quitte jamais : au restaurant, sur la plage, dans sa chambre à coucher. Jusqu'en 1991, date de l'indépendance de l'Estonie, tout manquait à Tallinn. Même la conversation. La place de la Liberté s'appelait place de la Victoire. Celle du « socialisme triomphant ». C'était l'époque où chacun épiait tout le monde, celle où les propos se devaient d'être chuchotés.

Tallinn se déploie autour d'une baie qui s'ouvre sur le golfe de Finlande. Au nord, Helsinki est à 85 kilomètres, à l'est, les barres de béton de l'immense banlieue russe de Leningrad abritent un quart de la population. Entre l'aéroport et le centre historique, le quartier de Kadriorg aligne ses maisons de bois. Quant au palais baroque où résidait Pierre le Grand, il accueille aujourd'hui le président de la République.

Au sud, à Nõmme, banlieue résidentielle, une forêt de bouleaux et de conifères cache un mélange de styles : du chalet suisse à la villa art nouveau. Le vieux Tallinn, retranché, depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, derrière de puissants remparts, traduit la vanité des envahisseurs danois, allemands, suédois et russes. A Toompea, la ville haute, un autre palais baroque, construit sous le règne de la Grande Catherine, jouxte les restes de la forteresse danoise. En face du Parlement, la cathédrale orthodoxe Alexandre-Nevski incarne l'impérialisme russe. La ville basse de Vanalinn est plus homogène. De Lübeck à Gdansk, la Hanse, puissante union marchande du nord de l'Europe, a fait fleurir au Moyen Age des villes tracées en damier autour de la place du marché. A Tallinn, la place de l'Hôtel-de-Ville déploie ses maisons à pignons. Bel exemple d'architecture

gothique, la monumentale mairie expose un livre d'or où la signature de François Mitterrand voisine avec celle de Miss Tallinn. A deux pas, la rue Harju, qui fut jadis la plus commerçante de la ville basse, affiche un tas de ruines, témoignage du bombardement soviétique qui, en mars 1944, détruisit la moitié de la ville.

## EMBOUTILLAGES

Aujourd'hui, l'heure est à la détente et aux tables rondes. Tandis que la population russophone campe dans ses quartiers de Lasnamäe et de Mustamäe, les Estoniens, eux, refont le monde aux terrasses des cafés du centre-ville. Avant 1991, une circulation claudicante flottait dans des avenues trop larges. Depuis deux ans, le parc automobile a doublé. On compte une voiture pour quatre habitants, et la capitale découvre les embouteillages, la municipalité le stationnement payant, et les stations-service sont devenues les derniers endroits où l'on cause. Ne manquent plus que les feux rouges et les passages cloutés.

Le 20 juin 1992, le plus petit des

pays baltes a été la première République de l'ex-URSS à créer sa monnaie, la couronne, directement liée au deutschemark. L'heure est aux affaires. Et à la séduction. A chacun ses armes. Aux hommes, le téléphone portable. Aux femmes, la mini jupe. Hier encore, le sac à main était le signe de l'émancipation féminine. « Une vraie folie », relève Catherine Suur, la directrice du Centre culturel français, elles changeaient de sac en fonction de leurs rendez-vous et des lieux fréquentés.

Les magazines expliquent aux femmes comment bronzer sans soleil. Les hommes, eux, portent des cravates voyantes et découvrent l'eau de Cologne. Dans les boutiques, l'indispensable a fait place au superflu. En 1995, à Kaubamäe, le grand magasin soviétique racheté par les Finlandais, la pauvreté des vitrines le disputait à la mauvaise qualité des produits. Aujourd'hui s'y bousculent barbecues, planches à roulettes et arrosoirs. Le dernier chic est de promener un animal domestique en laisse. Stockman, l'autre grand magasin, ouvert en

avril, offre, à des prix exorbitants, une sélection d'aliments pour chiens. Affluents, des chiens américains, et les tramways jouent les hommes-sandwiches pour Coca-Cola, Siemens ou la cire Johnson.

Jusqu'en 1993, une partie du territoire était zone interdite, notamment en raison de la présence d'ogives nucléaires. A proximité de Haapsalu et de Pärnu, deux stations balnéaires réputées, des bases militaires soviétiques contrôlaient l'accès à la Baltique. A Saaremaa et à Hiiumäe, deux îles du Sud-Ouest, seuls les militaires étaient acceptés. Aujourd'hui, chacun peut explorer ce pays minuscule (un douzième de la France) qui, à l'image de la Finlande, alterne lacs et forêts. Des terres noires et fertiles accueillent de petites fermes jamaïques blotties dans les pins et les bouleaux. Ours bruns, cerfs, loutres, lynx et élans pullulent dans la forêt, qui couvre près de 40 % du territoire.

Célèbre entre toutes, la station balnéaire de Pärnu ne baigne plus dans le prestige dont l'auraient jalonné les artistes russes qui la fréquentaient au siècle dernier. Quant aux villas du bord de mer, celles qu'affectionnait la nomenclature, elles sont aujourd'hui inhabitées. Etablissement art déco, le Ranna se chauffe au soleil de la Baltique derrière de vastes baies vitrées. De petites maisons de contes de fées, peintes en jaune, en gris ou en bleu, cachent leurs toits de tuiles rouges sous les frondaisons. La longue plage de sable fin est caressée par la lumière de la Baltique, limpide et cristalline. Prisée des Américains, des Italiens et des Français, qui viennent ici s'adonner aux délices du farniente tandis que les Estoniens se précipitent aux Baléares, en Grèce ou sur la Côte d'Azur, où ils retrouvent les nouveaux riches russes.

Jonathan Farren

# Les hôtels multiplient les cartes de fidélité

VENUES des Etats-Unis, les cartes de fidélité, distribuées par les chaînes d'hôtels, les loueurs de voitures et autres spécialistes du déplacement, prolifèrent en France. Ces bristols comptabilisent les achats à répétition sous forme de points gagnants. L'objectif est de séduire le consommateur et de l'impliquer dans un attachement sans écarts. S'adressant à l'homme d'affaires, les cartes récentes présentent quelque attrait pour le voyageur enclin à multiplier les escapades.

La dernière née, Compliment, comarquée Accor American Express, en service depuis le 10 octobre, élargit le jeu. A la fois moyen de paiement (au même titre que la carte American Express) et carte de fidélité auprès de quatre mille cinq cents établissements des vingt-trois marques du groupe Accor, elle alimente un programme de fidélisation donnant droit à des cadeaux (voyages, séjours hôteliers, locations de voiture, etc.), que l'on choisit sur un catalogue annuel. Une surprise étant offerte si la dépense s'effectue dans un établissement Accor. C'est-à-dire dans l'un des 2 378 hôtels (Sofitel, Novotel, Mercure, Ibis, Etap Hotel, Formule 1, ou Motel 6 aux Etats-Unis) mais aussi chez Europcar, auprès du voyageur Groupe Set (Africair, Asiatours, Akiou, Americatours, El Condor) et dans les agences Carlson Wagonlit Travel.

Gratuite la première année (250 francs par an ensuite, tél. : 01-41-86-28-63), la Compliment propose, en option, la disposition d'un crédit permanent, mais ne donne pas accès à des tarifs préférentiels dans les hôtels du groupe. Pour bénéficier de ces tarifs, il faut se procurer les cartes personnalisées des marques. Ainsi, l'Exclusive Card Sofitel, vendue 350 francs (tél. : 01-44-26-30-30), qui accorde 50 % de réduction le week-end sur le prix des

chambres. Désavantage notable : le programme de fidélisation en cours chez American Express lié à l'abonnement Plus d'Air France, avec à terme des billets d'avion à gagner, n'est pas pris en compte avec la Compliment.

Pas de barème spécifique, chez Best Western (trois mille quatre cents hôtels indépendants, dont cent cinquante en France, numéro vert 08-00-90-44-90). La Gold Crown Club International, valable deux ans, gratuite, propose aux voyageurs qui additionnent les déplacements des promotions ponctuelles (trois nuits pour le prix de deux, cet hiver, dans certaines maisons françaises), et des nuitées gratuites en gage d'une réelle constance.

Chez Holiday Inn (deux mille hôtels dans soixante pays, numéro vert 08-00-90-59-99), la Priority Club, nominative, offerte sur demande, fait désormais bénéficier les Français du tarif « corporate » (de base), sans supplément si l'on descend en famille, jusqu'à quatre personnes, dans la même chambre (Paris-République : 1116 francs au lieu de 1550 francs, Londres-Mayfair : 125 livres au lieu de 250 livres, environ 1 000 francs). Les points totaux s'échangent contre des nuits-cadeaux ou des crédits sur les programmes de fidélisation de six compagnies aériennes.

La contre-offensive attendue de Visa Premier sur la fidélité reste à l'étude pour 1997. En attendant, en payant avec la Visa International, on obtient jusqu'à 50 % de réduction dans soixante-dix hôtels Hilton, à condition d'effectuer la réservation, pour deux nuits minimum, trois jours à l'avance (numéro vert 08-00-90-75-46). Soit moins de 1 000 francs à deux, avec les petits déjeuners, pour une chambre avec vue sur le Bosporus à Istanbul, ou au Regent's Park à Londres.

Florence Evin

## Carnet de route

Y aller. De Paris, SAS (tél. : 01-53-43-25-25) programme deux vols quotidiens pour Tallinn via Copenhague (2 810 F A/R). Alantours (tél. : 01-42-96-59-78) propose des séjours à la carte et programme, de fin mai à début septembre, un circuit de neuf jours dans les Républiques baltes : environ 9 000 F par personne en chambre double et pension (presque) complète. Séjourner. A Tallinn, le Palace est le meilleur hôtel d'Estonie. A noter l'Olympia et le Viru. A Pärnu, le Ranna. Un repas coûte environ 100 F sans le vin. Chez Grand-mère, on sert, dans un joli décor, des plats estoniens. Chez Mõkaka, le poisson est à l'honneur. Deux curiosités :

Wagon-lit, qui propose des pizzas dans un décor de cabine soviétique, et Gloria, ancien quartier général de la nomenclature, qui affiche des prix exorbitants. Lire. Côté guides, le Lonely Planet (tréprochable), le Guide Arthaud (historique), l'Érudite Gallimard (Bibliothèque du Voyageur). A compléter par Le Fou du tour, de Jean Kross (Points Seuil) et Tallinn City Paper, un bimestriel gratuit. Renseignements. Le Visa (60 F) est délivré par l'ambassade d'Estonie, 14, boulevard Montmartre, 75009 Paris (tél. : 01-48-01-00-22). A Tallinn, l'Office du tourisme, 18, place Reekoja (tél. : 00-372-313-940).



### PRESTIGE ET CARACTÈRE

**EN PROVENCE "EXCLUSIVITÉ"**  
Maison en pierres rust. de 400 m², dépendances 300 m², séjour 40 m², salon 40 m², cuisine 30 m², bibliothèque 45 m², 4 chambres, 2 sdb, 2 cab., studio indép. 30 m², greniers, cour int., piscine 15x7, terrasses, terrain 8.500 m².  
Vue dégagée. TB affaire.  
RAI. 1003 - Prix : 2.950.000 francs.  
Demandez notre journal d'affaires - Gratuit  
**SARRO IMMOBILIER**  
12, cours Tanguay - 94110 Val-des-Bois-Romaine  
Tél. 04.90.28.51.83 - Fax 04.90.36.23.62

**PRÈS DE CANNES (12 minutes)**  
Vaste demeure de 650 m², SHOB, 6 ch, 6 sdb, 2 piscines dont 1 intérieure. Grands parcs et réceptions. Accès sur 3 niveaux. Toli-terrasses, jardin. Vue extraordinaire à 360°.  
Terrain 6.000 m², emplacement terrain. Maisons de gardien et d'invités avec sdb, 6 garages couverts et 6 parkings.  
Prix : 4.900.000 francs (possibilité de location-vente).  
Tél. Propriétaire 06.35.32.75.18.13  
Tél. Mandataire 04.93.40.95.13

**EN PROVENCE "EXCLUSIVITÉ"**  
Maison en pierres rust. de 250 m², avec appart. indép. 50 m², dépendances 220 m², séjour, cuisine, cuisine équipée, mezzanine, 4 chbrs, 3 bds, bureau, salle de jeux, remise, garage, grenier, barbecue, piscine, abri, forage, terrain 8.000 m².  
Vue dégagée.  
RAI. 1044 - Prix : 1.630.000 francs.  
Demandez notre journal d'affaires - Gratuit  
**SARRO IMMOBILIER**  
12, cours Tanguay - 94110 Val-des-Bois-Romaine  
Tél. 04.90.28.51.83 - Fax 04.90.36.23.62

**LE VÉSINET**  
sur pelouses  
RER à 7 minutes  
Maison de caractère fin 19<sup>e</sup> siècle.  
Très bon état général.  
Réception 60 m², 5 chambres, bain et cabinet de toilette, cuisine équipée, sous-sol, jardin boisé de 1.500 m².  
RAI. D 1595 - Prix : 4.200.000 francs.  
AGENCE DE LA TERRASSE  
45, boulevard Carnot - 78110 La Vallée  
Tél. 01.34.15.87.00 - 01.34.20.19.59

**NEUILLY-SUR-SEINE**  
LAC SAINT-JAMES  
Dans un très bel immeuble, face au bois de Boulogne, un appartement de 140 m² avec double living, cuisine, 3 chambres, 2 salles de bain et box + studio indépendant de 15 m² avec salle de bain et kitchenette. L'ensemble est entouré d'un jardin privé de 300 m².  
EMBRASSY SERVICE  
43, avenue Marceau - 75116 Paris  
Tél. 01.47.20.48.03 - Fax 01.47.20.34.04

**AUX ENVIRONS DE PARIS**  
A 140 km de Paris, beau château datant du début du XVIII<sup>e</sup> siècle en pierres et briques, avec dépendances dans parc d'environ 2,5 hectares.  
SIS SÉNÉCHAL  
Tél. 01.45.72.95.21

**MONTMARTRE**  
Exceptionnel duplex de 82 m² donnant sur un jardin privé de 70 m². Idéal pour célibataire ou couple aimant recevoir. Le style atelier d'artiste, 5 mètres sous plafond dans un grand séjour, s'allie à un calme absolu et à des prestations très raffinées : boiserie, cuisine équipée, jacuzzi et douche à jets. Une chambre, cave, parking.  
Prix : 2.650.000 francs droits réduits.  
Tél. part. 06.97.60.53.07  
01.42.62.07.74

**PRÈS FOCH**  
EXCEPTIONNEL  
500 m² en duplex.  
5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> étages avec atelier d'artiste.  
Grand hall d'entrée, 4 réceptions avec boiseries, 7 chambres + 4 chambres de service, 2 caves, 1 box.  
Particulier 13 millions.  
Heures bureau  
01.49.17.25.25

**FAUBOURG SAINT-HONORÉ**  
5 pièces, 5<sup>e</sup> étage, balcon, soleil, grand living, 3/4 ch.  
Eau neuf, 3.950.000 F.  
Société COMADIM  
Tél. 01.49.10.24.59 - 06.47.40.83.26

**PARIS 1<sup>er</sup>**  
VUE SUR LES JARDINS DU PALAIS-ROYAL  
77 m² sur 2 niveaux avec entrée privée. Salon, bureau, 2 chambres, 1 salle de bain. Le charme du XVIII<sup>e</sup> siècle.  
EMBRASSY SERVICE  
43, avenue Marceau - 75116 Paris  
Tél. 01.47.20.48.03 - Fax 01.47.20.34.04

Handwritten signature in a box.



## Pluie sur la Bretagne, soleil ailleurs

L'ANTICYCLONE centré sur le Danemark se décale vers la Finlande. Il protégera de nouveau une grande partie du pays jeudi. Une dégradation pluvieuse interviendra toutefois sur la Bretagne, en liaison avec la progression d'une perturbation atlantique. Le reste du pays ressentira encore les effets de l'été indien.

Jeudi, le Finistère se réveillera sous la grisaille et la pluie. Ce temps maussade se maintiendra toute la journée avec un vent de

sud à 60 km/h en rafales. Le reste de la Bretagne et la pointe du Cotentin connaîtront une journée très nuageuse, les pluies se produisant dans l'après-midi, de façon faible et intermittente. Des Pays de la Loire à la Côte fleurie et au pays de Caux, les éclaircies encore présentes le matin céderont le pas, l'après-midi, devant l'avancée nuageuse; quelques gouttes sont possibles sur l'ouest de ces régions. Le Poitou-Charentes verra également le ciel s'ennuager par l'ouest.

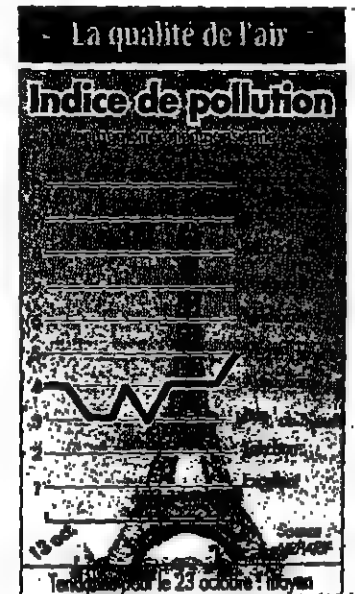
Du littoral aquitain au Centre, au Bassin parisien, à la Picardie et au Nord, le soleil prédominera encore largement, malgré quelques nuages d'altitude peu dérangeants. Sur le reste du pays, le ciel sera souvent tout bleu du matin au soir. Sur les régions du Nord-Est, il faudra cependant attendre la dissipation des nappes de brouillard localisées dans les vallées. Près de la Méditerranée, le vent marin qui soufflera modérément dans le golfe du Lion apportera un ciel bien nuageux sur le Languedoc-Roussillon. Des entrées maritimes se produiront également sur le littoral de la Provence et de la Corse, mais de façon plus discontinue, le soleil restant présent par endroits.

Les températures minimales seront fraîches sur un quart nord-est, de 2 à 4 degrés (localement -1 dans les vallées). Il fera 4 à 6 degrés de l'Artois à la région parisienne et au Massif Central, de 7 à 10 degrés près de la Manche, sur la façade atlantique et dans le Sud-Est (localement 14 sur le Finistère et sur les rivages méditerranéens). L'après-midi sera également contrasté avec 13 à 15 degrés dans le Nord-Est, 16 à 18 près de la Manche et sur l'île-de-France, 18 à 20 du Centre à la région Rhône-Alpes ainsi que près de la Méditerranée, 22 à 24 dans le Sud-Ouest (voire jusqu'à 27 degrés au pied des Pyrénées).

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



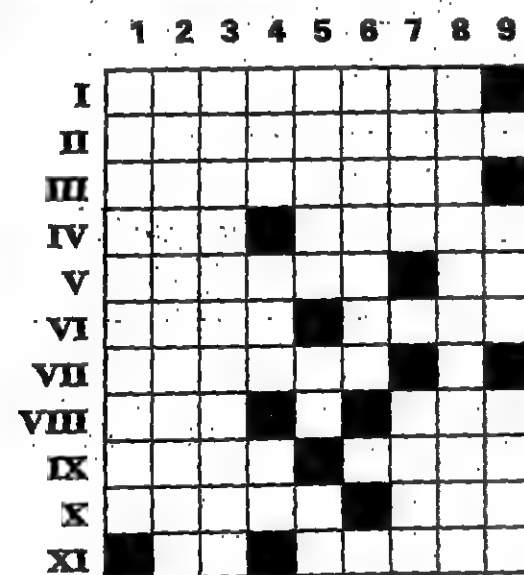
Prévisions pour le 24 octobre vers 12h00



## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6937

SOS jeux de mots : 3615 LE MONDE, tapez SOS (2,23 F/min)



**HORIZONTALEMENT**  
I. Là où l'on ne voit que dalle. - II. Pour Danton, elle venait juste après le pain. - III. Une période du primaire. - IV. Amène une réponse du même ordre. Bains, dans l'Allier. - V. Ville du Nigeria. Ne se dit plus quand

tout est cassé. - VI. Dans la main de celui qui a tiré une carotte. Pôle d'attraction. - VII. Allongée. - VIII. Conseil de détermination. Endroit de formation. - IX. Personnage biblique. En entrant, on met parfois la main sur son bec. - X. Fondateur d'un mouvement religieux. Dans un alphabet étranger. - XI. Conjonction. Une terre libre.

**VERTICALEMENT**  
1. Ceux de jaffa peuvent se voir en peinture. - 2. Quand il n'y a plus aucune chaleur. - 3. Traitait du caoutchouc. - 4. Portait les armes. Vaut dix à la belote. Note. - 5. Travailla dur. Obtenue. Peut marquer la surprise. - 6. Saint à qui l'on jeta la pierre. - 7. Répondre comme un innocent. Fait partie des espèces disparues. - 8. Qui se fait bien entendre. - 9. On y trouve des mers. Etait utilisé par ceux qui allaient au charbon.

**SOLUTION DU N° 6936**  
**HORIZONTALEMENT**  
I. Tabasser. - II. Epanouies. - III. Rostand. - IV. Et. Apnée. - V. Bran. Ira. - VI. Reg. Ossun. - VII. Ashram. - VIII. Alsé. Or. - IX. Ta. Fi. Pi. - X. Epileuses. - XI. Trentin.

**VERTICALEMENT**  
1. Térébrante. - 2. Apôtres. Apt. - 3. Bas. Agha. Ir. - 4. Antan. Riffe. - 5. Soap. Oasien. - 6. Sunnisme. Ut. - 7. Elders. Psl. - 8. Ré. Eau. Oien. - 9. Sus. I. Néris.

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Le monde	France	Europe, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 035 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

Bolletto à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements, 24, avenue de la République, 93446 Charenty Cedex - Tél. : 01-42-17-20-00.

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Je joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire \_\_\_\_\_

Signature et date obligatoires

Changement d'adresse : \_\_\_\_\_

• par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)

Remarque : Portage à domicile • Suspension vacances.

• Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.

3615 LE MONDE, code ABO.

• Par Internet 3615 code LE MONDE, accès ABO.

## LES SERVICES DU Monde

Le Monde 01-42-17-20-00

Réclamation 3615 code LE MONDE

Compétence : GO LEMONDE

Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Documentation sur microfilm ou 08-36-28-04-58

LE MONDE sur CD-ROM 01-44-08-78-30

Index et microfiches : 01-42-17-29-55

Films à Paris et en province : 08-36-68-09-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

**Le Monde** est éditée par la SA Le Monde, créée comme une société de presse et de diffusion.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gueulou, 94052 Ivry Cedex.

PRINTED IN FRANCE.

Président-directeur général : Dominique Allard

Directeur général : Gérard Morin

133, avenue des Champs-Élysées, 75009 Paris Cedex 08

Tél. : 01-44-43-76-00 ; fax : 01-44-43-77-30

## PARIS EN VISITE

Vendredi 25 octobre

■ **MONTMARTRE** (50 F), 10 h 30 et 15 heures, sortie du RER Port-Royal (Paris passé, présent).  
■ **LE PANTHÉON** (50 F + prix d'entrée), 10 h 30, devant l'entrée côté place du Panthéon (Odysée).  
■ **PASSAGES COUVERTS DU SENTIER** : 2<sup>e</sup> parcours (50 F), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Paris autrefois).  
■ **MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : la sculpture italienne, 11 h 30 ; L'Autoportrait de 1660, de Rembrandt, 12 h 30 ; les tapisseries du Moyen Âge et de la Renaissance, 14 h 30 (Musées nationaux).  
■ **LA COUR DE CASSATION** (50 F), 14 h 15, dans la cour de

Mal, par le 6, boulevard du Palais (Tourisme culturel).  
■ **LE CIMETIÈRE DE PICPUS** (45 F + prix d'entrée), 14 h 30, angle de l'avenue de Saint-Mandé et de la rue de Picpus (Monuments historiques).  
■ **DE CLICHY** à l'ancien village des Batignolles (50 F), 14 h 30, angle de la place Clichy et de la rue d'Amsterdam (La Parisienne).  
■ **DU QUARTIER DU VAL-DE-GRACE** à Saint-Jacques du Haut Pas (50 F), 14 h 30, sortie du RER Port-Royal (Paris pittoresque et insolite).  
■ **MUSÉE CLEMENCEAU** (55 F + prix d'entrée), 14 h 30, 8, rue Franklin (Mathilde Hager).  
■ **MUSÉE DE L'ORANGERIE** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, accueil du musée (Institut culturel de Paris).  
■ **GRAND PALAIS** : exposition « Nara, trésors bouddhiques du Japon ancien » (50 F + prix d'en-

trée), 15 heures, devant l'accueil des groupes (Christine Merle).  
■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Restauration du passé).  
■ **LA MONTAGNE SAINTE-GENEVIÈVE** (45 F), 15 heures, devant l'église Saint-Etienne-du-Mont (Monuments historiques).  
■ **MUSÉE RODIN** : exposition « Marbres de la collection Thyssen » (55 F + prix d'entrée), 15 heures, 77, rue de Varenne (Paris et son histoire).  
■ **LE QUARTIER DAUMESNIL** (40 F), 15 heures, 130, avenue Daumesnil (Approche de Van).  
■ **LE QUARTIER DU PETIT-MONTROUX** (45 F), 15 heures, sortie du métro Mouton-Duvernet (Monuments historiques).  
■ **LA RUE DU BAC** (50 F + prix d'entrée), 15 heures, sortie du métro Rue-du-Bac (Didier Bouchard).

## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **BILLETS D'AVION**. Les compagnies aériennes United Airlines (américaine) et British Airways (britannique) et la compagnie IBM vont travailler ensemble à la mise au point de billets d'avion électroniques. Les deux transporteurs souhaitent utiliser ce système sur leurs vols à destination de l'Europe, de l'Amérique latine et de l'Asie. - (Bloomberg.)  
■ **CAMBODGE**. Le Cambodge et la Birmanie ont signé un accord destiné à favoriser les échanges touristiques entre les deux pays et à établir des liaisons aériennes

entre Phnom Penh et Rangoun dès le début de l'année prochaine. - (AP)  
■ **TRANSMANCHE**. La compagnie maritime suédoise Stena va suspendre pendant l'hiver les rotations de son monocoque à grande vitesse Pegasus entre Dieppe et Newhaven. Un car-ferry classique, le Stena Antrim, d'une plus grande capacité, mais deux fois moins rapide, assurera la liaison à partir du 28 octobre. - (APF)  
■ **PAYS-BAS**. A compter du 27 octobre, la compagnie néerlandaise KLM effectuera un vol quotidien aller et retour entre Amsterdam et Bologne (Italie). - (AP)  
■ **INDONÉSIE**. D'après une étude du ministère du tourisme d'Indonésie, les visiteurs étrangers sont

entre Phnom Penh et Rangoun dès le début de l'année prochaine. - (AP)  
■ **TRANSMANCHE**. La compagnie maritime suédoise Stena va suspendre pendant l'hiver les rotations de son monocoque à grande vitesse Pegasus entre Dieppe et Newhaven. Un car-ferry classique, le Stena Antrim, d'une plus grande capacité, mais deux fois moins rapide, assurera la liaison à partir du 28 octobre. - (APF)  
■ **PAYS-BAS**. A compter du 27 octobre, la compagnie néerlandaise KLM effectuera un vol quotidien aller et retour entre Amsterdam et Bologne (Italie). - (AP)  
■ **INDONÉSIE**. D'après une étude du ministère du tourisme d'Indonésie, les visiteurs étrangers sont

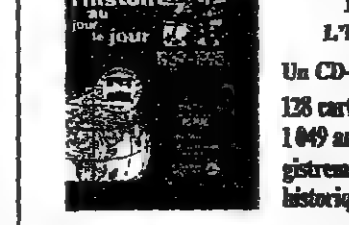
## Jeu

Gagnez le Concours 1996 !

Testez vos connaissances littéraires et gagnez des livres...

3615 LEMONDE

## Le Monde



## CLIQUEZ... POUR ENTRER DANS L'HISTOIRE

L'Histoire au jour le jour 1939-1995

Un CD-ROM produit par Le Monde et IDM

128 cartes détaillées, 254 photos d'époque, 1 049 articles, 231 « une » du Monde, 57 enregistrements sonores historiques, 19 429 dates historiques.

En vente au Monde, 21 bis, rue Claude-Bernard, 75005 Paris

Sur Minitel 3615 LEMONDE - Grandes surfaces - Compatible Mac/PC 400 F TTC



# M M O B I L I T É

## NEUF ET RÉSIDENTIEL

### LE MARCHE, LES CONSEILS DE LA FNPC

**1996 : NETTE AMÉLIORATION DES VENTES DE LOGEMENTS NEUFS**

Le 1<sup>er</sup> semestre 1996 marque une amélioration sensible de la commercialisation des logements neufs avec 34.384 ventes contre 29.406 ventes réalisées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 1995, ce qui représente une augmentation de 18 %.

Cette amélioration a été particulièrement nette dans la région Centre + 56 %, en Ile-de-France + 44 %, en Bourgogne + 36 %, en Bretagne + 35 %.

Les ventes enregistrées par les Chambres syndicales régionales de la FNPC pour le 3<sup>e</sup> trimestre 1996 confirment cette tendance : + 13 % de ventes de logements neufs en Ile-de-France par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 1995, + 29 % dans la région lyonnaise, + 80 % sur Lille.

Ce mouvement de reprise s'explique par la fin de l'attente électorale de 1995, par la baisse significative des taux d'intérêt des prêts immobiliers aux acquéreurs, par le succès du prêt à taux zéro pour l'accession à la propriété et, plus récemment, par la mise en place de l'amortissement Périérol pour l'investissement locatif.

S'agissant des bureaux, les autorisations de construire et les mises en chantier ont cessé de chuter et se stabilisent à 2.500.000 m<sup>2</sup> ; des besoins commencent à se faire sentir sur certains créneaux du marché.

Raisonnement optimiste, Jean Diaz, le Président de la FNPC, estime que l'année 1996 devrait connaître un niveau de vente de logements neufs au moins égal, voire sensiblement supérieur, à celui de 1994, qui s'était établi à 72.500 unités.

### PARIS RIVE DROITE

#### Opéra

**Viennese Opéra**  
4951, rue Viennese.  
Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS  
Tél.: 01.45.49.52.52.

De studio en 4 pièces.  
Prix : 25.200 F le m<sup>2</sup> moyen.

Au cœur du quartier de la Bourse et de l'Opéra, à quelques pas de Drouot, il est la preuve des arts d'association des dynamismes des affaires, se dresse l'élégante façade de Viennese Opéra. 31 appartements, confortables et lumineux, de studio jusqu'à 4 pièces, à l'appartement familial de 5 pièces, ils sont accessibles par un hall particulièrement soigné.

Bureau de vente sur place 49 rue Viennese, Paris 2<sup>e</sup>.  
Tél.: 01.45.49.52.52.

#### Residence Saint-Martin

61, rue Bichat.  
Nouveau programme.  
Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION  
Tél.: 01.46.83.32.00.  
7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Téléphonez tout de suite au 01.46.83.32.00 pour faire partie des privilégiés ! Profitez des nouvelles mesures fiscales ! 18.900 F le m<sup>2</sup> moyen, taxes parking.

Une superbe résidence de 28 appartements seulement, de studio en 5 pièces, à proximité du Canal Saint-Martin et de l'Opéra du Nord. Une architecture raffinée pour une belle façade en cachet parisien, avec de nombreux balcons ou terrasses côté jardin ou côté rue. Position particulièrement unique, Label Promoteur Constructeur. Bureau de vente : angle rue Bichat et Quai de Jemmapes ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

#### Residence Voltaire

Rue des Nautons / rue Condillac.  
Réalisation et Commercialisation : STIM BATIN Ile-de-France Immobilier Beaugrenier Immobilier, 150, route de la Reine 92513 Boulogne-Billancourt  
Renseignements et ventes : 01.47.12.54.44.

Idéal investissement/Rentabilité élevée garantie : du studio en 2 pièces.  
Studio à partir de 370.000 F et 2 pièces à partir de 690.000 F.

Au cœur du 11<sup>e</sup> arrondissement, cette résidence pour étudiants située à proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locatifs garantis. Rentabilité élevée. Consultez sur les nouvelles mesures fiscales, aménagement "Périérol".  
Tél.: 01.47.12.54.44.

#### 62, rue Saint-Denis

Réalisation : SEFIMA 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris  
N° Vert : 0800.33.59.00.

33 appartements. Du studio en 5 pièces. 29.500 F le m<sup>2</sup> moyen. Ex.: 5 pièces 138,00 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> étage 3.990.000 F taxes parking.

Entre Vieux-Montmartre et Trudaine, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 10<sup>e</sup> arrondissement, à deux pas de la rue de la Pompe et du lycée Janssens-de-Sailly, 2 petites résidences neuves. De belles prestations pour de très beaux appartements. Parking en sous-sol. Renseignements et ventes : tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche. 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris - N° Vert : 0800.33.59.00.

#### 46, rue de Longchamp

Réalisation : COREVA 4, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS  
Tél.: 01.44.17.39.20.

22 logements du studio en 6 pièces.  
A partir de 27.500 F le m<sup>2</sup>. Livraison 1<sup>er</sup> semestre.

Au cœur du prestigieux quartier Trudaine-Montmartre, une résidence de classe, aux prestations raffinées. Pour quelques privilégiés seulement. Plans personnalisés et prestations à la demande. Renseignements et ventes : COREVA, du lundi au vendredi de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h, 4, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris - Tél. 01.44.17.39.20.

#### Villa Boileau

83, rue Boileau.  
Réalisation : SIMVEST 18, rue Chartrain 92200 Neuilly  
Tél.: 01.47.47.45.55.

8 appartements du studio en 56 pièces, duplex, caves, parking. 29.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

Une petite résidence dans une rue typique et calme du Village d'Austral, bordée d'immeubles résidentiels et de villas. A 200 m de l'Avenue de Versailles, son marché et ses commerces de proximité. Proche des écoles, lycées et sorties de Paris. Balcons, terrasses et jardins. Prestations lumineuses (garage de nuit, caves, volets roulants électriques, portes blindées, vitrophes).

SIMVEST - Tél. 01.47.47.45.55, du lundi au vendredi.

### NEUF ET RÉSIDENTIEL

CEST LA QUALITÉ MERGREDI

PARIS JEUDI

### PARIS RIVE GAUCHE

#### 14<sup>e</sup> arrondissement

**Proche Alma**  
Avenue du Général Leclerc.  
Réalisation : FONCIÈRE SATIS Groupe SUEZ 216, bd Saint-Germain 75007 PARIS  
Tél.: 01.45.49.52.52.

De 2 pièces en 4 pièces duplex.  
21.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

Dans le quartier animé et agréable d'Alma, 4 appartements sont en charge d'être livrés d'une rue diagonale. Livrables : immédiats. Renseignements et ventes : tél. 01.45.49.52.52.

#### 15<sup>e</sup> arrondissement

**14, rue Boétie Drouot**  
Réalisation : COREVA 4, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS  
Tél.: 01.44.17.39.20.

11 logements du 2 pièces en 45 pièces.  
Prix de lancement à partir de 19.000 F le m<sup>2</sup>.

Dans une rue calme à 100 m. du métro Drouot, quelques appartements modernes et lumineux, avec de très belles terrasses plantées d'arbres matures.

Livraison immédiate. Bureau de vente sur place les mardi, jeudi et samedi de 14 h à 19 h.  
Tél. 01.44.17.39.20.

#### Villa Marmont

107100, rue de l'Abbé Groult.  
Un programme superbe à découvrir absolument.  
Réalisation : FRANCE CONSTRUCTION  
Tél.: 01.46.83.32.00.  
7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Projet de deux nouvelles constructions. Prix à partir de 23.500 F le m<sup>2</sup> hors parking et dans le cadre du stock disponible. Châssis le meilleur du 15<sup>e</sup> arrondissement ! A deux pas du métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins latéraux : 47 appartements de studio en 5 pièces duplex avec caves et parking en sous-sol et 6 maisons de ville de 5 et 6 pièces. Le tout en cœur d'un véritable quartier parisien.

Bureau de vente ouvert sur place : lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

#### 14, rue de l'Abbé Groult

Réalisation et Commercialisation : STIM BATIN Ile-de-France Immobilier Beaugrenier Immobilier, 150, route de la Reine 92513 Boulogne-Billancourt  
Renseignements et ventes : 01.47.12.54.44.

17 logements du studio en 5 pièces.

Au cœur du 15<sup>e</sup> arrondissement, dans une rue calme, à proximité de la Place de Commerce, cette résidence de standing, conçue comme, confort et sécurité. Consultez sur les nouvelles mesures fiscales, aménagement "Périérol".  
Tél.: 01.47.12.54.44.

### RÉGION PARISIENNE

#### 94 Vincennes

**Privilège**  
Angle rue des Vignettes et rue du La Reine Vincennes.  
Réalisation : SEPTIMA 40, avenue Raymond-Poincaré - 75116 Paris  
N° Vert : 0800.33.59.00.

Studio en 3 pièces avec balcon, jardin en terrasse. Prix à partir de 19.900 F le m<sup>2</sup>. Livraison : octobre-novembre 1996. Profitez des avantages fiscaux de cette étude.

A quelques pas du bois, dans le meilleur de Vincennes, à 100 m du métro Mairie, un petit immeuble de standing de 4 étages en pierre avec de belles prestations : hall d'entrée en marbre, vitrophes, volets électriques.

Bureau de vente et sur place : 40, rue des Vignettes. Ouvert lundi de 14 h à 19 h et du jeudi au dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Tél.: 01.47.74.62.81.

### PARIS

#### 6, rue de la Paix :

Un investissement sûr, la qualité de l'exceptionnel

500 mètres de la Place Vendôme, la merveille prestigieuse aux façades de 1825.

L'investissement de studio intérieur, privé.

Des appartements de très haute qualité, du studio au 4 pièces, à partir de 200 000 F.

En propriété, pour vous procurer de la sérénité de 600 m<sup>2</sup> de jardin, 3 salles de bains.

GEORGE V Immobilier

N° Vert 0 800 006 002

سكانة 1440



REPRODUCTION INTERDITE

# IMMOBILIER

## VENTES APPARTEMENTS VENTES

**1<sup>er</sup> arrondissement**  
MARCHÉ ST-HONORÉ  
5 p., 105 m² + service  
2 500 000 F. IP :  
01-48-85-13-33

AVENUE DE L'OPÉRA  
Imm. de caractère  
Studio, 43 m², refait neuf,  
cuis. équipée + électro-  
ménager neuf, s. de b.  
W.C. séparé - 1 300 000 F.  
GÉRER 01-42-65-03-03

**2<sup>e</sup> arrondissement**  
MONTORGUEIL, 3 p.  
de caractère, poutres, 68 m²  
1 700 000 F. à débattre.  
IP : 01-48-85-13-33

**3<sup>e</sup> arrondissement**  
MARNAIS 1<sup>er</sup> ét. sur cour  
appt caractère 170 m²  
(2 chbres.) Luxueuses  
prestations, asc., park.  
Prix : 3 750 000 F.  
Immosoul : 01-43-45-55-55

3, RUE DE MONTMORENCY  
studio de caractère 47 m²  
+ mezzanine, 800 000 F.  
IP : 01-48-85-13-33

**4<sup>e</sup> arrondissement**  
ILE-SAINT-LOUIS  
Gd 2 p. d'exception, 75 m²  
plateau décoré Louis XIV  
2<sup>e</sup> ét., soléil, jardin.  
HSP 350 04-43-25-57-57

Revisitez 2 p. en  
duplex de hôtel particulier.  
Tél : 01-42-75-54-33

**2 P. CARACTÈRE**  
Cheminée, poutres - 870 000 F.  
AIM : 01-59-01-99-01

**5<sup>e</sup> arrondissement**  
LUXEMBOURG beau studio  
av. Mezzanine ascot. à chbr.  
bon ét., cuisine, parking.  
545 000 F. 01-43-25-57-16

CLAUDE BERNARD bon  
imm. revêlé, 2 p. vue dégagée.  
bon état, cuisine, chbr.  
cette exposition, asc.  
940 000 F. 01-43-25-57-16

GAY-LUSSAC, imm. p. de  
Paris 2/3 p., à rénover. Vue  
dégagée soléil, 4<sup>e</sup> ét., asc.  
960 000 F. 01-43-25-57-16

**SAINT-MICHEL 5 P.**  
124 m², étage élevé, soléil,  
asc. - 01-43-59-14-05

**PANTHÉON, p. de l., ét. élevé,**  
8 p., 155 m², balc. chf. indk.  
chng. min. - 01-43-35-18-36

**6<sup>e</sup> arrondissement**  
VAVIN Beau, pierre de l.  
5<sup>e</sup>, asc., 3/4 p. balc., terrasse  
2 580 000 F. N.E.  
01-43-25-32-58

ST-ANDRÉ DES ARTS  
Imm. XVIII<sup>e</sup> revêlé duplex  
av. terrasse soléil, + 1 chbr.  
parfait ét., cuisine, chame.  
1 450 000 F. 01-43-25-57-16

**THÉÂTRE DE L'ODÉON**  
Imm. caractère 3 p., 113 m²  
chame, cuisine, chbr., 3<sup>e</sup> ét.  
bel emplacement, parfait  
état. 01-42-42-40-01

CHERCHÉ-MIDI  
beau 2 p., 46 m² en ét.  
chame. Pdt, cheminée.  
Prix : 1 100 000 F.  
Tél : 01-42-84-29-28

VAVIN, anc. 3<sup>e</sup> ref., 4<sup>e</sup> ét. pl.  
sud calme, 2 p., 30 m², id. ét.  
ou invest. 01-43-35-18-36

DUROC 3 P. 67 m², 3<sup>e</sup> et  
dernier ét. Bon état, soléil.  
PARIS SEINE 01-45-44-65-00

CHERCHÉ-MIDI - 2 P.  
50 m², soléil, cuisine, asc.,  
balc.  
PARIS SEINE 01-45-44-65-00

CHERCHÉ-MIDI - 30 m²  
3<sup>e</sup> asc., bon plan, bon état.  
PARIS SEINE 01-45-44-65-00

**VARENNE**  
Triple réception 4 chbres  
verdures, cuisine, 5 900 000 F.  
01-45-67-09-09

7<sup>e</sup> - AV. DE BRIEUIL  
appt 125 m², 5 p., chame  
3 950 000 F. 01-43-25-57-16

VANNEAU-LAUNEC  
RÉCENT, 2<sup>e</sup> étage,  
studio 25 m² + 4 m² cave,  
l'éd. plac. à terr. 630 000 F.  
pos. park. - 01-42-80-77-00

St-François-Xavier, beau 4 p.  
85 m², asc. - 1 980 000 F.  
PARIS SEINE 01-45-44-65-00

SOLPERINO 2 P. 58 m² ref. nt.  
Imm. p. de l. - 1 980 000 F.  
AIM 01-42-80-77-00

LA BOURDONNAIS 4 P.  
120 m², 2 ch., bon état,  
pièce de l. - 01-43-59-14-05

FRANKLIN-ROOSEVELT  
A soléil, 3 p., 60 m², 5<sup>e</sup> ét.  
asc. Beau p. de l.  
1 250 000 F. - 01-42-68-38-53

**2/3 P., 57 m²**  
dern. bel imm. ancien  
cuisine, chame. 940 000 F.  
Tél : 01-42-80-77-00

MP TRINITE  
très beau 5/6 P. en duplex  
dans bel imm. pierre de l.,  
2 balc., chbr., cuisine, terrasse  
2 480 000 F.  
01-46-09-14-78

AVENUE TRUDAINE  
Imm. p. de l., chame 63 m²,  
parquet, cheminées, 5<sup>e</sup> asc.  
Balc. Soléil. 1 150 000 F.  
01-42-80-77-00

**10<sup>e</sup> arrondissement**  
REPUBLIQUE (Près de)  
Imm. Hausmannien, p. de l.  
Parfait état. Soléil.  
120 m², 5 p., 4<sup>e</sup> ét.,  
cuis. équipée, balcon - 2,1 MF.  
Tél. 06-08-09-10-11 ou  
après 20 h 01-42-39-20-39

**11<sup>e</sup> arrondissement**  
ROQUETTE Imm. 1973  
2 P. + PARKING  
AIM 01-53-01-99-01

2 P. 248 000 F  
SHO, 25 m², 3<sup>e</sup> ét. ascour.  
AIM 01-53-01-99-01

**12<sup>e</sup> arrondissement**  
7 P. TERRASSES  
entre BASTILLE et VIADUC  
cuisine, asc., penthouse, 5 ch.  
6 200 000 F. Paris.  
01-43-44-01-90

LIMITE PARIS 12<sup>e</sup>  
8/7 p., 185 m², 2 500 000 F.  
5/6 p. étand, 145 m² + terras.  
2 800 000 F. IF 01-48-85-13-33

10<sup>e</sup> et dernier étage, très beau  
2 P., confort, terrasse  
arborée 20 m² sans vie à vie.  
Prix intéressant.  
Tél. 01-44-75-37-58

2 P. 585 000 F  
AIM 01-53-01-99-01

**13<sup>e</sup> arrondissement**  
BUTTE AUX CAILLES Blvd.  
Mich., a. d'eau, m. r. cuisine, chbr.  
340 000 F. 01-43-25-57-16

BUTTE-AUX-CAILLES  
Imm. récent, appt rénové  
2 p., balc., cuis. 770 000 F.  
3 p., balc., cuis. 950 000 F.  
4 p., balc., cuis. 1 320 000 F.  
Cave et parking inclus  
velux mar. Juss., ascot.  
14 heures-18 heures  
208, rue de Tolbiac.  
Métro Convent.  
SEFIMA 01-45-80-02-07

André d'Artis 185 m²,  
19 000 F/m², 4 chbres, 3 balc.,  
état et qualité exceptionnelle,  
près Montsouris, asc., soléil.  
HK 01-47-47-86-87

PTE ITALIE d'Orléans 4 p.,  
73 m², gd chf. soléil, park.  
780 000 F. 01-44-24-25-82

**BUTTE AUX CAILLES**  
PTE MAISON + JARDIN  
1 850 000 F. - 01-46-26-26-26

MAISON-BLANCHE récent, 9<sup>e</sup> ét.,  
3 p., 55 m², ascot. ét. CALME  
940 000 F. - 01-44-24-25-82

**14<sup>e</sup> arrondissement**  
P. Montsouris, site 45 p.  
sans vie à vie 110 m² + m.  
trancher, FNR : 01-43-35-18-36

MONTSOURIS ré. étand. gd  
stud. av. balc. affrd., cuisine  
clair, soléil, ét. élevé asc.  
890 000 F. 01-43-25-57-16

3 p. à DENFERT, 3<sup>e</sup> ét., confort  
tr. calme. Petites charges.  
850 000 F. Syndic :  
01-40-47-57-82

Dentier, site stud. 33 m², 590 000  
Denfert anc., 2 p., 40 m², 680 000  
Montparnasse, stud. park., 682 000  
Montparnasse, 3 p., parking  
1 650 000 F. 01-43-35-18-36

ALPHONSE DAUDET  
Dile sél. + cuisine, soléil  
rangement. P. d. l., 2<sup>e</sup> asc.  
1 180 000 F. 01-42-79-86-76

PRÈS PLACE CATALGNE  
Imm. récent, 1993, standing,  
beau 3 P. il chf. park.  
en sous-sol - 1 600 000 F.  
NOTAIRE  
01-44-85-45-54

P. Montsouris, anc. 58 p.  
4 chbr., 148 m², jardins, chame,  
chf. indk. - 01-43-35-18-36

ALESIA p. d. l. 80 m², 1<sup>er</sup> chbr.,  
2 chbres, très bon état, chf.  
ind. Urgent - 01-43-35-18-36

**15<sup>e</sup> arrondissement**  
M<sup>e</sup> Duplex. Studio sur verdures  
de bel immeuble ancien  
ensoleillé, cuisine. 350 000 F.  
Syndic 01-40-47-57-82

RUE MONTAUBAN  
Rue calme, petit imm.  
récent, 2<sup>e</sup> ét. affrd. VRAI  
3 P. 73 m² gd cuis., 2 chbr.  
a. de bne, W.C. séparé, range-  
ments. Très bon état  
chf. indk. 1 475 000 F.  
Tél : 01-45-80-15-44

**CHARLES-MICHEL**  
Part. vend beau 2 p., 50 m²  
cuisine, w.c., W.C. cave, étage,  
2<sup>e</sup> étage, soléil, 300 000 F.  
Tél : 01-45-80-15-44

MP BR-HAVEN  
+ La Brie-Sens -  
88 m² + 17 m² balc., 4<sup>e</sup> ét.,  
sél. chbr. affrd.,  
cave, park. 2 300 000 F.  
GÉRER 01-42-85-03-03

**16<sup>e</sup> arrondissement**  
AUTREUIL, CHAMBRES DS  
QUARTIER  
calme, idéal étudiant ou  
investisseur, 4<sup>e</sup> ét., confort.  
225 000 F. Déduction fiscale  
pos.  
26 000 F/m². 01-47-48-37-16

MAISON DE LA RADIO.  
Avenue de Versailles, studio  
23 m² de imm. bourgeoise,  
7<sup>e</sup> ét., asc.,  
cuisine. 380 000 F.  
42 000 F/m². 01-47-48-37-16

**AUTEUIL 2/3 P.**  
9<sup>e</sup> ét. sur aqueduc.  
Confort, soléil. - 1 850 000 F.  
Tél : 01-45-80-15-44

ASSOMPTION 5 P.  
85 m² duplex, dern. étage, asc.,  
chf. bon état.  
Tél : 01-43-59-14-05

POMPE JANSOIN, bel ancien,  
330 m², studio + service  
6 800 000 F. - 01-45-80-15-44

**19<sup>e</sup> arrondissement**  
BUTTES-CHAUMONT  
Beau 2 p., 50 m², 5<sup>e</sup> asc.  
Superbe p. de l., vue  
soléil, verdure  
750 000 F. - 01-42-55-36-53

**93 Seine-St-Denis**  
VILLETTE - 10<sup>e</sup> de Poissy.  
F 2 51 m² au 4<sup>e</sup> dans ple  
résidence calme de 5 ét. Expo.  
sud-ouest, sél. 25 m², cuisine  
nouveau sur loggia 8 m²,  
cave, ascenseur, interphone.  
Park. privé souterrain.  
Prix 440 000 F. - 01-43-83-71-25

**94 Val-de-Marne**  
DUPLIX  
JONVILLE-LE-POINT  
AV. FOCH 10<sup>e</sup> RER  
UNIQUE TRIPLEX  
A AMÉNAGER  
80-120 et 180 m²  
Px à partir de 550 000 F  
Pptaire 01-42-65-11-66

**95 Val-d'Oise**  
Villiers-le-Bel F 3, sél., 2 chbres,  
a. de b., gd rangement,  
cuis. équipée avec électro-  
cuis. parking.  
Prix 370 000 F. - 01-39-88-88-15

**Province**  
(85) 100 m plage, Guidel  
(7 km Lorient)  
P1 studio meublé  
Pense. Loyer à la semaine  
100 000 F à débattre.  
Tél. 03-44-61-93-44

**MAISONS**  
VENTES  
93. PAVILLONS SSSBOIS  
Maison d'arch. 250 m²,  
hab. + jardin, 2 500 000 F.  
IP : 01-42-85-13-33

SEDAN (Ardennes)  
Belle maison  
bourgeoise,  
prox. centre, type F8,  
co. fuel, caves voûtées,  
garage 4 v.,  
grande cour privative  
à usage bureau.  
850 000 F  
à débattre.  
Rens. 03-24-29-04-18  
après 19 heures

**APPARTEMENTS**  
ACHATS  
INTER PROJETS rach.  
sur Paris et Est parisien  
VOLUMES ATYPIQUES  
A LOUER OU A VENDRE.  
01-42-83-45-48

Rach. URGENT 100 à 120 m²  
PARIS. Paléonement comptant  
chez notaire. 01-48-73-48-07  
PARIS SEINE Immobilier,  
spécialiste du 9<sup>e</sup> et  
7<sup>e</sup> arrond.  
rach. pour sa client. APPART.  
tous arr. 01-45-44-65-00

## IRLANDE - LA RIVIERE MOY

Occasion exceptionnelle d'acquies une zone de pêche bien entretenue  
sur une rivière à saumons de renommée internationale.  
Deux kilomètres de pêche autorisée sur les deux rives.  
En moyenne sur cinq ans : 647 saumons par an.  
Renseignements : LANGLEY-TAYLOR  
10 Great Street, Edimbourg EH3 7TN, ECOSSE  
Tél : (00 44) 131 220 0576 Fax : (00 44) 131 220 0580  
ou : JACKSON-STOPS & McCABE  
51 Dawson Street, Dublin 2, IRLANDE  
Tél : (00 353) 1 577 1177 Fax : (00 353) 1 671 5156

## LOCATIONS

### LOCATIONS OFFRES

EXELMANS P.d.L. 2/3 p.  
calme, soléil, 4<sup>e</sup> ét., asc.,  
parf. état, 5 500 F ch.  
comp. 01-43-25-57-16

DENFERT-ROCHEREAU  
Imm. anc., 3 p., ref. nt, bon  
plan, tr. clair, 4 500 F  
ch. comp. 01-43-25-57-16

GAY-LUSSAC Imm. P.d.L.  
2 p., ref. nt, bon plan, tr. clair,  
parquet moul., cheminée  
4 500 F ch. 01-43-25-57-16

CHATELET, 4/5 p.,  
imm. haussmannien, 3<sup>e</sup> ét.  
Très gd standing, 21 000 F  
ch. comp. 01-42-71-49-70

MADEIRNE, 130 m²,  
superbe appart. 4 p., parf.  
état, 3,20 m aplaf., parquet  
cham. 13 000 h. ch.  
01-42-85-36-53

XIP PRÈS BONS, 3 P., 88 m²,  
récent stand., bon état,  
box, 6 280 + ch.  
01-43-81-88-38

**S/PARC MONCEAU**  
7/8 p. en DUPLEX 320 m².  
EMBASSY - 01-47-20-30-05

XV<sup>e</sup> proche Montparnasse,  
100 m² au dixième et dernier  
ét., 2 grandes balc., gd  
lumineux, pas de vie à vie,  
un dble livr. deux ch., un  
cave sur jard. priv. une a.de  
bne, une a. d'eau, toilette  
sép., nombreux plac.,  
une cave, un box fermé,  
11 000 F. charges comprises.  
01-45-85-58-55

94. FRESNE Fr. 71 m²,  
900 m RER, accès direct  
ORLY-ROISSY, 4 000 F + ch.  
Libre le 01-71-98.  
Tél : 01-46-88-70-84

## IMMOBILIER D'ENTREPRISE

VOTRE SIÈGE SOCIAL  
DOMICILIATIONS  
et tous services 01-43-55-17-80

XV<sup>e</sup> Saussure à louer  
bureaux 500 m² + 200 m²,  
accès direct parking.  
Tél : 01-44-54-21-66

**18<sup>e</sup> CHAMPIONNET**  
local 77 m² s/jardin  
imm. neuf. - 42-71-23-30

### LOCATIONS DEMANDES

**DE CIRCOERT**  
Associates  
Recherche appartements  
meublés de qualité,  
Paris et région parisienne  
pour clientèle internationale  
01-47-53-66-38

Collaborateur du journal  
« Le Monde » cherche studio  
tout équipé, 20 m², secteur  
République, Bastille, Les  
Halles, Belleville, prix environ  
2 000 F charges comprises.  
Tél : 01-39-89-81-05  
01-42-17-28-48

Cpte 90KFmole rech. 5 p.  
ou 4 + 1 balcon ou terrasse,  
ouest Paris/belle, cuisine,  
pratique. 10KFmole co. env.  
Tél : 01-39-89-81-05

**MASTER GROUP**  
47, r. Vaneau, 75007 Paris.  
rech. appart. vide ou meublé,  
toutes surfaces pour  
CADRES BANQUES  
ET GRANDES SOCIÉTÉS  
01-42-22-98-70

Métro Ségur  
chambre aménagée, équipée  
et meublée, 7<sup>e</sup> ét., asc.,  
cuisine, douche, wc,  
branchement téléph., câble.  
2 800 F loc. part. à part.  
01-45-87-92-81

Particulier loue chambre  
2 p. meublé, décoré, kitchen  
compl., par. a. de bne, wc, très  
calme, chbr., asc., tél., interph.,  
cave, les vases, et access.  
4 000 F cc. tél. soir :  
01-42-80-04-77 pr vis.

Particulier loue chambre  
2 p. meublé, décoré, kitchen  
compl., par. a. de bne, wc, très  
calme, chbr., asc., tél., interph.,  
cave, les vases, et access.  
4 000 F cc. tél. soir :  
01-42-80-04-77 pr vis.

**PREBAIL**  
Spécialisé en LOCATIONS  
D'APPARTEMENTS  
1 500 transactions par an,  
10 négociateurs performants,  
recherche  
appts ou maisons à louer  
PARIS PROCHE BANLIEUE.  
Estimation gratuite,  
gestion et garantie de loyers  
possible.

PREBAIL 40-16-38-50  
**EMBASSY SERVICE**  
43, av. Marceau, 75116  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPART.  
HAUT DE GAMME  
HOTEL PARTICULIER  
à VILLAS OUEST Paris  
VIDES et MEUBLES  
GESTION POSSIBLE  
01-47-20-30-05

Chaque semaine retrouvez  
notre rubrique

## IMMOBILIER

PROFESSIONNELS :  
130 F HT la ligne

PARTICULIERS :  
LOCATION  
603 F TTC 5 lignes  
2 parutions

VENTE  
904 F TTC 5 lignes  
3 parutions

Pour vos annonces  
contactez le :  
01 44 43 77 40

Paiement possible  
par carte bleue

Dernier délai : mardi, 12 heures

## PARIS VIème

6, rue du Pont de Lodi

Entre la rue Dauphine  
la rue des Grands Augustins



Meunier Promotion

va mettre en vente quelques appartements dans 2 immeubles d'exception.

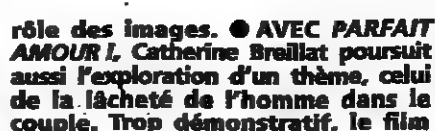
Vous pouvez nous appeler au 01 49 10 39 00  
ou nous adresser votre carte de visite à :

**PM Patrice Musy**  
249, av. le Jour de Lève  
92100 Boulogne

**MEUNIER**  
GROUPE BNP



**CINÉMA** Sans que son scénario ne trahisse les idées de la célèbre série, *Mission : Impossible*, de Brian De Palma, affirme son originalité et prolonge la réflexion du réalisateur sur le



s'avère décevant. ● DANS UN ENTRETIEN, Naguib Mahfouz, Prix Nobel de littérature, évoque l'importance du cinéaste Youssef Chahine dans la culture arabe.

**Mission : Impossible.** En adaptant la célèbre série télévisée des années 60, le réalisateur américain livre un film très personnel, où l'image devient un personnage à part entière. La vérité des agents secrets ne se situe plus dans l'action

**Film américain de Brian De Palma.** Avec Tom Cruise, John Voight, Henry Czerny, Emmanuelle Béart, Jean Reno, Ving Rhames, Kristin Scott-Thomas, Vanessa Redgrave. (1 h 50.)

Adapté de la série homonyme diffusée sur le petit écran à la fin des années 60, *Mission: Impossible* constitue, après *Les Incorruptibles*, la seconde incursion de Brian De Palma dans un genre de plus en plus prisé aujourd'hui par Hollywood, consistant à donner une forme décadente des feuilletons d'espionnage dans laquelle la popularité n'est toujours pas démentie. *Mission: Impossible*, le film, est une réussite d'autant plus grande que le scénario de David Koepf et Robert Towne suit pratiquement à la lettre les principaux partis pris de la série : le document informant Jim Phelps de la mission assignée à lui et à son équipe et qui s'auto-détruit dans les cinq secondes, la musique emblématique de Lalo Schiffrin, accompagnée de la célèbre allumette peu à peu consumée, la composition de la MIF (Mission Impossible Force), savant dosage entre hommes et femmes dont l'assemblage des compétences rôlé la perfection.

**INTERPRÉTATION DES IMAGES**  
 Pourtant, *Mission : Impossible* est indubitablement un film de Brian De Palma. La position d'Ethan Hunt, le jeune loup de la MIF, qu'interprète avec beaucoup de conviction Tom Cruise, est identique à celle théorisée dans les films précédents de De Palma, *Blow Out*, *Body Double* et *Qu-*



trages: un homme est obligé d'assister au meurtre d'une femme par un psychopathe. *Mission: impossible* est encore plus loin: c'est par écran vidéo interposé qu'Ethan Hunt est le témoin impuissant de l'élimination de toute son unité, lors d'une mission à Prague où elle devait récupérer des mains-d'œuvre espionne disquette contenant la liste des agents américains en Europe cen-

naires est, durant tout le film, introspective, toute guidée vers une réinterprétation des images dont il a été témoin, afin de mieux saisir ce qu'il n'a pas vu ou mal vu. En l'occurrence, la présence d'une seconde équipe sur les lieux du drame, chargée tout particulièrement de surveiller le déroulement de sa mission. Poursuivant une réflexion sur les images déjà étagées dans *L'Impasse*, son pré-

cèdent film, où le gangster, interprété par Al Pacino, se repaît mentalement du film de sa vie pour s'apercevoir que s'il s'était laissé trahir par ses partenaires c'était pour avoir eu trop confiance dans les images qu'ils lui laissent transparaître. Brian De Palma précise avec *Mission : Impossible* un axiome de son cinéma : la vérité de ses personnages ne se situe pas dans l'action, mais dans leur regard.

Dans cet univers du regard, l'existence de l'acteur, qu'il soit en chair, en os ou en Celluloid, relève au mieux de la doublure. Il est là, mais il n'est plus ce qu'il y a d'intéressant dans le film. Les personnages n'existent que par le regard qui leur est porté – le traître tant recherché est retrouvé lorsque Ethan Hunt enfila une paire de lunettes équipées d'une caméra, le faisant ainsi pénétrer dans un système de vision où il est immédiatement identifié. L'existence des personnages, tout à tour voyeurs et acteurs, est soumise au bouton d'arrêt d'un écran vidéo.

Fidèle à un des principes du *Vertigo* d'Hitchcock - l'amour pour les morts et l'adoration pour une femme disparue, réincarnée dans une image illusoire -, Brian De Palma bâtit un univers nécrophile où ses protagonistes sont interchangeables, à l'image des masques en latex qu'Ethan Hunt revêt puis retire pour tromper ses adversaires.

Au lieu d'assurer le dévoilement d'une identité, le masque, dans *Mission*, impossible, marque la révélation d'un vide. C'est tout le paradoxe du film : De Palma donne à ses acteurs des rôles de

personnages dédoublés, mais il les dirige comme des doubles.

« Nous les avons entraînés à devenir des fantômes », s'écrit l'agent de la CIA lancé à la poursuite d'Éthan Hunt et de son équipe. Mi-angéliques, mi-maléfiques, les agents de la MIF évoluent dans un univers aseptisé, leurs rapports sont régis sur un mode purement fonctionnel, d'où sont exclus tout contact physique ou rapport sexuel.

**L'HOMME D'UNE AUTRE ÉPOQUE**  
Une telle désincarnation s'explique dans le rapport, très particulier et profondément original, que Brian De Palma entretient avec les différents genres du cinéma. Dans *L'impasse*, il montrait par l'absurde, à travers le portrait d'un homme de main animé par le respect de la parole donnée, qu'en tentant de ressusciter aujourd'hui le film de gangsters, il était fatalement amené à détacher de vieux zombies dont la morale, issue d'un autre monde et d'un autre cinéma, est désormais obsolète.

Ethan Hunt est lui aussi l'homme d'une autre époque. Il appartient déjà à une ancienne génération d'espions, respectueuse de ses commanditaires, animée par un idéal dépassé, réalisant mal qu'un agent secret se vend d'abord au plus offrant. *Mission : Impossible* s'interroge sur la validité d'un film d'espionnage après la disparition du rideau de fer, et y répond par la négative. Dans ce monde de l'après-guerre froide, il n'y a plus de mission impossible.

**Samuel Blumenfeld**

**DANS CETTE GÉNÉRATION** exceptionnelle de *wonderboys* qui a dominé le cinéma américain des années 70 et continue encore aujourd'hui, à sa 34<sup>e</sup> façon, d'imposer sa marque, Brian De Palma se trouve singulièrement en retrait. Il n'a jamais rencontré le succès commercial et sa critique de Martin Scorsese et de Francis Ford Coppola, et il apparaît comme un naïf financier en face de Georges Lucas et de Steven Spielberg, deux de ses camarades d'adolescence.

De Palma est le seul cinéaste américain membre de la fameuse « A-List » (dont font partie les metteurs en scène que les studios contactent en priorité pour leurs projets les plus prestigieux) à ne pas posséder ses propres bureaux ou à ne pas diriger son unité de production. Méprisé par la critique américaine - son seul soutien, de taille, était, jusqu'à sa retraite en 1992, celui de la très influente Pauline Kael, de l'hebdomadaire culturel *New Yorker* -, qui ne voit en

lui qu'un disciple d'Hitchcock, doué certes, mais sans personnalité, Brian De Palma a pu même pas être, en contrepartie, mesuré à l'aligner les films de son compatriote. Blow Out, Scarface, Outrage, Le Bâcher des vanités, L'Esprit de Cain et L'imposse ont tous été des échecs cuisants. Seul Les Incorruptibles, son film le plus impersonnel, et celui qu'il aime d'ailleurs le moins, s'est révélé un franc succès. Son parachute sur son Mission: Impossible, à l'initiative de Tom Cruise, également producteur du film, a toutes les allures d'une opération de sauvetage. Peu de temps avant le tournage du film, De Palma confessaient s'avoir jamais vu un épisode de la série télévisée, tout en reconnaissant qu'un projet de cette envergure lui était indispensable pour relancer sa carrière.

*The Devil's Candy*, de Julie Salamon, consacré au tournage très agité du *Bilcher des vanités*, avait, mieux que n'importe quel entretien journalistique, permis d'éclairer la personnalité complexe de Brian De Palma. Le réalisateur avait laissé cette journaliste du *Wall Street Journal* assister du début à la fin au processus de production du film, sans aucune censure, quitte à se mettre à dos les

dirigeants de la Warner. Cette initiative, qui lui a causé énormément de tort dans la communauté hollywoodienne — le film, au budget de 50 millions de dollars, a été l'un des plus gros échecs de l'histoire de la Warner —, en dit long sur le masochisme du metteur en scène. De Palma est tout de même l'un des rares cinéastes à avoir tout mis en œuvre pour faire passer ses commanditaires pour de parfaits idiots en accumulant les preuves tangibles de leur incompétence et de leur versatilité.

**DE L'ACHÈVEMENT À CREUSER SA TOMBE**  
 Cette compulsion d'échec, s'accompagnant d'un acharnement très particulier à creuser sa propre tombe, est également le sujet de tous les films de De Palma. Son héros-type est toujours confronté à sa propre impuissance. Ce thème, très hollywoodien, a surtout des résonances luttines. Traumatisé par le traitement inhumain que son père, un chirurgien-orthopédiste très renommé, faisait subir à son frère aîné, prenant un malin plaisir à le persécuter, De Palma a toujours souligné dans des entretiens que cette scène cinématographique est une in-

puissance à intervenir au secours de son grand frère, était le point de départ de chacun de ses films.

De *Furie à L'esprit de Coït*, le cinéma de De Palma est hanté par la figure maléfique du scientifique transformant son enfant en monstre après diverses expérimentations. Dans *Pulsions*, le bureau du psychiatre transsexuel interprété par Michael Caine était la copie conforme de la maison où De Palma avait grandi. *Home Movies*, un film produit et mis en scène presque insignifiant, est une sorte de *La chambre du Coït* qui raconte l'histoire d'un adolescent qui cherche absolument à surprendre son père en train de tromper sa mère, ce qui était exactement le cas de De Palma jeune. Tout souvent réduit, comme celui d'Hitchcock en son temps, à une fonction ludique, le cinéma de De Palma s'articule d'abord autour d'un ressort autobiographique. Loin d'être des copies d'éleve modèle, les films de De Palma sont la majeure partie de la réponse à une question dont la réponse est encore floue : qui suis-je ?

**S. BL**

**MISSION IMPOSSIBLE**, créé par Bruce Geller en 1966 pour la société Desilu (rachetée par la Paramount en 1967), fut l'un des feuilletons les plus populaires de la chaîne CBS. Sept « saisons » d'environ 25 épisodes chacune furent réalisées jusqu'en 1973. La série racontait les aventures d'une équipe d'agents secrets, stipendiés par un obscur département d'Etat et chargés d'effectuer, en général dans différents pays imaginaires, des missions pour le compte du gouvernement américain. Les secrets d'Etat, faibles évasion d'un dissident des « îles » d'une dictature desséchée en quelques traits, provoquer la destitution de dirigeants corrompus, sont quelques schémas exemplaires de leurs exploits.

**Mission impossible** postule une vocation de l'Amérique à imposer un ordre politique dans le monde entier. Une telle naïveté idéologique sera fortement tempérée lorsque l'intensification de l'inter-

vention au Vietnam provoquera l'hostilité d'une partie de l'opinion. Les missions seront alors localisées sur le territoire national, et prendront comme cibles le crime organisé. Sur ses derniers épisodes, la série devra en outre composer avec des budgets de plus en plus réduits et une évidente perte d'inspiration des scénaristes. Bruce Geller aura entre-temps été congédié par la Paramount en 1971.

« CHATON MANQUANT »  
Fortement influencée par le cinéma d'espionnage des années 60 (les James Bond ou *Ippress*, danger immédiat avec Michael Caine), la série fait partie d'un véritable « chaton manquant » dans l'histoire du cinéma américain. Dans les années 60, alors que la production hollywoodienne en crise avait atteint son niveau esthétique le plus bas, le télévisé inventait une nouvelle manière de filmer les conventions. L'ensemble des écolades de *Mission*

*Impossible*, après son prologue rituel qui désignait le but de l'opération (« Cette bande s'autodétruit dans les cinq secondes »), consistait essentiellement à montrer les agents effectuer un certain nombre d'actes souvent incompréhensibles car déconnectés d'un objectif que le spectateur ne découvrait que plus tard.

Soutenus par la musique, devenue célèbre, de Lalo Schifrin, les tactiques protagonistes du feuilleton seraient des écrous, dévissés dans des serrures, installaient des dispositifs pour piéger leurs ennemis. Délaissant tout affect et toute psychologie. *Mission impossible* optait pour un béhaviorisme fascinant et introduisait une rythmique moderne en chargeant les gestes banals de mystère. Dans les meilleurs cas, les épisodes se concluaient dans une sorte d'abstraction poétique, par la substitution d'un simulacre à la réalité. Les a priori idéologiques étaient ainsi

**facilement éclipsés par l'angoisse ressentie face à un monde sans hasard, totalement sous contrôle.**

Le film de De Palma prolonge cette vision. Derrière les masques et les trompe-l'œil, le simulacre ne dévoile qu'un autre simulacre. Mais alors que le fanillette avait besoin de la bipolarité pour faire passer la peur pour l'accepter sans réticence, le nouveau film, avec sa boucle, un retour à l'identique où le « bon » s'est succédé au « mauvais » père. Le monde sans hasard est aussi un monde sans secret. Film et série partagent également un principe majeur, celui de la programmation : le « comment » importe davantage que le « pourquoi ».

Quand un cinéma américain aujourd'hui est en crise, c'est parce qu'il a passé son temps à chercher comment refaire la scène de la douche de *Psychose* plutôt que de se confronter avec l'événement.

**Jean-François Rouyer**

## Une œuvre sous le signe de Hitchcock

- 1963. *The Wedding Party* (Inédit), avec Robert De Niro, Jill Clayburgh.
- 1964. *Murder à la Mod* (Inédit). Greetings (Inédit).
- avec Robert De Niro.
- 1970. *Dianthus in '69*.
- H<sub>2</sub>, Mom ! (Inédit).
- avec Robert De Niro.
- 1972. *Get to Know your Rabbit* (Inédit).
- avec Orson Welles.
- 1973. *Scars de sang*.
- avec Margot Kidder.
- 1974. *Phantom of the Paradise*, avec Paul Williams.
- 1976. *Obsession*.
- avec Cliff Robertson, Genevieve Bujold, John Lithgow.
- *Currie*.
- avec Sissy Spacek, Piper Laurie, John Travolta.
- 1978. *Furie*.
- avec Kirk Douglas, John Cassavetes, Amy Irving.
- 1980. *Home Movies* (Inédit).
- avec Kirk Douglas, Nancy Allen.
- *Pulsions*.
- avec Angie Dickinson, Michael Caine, Nancy Allen.
- 1981. *Blow Out*.
- avec John Travolta, Nancy Allen, John Lithgow.
- 1983. *Scarface*.
- avec Al Pacino, Michelle Pfeiffer, Robert Loggia, Fred Murray Abraham, Paul Shenar, Harris Yulin, Elisabeth Mastrantonio.
- 1984. *Body Double*.
- avec Melanie Griffith, Craig Wasson.
- 1986. *Mafia Italia*.
- avec Danny De Vito, Joe Piscopo, Harvey Keitel.
- 1987. *Les Incorruptibles*.
- avec Robert De Niro, Kevin Costner, Andy Garcia, Sean Connery.
- 1989. *Outrages*.
- avec Michael J. Fox, Sean Penn.
- 1990. *Le Bâcher des vanités*.
- avec Tom Hanks, Melanie Griffith, Bruce Willis.
- 1992. *L'Esprit de Cœur*.
- avec John Lithgow, Steven Bauer, Lolita Davidovich.
- 1993. *L'Impasse*.
- avec Al Pacino, Sean Penn.

mk2  
14 juillet  
entrez dans  
le club des abonnés  
34 salles à Paris

---

Prochaines avant-premières réservées  
aux abonnés des Cinémas 14 Juillet :

**La mémoire  
est-elle soluble  
dans l'eau... ?**

Réservez vite vos places !

**4 40 30 20 10**  
dans la limite des places disponibles

هڪڙو ڇاپو



# Homme et femme, comme chien et chat

Parfait Amour ! L'autopsie d'un crime s'achève en pamphlet sans finesse sur la guerre des sexes

Film français de Catherine Breillat. Avec Isabelle Renauld, Francis Renaud, Laura Saglio, Alain Soral, Serge Toubiana. (1 h 53.)

Avec *Parfait Amour*, Catherine Breillat poursuit son exploration des méandres de la sexualité masculine et féminine, commencée dans *36 Fillette* et *Salé comme un ange* où elle stigmatisait la part de lâcheté propre au sexe mâle. Il n'y a plus grand-chose à espérer de l'homme pour la femme dans le cinéma de Catherine Breillat, si ce n'est une succession de malentendus et d'enfantillages qui montrent de manière inéluctable que le couple s'apparente à une suite de malheurs que la femme essaie tant bien que mal de colmater. Pour Catherine Breillat il y a déjà bien longtemps que l'homme n'est plus l'avenir de la femme.

*Parfait Amour* s'ouvre et se termine par le même meurtre sexuel crapuleux. Une image vidéo montre d'abord un jeune homme

dans une cuisine, timide et totalement déphasé, contraint par les forces de l'ordre à mimer à nouveau, pour les besoins de l'enquête, le meurtre commis sur sa maîtresse quelques jours plus tôt. Il l'a violée avec un manche à balai, puis achevée de plusieurs dizaines de coups de couteaux. La fin du film nous ramène sur les lieux du crime, après que le spectateur a suivi l'affrontement tumultueux entre Christophe, à peine sorti de l'adolescence, et Frédérique (Isabelle Renauld, remarquable), une jeune femme plus mûre, médecin, mère de deux enfants, vivant au côté d'un mari gentil mais nul.

D'abord angéliques, les rapports entre Christophe et Frédérique deviennent infernaux. Lui est incapable de concilier une relation suivie avec une femme et une vie d'adolescent attardé, tandis qu'elle, déçue et déçue, est un premier temps par l'immatrité de son compagnon, le remet en cause dans sa virilité au point de

le déstabiliser complètement. Le début de *Parfait Amour*, filmé sur un mode documentaire, se situe dans la veine de *De sang-froid* de Richard Brooks, c'est-à-dire du côté d'une reconstitution clinique des motivations d'un meurtrier.

## ÉCLATEMENT ARTIFICIEL

Ce début consacré à la dislocation d'une famille, et la manière dont un étranger la met en pièces laisse augurer d'un autre film qui n'aura pas lieu. C'est dommage, car une scène comme la pseudo-interview de la fille de Frédérique admettant que sa vie est désormais brisée, décrivant sa mère comme une femme indigne tout en admettant qu'elle lui en voulait de vivre avec un homme qui avait presque son âge, est l'une des plus réussies de *Parfait Amour*.

Mais l'éclatement progressif de cette famille apparaît comme très artificiel. Frédérique demande à son mari de partir immédiatement du domicile familial sur un simple coup de fil, en pleine nuit, pour y

mettre son amant à sa place sans qu'il y trouve à redire. Le lendemain, ses enfants ne semblent même pas surpris de ne pas retrouver leur père. *Parfait Amour* tourne alors le dos au documentaire pour s'installer dans une forme onirique. Catherine Breillat est davantage concernée par un propos plus général, sur l'incompatibilité de l'homme et de la femme envisagés comme chien et chat. Cette abstraction joue contre les personnages, qui se perdent dans des discours interminables et creux sur l'impuissance masculine.

Ces paroles semblent dépasser les personnages comme s'il s'agissait pour le cinéaste de s'assurer que la leçon assénée lourdement au spectateur sera bien retenue. Mais elle devient douteuse, lorsqu'il est suggéré que le meurtre de Frédérique par Christophe est censé s'interpréter comme un geste de légitime défense.

S. BL.

## LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

### PINOCCHIO

Film américain de Steve Barron avec Martin Landau, Jonathan Taylor Thomas, Genevieve Bujold, Udo Kier (1 h 35).

Le film de Steve Barron se veut une version actualisée du conte de Carlo Collodi, après les versions de Walt Disney et de Luigi Comencini. Les effets spéciaux les plus sophistiqués sont utilisés et la marionnette est désormais une image de synthèse, une créature - assez laide - animée en trois dimensions. Mais ce Pinocchio affirme par ailleurs sa contemporanéité par un style visuel emprunté à diverses tendances : l'univers de Terry Gilliam, le graphisme de Caro et Jeunet sont plagiés sans discernement. L'ensemble aboutit à un fouillis visuel assez hideux. L'interprétation, malgré la présence de valeurs sûres (Martin Landau, Genevieve Bujold) manque singulièrement de conviction et achève de faire du film un pastiche sans vie. J.-F. R.

### DRAGON BALL Z 2

Film d'animation japonais d'Akira Toriyama (1 h 40).

*Dragon Ball Z 2* est la réunion de deux épisodes de cinquante minutes, tirés d'une série japonaise diffusée dans l'émission « Club Dorothea » sur TF1. Les deux épisodes obéissent à la même combinaison narrative : des personnages dotés de super-pouvoirs se battent dans les airs en lançant d'assourdissants et aveuglants éclairs. Le cadrage obéit à des lois spécifiques qui pourraient retenir l'attention si les dessins n'étaient pas aussi hideux et l'animation aussi primaire. J.-F. R.

### L'INCROYABLE VOYAGE A SAN FRANCISCO

Film américain de David R. Ellis. Avec Robert Hayes, Kim Greist, Veronica Lauren (1 h 28).

Chance le bouledogue, Shadow l'épagneul et Sassy la chatte à pedigree recherchent leurs propriétaires dans San Francisco. Chance est un gars à la page - d'ailleurs il a la voix de Michael J. Fox (*Retour au futur*). Plus vieux, plus taciturne, Shadow a la voix (plus grave) de la sagesse, Sally Field (*Norma Rae*) fait de Sassy une prima donna. Perdus dans la cité, ces bêtes des champs rencontrent l'éventail complet des animaux des villes - les « chiens de rue » au vocabulaire de rappeurs, et les caids, qui parlent comme les *Affranchis* de Scorsese. Les animaux sauveront un enfant dans un incendie et se joueront du fourgon de la fourrière. La morale ? Apprendre à voir la vie avec le regard des autres et à les tenir pour des égaux. Le message, certes estimable, est enveloppé d'une telle carapace de glucose qu'on frôle le diabète à chaque instant. Henri Behar

## L'instinct du chasseur d'images sur écran

Une rétrospective montre le rôle de la photographie comme matériau privilégié du cinéma

**PHOTOGRAPHES À LA CAMÉRA.** Cycle de documentaires, chaque dimanche du 27 octobre au 29 décembre, séances à 11 h, 14 h, 18 h et 20 heures. Cinéma des cinéastes, 7, avenue de Clichy, Paris 18°.

Depuis sa création en 1992, l'association Documentaires sur grand écran organise chaque année un cycle thématique différent, renouvelant le pari audacieux de la programmation documentaire en salle. La folie, la musique, ou, la saison passée, l'enfance, ont été les derniers thèmes abordés. La manifestation qu'est cette année la salle de l'Entrepreneur et ses tentatives de réinventer le cinéma des cinéastes. La programmation change aussi, et s'attache moins à un sujet particulier, qu'à regrouper des cinéastes qui ont pour point commun d'être aussi des photographes : Henri Cartier-Bresson, William Klein, Raymond

Depardon, Chris Marker, Christian Boustani et Alain Fleischer.

Ils ne sont pas venus au cinéma par les mêmes chemins, ne s'y sont pas investis de la même manière, et ne partagent pas une esthétique que cette manifestation pourrait laisser supposer commune. Tout au plus remarque-t-on, au travers de plusieurs films, une réflexion sur la photographie, allant jusqu'à l'utiliser comme sujet (*Les Années défilé* (1988) et *Contacts* (1990), de Raymond Depardon) ou comme moyen d'expression (*La Jette* (1962) et *Si j'avais quatre doigts* (1966), de Chris Marker). Méconnu, ce dernier film se présente comme un montage de photographies prises entre 1955 et 1965 dans 26 pays différents, commentées en voix off par celui qui les a prises et deux de ses amis. Il s'agit cependant d'un film intime, où l'on retrouve, entre ses marottes (chouettes et éléphants) et ses idéités (à la révolution et à ses théâtres), l'intelligence subtile et

poignante de Marker. Avec en prime cette définition qui fait mouche : « La photo, c'est l'instinct de la chasse sans l'envie de tuer. »

Pas de référence à la photo, en revanche, dans *Mohammed Ali the Greatest* (1964) de William Klein, dont on peut découvrir en ce moment l'œuvre cinématographique à la Maison européenne de la photographie (*Le Monde* du 29 septembre). Référence également absente chez le plasticien Christian Boustani, dont les trois films présents oscillent entre l'autobiographie (*L'Appartement de la rue Vaugirard*, 1973) et la reconstitution macabre (*Tout ce dont je me souviens*, 1969). Sauf si l'on considère que *Les 46 jours qui précéderont la mort de François Guillaum* (1971) constituent un album de famille un peu particulier, pérennisant en 25 minutes et 46 brèves séquences la claustration suicidaire d'une mère et de ses deux enfants.

Parmi les films rares programmés figurent en bonne place ceux d'Henri Cartier-Bresson. Victoire de la vie (1937), tourné parmi les républicains espagnols, et *Le Retour* (1945), sur la libération des camps nazis, témoignent clairement de la filiation entre photographie et cinéma. Ce n'est pas par hasard si Cartier-Bresson, assistant de Renée aux États-Unis, est venu au cinéma par l'intermédiaire de Paul Strand, lui-même photographe et figure tutélaire du documentaire social américain. Réalisé avec la collaboration du lieutenant Richard Banks, de la section cinématographique de l'armée américaine, et de l'opérateur Claude Renoir pour les prises de vues tournées en France, *Le Retour*, comme l'indique son titre, s'arrête moins sur les camps qu'il n'en part. On y trouve donc très peu de cet

effroi qui hante les images tournées par les opérateurs des armées alliées. Ici, déjà, prédomine la volonté d'imposer un récit, d'organiser une mise en scène : lyrisme grave et surplombant du documentaire, musique empathique, vues en plongées, stigmatisation de la barbarie nazie, évocation des seuls déportés politiques, chasse au traître, émotion des retrouvailles. Ce retour est bien sûr un retour à la vie, mais dans le même mouvement une marche forcée vers la normalisation. Il préfigure à ce titre, dès 1945, les obstacles qui se dresseront sur le chemin de la mémoire.

Jacques Mandelbaum

## « Regard de classe » dans « Documentaires »

*Documentaires* est un trimestriel qui se veut « la revue de la production indépendante » du genre. On recommandera dans la nouvelle livraison l'article de Michael Hoare consacré au groupe Riquita, collectif de jeunes cinéastes de la banlieue illoise formé en 1987, dont les films, entre ironie et engagement, rendent compte de la vie dans les cités. Hoare évoque à leur sujet un « regard de classe ». Qu'aucun cinéma de télévision n'ait encore programmé ces films (dont certaines projections attirent un millier de personnes dans la région), lui fait donc tenir quelques propos fort peu consensuels. La revue consacre par ailleurs ses colonnes à grand nombre de festivals, publiant comptes rendus exhaustifs et transcriptions des débats, tel celui qui s'est tenu autour du cinéma africain lors de la dernière édition de Cinéma du réel à Beaubourg, en mars. Un dossier illustre enfin chaque livraison, « texte et image », réunissant cette fois-ci des contributions dédiées à ces cinéastes amoureux de l'écriture que sont Chris Marker, Haran Farocki ou Jean-Daniel Pollet.

\* *Documentaires* n° 12. 153 p., 90 F. 6, rue Francœur, Paris 18°.

## LES ENTRÉES À PARIS

Aucun titre du cinéma français ne réussit la percée commerciale permettant de remédier au déséquilibre entre production nationale et films américains qui a recommencé de se creuser depuis la rentrée. Le champion en lice cette semaine, *Capitaine Conan*, obtient un résultat tout juste honorable avec 42 000 entrées dans 31 salles.

Cet accueil mitigé fait suite à d'autres déconvenues, relative pour *Le Jaguar*, qui entraîne 99 000 spectateurs sur ses traces en deuxième semaine (total : 224 000), absolue pour *La Belle Verte*, définitivement en chandelle à 158 000 entrées en cinq semaines - autant de scores décevants pour des cinéastes tels que Francis Veber et Coline Serreau, considérés comme des « valeurs sûres ». Sans parler de l'échec d'*Anna Oz*, entré à 11 000 en trois semaines. Parmi les nouveautés, aucun film ne suscite une ruée du public.

Bogus, avec Gérard Depardieu, n'attire que 33 000 spectateurs dans 33 salles. *Dragon Ball Z II*, à 18 000, prouve à nouveau que, hors Disney, il n'est point de salut pour le dessin animé sur grand écran. Résultats mitigés aussi pour les « petits » films : les 6 000 entrées de *La Promesse* dans six salles sont un peu décevantes eu égard au soutien critique dont le film a bénéficié, et *Happy Hour* est un peu juste à 11 000 dans 13 salles. Les autres sorties de cette semaine pléthorique (*Le Jardin*, *Labyrinthe*, *Le Livre de cristal*, *Les Voleurs de cinéma*) sont hors jeu.

Les mêmes champions continuent donc de dominer les débats. *Independence Day* reste seul en tête, à 154 000 entrées dans 51 salles, mais il perd à nouveau la moitié de son public par rapport à la semaine précédente, ce qui fait tout de même 830 000 entrées en trois semaines. En revanche, *Breaking the Waves* reste solide en deuxième semaine à 42 000 dans 22 salles (total : 87 000). *Secrets et mensonges*, avec 39 000 supporters en cinquième semaine, atteint 316 000 entrées.

J.-M. F.

\* Chiffres : Le Film français.



**L'Enfant d'après Jules Vallès**  
mise en scène Jeanne Champagne avec Tania Torrens et Denis Léger-Milhaud

du 9 au 27 octobre  
Théâtre de Vanves : 01.46.45.46.47  
(relâche lundi et mardi)

coproduction Théâtre Ecoute Cité Associée à la Maison de la Culture de Bourges

**REPRODUCTION INTERDITE**

**OFFRES**

**INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES**

L'institut universitaire de hautes études internationales ouvre une inscription pour un poste à plein temps de

**PROFESSEUR ADJOINT DE DROIT INTERNATIONAL**

Les candidats doivent justifier d'une connaissance approfondie du droit international général, ainsi que d'une excellente connaissance du droit de l'organisation internationale, et plus particulièrement des Nations unies.

Les candidats, titulaires d'un doctorat, doivent avoir une bonne expérience en l'enseignement universitaire et justifier de publications académiques.

L'enseignement pourra être donné en français ou en anglais, mais une connaissance suffisante de l'autre langue est nécessaire.

L'entrée en fonctions, effective dès le 1<sup>er</sup> octobre 1997 ou à une date à convenir, sera au niveau de professeur adjoint.

Les dossiers complets, comprenant une lettre de candidature, un curriculum vitae détaillé et une liste de publications, doivent parvenir, le 15 janvier 1997 au plus tard, au directeur de l'institut universitaire de hautes études internationales, rue de Lausanne 132, CH - 1211 Genève 21. Le cahier des charges peut être obtenu à la même adresse.

Aucun dossier de candidature reçu après le 15 janvier 1997 ne sera pris en considération.

**J.-M. F.**

\* Chiffres : Le Film français.

**CDI-2** Vendeuses bijouterie Paris 15/16, dijon, anglo, Smic + com. C.V. + photo + lettre à : Gobin Bijouterie 13770 Venelles

**ASSOCIATIONS COURS**

**PARLEZ CHINOIS**  
CHINA LANGUAGE EXPRESS  
Du vrai débutant au chinois des affaires. Recommandé par le comité FRANCE-CHINE du CNPF.  
01-42-23-12-53

Nouveau ! Partez étudier sur un campus américain, Californie, Floride, Hawaii, dans un délai ultra rapide. Frais : au 36.17 US CAMPUS (3,48 F/m).

**COURS D'ARABE**  
7x rev. Jour, soir, samedi. Enfants : mercredi et samedi. Insc. AFAC - Tél. : 01-42-72-20-08

**FORMATION PROFESSIONNELLE**

**ATELIER D'ÉCRITURE ELISABETH BING**  
10, rue Boutarlier 75005 Paris  
WE consultation septembre-octobre. Nouveau programme sur simple appel : 01-40-51-79-10

**EX-POMPIER DE PARIS**  
(15 ans de service), je vous propose mes compétences : chef d'équipe d'interventions, maintenance et vérification du système de détection incendie, rondes et prévention, gestion et mise en œuvre des matériels spécialisés, formation à la sécurité. Ainsi que ma formation : BNPS, initiation à la prévention, initiation aux risques radiologiques et chimiques, spécialiste secours routiers, certificat de chef d'équipe incendie IGH et CTE-CME. Mon profil vous intéresse ? Alors n'hésitez pas à me contacter pour un poste de CHEF D'ÉQUIPE ou AGENT DE SÉCURITÉ IGH2 (ouvert à toutes propositions) au 42-43-88-15. Merci.

Ingenieur + IAE + Exp. Bilingue angl., all., esp. Notions russe, chinois cherche ouverture vers relations internationales. Tél. : 01-42-24-55-56

J.H., 32 ans, diplôme IST, quadrilingue angl./alld/esp., exp. cult. gén., 5 ans exp. dir. commun. groupe indust. + organ. à vocation écon. et fin. pour promot. monnaie unique, très brève réf. ch. sur PénitPP prêts états, en indust. document, commercial, réseau, relations presse. Tél. : 01-43-05-64-46

Architecte, 30 ans, prêt à intégrer, équipe pluridisciplinaire, projets développ. Ateliers/Asel/Am. les exp. Fr. All. P.V.D. angl./all. courant, esp. + informel. Tél. : 02-98-37-60-63

**DOCTEUR EUROPÉEN EN CHIMIE**  
(Spécialiste chimie et physicochimie des polymères)rech. emploi dans départ., rech. et développ. Industrie ou emploi d'ingénieur technico-commercial. Adaptabilité, mobilité géographique, Anglais courant. Tél. : 02-43-87-58-20



Naguib Mahfouz, Prix Nobel de littérature en 1988

## « Youssef Chahine est très proche de la réalité égyptienne »

JUSQU'AU 3 novembre à la Cinéma du monde, puis du 9 novembre au 29 décembre à l'Institut du monde arabe, à Paris, l'œuvre intégrale du cinéaste égyptien Youssef Chahine est présentée pour la première fois en France.



Cette rétrospective, montrée auparavant par le Festival de Locarno (Le Monde du 8 août) a donné lieu à la publication d'un numéro spécial des Cahiers du cinéma, vendu avec le numéro d'octobre. A la demande du Monde, le Prix Nobel de littérature en 1988, Naguib Mahfouz, né en 1912, qui a occasionnellement travaillé avec le cinéaste, évoque cette figure éminente de la culture arabe devant le rédacteur en chef de Al-Ahram Hebdo, l'écrivain Mohammed Salmawy.

« Comment avez-vous connu Youssef Chahine ? »

« Je l'ai rencontré lorsque nous avons travaillé ensemble au scénario de son film *Le Choix* (1970). L'idée était de lui, il m'a proposé une collaboration, et m'a aussitôt étonné en me demandant de fixer mon salaire : surpris par le chiffre que j'ai cité, il m'a répondu : « Tes

élèves prennent plus que ça ! », puis de lui-même il a doublé la somme. C'était inattendu puisqu'il était aussi le producteur du film. Mon étonnement ne s'est pas arrêté là, j'ai écrit une histoire suivant un déroulement logique du début à la fin, mais il ajoutait des modifications surprenantes, qui entraînaient des sauts inhabituels dans l'évolution des événements. Ces idées ne me seraient jamais venues à l'esprit.

« Youssef Chahine est comme ça : il sort de l'ordinaire. Ce qui ne plaît pas à tout le monde. Cependant, Youssef Chahine ne cherche pas l'originalité pour elle-même, et il est très proche de la réalité égyptienne. Son cinéma est un cinéma engagé qui prend position face aux problèmes de la société arabe. Il tourne actuellement un film qui traite d'un des pires dangers qui menace cette société, l'extrémisme religieux. Ce film se base sur la biographie du grand penseur islamiste Averroès qui, en comparaison avec le courant extrémiste actuel, semble de loin plus contemporain. On pourrait penser qu'il appartient au XX<sup>e</sup> siècle et que les partisans de ce courant sont, eux, nés au Moyen Âge.

« Avez-vous suivi sa carrière auparavant ? »

« Bien sûr, dans le premier film

que j'ai vu de Chahine, *Le Fils du Nil* (1951), figure une scène que je n'oublierai jamais, celle de la crue du Nil accompagnée de la joie des fellahs. Cette scène avait un côté artistique exceptionnel et elle m'a tellement plu que j'ai décidé de suivre de près toutes les œuvres de ce réalisateur qui était alors encore débutant. On sentait qu'il n'était pas seulement un grand artiste, mais qu'il possédait aussi une vaste culture, rare chez les réalisateurs que j'ai connus, à part Tawfik Saleh. A mes yeux, ses films les plus mémorables sont *Gare centrale* (1958), considéré comme un tournant dans l'histoire de l'évolution cinématographique égyptienne et *La Terre* (1969), tiré d'un roman de Abdel Rahman El Charkawi. Puis il y a *Saladin* (1963), très proche des grands films historiques de Hollywood.

« Votre nom figure au générique de *Saladin*. »

« Pourtant je n'ai pas écrit un mot du scénario. En réalité cette fresque historique devait être réalisée par un autre cinéaste, Ezz El-dine Zulfikar, qui avait demandé à plusieurs écrivains, dont moi, de collaborer au script. Mais son mauvais état de santé a empêché Zulfikar de mener à bien son projet, et Chahine s'en est chargé. Parce que Chahine est Chahine, il a modifié le scénario selon son point de vue personnel, au point qu'il est devenu complètement différent de l'original. Mais il a insisté pour garder nos noms.

« Ce fut votre dernière collaboration ? »

« Oui. Chahine avait acheté les droits de *La Chanson des guerriers* que j'en avais publié le premier chapitre dans le quotidien *Al-Ahram*. Je lui ai demandé d'attendre de le lire en entier, mais il m'a répondu que c'était suffisant pour juger du reste et qu'il ne servait à rien d'attendre. Il avait l'intention d'en faire un feuilleton télévisé, ce qui me séduisait beaucoup. Il aurait certainement fait quelque chose de très inhabituel pour la télévision. Mais il est parti dans une autre direction, avec des films ambitieux en coproduction avec la France.

« Que pensez-vous de ses films récents ? »

« Je n'ai malheureusement pas pu les voir à cause de mon état de santé et de la faiblesse de ma vue. Cependant, je reste attentif à ce qu'on écrit sur ses films et aux réactions qu'ils suscitent, et je regrette de ne pas pouvoir participer aux polémiques que déclenche son travail.

« Lui dans le domaine du cinéma et vous dans celui de la litté-

rature, vous êtes les deux personnalités les plus célèbres de la culture arabe contemporaine. Trouvez-vous que vous avez des caractéristiques communes ? »

« Nous partageons la même spécificité égyptienne. N'importe lequel de mes romans et n'importe lequel de ses films est le fruit de l'un comme de l'autre est passé par des phases similaires. Par exemple le « nouveau réalisme » qui, chez moi, a produit *La Trilogie* a donné chez lui *Gare centrale*. Puis chacun à sa manière a abordé une période plus philosophique. Je trouve également significatif que nous ayons tous les deux été accusés d'avoir représenté les prophètes dans nos œuvres, déclenchant le mécontentement de l'institution religieuse : Chahine a été accusé d'avoir représenté le prophète Joseph dans *L'Emigré* (1994) et moi d'avoir représenté Dieu lui-même et tous les prophètes dans *Les Fils de la Médina*. Les ennemis que nous a valu ce libre exercice de la création artistique prouvent que nous nous sommes trouvés affrontés à la même incompréhension devant la nature de l'art. »

« Les journées cinématographiques de Carthage ont présenté, du 12 au 19 octobre, deux cents longs et courts-métrages originaux d'Afrique et du monde arabe, dont dix-neuf longs-métrages en compétition. Parmi ceux-ci, le jury a attribué le Grand Prix à *Salut cousin*, de l'Algérien Merzak Allouache, le Prix d'argent à *Vo di Sargol*, de Flor Gomis (Guinée-Bissau), le Prix de bronze au Palestinien Rashid Mashhawi pour *Hajja*.

« Le Festival de Vancouver, toujours dédié aux cinéastes asiatiques, a tenu sa quinzième édition du 4 au 13 octobre. Son palmarès a récompensé *Le jour où un cocon est tombé dans le puits*, du réalisateur sud-coréen Hong Sang-soo, et *Rainclouds Over Wushang*, du Chinois Zhang Ming, qui ont obtenu ex aequo le prix Dragons et Tigres Jeune Cinéma.

« Le prix du livre Art et Littérature, attribué le 19 octobre, à *Magda Vesset*, responsable du département cinéma à l'Institut du monde arabe, pour *Égypte, cent ans de cinéma* (éd. Plume/Ima).

Propos recueillis par Mohammed Salmawy.

## Le cinéma québécois se recycle dans la vidéo

BLOIS

de notre envoyé spécial

Pour sa sixième édition, du 16 au 20 octobre, le Festival du cinéma québécois a surtout témoigné de la place importante qu'y a prise la vidéo. Une évolution née de contraintes économiques : les sept millions de francophones d'Amérique du Nord constituent un marché restreint et « avec une production de seulement huit à dix longs métrages par an au Québec, les jeunes qui sortent des écoles de cinéma ont peu de chance d'en réaliser un. Alors ils se tournent vers la vidéo, les CD-ROM ou les nombreux studios d'effets spéciaux », observe Roger Frappier, producteur des films de Denis Arcand (*Le Déclin de l'empire américain*, *Jésus de Montréal*) et de Léa Pool (*Anne Thérèse*).

Comme les autres producteurs québécois, il aimerait que le marché français soit moins « hostile » : « Pourquoi le dernier Arcand,

Love and Human Remains, qui a fait quatre cent cinquante mille entrées en Allemagne, n'a-t-il pas trouvé de distributeur en France ? » En attendant une hypothétique ouverture française, les Québécois parlent au Québec et, depuis les années 70, l'Office national du film a choisi de distribuer du matériel vidéo, moins coûteux, aux jeunes réalisateurs. Une quarantaine de centres d'artistes autogérés existent au Québec : en regroupant leur équipement, ces professionnels accèdent à du matériel sophistiqué.

A Blois, Pascale Malsterre, responsable de la programmation vidéo, a sélectionné une vingtaine de bandes datant de moins de deux ans représentatives du « champ du cinéma expérimental qui occupe la vidéo au Québec ». La Coop Vidéo de Montréal, groupe d'artistes fondé en 1977, a en outre présenté une dizaine de films plus anciens. Documentaires sur la maladie et la mort, films d'art en écho

à l'actualité mondiale, fictions sur l'image des femmes, les thèmes sont variés et les traitements soignés. Combattif, *Les Marches* (1996) est un document sur l'impasse marche des femmes contre la pauvreté qui a traversé le Québec en 1995. Louis Dionne propose une expérience brutale avec *Comment vous dirais-je* : il a posé la caméra face à ses parents au moment de leur annoncer sa séropositivité.

SUPERPOSITIONS

Dans *Ruissel médusé*, le danseur Alain Pelletier a filmé un homme nu, âgé et très beau, qui agonise en proférant des paroles cyniques sur la vie. Son corps se mêle à des images d'usines nocturnes, se superpose à des reflets d'eau. Une jeune femme, Marguerite, danse pour elle-même tandis que Ruissel s'étend. Ni psychologie ni histoire ne viennent troubler la poésie de l'œuvre. Ephé-

mère (1996), de Katherine Liberovalaya, montre la succession des saisons : à de magnifiques images de nature se juxtaposent des textes qui s'inscrivent au bas de l'image : les noms des fêtes du monde, comme autant de menaces sur la paix, suivies d'événements réels. « *Pourin*, *Saint-Patrice*, *Journées internationales des femmes*. Un chef du cartel de Cali est arrêté. Tom Kippour. Durga Puja. O. J. Simpson n'est pas jugé coupable. Saint-Nicolas. Les habitants de Sarajevo fêtent Noël. »

Hormis pour les documentaires, les vidéos utilisent des effets spéciaux comme autant d'imaginaires qui se superposent. Un attrait pour la recherche en matière d'images qui anime les réalisateurs vers l'ordinateur. « *A l'heure d'Internet et du CD-ROM, le vidéo va-t-il disparaître au profit de l'écran d'ordinateur ? »*, s'interroge Pascale Malsterre.

Catherine Bédaride

## La difficulté d'être des jeunes auteurs aux Rencontres internationales de la Vidéothèque de Paris

LOURDEUR et fulgurance auront caractérisé les 2<sup>e</sup>s Rencontres internationales de cinéma organisées par la Vidéothèque de Paris du 9 au 20 octobre. A l'image de la soirée de clôture, où parais, parais et mémoires se sont relayés, une heure durant, pour dire tout le bien qu'ils pensaient de la manifestation, tandis que Jean Tiberi, maire de Paris, visiblement mal à l'aise sur le sujet, tentait de faire du cinéma une priorité pour la capitale.

Heureusement, il aura suffi de sept minutes de Nanni Moretti avec son *Il Giorno della prima di Close-up* pour que chacun retrouve sa bonne humeur. Contant ses affres de directeur de salle de cinéma, le jour de la sortie du film d'Abbas Kiarostami face au raz de marée du *Roi Lion*, ce court métrage résume en quelques images et quelques chiffres toute la difficulté

de vivre pour ce cinéma indépendant, objet des Rencontres. Cette manifestation aura permis au nombreux public de découvrir vingt-cinq films du monde entier, sélectionnés par Marie-Pierre Macia et Michel Reilhac, directeur général de la Vidéothèque, ainsi que dix films en compétition pour les prix Georges et Rube Sadoul, habituellement projetés au seul jury décernant ces récompenses.

Une programmation de bonne tenue, mêlant les avant-premières de réalisateurs confirmés - *Coria's Song*, de Ken Loach, *Level Five*, de Chris Marker, *Brigands*, d'Otar Iosseliani - aux découvertes de premiers films. Le jury du prix Sadoul a couronné *La Biographie d'un Jeune accordéoniste*, du réalisateur kazakh Satybaldy Narymbetov, ainsi que *Reprise*, d'Hervé Le Roux. Le public a donné son prix à un documentaire, *La*

*Moindre des choses*, de Nicolas Philibert. Parallèlement aux projections, les Rencontres organisaient des ateliers. Suivi par un public jeune et très concerné, « Faire son premier film : mode d'emploi » a permis d'intéressantes confrontations entre des expériences de jeunes réalisateurs de différents pays.

ACHARNEMENT

Venue en compagnie de son producteur Humbert Balsan, Sandrine Veyssat, dont le premier long métrage *Y aura-t-il de la neige à Noël* sort en salles en décembre, a montré que l'entêtement peut finir par payer. La jeune réalisatrice aura réussi à faire son premier film, avec des enfants, sur trois saisons différentes et sans aucune vedette au générique, trois handicaps difficiles à surmonter. Mais l'acharnement n'est pas toujours récompensé,

comme l'a expliqué Odette Clancaret, dont le premier film, *La Muralciola*, produit par sa sœur avec 70 000 francs réunis par la famille et présenté dans différents festivals n'a toujours trouvé ni distributeur ni acheteur.

C'est une volonté inébranlable qui semblait animer Marc Slomovitz, le jeune distributeur américain du film de Karin Dridl, *Bye Bye*. Dans le cadre de l'atelier « Le cinéma à l'étranger : une étude de cas », il a raconté avec beaucoup d'humour le conte de fées du Festival de New York, où le film était présenté en soirée d'ouverture, l'accueil enthousiaste de la presse, des télévisions, l'affichage sauvage sur les murs de New York, les encarts de publicité pris dans le *New York Times*, et le résultat : la sortie dans une salle le vendredi et le retrait, dès le lundi matin, en dépit d'un honorable résultat et 4 000 dollars

de recettes (environ 20 000 francs), pour faire place à... un autre film français, *Plein Soleil*, de René Clément. Mais le distributeur rentrera dans ses frais, l'exploitation de *Bye Bye* se poursuit dans d'autres villes et les droits de télévision et de vidéo vont équilibrer les comptes.

GRANDE MISÈRE

D'autres difficultés ont été mises en évidence lors du débat « Attirer le jeune public au cinéma d'auteur ». Responsables de l'éducation nationale ou de la Ville de Paris n'auront pu que constater la grande misère de la capitale, dont certains ateliers censés initier les lycéens au cinéma fonctionnent avec un budget de 2 000 francs par an, tandis que les exploitants de cinémas Art et Essai soulignent que leur clientèle a vieilli.

La Vidéothèque, quant à elle, paraît aujourd'hui bien loin du rôle

qui lui avait été assigné à sa création en février 1988 : présenter au public des films et des émissions de télévision consacrés à la capitale. Michel Reilhac lui assigne désormais une triple mission : conserver et montrer la mémoire audiovisuelle de Paris, exploiter et nourrir un fonds documentaire et pédagogique, enfin accompagner le cinéma d'auteur sans se substituer à la distribution commerciale. Forte de trois ans, la fréquentation a augmenté de 80 %, la Vidéothèque souhaiterait un redéploiement dans d'autres lieux, et songerait à se débarrasser de l'étiquette « vidéo » qui, voilà dix ans, était synonyme de modernité. La Vidéothèque transformée en Imathèque ? Le nom - sans doute pas le meilleur - a été prononcé.

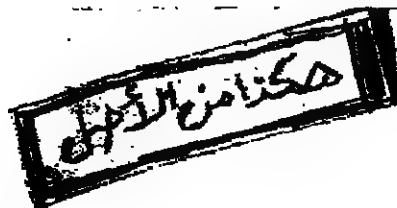
Annette Vezin

bleu pour réussir



La collection des Codes Bleus est en vente chez votre libraire.

- Jurisprudence riche et complète
- Grande sélection de textes complets
- Nouvelle présentation plus pratique





# LA SÉLECTION DU « MONDE »

**AFRIQUES : COMMENT ÇA VA AVEC LA DOULEUR ?** (français, 2 h 45), de Raymond Depardon. **AU LOIN** S'EN VONT LES NUAGES (finlandais, 1 h 36), d'Aki Kaurismäki. **BREAKING THE WAVES** (danois, 2 h 38), de Lars von Trier. **CAPTAIN CONAN** (français, 2 h 10), de Bertrand Tavernier. **CHRONIQUE COLONIALE** (holandais, 1 h 30), documentaire de Vincent Monnikendam. **ENCORE** (français, 1 h 36), de Pascal Bonitzer. **FARGO** (américain, 1 h 37), de Joel Coen.

**FEW OF US** (italien, 1 h 45), de Sharras Barts. **FOURBI** (suisse, 1 h 54), d'Alain Tanner. **LE JARDIN** (franco-slovaque, 1 h 40), de Martin Sulik. **5 COURTS-MÉTRAGES** (grec, noir et blanc, 1 h 13), de Mikhaïl Kobakhidze. **PONETTE** (français, 1 h 37), de Jacques Doillon. **LA PROMESSE** (belge, 1 h 33), de Jean-Pierre et Luc Dardenne. **LA RENCONTRE** (français, 1 h 15), d'Alain Cavalier. **RONDE DE FLÛES À PÉKIN** (chinois, 1 h 42), de Ning Ying.

## FESTIVALS

**LE CINÉMA TCHÈQUE ET SLOVAQUE**  
Après les cinémas turc, suisse, grec, brésilien et coréen, le Centre Pompidou continue son tour du monde du 7<sup>e</sup> art en bravaillant ses projecteurs sur le cinéma tchèque et slovaque avec une sélection de cent cinquante films. Du *Bâtisseur de la cathédrale* (1924) de K. Degl et A. Novotny jusqu'à *Marian du Tchécoslovaquie* de Petr Vachek, préné l'été dernier au Festival de Locarno, ou au *Jardin du Slovaque* de Martin Sulik (sorti le 16 octobre), ce panorama met en vitrine un cinéma dont on connaît surtout l'âge d'or avec l'éclosion dans les années 60 d'une « nouvelle vague » tchécoslovaque qui a précédé le Printemps de Prague. Formés à la FAMU (école supérieure de l'art cinématographique), créés après la guerre, des réalisateurs émergents dont les œuvres franchissent les frontières : *Un jour, un chat* de Václav Jirásek est distingué au Festival de Cannes en 1963, *Le Miroir aux alouettes* de Jan Kadar et Elmar Klos remporte l'Oscar du meilleur film étranger en 1965, *L'As de pique* ou *Les Amours d'une blonde* de Milos Forman enchantent les cinéphiles qui découvrent aussi Jaromil Jires (*Le Premier Cri*), Vera Chytilova (*Les Petites Marguerites*), Jiří Menzel qui décroche un Oscar, en 1967, avec *Trains d'été* et *Le Voleur*. « L'évolution du cinéma tchèque et slovaque reflète fidèlement l'évolution de l'histoire au cours du XX<sup>e</sup> siècle », souligne Jean-Loup Passek, responsable du cinéma au Centre Pompidou, qui publie avec Eva Zarovalova un ouvrage *Mé à cette rétrospective*. Le *Cinéma tchèque et slovaque* (Collection Cinéma/Phuril, Ed. du Centre Pompidou). Du 23 octobre au 3 mars 1997. Centre Pompidou, salle Garance. M<sup>rs</sup> Rambuteau. Tél. : 01-42-78-37-29.

**L'ENFER DE DANTE**  
L'Auditorium du Louvre propose un cycle de films, pour la plupart inédits, une lecture d'extraits de *La Divine Comédie* et deux conférences qui sont autant d'occasions de découvrir ou de regarder sous d'autres angles le grand poème de Dante. Ainsi, ce cycle rassemble aussi bien des films italiens primitifs que des fictions américaines traduisant en images les visions dantesques. Le premier long-métrage italien, réalisé en 1910 par Adolfo Padovani, est consacré à *L'Enfer*. Certains racontent la vie du poète, Dante, sa vie, son temps (1922) de Domenico Gaido, et l'amour fidèle qu'il voua à Béatrice. *La Vita nuova* anime le héros d'*Obsession* (1976) de Brian De Palma. D'autres œuvres adaptent librement *La Divine Comédie*, et mettent en scène ses personnages, comme Paolo et Francesca, Francesca de Rimini (1910) de Ugo Falena. Attraction foraine dans

*L'Enfer de Dante* (1935) de Harry Lachman avec Spencer Tracy et Rita Hayworth, *L'Enfer* hante de ses références métaphoriques des films comme *L'Enfer de Dante* (1924) de Henry Otto ou devient source d'inspiration parodique dans *Maciste en enfer* (1925) de Guido Brignone.

*Du 24 au 31 octobre. Auditorium du Louvre, accès par la Pyramide. M<sup>rs</sup> Palais-Royal, Musée du Louvre. Tél. : 01-40-20-51-86.*

### CARTE BLANCHE À RIVAGES/NOIR

Le cinéma Grand Action propose onze films choisis et présentés par des auteurs de la collection *Rivages/Noir*, et trois hommages présentés par François Guérin, directeur de cette collection. *Grand Action, 5, rue des Ecoles, Paris 5. Tél. : 01-43-29-44-40.*

### 18<sup>e</sup> FESTIVAL DU CINÉMA MÉDITERRANÉEN DE MONTPELLIER

Cent soixante-dix films sont programmés pour ce large panorama des productions cinématographiques les plus récentes des pays de la Méditerranée, dont douze longs-métrages et dix-neuf courts en compétition. Une cinquantaine de personnalités internationales sont attendues et dix-neuf pays représentés. Cette édition présente aussi l'œuvre intégrale de Luchino Visconti, et des hommages à des acteurs et réalisateurs emblématiques du cinéma méditerranéen : l'espagnol Francisco Rabal, l'israélien Uri Zohar, le Portugais João César Monteiro, le Français Robert Gudiégou, les Arméniens Sergueï Paradjanov et Artavazd Pelechian. Plusieurs tables rondes viendront enrichir ces hommages de témoignages et de réflexions sur l'apport des cultures méditerranéennes au cinéma.

*Du 25 octobre au 3 novembre. Le Corum, tél. : 04-67-61-67-61 ; Centre Rabelais, tél. : 04-67-66-44-70 ; Federico La Médiathèque Pelin, tél. : 04-67-20-95-83.*

### 19<sup>e</sup> FESTIVAL DU FILM ITALIEN DE VILLERUPT

Terre natale et inspiratrice de nombreux cinéastes italiens, la Toscane est au centre de cette édition qui réunit une quinzaine de films anciens ou récents et accueille Paolo et Vittorio Taviani, Mario Monicelli et Antonio Di Bucci. A côté d'un panorama de la production italienne de l'année (dix-sept films dont la moitié sont inédits) et de la compétition (six films de jeunes réalisateurs non distribués en France), le festival consacre un hommage à l'auteur-réalisateur Carlo Verdone, fer de lance de la nouvelle comédie de mœurs à l'italienne, avec la projection de cinq de ses films. *Du 25 octobre au 11 novembre. Espace Guy-Mégret, 6, rue Clemenceau, 54190 Villerupt. Tél. : 03-82-89-40-22 ou 03-82-89-28-56.*




## NOUVEAUX FILMS

**L'INCROYABLE VOYAGE À SAN FRANCISCO**  
Film américain de David R. Ellis, avec Robert Hays, Kim Greist, Veronica Lauren, Kevin Chevalier, Benj Thall (1 h 28). VF : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1<sup>re</sup> : Rex, dolby, 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; Gaumont Marignan, dolby, 8<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; George-V, dolby, 8<sup>e</sup> (01-47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Odéon, dolby, 6<sup>e</sup> (01-43-25-59-83) ; UGC Convention, dolby, 15<sup>e</sup> (01-48-28-42-27) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> : Gaumont Parnasse, dolby, 14<sup>e</sup> (réservation : 01-40-20-30-10) ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39



## Le référé de TF 1 contre la fusion Canal Plus-NetHold sera examiné le 12 novembre

AVANT même d'être concurrents, Canal Plus et TPS, futur bouquet de programmes nommés en français, ont décidé de s'affronter dans les prétoires. « Canal Plus a une excellente image de marque, mais elle est aussi très cryptée. Pour Canal Plus, « il est clair que la fusion avec NetHod non seulement ne remet pas en cause les intérêts de la chaîne sportive, mais au contraire lui ouvre de nouvelles perspectives de développement ».

OU

Accord parental souhaitable    Accord parental indispensable    Interdit aux moins de 12 ans    Public adulte    Interdit aux moins de 16 ans

Source: CSA

AVANT même d'être concurrents, Canal Plus et TPS, futur détenteur de programmes numériques français, ont décidé de s'affronter dans les prétoires. « Canal Plus accueille avec sérénité, mais non sans étonnement, l'action en justice de Patrick Le Lay contre la fusion Canal Plus-Netfield », précise un communiqué de la chaîne cryptée, mardi 22 octobre. Ce communiqué répond au dépôt d'une plainte du PDG de TPT, qui souhaite « la suspension de l'opération de fusion avec Netfield, au moins, et, le mieux, la dissolution de la fusion ». Les déclarations de Patrick Le Lay, PDG de Netfield, au périmètre de la fusion (« Le Monde du 23 octobre ») le réfèrent sans examen le 12 novembre devant le tribunal de commerce de Paris.

Le travail du CSA a débuté en octobre 1995 avec une étude quantitative concernant la place de la violence dans les programmes de fiction. Des réunions avec les chaînes ont jalonné l'année au sujet des commissions de visionnages et de ce code, qui avait vocation à être inclus dans les cahiers des charges des télévisions publiques et de TF1 et M6, ce qui est le cas pour les conventions de ces deux dernières signées le 31 juillet (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> août).

norme édictée par le CSA pour classer les émissions en fonction de leur degré de violence ou de pornographie selon cinq signaux : un carré vert pour (tous publics), un carré vert avec rond noir (indiquant que certaines scènes peuvent heurter le jeune public), un rond orange avec carré noir (films interdits aux moins de douze ans), un rond rouge sur fond noir (films interdits aux moins de seize ans), et enfin un « X » noir sur fond violet (œuvres à caractère pornographique ou d'extrême violence).

Yves-Marie Lahe

TE1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
-----	----------	----------	--------------	-----	---------	-------

TF1	France 2	France 3	La Cinquième	M 6	Canal +	Radio
<p><b>12.50</b> A vrai dire. Magazine.</p> <p><b>13.00</b> Journal, Météo.</p> <p><b>13.35</b> Femmes. Magazine.</p> <p><b>14.00</b> Les Feux de l'amour. feuilleton.</p> <p><b>14.35</b> Elisa, top model. Série. La signataire.</p> <p><b>15.35</b> Supercoups Dorothée. Les Amélie &amp; Co. Com. l'humour &amp; l'power.</p> <p><b>16.00</b> Rangers, Les Chevaliers du zodiaque.</p> <p><b>17.35</b> Journal.</p> <p><b>2 sans toit...</b> Série. Diagnostic réservé.</p> <p><b>18.10</b> Le Rebelle. Série.</p> <p><b>18.35</b> La maison de poupées.</p> <p><b>19.00</b> L'Or à l'appel, jeu.</p> <p><b>19.55</b> et <b>20.45</b> Météo.</p> <p><b>20.00</b> Journal.</p>	<p><b>12.15</b> Pyramide. Jeu.</p> <p><b>12.50</b> et <b>13.40</b> Météo.</p> <p><b>13.35</b> Journal.</p> <p><b>14.35</b> Secret de chef.</p> <p><b>15.30</b> Dédicé. Série.</p> <p><b>16.00</b> Bienvenue à bord.</p> <p><b>16.35</b> Le Renard. Série.</p> <p><b>17.00</b> La piste d'un invisible.</p> <p><b>17.40</b> et <b>5.05</b> La Chance aux chances.</p> <p><b>18.00</b> Des chiffres et des lettres. Jeu.</p> <p><b>18.35</b> Sauvés par le gong.</p> <p><b>19.35</b> Hardy cœur à vif.</p> <p><b>19.40</b> Qui est qui ? Jeu.</p> <p><b>19.55</b> Bonne nuit, les petits. Poème Balzard.</p> <p><b>19.20</b> et <b>1.50</b> Studio Gabriel.</p> <p><b>19.55</b> Jean-Louis Murat.</p> <p><b>20.00</b> Journal.</p> <p><b>20.45</b> et <b>20.50</b> Tirage du Loto.</p> <p><b>20.00</b> Journal.</p> <p><b>20.45</b> et <b>20.50</b> Météo.</p>	<p><b>12.55</b> Journal, Météo.</p> <p><b>13.35</b> Mille Hautes. Série.</p> <p><b>14.35</b> Y'a à l'annuler.</p> <p><b>14.55</b> Secret de chef.</p> <p><b>15.30</b> Secret de famille. Jeu.</p> <p><b>16.40</b> Les Millekums. Tintin.</p> <p><b>17.00</b> Les Tortues Ninja.</p> <p><b>17.45</b> C'est pas sorcier. Le méro.</p> <p><b>18.20</b> Questions pour un champion. Jeu.</p> <p><b>18.47</b> Un livre, un jour. Le Menage de mots.</p> <p><b>19.00</b> et <b>1.50</b> Studio Gabriel.</p> <p><b>19.55</b> Jean-Louis Murat.</p> <p><b>20.00</b> Journal.</p> <p><b>20.45</b> et <b>20.50</b> Tirage du Loto.</p> <p><b>20.00</b> Journal.</p> <p><b>20.45</b> et <b>20.50</b> Météo.</p>	<p><b>12.55</b> Attention santé. Les différents couleurs de peau.</p> <p><b>13.00</b> Planète blanche. Antarcis : le plus beau.</p> <p><b>13.35</b> 1935. Série.</p> <p><b>14.00</b> L'Esprit du sport. Spécial Sport à Monaco.</p> <p><b>14.30</b> La Forêt des péchés.</p> <p><b>15.00</b> Deux ans de vacances.</p> <p><b>15.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>16.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>16.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>16.55</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>17.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>17.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>18.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>18.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>19.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>19.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>20.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>20.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>21.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>21.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>22.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>22.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>23.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>23.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>24.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p>	<p><b>12.50</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>13.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>14.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>14.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>15.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>15.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>16.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>16.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>17.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>17.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>18.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>18.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>19.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>19.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>20.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>20.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>21.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>21.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>22.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>22.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>23.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>23.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>24.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p>	<p><b>12.50</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>13.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>14.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>14.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>15.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>15.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>16.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>16.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>17.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>17.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>18.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>18.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>19.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>19.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>20.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>20.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>21.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>21.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>22.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>22.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>23.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>23.30</b> Les Routes du paradis. Série.</p> <p><b>24.00</b> Les Routes du paradis. Série.</p>	
<p><b>LE LURON PASSIONNEMENT</b> Documentaire présenté par Philippe Bouvard. Invités : Daniele Faivre, Pierre Douglis... 63040067</p> <p><b>Philippe Bouvard</b> retrace la carrière de l'imitateur, disparu il y a dix ans.</p>	<p><b>L'INSTIT</b> Série. D'après le roman de François Veilleux, écrit par Gérard Kluin (105 min). 8144740</p> <p><b>L'Institut</b> aborde, avec ses élèves, la question de la mort lors du décès de la mère d'une fillette de sa classe. Blémily une série culte ?</p>	<p><b>ÉTATS D'URGENCE</b> Hors-série présenté par La Marche du siècle, préparé par Jean-Marie Kluin.</p> <p><b>Un homme fou.</b> - homme fou ? Entretien avec Francis Huetz, commissaire européen à l'Agriculture et Pierre-Marie Kluin, directeur général des Douanes françaises.</p> <p>Une déclamation de monologues, de Gerry Northam, Francis de Groote et Steve Hackett ; la science dans le bouvard, de Sébastien de Montvalon et Philippe Ody ; la science dans le bouvard, d'Olivier Wurm et Lionel de Lontz ; la science dans le bouvard, d</p>				

## Les films sur les chaînes européennes

[illegible]

► Signalé dans « Le Monde  
Télévision-Radio-  
Multimédia ».

- On peut voir.
- Ne pas manquer.
- Chef-d'œuvre ou classique.
- ◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



# « Tiptop », coup de jeune sur TF 1 ?

La première chaîne revient aux variétés, mais en deuxième partie de soirée. Un cocktail de chansons et de reportages élaboré dans le plus grand secret

« ATTENTION : je ne prétends pas faire Bercy avec « Tiptop ». Tout au plus un petit « Zénith » ! » pré- vient Gérard Louvin. La nouvelle émission de musique de TF 1 est programmée en deuxième partie de soirée. « Ce qui permet d'inviter des artistes un peu moins connus ». A quelques minutes de l'enregistrement de la première, le responsable des variétés sur la chaîne privée ne semble pas trop nerveux au téléphone. Producteur, manager d'artistes, PDG de la société Glem et de la radio Voltage FM, l'homme sait où il va et affiche volontiers ses réussites : « J'ai six spectacles qui tournent actuellement dans Paris. Toutes les salles sont pleines. A la télévision, c'est la même chose. »

TF 1 était-elle moins confiante ? Son service de presse a refusé la présence de tout journaliste sur le plateau et conservé jalousement les reportages qui avaient été préalablement tournés. Pas question de déformer le sujet ! Pas question, surtout, de prêter le flanc à la critique avant la diffusion de l'émission. Il a donc fallu se contenter des déclarations d'intention.

Elles sont légions. « Tiptop » sera ouvert aux jeunes talents, puis, aux côtés de Mylène Farmer et de Khalid, figureront des artistes comme Dorian et MN 8. « Tiptop » conjuguera les shows devant un public debout et les interviews plus intimistes, qui auront lieu sur un autre plateau, près d'un piano propice aux confidences. « Tiptop » sera présenté par un duo inédit : Eric Jeune, qui anime d'ordinaire le journal musical de NRJ,



et Nathalie Simon, que l'on a vue sur « Intervall ». Face au spécialiste, celle-ci jouera le rôle de la candidate prête à tout découvrir. « Je les ai vus répéter toute la journée », raconte Louvin. Ça marche bien entre eux. Ils sont comme frère et sœur.

## UN COMBAT OUVRIER

« Tiptop » va inaugurer aussi le mélange des genres. Des artistes vont chanter en live ou en playback - ce n'est pas précisé, puisque, selon Gérard Louvin : « Cette question relève d'un combat dépassé » - mais il y aura également des séquences qui relèvent plutôt du magazine. La première

émission comportera, par exemple, une interview de Céline Dion, un petit film sur la saga de U2 et un reportage sur le tournage du dernier clip de Michael Jackson. Une rubrique sera enfin consacrée à l'air du temps : concerts et tournées, sorties d'albums et potins de stars.

Question : avec « Tiptop », TF 1 ne serait-elle pas en train de tester un nouveau style, de partir à la reconquête d'un public jeune, qui, pour l'instant, se reconstruit davantage avec M6 ? « Pas du tout », rétorque Gérard Louvin. Je refuse la notion de ciblage. Je fais une émission pour tous les publics, sans ja-

mais me soucier de l'image qui s'en dégage. » Propos trop angéliques pour être vrais : ce n'est pas la première fois que TF 1 tente de marcher sur les plates-bandes de sa rivale plus naturellement musicale. N'a-t-elle pas diffusé, elle aussi, des émissions centrées autour de la « dance » ?

Même si le producteur s'en défend, il y a fort à parier que « Tiptop » sera à rattacher à la génération des émissions musicales style « Flash-back » et « Graines de stars » plutôt qu'à « Sacré soirée », dont Glem a pourtant produit deux cent soixante-sept numéros. Pas de jeux, pas d'invités-surprise, pas de coups de théâtre susceptibles de tirer des larmes à Michel Sardou ou Johnny Hallyday. Rien que de la musique. « Ce type d'émission est possible parce que nous sommes en deuxième partie de soirée, mais aussi parce que le contexte a changé », insiste Gérard Louvin. Il y a quelques années, les télévisions program- maient jusqu'à six émissions de variétés par semaine. Les spectateurs étaient saturés. La tendance s'est inversée, et il y a de nouveau une place pour le genre.

En attendant le verdict du public, les responsables de TF 1 ont déjà reçu les félicitations des maisons de disques, qui se plaignaient depuis longtemps du manque d'exposition de leurs poulains.

Jean-Louis André

« Tiptop », TF 1, jeudi 24 octobre, à 22 h 20.

# Coup de sang

par Agathe Logezart

NON, il n'entrera pas dans l'égérie. Tant que les soldats qui l'ont précédé n'en seront pas sortis, il restera là, buté, obstiné, inébranlable. Pas de soldat israélien dans un lieu de prière, l'église Sainte-Anne, considérée comme une enclave française dans cette vieille ville de Jérusalem, il n'en est pas question. On ne le fera pas entrer à n'importe quelle condition, et par la force des balonnettes. On prendra le temps qu'il faudra, mais la résistance paiera. Et les soldats, drôles de paroissiens, sortiront en file indienne, l'air pas très fier. Fin du premier épisode.

Deuxième séquence : la caméra à la tête en bas. Dans les ruelles étroites que le président de la République française a décidé de parcourir pour distribuer poignées de main et paroles de paix à la communauté arabe qui s'estime ici chez elle, les forces de sécurité israéliennes se comportent avec la douceur qu'on leur connaît dans les territoires occupés. Bousculades, regards menaçants, barrières métalliques rudement poussées pour contenir des journalistes traités sans ménagement et empêchés de faire leur travail, cette fois, c'en est trop. Jacques Chirac explose. C'est lui qui assure le service d'ordre. Faisant au corps, il permet le passage des envoyés spéciaux allègrement piétinés par les Rambo qui lui servent d'escorte. Il s'en faut de peu qu'il ne fasse le coup de poing : « Qu'est-ce qu'il y a encore comme problème ? Je commence à en avoir assez ! » : le

responsable du service d'ordre qui se trouve à sa portée en prend pour son grade. Que veut-il, ce malotru ? Que le chef de l'Etat reprenne séance tenant son avion ? Retenez-le, on l'a fait un malheur ! On n'entend pas les explications embarrassées de celui qui se prend ici une belle avoinée, mais, à l'évidence, elles ne convainquent pas Jacques Chirac. Il n'y a pas de sécurité qui vaille : le mot est lâché, c'est de la « provocation ». Une nouvelle fois, la garde israélienne devra battre en retraite et desserrer son étai. Incroyables images ! Face émergée de l'iceberg d'incidents qui ont jalonné ce qui devait être le voyage de l'homme de bonne volonté, les incidents de la visite de Jacques Chirac à Jérusalem en disent long sur la brutalité des moeurs locales. A trop visser le couvercle de la Cocotte-Minute, on prend le risque, après un beau sifflement, de la voir exploser. Ça n'a pas raté. Et c'est un Chirac inconnu qui nous a ainsi été donné à voir. Rajouté par la colère, ragillard par la démonstration de sa vigueur, fouetté par ce coup de sang qui lui va, somme toute, assez bien au teint. Il fallait le voir, ensuite, au cours de la conférence de presse commune, aux côtés de Benjamin Netanyahu, sauveur l'instant des plates-excusées présentées par le premier ministre israélien, feldre de croire à l'explication de l'exercice de zèle de forces de sécurité et, magnanime, accorder son pardon en déclarant que « l'incident est clos », pour comprendre ce qu'est le plaisir de la revanche.

## JEUDI 24 OCTOBRE

### TF 1

12.50 A vrai dire. Magazine.  
13.00 Journal, Métro.  
13.35 Femmes.  
13.40 Les Feux de l'Amour.  
14.35 Dailies.  
15.30 Hôtel. Série.  
16.25 Club Doreville.  
17.35 Journal 2 sans toi... Série. Piège infernal.  
18.10 Le Rebelle. Série.  
19.00 L'Or à l'appel.  
19.35 et 20.45 Métro.  
20.00 Journal. Tiersé, Traffic info.

20.50  
**LES CORDIER**  
JUGE ET FLIC  
Série. Le petit juge, de Gilles Minot (30 min). 704988  
Les Cordier suspectent un patron de presse d'être l'assassin d'un journaliste qui s'apprêtait à publier un article sur ses agissements...

22.20  
**TIPTOP**  
Diversité. Avec Khalid, Pascal Obispo, No Mercy, Mylène Farmer... (10 min). 889457  
Emission musicale qui propose de voir ou de revoir des tubes français et étrangers et de découvrir des nouveaux talents.  
■ Live d'été.  
■ 0.10 Les Rendez-vous de l'entreprise.  
Invités : Jean-Paul Bôcher, président du groupe Flo.  
0.35 Journal, Métro.

0.45 et 1.25, 3.10, 5.00 Histoire des musiques. 1.15 et 2.00, 3.00, 4.00, 4.40, 5.10, 5.40 Histoire des musiques. 4.10 Cas de divorce. 4.30 Musique.

### France 2

12.20 Pyramide. Jeu.  
12.35 et 13.40 Métro.  
13.00 Journal, Loto.  
13.30 Secret de chef.  
13.50 Derrick. Série. Pts.  
14.55 Le Renard. Série.  
15.35 Thérèse.  
16.10 et 1.05 La Chape aux chaussons.  
16.55 Des chiffres et des lettres. Jeu.  
17.30 Sauvés par le gong.  
17.45 Le passe à la télé.  
18.15 Hardy cours à vie. Série.  
18.45 Qui est qui ? Jeu.  
19.15 Bonne nuit, les petits.  
19.35 et 2.30 Studio Gabriel.  
Invités : Pierre Perret.  
20.00 Journal. A cheval, Métro, Point route.

20.55  
**ENVOYÉ SPÉCIAL**  
Magazine. Les produits fermiers : Grandeur sous camille : Pionnières du voile : Post-scriptum : Victimes de la Schengen (75 min). 963589  
23.00 Expression directe. UDR.

23.05  
**LES ACCUSÉS**  
Film de Jonathan Kaplan avec Kelly McGillis (1984, 110 min). 705157  
Une jeune serveuse, qui a un peu trop bu dans un bar après s'être disputée avec son petit ami, est victime d'un viol collectif. Elle porte plainte et lutte pour faire condamner jusqu'aux spectateurs du viol, avec l'aide d'une avocate.  
1.00 Journal, Bourse, Métro.  
1.20 Le Cercle de minuit.  
Spécial Météo. Invités : Jean-Claude Izzy, Jean Vialat, Alfred Pacini et Dominique Pons (70 min). 188818  
3.05 Un pays, une musique. Argentine. 3.30 24 heures d'Info. 4.00 Météo. 4.05 Le Corballe.

### France 3

12.30 Journal, Keno.  
13.35 > Parole d'Expert ! Invité : Roland Giraud.  
14.30 Un jour, une fête.  
14.50 Questions au gouvernement. En direct du Sénat.  
16.10 Secrets de famille.  
16.40 Les Malheurs.  
17.15 Les Tournesols.  
17.45 Un chien des Flandres.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.40 Un livre, un jour : Le Verre.  
18.55 Le 19-20.  
19.35 et 2.30 Studio Gabriel.  
Invités : Pierre Perret.  
20.05 Fa si la chantez. Jeu.  
20.35 Tout le sport.

20.50  
**LA DÉCHIRURE**  
Film de Roland Joffé (1984, 135 min). 830287  
Après la chute de Phnom Penh, en 1975, un correspondant de presse américain tente de sauver son interprète des Khmers rouges.  
23.10 Journal, Métro.

23.40  
**QU'EST-CE QU'ELLE DIT ZAZIE ?**  
Magazine littéraire présenté par Jean-Michel Maréchal. Miroir : Jacques de Nicolai Boulver ; Marguerite Duras : vérités et légendes ; d'Alain Badiou : L'écrit ; d'Alain Badiou : Une histoire : Voyages de Vasco de Gama, par Paul Tisserand ; Météo ; Pils Plus ; Prière d'insérer (40 min). 107387  
0.40 Tapisse d'opéra. Ecran trapèze. 1.30 Capitaine Poulido. Un cambrioleur courtois. Série. 1.55 Histoire de la France. Concerto pour piano et orchestre. 2.00 mouvement de Dvorak, par Igo Arias. 2.05 orchestre symphonique de Prague, Petr Altrichter, dir. (20 min).

### La Cinquième

12.00 Atout savoir. Les crimes passionnels. 12.30 Signes de vies. 12.55 Attention santé. Sida : la grossesse. 13.00 Chasseurs de trésors. Les épaves du détroit de Bass. 13.30 Demain l'entreprise. Les conseils de Clotilde. 14.00 Les Masais. 15.00 Des choix pour demain. Musique : romps avec le passé. 16.00 Le Journal de la création. 16.30 Les Vents de la découverte. Les amphibiens. 17.30 AIE. 18.00 Des religions et des hommes. Séances sans frontières. 18.15 Cinq sur cinq inventions. Visite dans les villes-au feu le moto. 18.30 Le Monde des animaux.

20.45  
**SOIRÉE THÉMATIQUE : BUDAPEST 56**  
20.50 Desertes croisés. Documentaire d'Olivier Dore et Zsuzs Kárbel (30 min). 846874  
Cinquante ans de trahisons et de sacrifices : l'histoire de la Hongrie à travers les parcours de deux communistes convaincus, Imre Nagy et Jenos Kados.  
21.25 Enquête sur un enlèvement. Documentaire de Peter Kasovitz (35 min). 413857  
21.58 Le Temps suspendu. Film hongrois de Peter Gábor avec István Zsuzs (1982, v.o., 96 min). 289219  
Le traumatisme de 1956, et ses conséquences pour la vie de toute une génération de Hongrois. Remarquable chronique sociale en grisaille, mais où la jeunesse représente l'espoir.  
22.35 La Nuit venue. Documentaire. Naissance d'une révolution, de William Guérin (v.o., 75 min). 701298  
0.30 Universal Techno. Documentaire de Dominique Deluz (rediff.). 1.35 Psychédélie. Trame. Documentaire de Martin Meeuwisse (rediff.). 55 min).

23.40  
**QU'EST-CE QU'ELLE DIT ZAZIE ?**  
Magazine littéraire présenté par Jean-Michel Maréchal. Miroir : Jacques de Nicolai Boulver ; Marguerite Duras : vérités et légendes ; d'Alain Badiou : L'écrit ; d'Alain Badiou : Une histoire : Voyages de Vasco de Gama, par Paul Tisserand ; Météo ; Pils Plus ; Prière d'insérer (40 min). 107387  
0.40 Tapisse d'opéra. Ecran trapèze. 1.30 Capitaine Poulido. Un cambrioleur courtois. Série. 1.55 Histoire de la France. Concerto pour piano et orchestre. 2.00 mouvement de Dvorak, par Igo Arias. 2.05 orchestre symphonique de Prague, Petr Altrichter, dir. (20 min).

### M 6

12.25 Les Routes du paradis. (12) Le monstre. Série.  
13.25 Pour l'amour d'un enfant. 1844  
Film de Richard Michaels, avec Michelle Pfeiffer (92 min). 864828  
15.10 Drôles de dames. 16.45 Télé casting. 17.05 et 2.25 Faites comme chez vous. Vanessa Demouy. 18.00 > Space 2063. Série. 18.35 Highlander. L'homme perdu. 19.34 Six minutes d'information. 20.00 Une nouou d'enfer. Le testament. Série. 20.35 Passé simple. Magazine. 1983 : le mythe Kennedy.

20.50  
**LE PETIT CRIMINEL**  
Film de Jacques Doillon avec Gérard Philipe, Clotilde Courau (1993, 96 min). 235259  
Une étude de comportement admirablement réalisée et interprétée.

22.45  
**CANDYMAN**  
Film de Bernard Rose avec Virginia Madsen (1992, 94 min). 348888  
Construit sur des croyances mythiques et les souffrances de la paranoïa, ce film remarquablement écrit, mis en scène et interprété, renouvelle par tout un jeu de fantômes le thème du serial killer, dont le cinéma américain est obsédé.  
0.30 Lady Blue. Série. Le bourgeois. 1.25 Best of Trash. 3.30 Jazz 6. Magazine. 4.30 Hot Forme. Magazine. 4.35 Paris top models. Documentaire. 5.30 Culture pub. Magazine (25 min).

### Canal +

12.25 Central Building. Court métrage de Philippe Bertrand (4 min). 277408  
13.35 > En clair jusqu'à 13.35. 13.35 La Grande Famille. 13.35 L'Amour conjugal. Film de Benoît Barbier (1994, 90 min). 864827  
15.05 L'Hebdo de Michel Field (rediff.). 16.05 Richie Rich. Film de Donald Petrie (1994, 91 min). 864328  
17.40 C Net (rediff.). 17.55 Flash Gordon. Dessin animé. Les sites de la destruction. 20.30 > En clair jusqu'à 20.30. 18.35 Nulle part ailleurs. Invités : Isabelle Auboyer.

20.15  
**FOOTBALL**  
En direct. Match de la 14<sup>e</sup> journée du championnat de France de D1 : Bordeaux-Monpellier. A 20.30, coup d'envoi. A la mi-temps, le journal du foot (15 min). 192275  
22.30 Flash d'information.

22.35  
**PULP FICTION**  
Film de Quentin Tarantino avec John Travolta, Bruce Willis (1994, v.o., 148 min). 824838  
Un homme jeune raconte à des gens attendant le bus sa drôle de vie. Une suite de petites fables sur le mode de vie américain et la vie politique américaine, dont l'originalité tient surtout à l'utilisation de nouvelles technologies insérées dans des documents d'époque.  
1.05 Jack et Sarah. Film de Tim Sullivan avec Richard E. Grant (1995, v.o., 106 min). 706182  
2.30 Surprises (10 min).

### Radio

**France-Culture**  
20.30 Lieux de mémoire. L'Amanach Vermet.  
21.30 Fiction. Aragon 96. Catherine Millet. Les Théâtres de carton de Pauline Caron.  
22.40 Nuits magnétiques. Vex & Nette (1).  
0.05 Du jour au lendemain. Louis Lemaire (1994). 0.45 Les Cinglés du music-hall. Journal des 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 1993 (3). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Les poètes : Michel Houellebecq (1.30). La descente de l'Inferno (2). 2.40. Entretien avec Michel Onizy (3.15). L'Étrange de l'Étrange. Oscar Wilde (3.45). La politique des élites, par Claude Meillassoux.

**France-Musique**  
20.00 Concert de jazz. Concerto de jazz de jazz de l'UFR. Donné le 23 septembre, à la Maison du jazz de Courbevoie, par le Big Band de l'Union européenne de Radiofrance, dir. Ole Kirkhusland, avec Rüdiger Kellner et Robert Majewski, trompettes, bugles, Steven Henson, Loise Krifcan et Bert Müller, trombones, Sørensen, trombone basse, Johan Herten, Co Sorel, Leo Jansen, Earl Swoyze et Richard Seland, saxophones.  
22.30 Musique pluriel. Poursuite 1<sup>re</sup> de Borral, par le Chœur et l'Orchestre de Paris-Sorbonne, dir. Jacques Colmer. Durée pour deux violons (extraits), de Berio, Liszt, Stravinsky.  
23.07 Histoire de disques. Œuvres de Chopin, Liszt, Bruckner, Wagner, Puccini, Liszt, de Falla, Stravinsky.

0.00 Tapisse nocturne. Festival A la découverte de la nouvelle musique. Donné le 23 octobre, au Palais de la Culture, dir. Jacques Colmer. Œuvres de Fauré, Debussy, Ravel, Liszt, de Falla, Stravinsky.  
**Radio-Classique**  
20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Ernst von Dohnányi. Suite dans le style ancien op. 24, Martin Rietz, piano ; Esquisses hongroises, de Bartók, par l'Orchestre symphonique de Chicago, dir. Fritz Reiner ; Quatrième à cordes n° 1, de Brahms, par les Membres de l'Orchestre philharmonique de Berlin ; Œuvres de von Dohnányi.  
22.40 Les Soirées... (Suite). Œuvres de Weber, Marcellus, de Kodaly, von Dohnányi, Hubay, Liszt. 0.40 Les Nuits de Radio-Classique.

## Les soirées sur le câble et le satellite

### TV 5

20.00 Comme un boomerang. Film de José Giovanni (1974, 90 min). 184227  
21.30 Il ne faut jamais jurer de rien.  
22.20 Métro des cinq continents.  
22.25 Journal (France 2).  
22.40 Ça se discute. (France 2 du 16/17h)  
0.05 Alice.  
0.30 Soir 3 (France 3).

**Planète**  
20.35 Armés jusqu'aux dents. 21.20 Danien, la terre de rencontre.

### Paris Première

22.10 De Suez à la guerre du Golfe. (1/2) L'orient compliqué, de 1940 à 1957.  
23.05 Le Bal moderne.  
23.30 La Légende des bateaux volants (46).  
21.00 Du plomb pour l'inspecteur. Film de Richard Quire (1994, v.o., 90 min). 828278  
22.30 Le J.T.S.  
23.00 Concert : Rafael Kubelík dirige Ma Vlast. Enregistré à Munich en 1985 (85 min). 538673

### France Supersession

20.30 Ponce Pilate. Film de Gian Paolo Callegari et Irving Rapper (1961, 105 min). 3828279  
22.15 Termis de table.  
22.30 Divine. Film de Dominique Delouche (1975, 90 min). 20740183  
**Ciné Cinéfil**  
20.30 La Verte Moisson. Film de François Villiers (1999, v.o., 95 min). 304781  
22.05 Ces dames aux chapeaux verts. Film de Fernand Rivers (1948, v.o., 90 min). 1178808  
23.35 Le Club : Samuel Hadida.  
0.55 Appel d'un Inconnu. Film de Jean Negulesco (1952, v.o., 95 min). 3049729

### Ciné Cinémas

20.30 Du haut de la terrasse. Film de Mark Robson (1960, 135 min). 87884705  
22.45 > Le Voleur de feuilles. Film de Pierre Tréaud (1983, 95 min). 7088106  
0.20 Noces blanches. Film de Jean-Claude Brisson (1987, 90 min). 8074488  
**Série Club**  
20.30 Mon amie Flicke. Mon vieux Danny. 20.45 Les Anges de la ville. La légende des signes. 21.40 et 0.45 François Gaillard ou la vie des autres. Julien. 22.30 Sherlock Holmes. La dent de diamant. 23.00 Flash. L'impitoyable. 23.50 Quincy. L'ange noir (35 min).

### Canal Jimmy

20.30 Dance With a Stranger. Film de Mike Newell (1983, 100 min). 3800873  
22.15 Rusty James. Film de Francis Ford Coppola (1983, v.o., 95 min). 8838808  
23.50 Souvenir. A bout portant : Mort Shuman. (30 min).  
**Eurosport**  
15.00 Golf. En direct de Valderrama (Espagne). PGA européenne. Moteurs : 1<sup>er</sup> tour (90 min). 718182  
18.00 Tennis. En direct de Stuttgart (Allemagne). Tournoi messieurs : 4<sup>e</sup> jour (90 min). 700434  
20.30 Tennis. En direct de Stuttgart (Allemagne). (90 min). 135366  
22.30 Basket-ball (90 min). 597182

### Les films sur les chaînes européennes

#### RTBF 1

20.35 Entre ciel et terre. Film d'Olivier Stone (1993, 145 min). Avec Hiep Thi Le, Tommy Lee Jones, Druce.  
**RTL 9**  
20.30 Amant en emporte Fletch ! Film de Michael Ritchie (1989, 100 min). Avec Chevy Chase. Comédie policière.  
22.10 Le Vaisseau fantôme. Film d'Andrew McLaglen (1988, 125 min). Avec Gregory Peck. Suspense.  
4.30 Côté de nuit. Film de Paul T. Robinson (1988, 95 min). Avec Richard Hatch. Aventures.  
**TMC**  
20.35 Madame Croque-Maris. Film de Jack Lee-Thompson (1964, 105 min). Avec Shirley MacLaine. Comédie.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > Signifié dans « Le Monde » ; ■■ Chef-d'œuvre ou classique ; ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



## L'inspecteur Tartuffe

par Pierre Georges

LE BRAVE, le saint homme de Pradel. Toujours la composition et la mine bienveillante d'un Tartuffe qui ferait la sorte des confessionnaires. Souffrez, braves gens, Pradel fera le reste !

Il est pu être prédicateur ou bonimenteur, vendre des images pieuses ou des roudoudous. Il vend du vent, prêche-prêche, du malheur en barre, rebouteux des âmes. Il fait de la télévision comme d'autres pratiquent l'exercice illégal de la médecine : avec bonheur, le suave bonheur de labourer la crédulité publique. C'est du Colombo revisité inspecteur Lame-à-Pic.

Une disparition lui est une aubaine. Une profanation, une énigme. Et le malheur commun, une bénédiction. Inspecteur des enquêtes inachevées, Jacques Pradel ne cherche pas. Il trouve. Et s'il ne trouve pas, il suggère. Il est policier sans carte, gendarme sans képi, magistrat sans toque.

Il officie régulièrement en ses propres grand-messes ordinaires, ouvertes aux heures de grande affluence. Et il sévit tout aussi régulièrement, se trompant avec l'infinie bonne foi qu'autorise une absence à peu près complète de remords. L'erreur est humaine, très chers frères, et les miennes si totalement humaines, que ce serait injuste de ne pas tenir mon affection pour admirable et digne des plus vives louanges !

Vit-on jamais, en effet, homme se tromper avec autant de méfiance ? Pour la cause, la bonne cause, au nom d'un bel humanisme télévisuel en pelures d'oignon, qui facilitent l'émotion, et peau de lapin, pour séduire le chaland. Car il se trompe, Jacques Pradel. Et il trompe, chef du rayon farces et tromperies.

Passé encore qu'il découvre et vende de l'extra-terrestre en barre et cassettes, le fameux homme de

Roswell, tombé du ciel comme météorite en or massif. S'il y a des gens, et il y en a, assez naïfs pour croire en l'homme de Roswell, ce n'est tout de même pas la faute à Pradel-la-bonne-Foi, compagnon du tour de France télévisuel et du mistigri réunis.

Mais il y a plus grave. Carpentras par exemple. Pradel avait trouvé quand d'autres cherchaient encore. Tout était bouclé, sinon les coupables, des fils de bonne famille, leurs noms sous enveloppe cachetée, les protections, les rebondissements et interpellations à venir, les circonstances. Oui, tout y était, avec l'aide d'un magistrat venu se commettre, d'un avocat et de témoins de bonne foi. Tout y était, sauf la vérité judiciaire qui fut autre. Ah ! comme la vérité peut parfois contrarier les meilleures intentions du monde ! Croit-on que Jacques Pradel s'en cache de tels errements ? Et pourquoi donc, puisque la cause était bonne et qu'en somme le doute doit profiter à l'accusateur !

Autre exemple, la disparition d'une grand-mère et de son petit-fils. Perdus de vue ! Pradel enquête, Pradel suggère, après d'autres dans la presse : Suzanne Ayme-Jouve et son petit-fils enlevés par une mission catholique, pour d'obscures raisons et de tortueuses vengeances. Avec coupable présumé, montré de l'objectif de la caméra comme du doigt. Là encore la vérité fut tout autre : sans doute un accident de la route.

Tout cela est pitoyable. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel se penche ces temps-ci sur la violence à la télévision pour mieux la baliser, en rond, triangle et carré. Vaste tâche ! Mais il est d'autres violences, doucereuses, mensongères, qui manifestement lui échappent !

La poursuite de l'enquête sur M<sup>me</sup> Casetta provoque une controverse judiciaire

Le parquet général a exigé par écrit que des nullités de procédure soient soulevées

LE GARDE DES SCEAUX a-t-il décidé, ainsi que l'assure *Le Canard enchaîné*, de « prendre personnellement en main la défense judiciaire de Louise-Yvonne Casetta » ? Dans son édition du 23 octobre, l'hebdomadaire relate les circonstances dans lesquelles le procureur général de Versailles, Jean-Pierre Plantard, a ordonné au procureur de la République de Nanterre, Yves Bot, de saisir la chambre d'accusation afin de soulever d'éventuelles nullités de procédure dans le dossier visant M<sup>me</sup> Casetta, ancien « chef de personnel » du RPR dont elle est souvent présentée comme la « trisorière occulte ». Selon *Le Canard enchaîné*, cette consigne aurait été donnée en application d'une instruction du ministre de la justice. Le cabinet de M. Toubon a indiqué, mercredi matin 23 octobre au Monde, n'avoir « donné strictement aucune instruction en ce sens, ni écrite ni orale, au procureur général de Versailles ».

Une chose est certaine : le procureur de Nanterre a bel et bien adressé, le 11 octobre, une requête à la chambre d'accusation de Versailles afin de l'interroger sur la régularité de certains actes. Et cette initiative a été prise sur ordre : la requête de M. Bot évoque l'article 37 du code de procédure pénale, qui confère au procureur général le pouvoir d'adresser des « instructions écrites » aux procureurs, en vertu de l'autorité dont il dispose à leur égard. Cette référence formelle est la trace du véritable affrontement qui s'est déroulé en tre MM. Plantard et Bot au cours des dernières semaines. Une première instruction

écrite a été adressée au procureur de Nanterre le 6 septembre, mais ce dernier ne s'est pas exécuté. A la seconde, délivrée le 7 octobre, le procureur Bot a été contraint d'obtempérer.

L'analyse du parquet général, dont une lettre confidentielle parisienne, *Le Pil*, avait livré la teneur dès lundi, conteste la validité des vérifications entamées, en septembre 1995, par le juge Eric Halphen. A l'origine de cette procédure, le 11 juillet 1995, le juge d'instruction de Créteil avait reçu une lettre de dénonciation du comptable de la société Les Charpentiers de Paris, qui affirmait que l'entreprise avait pris en charge les salaires de deux secrétaires travaillant en réalité pour le RPR. Chargé d'instruire l'affaire des fausses factures de la région parisienne, le juge Halphen avait fait interroger par la police les deux dirigeants successifs de la société ainsi

que le comptable dénonciateur. Ces investigations, effectuées en vertu d'une commission rogatoire délivrée par M. Halphen concernant des « fausses factures » dans une liste de sociétés sur laquelle ne figuraient pas les Charpentiers de Paris, sont aujourd'hui contestées. Leur annulation pourrait contraindre les enquêteurs à revenir à leur point de départ, et mettre M<sup>me</sup> Casetta à l'abri d'une mise en examen qui semblait inévitable.

Les faits mis en évidence à Créteil ayant été transmis au parquet de Nanterre – le siège social des Charpentiers de Paris est dans les Hauts-de-Seine –, le procureur Bot avait ouvert, à la fin d'octobre 1995, une enquête préliminaire. Il recueillait à nouveau les déclarations des entrepreneurs, puis des secrétaires elles-mêmes. Elle connut ensuite une série de retards, en raison des reports successifs de l'audition de M<sup>me</sup> Ca-

setta, qui avaient provoqué l'agacement du procureur (*Le Monde* du 29 mai 1996). Finalement interrogée, cette dernière s'était présentée comme une sorte d'« intendante » du RPR et avait admis avoir agi dans le cadre du financement de son parti, estimant que les salaires de ces secrétaires pouvaient constituer une forme de « don gratuit » à une formation politique. Le procureur Bot avait alors jugé indispensable la mise en œuvre de vérifications supplémentaires, et requis l'ouverture, le 3 juillet d'une information judiciaire.

Dans un rapport adressé, le même jour, à sa hiérarchie, M. Bot avait évoqué les raisons techniques de sa décision. Il avait en outre soulevé les incertitudes juridiques que lui inspiraient les pièces issues de la procédure initiale du juge Halphen, et qui motivent aujourd'hui la requête en annulation. Le procureur général de Versailles, Jean-Pierre Plantard, a confirmé au Monde avoir « donné instruction au procureur de saisir la chambre d'accusation, afin de purger sans délai la procédure d'éventuelles nullités », tout en affirmant l'avoir fait « sur la suggestion du procureur lui-même ». Mercredi matin, Yves Bot nous a catégoriquement répondu que son rapport « ne comportait aucune proposition de saisine immédiate de la chambre d'accusation ». Le déroulement des faits semble plutôt plaider en faveur de ce dernier : si le procureur de Nanterre avait lui-même proposé cette initiative, pourquoi aurait-il ensuite, deux ans plus tard, refusé de l'appliquer ?

Hervé Gattiogno

## Deux autres enquêtes, à Nanterre et à Paris

Deux autres enquêtes mettent en cause Louise-Yvonne Casetta. L'une à Nanterre, où le juge Patrick Desmure instruit un dossier concernant un circuit de fausses factures. Ouverte le 30 août 1995, cette information judiciaire a permis la mise au jour d'un réseau de sociétés-taxis et de fraudes sur les marchés publics de la Ville de Paris. M<sup>me</sup> Casetta aurait été destinataire d'une partie des commissions.

La seconde enquête se déroule à Paris. Lors de son instruction sur les fausses factures des HLM de la Ville de Paris, le juge Eric Halphen avait découvert que deux sociétés parisiennes, la Comatec et la CIEC, une société de chauffage performant de services de la Ville de Paris et de l'Office HLM, avaient versé, de 1991 à 1994, des salaires à M<sup>me</sup> Casetta sans que son activité professionnelle au sein de ces sociétés apparaisse clairement. L'enquête préliminaire ordonnée par le parquet de Paris étant terminée, Gabriel Bestard, le procureur de Paris, doit décider soit d'ouvrir une information judiciaire, soit de classer sans suite.

## L'épidémie de sida semble stabilisée sur le continent européen

43 % des cas déclarés sont liés à l'utilisation de drogues injectables

SELON le dernier bilan, publié mardi 22 octobre, du centre européen chargé de la surveillance de l'épidémie de sida, cette dernière « semble être globalement stabilisée en Europe ». Entre les mois de janvier et de juin 1996, 13 310 cas de sida ont été déclarés dans la région Europe de l'OMS, qui groupe quarante-cinq pays. 4 % de ces cas (6 508 cas) concernaient des enfants âgés de moins de 15 ans. « Globalement, en Europe, l'incidence du sida semble s'être stabilisée. Cependant, cette récente stabilisation doit être interprétée avec prudence, en tenant compte notamment de l'hétérogénéité géographique de l'épidémie », souligne le docteur Jean-Baptiste Brunet, directeur du centre.

En Europe occidentale, l'incidence du sida semble être stabilisée depuis deux à trois ans dans la plupart des pays du Nord. Ce phénomène est, pour l'essentiel, dû à la stabilisation de l'incidence des infections dues à des rapports homosexuels qui étaient, jusqu'à

présent, le mode de transmission responsable de la majorité des cas dans ces pays. En revanche, dans les pays de l'Europe du Sud (Espagne, Italie, Portugal) l'incidence du sida demeure particulièrement élevée et l'on n'observe pas, dans ces pays, de stabilisation. Ce phénomène est dû pour l'essentiel à la conséquence de l'utilisation de drogues injectables par voie intraveineuse. Dans les pays du centre et de l'est du continent, où l'épidémie est beaucoup plus récente, l'incidence de l'infection par le VIH est – à l'exception de la Roumanie – beaucoup plus faible qu'en Europe occidentale.

## LES 30-34 ANS MAJORITAIRES

Sur l'ensemble du continent, c'est la classe d'âge 30-34 ans qui représente la majorité de l'ensemble des cas de sida déclarés, et chez laquelle on recense les taux les plus élevés de contamination par le virus. Plus de 50 % des cas de sida déclarés dans la région Europe de l'OMS ont été déclarés par la Roumanie, où une

épidémie nosocomiale majeure a été détectée en 1989. Dans la plupart des autres pays, la grande majorité des cas de sida déclarés sont dus à la transmission du virus de la mère à l'enfant, la majorité de ces enfants étant nés de mère toxicomane.

Les utilisateurs de drogues injectables constituent aujourd'hui en Europe la population la plus concernée par la contamination par le VIH et représentent la plus grande part des cas de sida en Europe. Ces toxicomanes jouent d'autre part un rôle important dans la diffusion de l'épidémie hétérosexuelle et périnatale de cette maladie. Sur l'ensemble des 172 000 cas de sida diagnostiqués en Europe jusqu'à la fin de l'année 1995, plus de 73 000 cas (43 %) étaient associés à l'injection de drogues. Au total, plus de 90 % des cas de sida recensés depuis le début de l'épidémie et associés à l'injection de drogue sont concentrés dans le sud-ouest du continent européen. De 1990 à 1995, l'incidence par million d'ha-

bitants a augmenté de 4,5 à 42,5 en Portugal (soit un taux annuel moyen de changement de + 58 %), et de 70,5 à 125,6 en Espagne (+ 13 %). On observe d'autre part un début de phénomène similaire en Pologne, en Yougoslavie et en Ukraine à Odessa et à Mykolajiv.

« En conclusion, l'utilisation de drogues injectables a joué un rôle majeur dans la diffusion du VIH en Europe », notent les épidémiologistes du centre collaborateur de l'OMS. Nos données suggèrent que l'incidence de l'infection par le VIH contractée par l'utilisation de drogues injectables a diminué dans plusieurs pays de l'ouest de l'Europe, après avoir atteint des taux très élevés au milieu des années 1980. Dans le centre et dans l'est du continent européen, en raison de l'augmentation récente de la vulnérabilité des populations vis-à-vis du VIH et des épidémies importantes survenues chez les toxicomanes, il est particulièrement urgent de renforcer les mesures de prévention. »

Jean-Yves Nau

## BOURSE

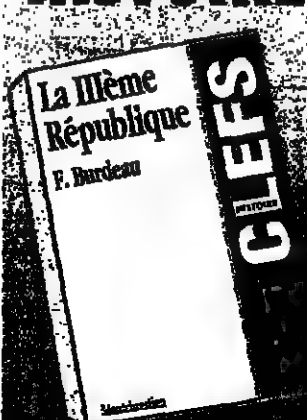
TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LEMONDE

Cours relevés le mercredi 23 octobre, à 10 h 15 (Paris)	
PERMUTURE DES PLACES ASIATIQUES	OUVERTURE DES PLACES EUROPEENNES
Tokyo Nikkei 21123,70 -0,84 +6,31	Cours au V. en % V. en %
Hong Kong Index 12444,70 -0,52 +24,48	2010 2100 fin 95
Tokyo Nikkei sur 3 mois	Paris CAC 40 2175,61 -0,21 +13,33
	Londres FT 100 2175,61 -0,21 +13,33
	Zurich 1801,07 -0,34 +12,73
	Milan MIB 50 1063 +0,38 +14,17
	Frankfurt Dax 30 2722,83 -0,23 +20,80
	Bruxelles 112,42
	Suisse SRS 1469,72 -0,64 +0,83
	Madrid Iboex 35 383,22 +0,63 +19,73
	Amsterdam CBS 408,40 -0,05 +27,02

Tirage du Monde daté mercredi 23 octobre 1996 : 492 425

## HISTOIRE

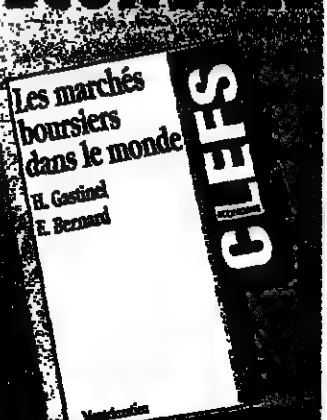


Vient de paraître en librairie 60 F

Montchrestien

Renseignements : Tél. 01 44 41 97 10

## ÉCONOMIE



Vient de paraître en librairie 60 F

Montchrestien

Renseignements : Tél. 01 44 41 97 10

## Le troisième tour de Roger Mei

IL Y AVAIT du champagne, Robert Hue, et beaucoup de beau monde communiste, mardi 22 octobre, à l'Assemblée nationale, pour fêter le vingt-quatrième député du groupe. Après l'avoir envoyé « au charbon », dans l'hémicycle, défendre les mines de Gardanne devant le ministre de l'Industrie Franck Borotra, le groupe parlementaire fêtait la victoire de Roger Mei autour d'un « pot amical ». Une « franche » victoire, la première à une élection partielle depuis 1967, rappelait le président du groupe, Alain Bocquet, qui permet du même coup de « doubler » République et Liberté (RL), le groupe d'élus de la majorité et de l'opposition auquel appartenait Bernard Tapie jusqu'à sa déchéance de son mandat.

## « MAASTRICHT, CE N'ÉTAIT PAS LA QUESTION »

L'occasion était belle, aussi, de faire le point sur cette élection tant commentée par les « élus-majors parisiens ». M. Mei, cela tombe bien, est venu là « pour dire ce qu'il pense ». A M. Marchais, debout devant lui, il rappelle implicitement : « Ma victoire est celle de l'ouverture, et je t'en remercie, Robert Hue ». Devant M. Bocquet, qui vient de souligner la victoire de l'« authenticité » et « le très large rassemblement, au second tour, contre l'extrême droite », il corrige : « Ce qui s'est passé à gauche, au premier tour, c'est aussi quelque chose d'important. Pour la

première fois, les « rouges et verts », la LCR, la CAP, un ex-candidat de GE, les Verts locaux, se sont rassemblés autour du candidat communiste. Je m'excuse de le dire fort, Robert Hue, mais on ne pourra pas ne pas tenir compte de ce qui s'est passé à Gardanne. »

Résolument hostile à la construction d'un « pôle radical » à la gauche du PS, défendu en revanche par les députés Patrick Braouezec, François Asensi et Jean Tardieu, qui contemplant avec ravissement la scène, le secrétaire national insiste : « Je ne crois pas qu'il se soit passé quelque chose de ce type à Gardanne. Il y avait aussi des socialistes qui ont voté pour nous dès le premier tour. N'allons pas torturer ce résultat local pour bâtir une stratégie nationale ! » Qu'on se le dise : pour le rassemblement à gauche et l'« union nouvelle » avec les socialistes, la place du Colonel-Fabien, qui vient de voter un texte sur l'Europe de nature à rassurer le PS, à la sienne.

Sur le terrain, en revanche, tous les coups sont permis. Tandis que M. Mei assure que « Maastricht, anti-Maastricht, ce n'était vraiment pas la question à Gardanne », André Lajoie, chargé des élections, chuchote aux députés la tactique du terrain : « Sur Maastricht, on est d'accord, vous ne l'écoutez pas. Chez vous, c'est là-dessus qu'il faudra faire campagne. »

Arlette Chemin

## Le vote

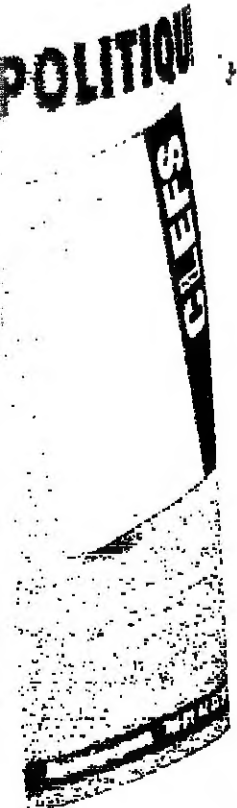


Vient de paraître en librairie 60 F

Montchrestien

Renseignements : Tél. 01 44 41 97 10





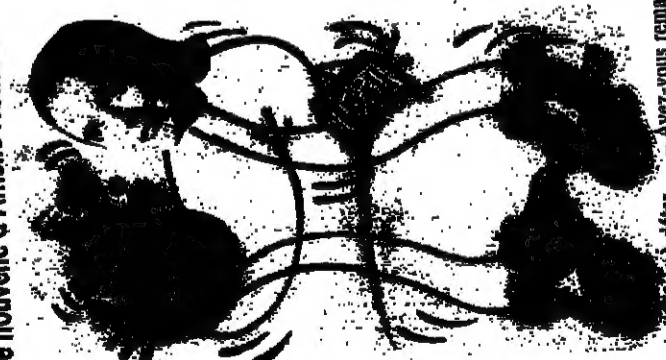
(Publicité)

Un supplément France Rail Publicité, édité par Le Monde

XVI

# Le Hollandais ferroviaire

Une nouvelle d'Amélie Nothomb



**L**e TGV vient de remplacer le train polidialectique sur la ligne Paris-Bruxelles. Il faut reconnaître que c'est un progrès : le trajet ne dure plus que deux heures au lieu de trois auparavant - disons au lieu de quatre, car l'antique véhicule était confortable et climatisé, il n'y a plus d'odeurs fétides. Il arrive même que l'on y croise des contrainteurs avenants.

Tout ceci est extraordinaire. Je dois cependant avouer que je regrette les anciens schémas-ichonk. Je ne pense pas être réactionnaire, mais le fait est que ces aménagements ne me servent à rien : quand on est un bruxellois solitaire, âgé de 60 ans, qui va à Paris une fois par semaine pour donner une heure de cours au Collège de France, on ne cherche pas à gagner du temps. Quant au confort, il m'indiffère.

En revanche, je vois bien ce que j'ai perdu : les compartiments. J'adorais cela. Un compartiment, c'était un salon où l'on discutait avec ses amis d'un jour. A présent, les wagons sont aménagés comme des autocars : on est calé à côté d'un seul voisin. Le chiffre deux étant le plus indésirable, chacun se cache dans son journal. Pour ceux qui ne veulent pas être dérangés, c'est l'idéal. Moi, hélas, j'aime qu'on me dérange, j'aime la compagnie. J'adore parler avec des gens qui ne savent pas que des gens qui ne savent pas que mes cours d'assriologie intéressent de moins en moins de monde. Le train amélievien était l'événement de mes semaines. J'ai des souvenirs de conversations ferroviaires absolument fabuleuses. Pour illustrer ma nostalgie, je me dois de raconter l'une d'entre elles, dont on comprendra qu'elle m'a été marquée.

C'était il y a deux ans. J'avais fait de préparer ma conférence hebdomadaire à quelques heures de plus en plus rares et endormis. A la gare du Nord, j'avais pris le train de Bruxelles : c'était un vendredi après-midi, les rames étaient bondées et nous avions dû nous asseoir à huit dans un vieux compartiment prévu pour six personnes.

Nous étions sortis comme des sardines, nous manquions d'air et certains d'entre nous ne sentaient pas très bon : les trois ou quatre heures de trajet promettaient d'être pénibles, même pour moi. Je remarquais cependant que l'un d'entre nous ne semblait pas incommodé, au contraire : il souriait et paraissait aussi dispos que s'il respirait une brise marine. C'était un homme long et mince, âgé d'une quarantaine d'années, dont la

Jeudi 24 octobre 1996

inconnu par un petit ballet manuel. J'étais naïf. Que ce polyglotte parle le langage des sards-mets en plus des idiomés, qu'il maîtrise à la perfection, je pourrais encore l'admettre ; mais comment avait-il pu devenir son infirmière ?

Semblablement, était-il donc écrit sur le visage du japonais qu'il était japonais, du Brésilien qu'il était brésilien et de l'Algérienne qu'elle était algérienne ?

Je contempnis cet homme suppliant avec la plus grande perpétuité quand tout à coup prodige : il se tourna vers moi et se mit à me parler, je le jure, en sumérien classique. Il employait même les tournures les plus élégantes et recherchées de cette langue morte. Claude Hagège en personne ne s'aurait pas en comparaison de ce phénomène qui faisait mieux que parler toutes les langues : il devenait les langues que cachaient les cerveaux des gens. Voici ce qu'il me dit - je me permets de traduire :

- Comme je suis content de vous rencontrer, professeur ! Il y a si longtemps que je voulais pratiquer mon sumérien classique : vous êtes le premier qui m'en donne l'occasion.

- Monsieur, qui pouvez-vous être ? balutai-je.

- Vous connaissez la légende du vaisseau fantôme et du Hollandais volant, me répondit-il. Eh bien moi, je suis le Hollandais ferroviaire.

Autour de nous, les passagers étaient inconnus du miracle qui se passait. D'abord, ils ne savaient pas que nous parlions la plus morte des langues mortes ; ensuite, ils ignoraient que le Baïre connaissait mon identité sans avoir eu besoin de me la demander ; enfin, ils ne comprenaient pas les paroles alambiquées que me disait ce personnage.

Toujours en sumérien classique, je lui posai les myriades de questions qui se bousculaient dans mon esprit, sans même lui laisser le temps de répondre :

- Vous sont-ils comparables à celui du Hollandais volant ? D'où vient votre malédiction ? Et votre connaissance phonétique des langues ? Faudrait-il qu'une femme vous aime jusqu'à la mort pour vous libérer ? Pourquoi prenez-vous le train ? etc.

A cet instant, le convoi s'immobilisa en rase campagne. Une voix dans un haut-parleur signala une panne. Dans le pré qui longeait la voie ferrée, les vaches faisaient ce que font les vaches : elles nous regardaient avec curiosité.

Eh bien, vous n'allez pas me croire : le Hollandais ouvrit la fenêtre et il m'expliqua... à la perfection.

Amélie Nothomb, 29 ans, vient de publier « Peuples-fictions », chez Grasset.

Amélie Nothomb

هكذا من الأمل



(Publicité)

## Sommaire

p. II Comparément Jaunes

p. IV Des étudiants sur les rails

p. V Interview de Daniel Cukierman

p. VII Un jour, une vie, un train

p. XII Cinéma : au départ de La Cité

p. XVI Une nouvelle d'Amélie Nothomb

Jeudi 24 octobre 1996

Un supplément France Rail Publicité, édité par Le Monde



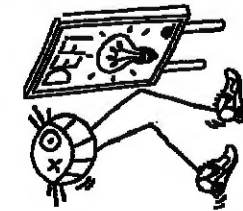




## Trains de campagnes

La publicité, en particulier celle qui vise la clientèle des jeunes, utilise largement les gares. Ce n'est pas sans raisons. L'imprégnation d'un milieu ou marketing de précision, la souplesse de la formule a convaincu les annonceurs. Tàtoo, Dockers, les Rita Mitsouko... Quelques exemples parmi d'autres de communications réussies.

Marc Lacouture, agence Dakota, directeur du plan média de la campagne Défi Jeunes



Pourquoi avoir choisi le réseau «Destination 15/24 ans» de France Rail pour les deux campagnes de Défi Jeunes ?

Il y a d'autres moyens de toucher certaines catégories de jeunes, mais France Rail nous permettait d'atteindre cette population dans son ensemble, les étudiants et lycéens comme ceux qui travaillent. Nous avons utilisé le réseau «Destination 15/24» deux années consécutives. En 1995, nous étions présents sur l'ensemble des 700 gares. Il s'agissait de notre mode de communication privilégié. En 1996, notre budget étant moins important, nous avons fait appel à la presse quotidienne régionale comme média de complément. Nous avons concentré notre effort d'affichage dans les gares des principales agglomérations et de l'ouest du pays. L'objectif de la campagne était de mobiliser des participants pour le «Carrefour de l'Initiative Jeunes» qui a réuni 500 jeunes porteurs de projets à La Rochelle du 14 au 16 mars dernier.

Quelles ont été les retombées de ces campagnes ?

Seules les données se rapportant à la campagne «Gares» de 1995 ont pu être analysées avec précision. Les retombées ont été jugées très bonnes par Défi Jeunes. La qualité du maillage du



réseau répondait à l'objectif de décentralisation de Défi Jeunes. Inscrite dans les départements les plus ruraux, la publicité a pris contact avec la Direction de la jeunesse et des sports locale. Pour 1996, les réactions aux communications passées dans la PQR ont été plus rapides, éma-

Jeudi 24 octobre 1996

pour les annonceurs. De plus, notre campagne, basée sur la remise en cause du formalisme vestimentaire au bureau, vient toucher les gros bataillons de jeunes cadres des banlieues parisiennes de l'Ouest parisien au moment où, se redonnant à leur travail engoués dans leur costume cravate, ils sont particulièrement réceptifs à notre message. C'est ce lien entre le réseau et le thème de la campagne qui nous permet de pratiquer un marketing de précision.

Jacques Renault, directeur de l'agence Corida

Vous utilisez le réseau France Rail pour promouvoir les tournées d'artistes tels que Dire Straits, ou les Rita Mitsouko. Pourquoi ?

En règle générale nous utilisons France Rail pour annoncer une tournée sur l'ensemble du territoire. Il s'agit d'un affichage soigné avec le recours aux «twins» vêtus et éclairés la nuit. Cette première vague n'est pas particulièrement ciblée pour un concert mais travaille l'image de fond de l'artiste en lui conférant une dimension nationale. C'est le contraire d'un affichage sauvage, d'un coup ponctuel. Cette campagne nationale n'a pas d'effet immédiat et direct sur la fréquentation mais permet d'ancrer la notoriété de l'artiste dans l'esprit du public. Ensuite, le réseau France Rail nous permet de concentrer l'effort sur les villes étapes de la tournée. Nous déterminons alors avec France Rail et les promoteurs locaux du spectacle le bassin de population et donc les gares susceptibles de drainer les spectateurs jusqu'au lieu du concert, en fonction des axes de communication de la région.

La transformation des gares et la multiplication des services offerts ont-elles pesé dans votre décision ?

Pour notre produit qui vise des consommateurs relativement aisés, l'amélioration de l'environnement gare était en effet importante. Le standing des gares s'est au cours des dernières années rapproché de celui des aéroports. Dans le cas des gares, on a affaire à une audience captive déambulant dans un endroit de plus en plus convivial. L'emplacement des panneaux qui est déterminé dès la conception d'une nouvelle gare ou à l'occasion d'une rénovation en fonction des courants de circulation permet des taux de répétition élevés. Dès lors les «spas perdus» ne le sont plus pour tout le monde et certainement pas

Jeudi 24 octobre 1996

## Génération X

Sociologiquement, les jeunes des années 90 sont les enfants de la «génération 68». Les Américains, à défaut de bien les comprendre, les ont baptisés «Génération X». L'appellation est restée.

Leurs parents rêvaient de découvrir «sous les pavés, la plage». Leur progéniture ne se reconnaît plus dans ces discours. Sans être des adeptes du «no future», les 15/24 ans cultivent avec une certaine désinvolture le réalisme démenché. Confrontés à la difficulté de trouver un emploi, ils retardent leur entrée dans le monde des adultes. Prolongent chez papa-maman la durée de leurs études et privilégient le confort, il veulent être sécurisés. S'ils recherchent avant tout dans leurs loisirs la sociabilité, ils rejettent la politique, plébiscitent la défense de l'environnement et la lutte contre la pauvreté.

LES VALEURS DES 15/24

Ils privilégient en premier lieu la famille (23 %), l'honnêteté (18,9 %) et l'amitié (15,5 %). Viennent ensuite le respect d'autrui, la franchise et la tolérance. Ils se disent préoccupés par la dégradation de l'environnement (58,5 %), la pauvreté en France (82 %) et le Sida (80 %). Peu concernés par les problèmes internationaux et religieux, ils affichent un désintérêt total pour la politique. (4)

LES LOISIRS DES 15/24

Tous loisirs confondus, ils sont 82 % à affirmer préférer les activités qui les amènent à sortir contre 62 % pour l'ensemble de la population.

Les sorties sont pour eux un facteur de sociabilité. La rencontre est le premier objectif de leurs loisirs. Ils recherchent la convivialité, l'appartenance à un groupe, à un mode de vie. Le sport est pour les 15/24 une forme de culture, d'identification qui se traduit en particulier dans leur façon de s'habiller. Les sports venus des USA (roller hockey, street volley...) sont particulièrement prisés ainsi que le football et le basket. Si 42 % lisent régulièrement, l'audiovisuel occupe une place beaucoup plus importante dans leur vie. Ils sont suréquipés en matériel. Consommateurs de télévision, ils plébiscitent les radios musicales de la bande FM (NRJ, Fun Radio, Sky Rock...). La musique est pour eux, là encore, un élément d'identification. (5)

LES COMPORTEMENTS DES 15/24

La difficulté de trouver un premier emploi détermine en partie leurs comportements. Ils restent de plus en plus longtemps chez leurs parents. Parmi les jeunes de 20 à 24 ans, près de 30 % des filles et 60 % des garçons y résident en 1995 (3). Les premiers étant plus précoces pour quitter le domicile familial.

LES REVENUS DES 15/24

La répartition de leurs ressources est la suivante : 56 % disposent de moins de 500 F/mois ; 26 % ont des revenus compris entre 500 et 5 000 F et les 18 % restant plus de 5 000 F/mois. L'ensemble représente un pouvoir d'achat annuel de 218 milliards de francs, une somme qui a doublé en France constants depuis trente ans.

A noter que les loisirs constituent l'essentiel de leurs dépenses (restauration, cinéma, sports, voyages...). Dans leurs achats, ils sont, parmi toutes les classes d'âge, ceux qui accordent la plus grande importance à la marque, mais le prix reste un critère déterminant de décision.

Plus biaisés et distancés que leurs aînés, ils ne veulent pas être dupes de discours qui leur présenteraient les produits comme des moyens d'accéder à un monde meilleur. Ils aiment les stratégies publicitaires qui usent du ton de la connivence pour peu qu'elles n'abusent pas de leurs propres codes et s'inscrivent dans leur monde. Ils recherchent dans la publicité des informations sur les marques, tout en demandant à être surpris et amusés par le discours. Enfin ils plébiscitent les pubs comparatives à condition qu'elles utilisent le second degré et apprêtent celles qui s'autoparodient.

Evolution du nombre de sites universitaires

Evolution du nombre d'étudiants

Un étudiant sur deux poursuit ses études à plus de 50 km de son domicile. Six sur dix n'habitent plus chez leurs parents.

Percentage de jeunes pouvant disposer d'une voiture par rapport à l'ensemble des français adultes.

Evolution du nombre de sites universitaires

Evolution du nombre d'étudiants

Un étudiant sur deux poursuit ses études à plus de 50 km de son domicile. Six sur dix n'habitent plus chez leurs parents.

Percentage de jeunes pouvant disposer d'une voiture par rapport à l'ensemble des français adultes.

Evolution du nombre de sites universitaires

Evolution du nombre d'étudiants

Un étudiant sur deux poursuit ses études à plus de 50 km de son domicile. Six sur dix n'habitent plus chez leurs parents.

Percentage de jeunes pouvant disposer d'une voiture par rapport à l'ensemble des français adultes.

Evolution du nombre de sites universitaires

Evolution du nombre d'étudiants

Un étudiant sur deux poursuit ses études à plus de 50 km de son domicile. Six sur dix n'habitent plus chez leurs parents.

Percentage de jeunes pouvant disposer d'une voiture par rapport à l'ensemble des français adultes.

Evolution du nombre de sites universitaires

Evolution du nombre d'étudiants



## Université : des étudiants sur les rails

Tarififications spécifiques et adaptation des dessertes ferroviaires, notamment régionales, en partenariat avec les collectivités locales, la SNCF «colle» à la nouvelle carte universitaire.

Conséquence de la volonté des pouvoirs publics d'attribuer 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat : l'enseignement supérieur se démocratise et bonifie la bonne vieille carte universitaire. Fini, pour les grandes métropoles, le privilège d'accueillir les étudiants. Aujourd'hui, elles doivent partager l'UT et premier cycle universitaire se multiplient dans les villes de moyenne importance.

Et ces dernières, le plus souvent, fonctionnent

sur une aide de recrutement locale, puisque 72 % des étudiants qu'elles accueillent sont originaires du département. En cinq ans, de 1989 à 1993, les effectifs des étudiants en premier cycle ont progressé de 27 %, pour atteindre le nombre de 650 000 et des projections à l'horizon 2003 avancent le chiffre de 710 000 ! Une population par définition jeune et qui, selon une récente étude du CREDOC, est très consommatrice (près de la moitié d'entre elle) de transports en commun pour son trajet domicile-études. Le même rythme de progression des effectifs — ou peu s'en faut — est observé pour les étudiants du deuxième et du troisième cycle. Il faut noter que leur dépendance à l'égard du train est légèrement moins grande que celle de leurs cadets.

Pour tenir compte de cet étatement, directeur de nouveaux déplacements, de la carte universi-

taire, la SNCF, en partenariat avec les collectivités locales, les conseils régionaux notamment, son réseau aux exigences de cette nouvelle clientèle.

Le renfort. Mettre en place des tarifications spécifiques. Et entreprendre la rénovation des gares TER pour rendre plus rationnelles et plus accueillantes. C'est le cas notamment dans le Nord-Pas-de-Calais, région au maillage ferroviaire déjà très dense. Blevy et étudiants gèrent 20 % des déplacements régionaux en province, tous modes de transports confondus. Si on ne s'intéresse qu'au trafic ferroviaire, plus du tiers (31 %) des voyageurs sur ces trajets régionaux sont des étu-

### Plus du tiers des voyageurs sur les trajets régionaux sont des jeunes.

dians, des élèves et des apprentis (voir page II). Ces chiffres expliquent les initiatives volontaristes de la SNCF et des collectivités locales.

Exemplaire, mais certainement pas isolé, car bien d'autres Régions ont la même politique. L'action menée en Rhône-Alpes en est un exemple. Depuis le mois de septembre, 36 trains supplémentaires circulent sur le réseau Transport Express Régional. Cette politique en faveur des échanges inter-régionaux profite, bien sûr, à tous les Rhône-Alpins, accompagnés d'un effort particulier en direction des 141 000 étudiants de la zone. 43,6 % d'entre eux résident hors de l'agglomération de l'université et utilisent les trains ou un véhicule particulier : 36 % ont des trajets d'une durée supérieure à 30 minutes et 52,2 % ont un budget mensuel pour leur déplacement compris entre 200 et 500 F. Les liaisons entre villes universi-

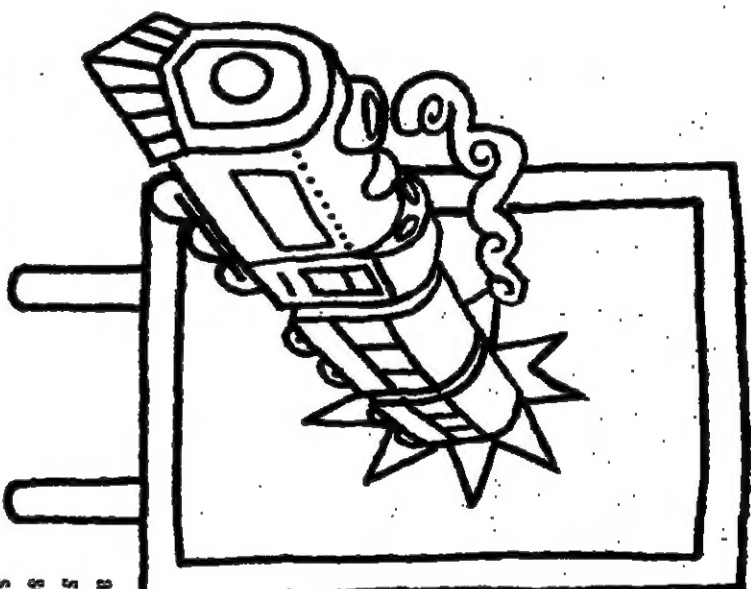
taires font donc l'objet de toutes les attentions. Les services de police sont renforcés pour tenir compte des rythmes des universités et des grandes écoles. Mieux, dès cette rentrée universitaire, une tarification spécifique s'applique aux étudiants. Contre 200 F (200 F) d'une carte régionale, ils paieront leurs titres de transport à moitié prix. Pour faciliter le déplacement des étudiants de l'académie d'Orléans-Tours entre leur domicile et leur lieu d'études, à l'intérieur des six départements de la Région Centre, l'académie régionale a, lui aussi, décidé la création d'une carte spécifique appelée «TER Bec +3» : 200 F et réduction de 50 % sur le prix du billet SNCF durant une année, sans limitation du nombre de voyages. La encore les élus comme la

SNCF entendent contribuer au développement des pôles universitaires régionaux, implantés à Tours et Orléans avec des antennes à Bourges, Blois, Châteauneuf, Vézelay et Chartres. Cette volonté affichée de la SNCF et des Régions de tous mieux coller à l'évolution de la carte universitaire en renforçant et en améliorant le maillage ferroviaire permet, aujourd'hui, à des dizaines de milliers d'étudiants de vivre loin de la ville tout en restant urbains puisqu'ils y poursuivent leurs études.

Enfin, des services de police sont renforcés pour tenir compte des rythmes des universités et des grandes écoles. Mieux, dès cette rentrée universitaire, une tarification spécifique s'applique aux étudiants. Contre 200 F (200 F) d'une carte régionale, ils paieront leurs titres de transport à moitié prix. Pour faciliter le déplacement des étudiants de l'académie d'Orléans-Tours entre leur domicile et leur lieu d'études, à l'intérieur des six départements de la Région Centre, l'académie régionale a, lui aussi, décidé la création d'une carte spécifique appelée «TER Bec +3» : 200 F et réduction de 50 % sur le prix du billet SNCF durant une année, sans limitation du nombre de voyages. La encore les élus comme la

## Le film et le train : raison et sentiments

Pourquoi les distributeurs de films choisissent-ils la publicité dans les gares ? Interview de Frédéric Girard, directeur du marketing de Columbia Tristar.



Beaucoup de vos films destinés au jeune public font l'objet d'un affichage dans les gares. Comment expliquez-vous cette stratégie ?

Les jeunes constituent une population mobile. Ils n'ont pas tous une voiture, loin de là. Ils sont donc très présents dans les gares. C'est encore plus vrai durant la période des vacances. Le gros avantage de France Rail par rapport à l'affichage traditionnel, c'est qu'il permet un affichage ciblé en offrant une forte surpondération des jeunes qui sont en France les plus assidus à fréquenter les salles obscures. L'autre atout majeur du réseau des gares réside dans l'excellence de son maillage. France Rail s'impose à l'esprit lorsque l'on a un objectif fort en province. Dans les petites gares, l'environnement n'est pas saturé en publicité et les panneaux bénéficient d'une très bonne visibilité.

Prenez un cas précis et récent. Celui de «Dangereuse Alliance», par exemple...

«Dangereuse Alliance» était ce que j'appellerai un bon film pour France Rail : une sortie durant les vacances, décalée vers la province, visant un public jeune et plutôt populaire. La campagne menée au mois de juillet a dépassé nos espérances puisque, parmi les dix plus

grosses entrées au 23 août, «Dangereuse Alliance» était le film affichant le meilleur ratio Paris-Province avec 4,41 entrées en Province pour 1 entrée parisienne. Sans tête d'affiche ni budget exceptionnel, ce film destiné aux adolescents, avec une bande son très rock et mettant en scène des personnages de leur âge qui s'inscrivent à la sorcellerie, a obtenu des résultats plus qu'honorables.

Échangez-vous parfois des campagnes exclusives dans les gares ?

L'affichage dans les gares occupe une place centrale dans le plan média de promotion de «Dangereuse Alliance». En règle générale, France Rail obtient un bon tiers de nos budgets d'affichage. Pour autant la seule présence dans les gares n'est pas toujours à proximité immédiate d'une salle de cinéma. Mais France Rail reste pour nous incontournable, en particulier au moment des grandes départs avec 5 à 6 millions de personnes touchées. Son intérêt est alors double, en informant le vacancier sur son lieu de séjour ou en lui suggérant une idée de sortie pour ses congés. Nous complétons cet affichage informatif par un affichage éducatif dans la ville qui touche le passant au moment où il songe à aller au cinéma.

L'inauguration du train peut-il être le cas idéal pour ancrer une campagne de promotion ?

Je n'ai pas le souvenir dans un passé récent d'un film «ferroviaire». En revanche il nous arrive de profiter des possibilités de synergies offertes par la SNCF. C'est ainsi que nous avons mené une très belle opération de lancement pour la sortie en février 1996 de «Raison et sentiments». Le premier motif du choix de France Rail était la encore quantitatif avec une sortie durant les vacances de février. Mais pour ce film prestigieux et très british, nous avons souhaité apporter une touche qualitative. En liaison avec Eurstar, nous avons organisé un concours offrant à 10 gagnants un aller-retour permettant d'assister à la première du film à Londres, en présence du prince Charles. Cette opération était relayée dans le magazine de la SNCF diffusé sur Eurstar pour approfondir l'effet massif de l'affichage. Devant le succès de l'opération, nous envisageons d'autres

collaborations avec la SNCF, notamment en utilisant le support du Carrissimo, produit jeune très attractif.



«Dangereuse Alliance», par exemple... «Dangereuse Alliance» était ce que j'appellerai un bon film pour France Rail : une sortie durant les vacances, décalée vers la province, visant un public jeune et plutôt populaire. La campagne menée au mois de juillet a dépassé nos espérances puisque, parmi les dix plus grosses entrées au 23 août, «Dangereuse Alliance» était le film affichant le meilleur ratio Paris-Province avec 4,41 entrées en Province pour 1 entrée parisienne. Sans tête d'affiche ni budget exceptionnel, ce film destiné aux adolescents, avec une bande son très rock et mettant en scène des personnages de leur âge qui s'inscrivent à la sorcellerie, a obtenu des résultats plus qu'honorables.

Jeudi 24 octobre 1996